

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**COMMERZBANK AKTIENGESELLSCHAFT**

Société de droit allemand au capital de 1 154 M€  
Siège social : Kaiserplatz, 60311 Frankfurt am Main

Nos Comptes Groupe sont établis conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) et à leur interprétation par le Comité d'interprétation des IFRS. Nous avons pris en compte toutes les normes et interprétations contraignantes dans l'Union européenne pour l'exercice 2025.

**I. — Bilan de Commerzbank Aktiengesellschaft au 31 décembre 2025**

(En millions d'euros.)

Actif	Notes	31/12/2025	31/12/2024	Variations en %
Fonds en caisse et fonds à vue	(61)	60 430	73 001	-17,2
Actifs financiers - Coût amorti	(25)	330 542	310 925	6,3
Dont donnés en garantie		3 104	2 893	7,3
Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur	(27)	69 926	56 725	23,3
Dont donnés en garantie		19 721	13 674	44,2
Actifs financiers - Obligatoirement à la juste valeur par le biais du compte de résultat	(29)	82 791	67 849	22,0
dont donnés en garantie		-	-	
Actifs financiers - Détenus à des fins de transaction	(30)	37 571	36 831	2,0
Dont donnés en garantie		2 405	1 137	
Ajustement de valeur sur les couvertures de juste valeur du portefeuille		-2 234	-1 546	44,5
Justes valeurs positives des instruments de couverture dérivés	(43)	1 241	1 280	-3,1
Participations dans des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(44)	242	166	46,2
Immobilisations incorporelles	(45, 46)	1 859	1 785	4,1
Actifs immobilisés	(47)	2 093	2 244	-6,7
Immeubles de placement	(48)	166	322	-48,6
Actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes destinés à être cédés (1)	(49)	225	83	
Actifs d'impôt exigible	(51)	319	216	47,4
Actifs d'impôt différé	(51)	1 450	1 929	-24,8
Autres actifs	(53)	3 473	2 837	22,4
<b>Total</b>		<b>590 092</b>	<b>554 646</b>	<b>6,4</b>

(1) Description du poste modifiée.

Passif et capitaux propres	Notes	31/12/2025	31/12/2024 (1)	Variations en %
Passifs financiers - Coût amorti	(26)	476 595	440 519	8,2
Passifs financiers - Option de la juste valeur	(28)	52 661	46 513	13,2
Passifs financiers - Détenus à des fins de transaction	(31)	16 254	23 227	-30,0
Ajustement de valeur sur les couvertures de juste valeur du portefeuille		-1 713	-2 262	-24,2
Justes valeurs négatives des instruments de couverture dérivés	(43)	1 953	2 306	-15,3
Provisions	(45, 46)	3 807	3 748	1,6
Passifs d'impôt exigible	(52)	583	467	24,9
Passifs d'impôt différé	(52)	6	46	-87,9
Passifs de groupes destinés à être cédés (2)	(50)	83	7	
Autres passifs	(54)	4 500	4 357	3,3
Capitaux propres	(62)	35 364	35 716	-1,0
Capital souscrit		1 097	1 154	-4,9
Réserve de capital		10 200	10 143	0,6
Bénéfices non distribués		19 276	18 994	1,5
Autres réserves (avec recyclage)		-254	-248	2,8
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Commerzbank		30 319	30 043	0,9
Autres éléments de capitaux propres		3 510	4 425	-20,7
Obligations de catégorie 1 (obligations AT-1 de Commerzbank AG)		3 159	4 073	-22,5
Obligations de catégorie 1 (obligations AT-1 de mBank S.A., selon IFRS 10 Intérêts ne donnant pas le contrôle)		352	352	-
Part des intérêts minoritaires (3)		1 535	1 249	22,9
<b>Total</b>		<b>590 092</b>	<b>554 646</b>	<b>6,4</b>

(1) Chiffres de l'exercice précédent ajustés en raison de retraitements (voir Note 4).

(2) Description du poste modifiée.

(3) À l'exclusion des obligations de catégorie 1 (obligations AT-1) de mBank S.A., qui sont incluses dans les éléments de capitaux propres supplémentaires.

**II. — Compte de résultat**

(En millions euros.)	Notes	01/01/- 31/12/2025	01/01/- 31/12/2024 (1)	Variations en %
Produits d'intérêts comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif	(9)	15 475	17 222	-10,1
Produits d'intérêts comptabilisés sans application de la méthode du taux d'intérêt effectif	(9)	4 045	3 994	1,3
Produits d'intérêts	(9)	19 520	21 215	-8,0
Charges d'intérêts	(9)	11 294	12 884	-12,3
Marge nette d'intérêt	(9)	8 226	8 331	-1,3
Revenus de dividendes	(10)	29	44	-33,0
Résultat du risque	(11)	-722	-743	-2,9
Produits de commissions	(12)	4 920	4 583	7,4
Frais de commission	(12)	891	821	8,5
Produits nets de commissions	(12)	4 029	3 762	7,1
Résultat net des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	(13)	14	-170	
Produits nets de la comptabilité de couverture	(14)	200	25	
Plus ou moins-values sur cession d'actifs financiers - Coût amorti		65	145	-55,3
Autres profits ou pertes divers réalisés sur des instruments financiers		60	-20	
Autres produits nets liés aux instruments financiers	(15)	125	125	0,3
Résultat net courant des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(16)	14	1	
Autre résultat net	(17)	-466	-1 011	-53,9
Charges d'exploitation	(18)	6 666	6 244	6,8
Cotisations obligatoires	(19)	274	283	-3,1
Dépréciations du goodwill	(20)	-	-	
Charges de restructuration	(21)	562	3	
Résultat avant impôts		3 947	3 833	3,0
Impôts sur le résultat	(22)	1 089	989	10,1
Résultat consolidé		2 859	2 845	0,5
Résultat consolidé attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		234	168	39,2
Résultat consolidé attribuable aux actionnaires de Commerzbank (2)		2 625	2 677	-1,9

(1) Chiffres de l'exercice précédent ajustés en raison de retraitements (voir Note 4).

(2) Description du poste modifiée.

(En euros.)	Notes	01/01/- 31/12/2025	01/01/- 31/12/2024 (2)	Variations en %
Résultat par action (1)	(24)	2,06	2,06	-0,2

(1) Moyenne pondérée des actions ordinaires après chaque programme de rachat d'actions (voir également l'état des variations des capitaux propres).

(2) Chiffres ajustés (voir Note 24).

Le résultat par action, calculé conformément à IAS 33, est basé sur le résultat consolidé attribuable aux actionnaires de Commerzbank, après déduction des distributions AT-1.

Aucun droit de conversion ou d'option n'était en cours au cours de l'exercice 2025 ou 2024. Le chiffre du résultat dilué par action était donc identique au chiffre non dilué.

**III. — État résumé du résultat global**

(En millions d'euros.)	01/01/- 31/12/2025	01/01/- 31/12/2024	Variations en %
Résultat consolidé	2 859	2 845	0,5
Variation par rapport à la réévaluation des régimes à prestations définies non comptabilisés en résultat	330	82	
Variation des écarts de crédit propres de l'option de la juste valeur des passifs non comptabilisés en résultat	-76	-98	-23,0
Éléments non recyclables en résultat	255	-16	
Variation de la réserve de réévaluation des titres de créance (FVOCI <sub>MR</sub> )			
Reclassé en résultat	-57	8	
Variation de valeur non comptabilisée en résultat	292	10	
Variation de la réserve de couverture de flux de trésorerie			
Reclassé en résultat	1	1	
Variation de valeur non comptabilisée en résultat	24	43	-43,1
Variation de la réserve pour les écarts de conversion			
Reclassé en résultat	-	-	
Variation de valeur non comptabilisée en résultat	-233	194	

Effet de valorisation de la couverture d'investissement net			
Reclassé en résultat	-	-	
Variation de valeur non comptabilisée en résultat	2	3	-37,2
Variations des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	0	0	-88,7
Éléments recyclables en résultat	29	257	-88,9
Autres éléments du résultat global	283	241	17,4
Total du résultat global	3 142	3 086	1,8
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	269	203	32,1
Résultat global attribuable aux actionnaires de Commerzbank (1)	2 873	2 883	-0,3

(1) Description du poste modifiée.

Autres éléments du résultat global (En millions d'euros.)	01/01-31/12/2025			01/01-31/12/2024		
	Avant impôts	Impôts	Après impôts	Avant impôts	Impôts	Après impôts
Variation de l'écart de crédit propre (OCS) de l'option de la juste valeur des passifs	-85	9	-76	-130	32	-98
Variation au titre de la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies	482	-151	330	120	-38	82
Variation de réévaluation des titres de créance (FVOCI <sub>MR</sub> )	289	-54	235	15	2	17
Variation de la réserve de couverture de flux de trésorerie	32	-6	26	53	-10	43
Variation de la couverture d'investissement net	2	-1	2	4	-1	3
Variation de la réserve pour les écarts de conversion	-233	-	-233	194	-	194
Variations des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	0	-	0	0	-	0
Autres éléments du résultat global	487	-204	283	256	-15	241

## IV. – État des variations de capitaux propres

(En millions d'euros.)	Capital souscrit	Réserve de capital	Bénéfices non distribués	Autres réserves		
				Réserve de réévaluation	Réserve de couverture de flux de trésorerie	Réserve de conversion
Capitaux propres au 01/01/2025	1 154	10 143	18 994	-135	-21	-91
Total du résultat global	-	-	2 880	225	18	-250
Résultat consolidé			2 625			
Variation du spread de crédit propre (OCS) des passifs FVO			-76			
Variation au titre de la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies			331			
Variation de la réévaluation des titres de créance (FVOCI <sub>MR</sub> )				225		
Variation de la réserve de couverture de flux de trésorerie					18	
Variation de la réserve pour les écarts de conversion						-251
Effet d'évaluation de la couverture d'investissement net						2
Variations des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence						0
Rachat d'actions	-57	58	-1 529			
Dividendes versés sur les actions			-733			
Paiements sur les obligations additionnelles de catégorie 1 (2), (3)			-309			
Modification du pourcentage de détention des titres de participation			-2			
Autres variations			-25			
Capitaux propres au 31/12/2025	1 097	10 200	19 276	90	-3	-341

(2) Le paiement du coupon de 38 millions d'euros effectué par mBank S.A. au cours de l'exercice 2025 a réduit les bénéfices non distribués de 26 millions d'euros et les participations ne donnant pas le contrôle de 12 millions d'euros.

(3) Comprend les effets des distributions ainsi que les rachats et remboursements d'éléments de capitaux propres supplémentaires (obligations AT-1).

(En millions d'euros.)	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Commerzbank	Autres éléments de capitaux propres (1)		Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
		Obligations de catégorie 1 (obligations AT-1 de Commerzbank AG)	Obligations de catégorie 1 (obligations AT-1 de mBank S.A.)		
Capitaux propres au 01/01/2025	30 043	4 073	352	1 249	35 716
Total du résultat global	2 873	-	-	269	3 142
Résultat consolidé	2 625			234	2 859
Variation du spread de crédit propre (OCS) des passifs FVO	-76				-76
Variation au titre de la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies	331			-0	330
Variation de la réévaluation des titres de créance (FVOCI <sub>mR</sub> )	225			10	235
Variation de la réserve de couverture de flux de trésorerie	18			8	26
Variation de la réserve pour les écarts de conversion	-251			18	-233
Effet d'évaluation de la couverture d'investissement net	2			-	2
Variations des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	0				0
Rachat d'actions	-1 528			-	-1 528
Dividendes versés sur les actions	-733			-4	-737
Paielements sur les obligations additionnelles de catégorie 1 (2), (3)	-309			-12	-321
Modification du pourcentage de détention des titres de participation	-2			2	-
Autres variations	-25	-915		31	-909
Capitaux propres au 31/12/2025	30 319	3 159	352	1 535	35 364

(1) Comprend les obligations de fonds propres additionnels de catégorie 1 (obligations AT-1), qui sont des obligations subordonnées non garanties classées en capitaux propres selon les normes IFRS.

(2) Le paiement du coupon de 38 millions d'euros effectué par mBank S.A. au cours de l'exercice 2025 a réduit les bénéfices non distribués de 26 millions d'euros et les participations ne donnant pas le contrôle de 12 millions d'euros.

(3) Comprend les effets des distributions ainsi que les rachats et remboursements d'éléments de capitaux propres supplémentaires (obligations AT-1).

(En millions d'euros.) (1)	Capital souscrit	Réserve de capital	Bénéfices non distribués	Autres réserves		
				Réserve de réévaluation	Réserve de couverture de flux de trésorerie	Réserve de conversion
Capitaux propres au 31/12/2023 (avant ajustements selon IAS 8)	1 240	10 087	18 026	-145	-52	-278
Variation due aux retraitements rétrospectifs			-6			6
Capitaux propres au 01/01/2024	1 240	10 087	18 019	-145	-52	-272
Total du résultat global			2 662	10	30	181
Résultat consolidé			2 677			
Variation de l'écart de crédit propre (OCS) de l'option de la juste valeur des passifs			-98			
Variation au titre de la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies			83			
Variation de réévaluation des titres de créance (FVOCI <sub>mR</sub> )				10		
Variation de la réserve de couverture de flux de trésorerie					30	
Variation de la réserve de conversion						178
Effet de valorisation de la couverture d'investissement net						3
Variation dans les sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence						0
Rachat d'actions	-87	56	-1 041			
Dividendes versés sur les actions			-415			
Paielements sur instruments additionnels de fonds propres de catégorie 1 (3)			-230			
Modification du pourcentage de détention des titres de participation			-2			
Autres variations			1			
Capitaux propres au 01/01/2024	1 154	10 143	18 994	-135	-21	-91

(1) Chiffres ajustés.

(3) Comprend les effets des distributions ainsi que les rachats et remboursements d'éléments de capitaux propres supplémentaires (obligations AT-1).

(En millions d'euros.) (1)	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Commerzbank	Autres éléments de capitaux propres (2)		Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
		Obligations de catégorie 1 (obligations AT-1 de Commerzbank AG)	Obligations de catégorie 1 (obligations AT-1 de mBank S.A.)		
Capitaux propres au 31/12/2023 (avant ajustements selon IAS 8)	28 878	3 114		1 016	33 009
Variation due aux retraitements rétrospectifs					
Capitaux propres au 01/01/2024	28 878	3 114	-	1 016	33 009
Total du résultat global	2 883			203	3 086
Résultat consolidé	2 677			168	2 845
Variation de l'écart de crédit propre (OCS) de l'option de la juste valeur des passifs	-98				-98
Variation au titre de la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies	83			-1	82
Variation de réévaluation des titres de créance (FVOCI mR)	10			7	17
Variation de la réserve de couverture de flux de trésorerie	30			13	43
Variation de la réserve de conversion	178			16	194
Effet de valorisation de la couverture d'investissement net	3				3
Variation dans les sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	0				0
Rachat d'actions	-1 072			-	-1 072
Dividendes versés sur les actions	-415			-3	-418
Paievements sur instruments additionnels de fonds propres de catégorie 1 (3)	-230				-230
Modification du pourcentage de détention des titres de participation	-2			28	26
Autres variations	1	959	352	4	1 315
Capitaux propres au 01/01/2024	30 043	4 073	352	1 249	35 716

(1) Chiffres ajustés.

(2) Comprend les obligations de fonds propres additionnels de catégorie 1 (obligations AT-1), qui sont des obligations subordonnées non garanties classées en capitaux propres selon les normes IFRS.

(3) Comprend les effets des distributions ainsi que les rachats et remboursements d'éléments de capitaux propres supplémentaires (obligations AT-1).

### Obligations AT-1

Au total, les émissions et rachats/remboursements suivants ont été effectués pour les obligations AT-1 au cours de l'exercice en cours et de l'exercice précédent :

Obligations AT-1 - Nouvelles émissions 2025 - ISIN	Société	Date d'émission	Volume en millions	Devise	Coupon (fixe, mais discrétionnaire) en %	Première date de remboursement anticipé
DE000CZ45WD1	Commerzbank Aktiengesellschaft	03/06/2025	750	Euro	6,625	Octobre 2032

Obligations AT-1 - rachats/remboursements 2025 - ISIN	Société	Date de règlement/remboursement	Volume en millions	Devise	Prix en %	Rachat/remboursement
XS2024502960	Commerzbank Aktiengesellschaft	09/04/2025	476	USD	100,000	Remboursement
XS2189784288	Commerzbank Aktiengesellschaft	16/06/2025	799	Euro	100,900	Rachat
XS2189784288	Commerzbank Aktiengesellschaft	09/10/2025	451	Euro	100,000	Remboursement

Obligations AT-1 - Nouvelles émissions 2024 - ISIN	Société	Date d'émission	Volume en millions	Devise	Coupon (fixe, mais discrétionnaire) en %	Première date de remboursement anticipé
DE000CZ45WB5	Commerzbank Aktiengesellschaft	02/07/2024	750	Euro	7,875	Octobre 2031
XS2914160804	Commerzbank Aktiengesellschaft	08/10/2024	750	USD	7,500	Octobre 2030
PLBRE0005227	mBank S.A. (1)	06/12/2024	1 500	Zloty polonais	10 630	Décembre 2029

(1) Commerzbank déclare ces obligations ainsi que ses propres obligations AT-1 dans la rubrique « autres éléments de capitaux propres » en raison de leur similitude économique. En raison de son caractère discrétionnaire, la rémunération attribuable aux obligations AT-1 pour l'exercice en cours ne sera pas prise en compte dans le compte de résultat, mais sera intégrée dans l'état des variations des capitaux propres de l'exercice suivant, dans le cadre de l'affectation du résultat, une fois la résolution adoptée.

Obligations AT-1 - rachats/remboursements 2024 - ISIN	Société	Date de règlement/remboursement	Volume en millions	Devise	Prix en %	Rachat/remboursement
XS2024502960	Commerzbank Aktiengesellschaft	11/10/2024	524	USD	100,650	Rachat

## Actions Commerzbank

### Rachat d'actions

Depuis 2023, Commerzbank Aktiengesellschaft a procédé à des rachats d'actions dans le but de réduire le capital social de Commerzbank Aktiengesellschaft. Les actions qui ont été rachetées mais qui n'ont pas encore été retirées réduisent déjà le capital souscrit à déclarer selon les IFRS à la date de clôture correspondante. Par ailleurs, un rachat d'actions de 12 millions d'euros a été effectué au quatrième trimestre 2025 dans le cadre d'un programme d'actionnariat salarié.

Les actions ayant été émises ultérieurement au profit des membres du personnel, le nombre d'actions en circulation n'a pas changé. En conséquence, ce rachat d'actions n'apparaît pas dans les tableaux suivants. Les programmes de rachat d'actions pour l'exercice 2025 et l'exercice précédent sont présentés dans les tableaux suivants :

2025 Nom du programme de rachat d'actions	Période d'acquisition d'actions propres	Quantité d'actions acquises au 31/12 de l'exercice	Montant proportionnel du capital social en €	Pourcentage du capital social en %	Volume acheté en millions d'euros au cours de l'exercice	Prix moyen par action en €	Quantité d'actions annulées au 31/12 de l'exercice	Quantité d'actions non annulées au 31/12 de l'exercice
2024-11	07/11/2024 - 20/12/2024	-	-	-	-	-	31 078 067	-
2024-11	02/01/2025 - 20/01/2025	7 759 739	7 759 739	0,66	128	16,49	7 759 739	-
2025-1	14/02/2025 - 26/03/2025	18 335 008	18 335 008	1,55	400	21,81	18 335 008	-
2025-11	25/09/2025 - 17/12/2025	30 972 690	30 972 690	2,75	1 000	32,28	-	30 972 690
Total		57 067 437	57 067 437		1 528		57 172 814	30 972 690

Nom du programme de rachat d'actions 2024	Période d'acquisition d'actions propres	Quantité d'actions acquises au 31/12 de l'exercice	Montant proportionnel du capital social en €	Pourcentage du capital social en %	Volume acheté en millions d'euros au cours de l'exercice	Prix moyen par action en €	Quantité d'actions annulées au 31/12 de l'exercice	Quantité d'actions non annulées au 31/12 de l'exercice
2024-1	10/01/2024 - 05/03/2024	55 554 320	55 554 320	4,48	600	10,80	55 554 320	-
2024-11	07/11/2024 - 20/12/2024	31 078 067	31 078 067	2,62	472	15,19	-	31 078 067
Gesamt		86 632 387	86 632 387		1 072		55 554 320	31 078 067

Le capital social a évolué comme suit :

Actions sans valeur nominale	31/12/2025			31/12/2024	
	Valeur par action en €	Capital social (En millions d'euros.)	Actions sans valeur nominale	Valeur par action en €	Capital social (En millions d'euros.)
1 127 496 195	1,00	1 127	1 184 669 009	1,00	1 185

### Distribution du dividende

Il sera proposé à l'assemblée générale annuelle de distribuer un dividende de 1,10 € par action (exercice précédent : dividende versé de 0,65 € par action) sur le résultat net de Commerzbank Aktiengesellschaft pour l'exercice 2025.

Sur la base des 1 096 523 505 actions en circulation au 31 décembre 2025 (exercice précédent : 1 153 590 942 actions), cela se traduirait par un montant total de distribution de 1 206 millions d'euros (exercice précédent : 750 millions d'euros), sans tenir compte des actions non encore annulées dans le cadre des programmes de rachat d'actions.

### Autres variations

Au 31 décembre 2025, la part des relations de couverture inactives dans la réserve de couverture de flux de trésorerie s'élève à 0 million d'euros (exercice précédent : -1 million d'euros), tandis que la part des relations de couverture actives s'élevait à -3 millions d'euros (exercice précédent : -20 millions d'euros).

Les variations significatives de la réserve pour les écarts de conversion au cours de l'exercice 2025 résultent principalement des devises suivantes : dollar américain, zloty polonais, livre sterling et rouble russe.

Les variations des participations reflétées dans les bénéfices non distribués de -2 millions d'euros (exercice précédent : -2 millions d'euros) résultent d'augmentations de capital d'entités déjà consolidées.

Les autres variations comprennent principalement les acquisitions et les cessions d'obligations AT-1, qui entraînent une augmentation ou une diminution des composantes de capitaux propres supplémentaires de catégorie 1. En outre, cette rubrique comprend les variations du périmètre de consolidation ainsi que les variations liées aux impôts sur les organismes à but non lucratif.

**V. — État des flux de trésorerie**

(En millions d'euros.)	Notes	2025	2024 (1)
Résultat consolidé		2 859	2 845
Éléments hors trésorerie du compte de résultat consolidé et rapprochement avec les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation :			
Dépréciations, amortissements, réévaluations d'immobilisations et d'autres actifs, variations de provisions et variations nettes dues à la comptabilité de couverture		4 674	2 197
Variation des autres positions sans effet sur la trésorerie		2 809	952
Gain net ou perte nette sur la cession d'actifs immobilisés	(17)	8	12
Autres ajustements		-4 466	-6 728
Sous-total		5 883	-722
Variation de l'actif et du passif provenant des activités d'exploitation après ajustement des éléments hors trésorerie :			
Actifs financiers - Coût amorti	(25)	-19 508	-12 109
Actifs financiers - Obligatoirement à la juste valeur par le biais du compte de résultat	(29)	-15 070	-19 578
Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur	(27)	-13 201	-16 582
Actifs financiers - Détenus à des fins de transaction	(30)	-11 962	-5 516
Autres actifs provenant des activités d'exploitation		-661	-560
Passifs financiers - Coût amorti	(26)	36 025	20 603
Passifs financiers - Option de la juste valeur	(28)	5 934	8 347
Passifs financiers - Détenus à des fins de transaction	(31)	-11	-24
Trésorerie nette provenant des cotisations aux actifs du régime	(57)	295	283
Autres passifs provenant des activités d'exploitation		-1 912	-1 989
Intérêts reçus	(9)	19 317	20 864
Dividendes reçus	(10)	29	44
Intérêts versés	(9)	-10 969	-12 813
Impôt sur le résultat payé	(22)	-917	-544
Trésorerie nette provenant des activités d'exploitation		-6 727	-20 296
Produit de la cession de :			
Participations dans des filiales et sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(44)	35	59
Immobilisations corporelles et incorporelles	(45, 46, 47)	186	35
Paiements pour acquisition de :			
Participations dans des filiales et sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(44)	-103	-62
Immobilisations corporelles et incorporelles	(45, 46, 47)	-1 147	-1 146
Effets des changements au sein du groupe de sociétés consolidées			
Flux de trésorerie provenant des acquisitions déduction faite des réserves de trésorerie acquises		-	-200
Flux de trésorerie provenant des cessions déduction faite des réserves de trésorerie cédées		29	-
Trésorerie nette issue des opérations d'investissement		-999	-1 313
Dividendes versés sur les actions		-733	-415
Levée/remboursement de passifs subordonnés		283	1 245
Rachat d'actions		-1 528	-1 072
Autres éléments de capitaux propres		-915	1 310
Dividende sur les composantes de capitaux propres additionnelles		-309	-230
Remboursement des dettes locatives		-267	-292
Trésorerie nette issue des opérations d'investissement		-3 469	546
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice précédent		73 001	93 126
Trésorerie nette provenant des activités d'exploitation		-6 727	-20 296
Trésorerie nette issue des opérations d'investissement		-999	-1 313
Trésorerie nette issue des opérations d'investissement		-3 469	546
Effets des fluctuations des taux de change		-1 376	939
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin d'exercice		60 430	73 001

(1) Chiffres ajustés.

Les explications relatives à l'état des flux de trésorerie, à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et à la dette nette sont incluses dans la note 61.



## VI. — Notes

### Informations générales

Le Groupe Commerzbank a son siège social à Kaiserplatz à 60311, Francfort-sur-le-Main, Allemagne. La société mère est la Commerzbank Aktiengesellschaft, immatriculée au Registre du commerce du tribunal de district de Francfort-sur-le-Main sous le numéro d'immatriculation HRB 32000. Commerzbank est l'une des principales banques allemandes pour les clients privés et les entreprises et une banque commerciale active à l'échelle internationale. Les états financiers de notre Groupe au 31 décembre 2025 ont été établis conformément à la Sec. 315<sup>e</sup> du Code de commerce allemand (Handelsgesetzbuch, ou « HGB ») et au règlement (CE) n° 1606/2002 du Parlement européen et du conseil du 19 juillet 2002 (le règlement IAS). En outre, d'autres réglementations pour l'adoption de certaines normes comptables internationales sur la base des Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) approuvées et publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et leur interprétation par le Comité d'interprétation des IFRS ont également été appliquées.

Les normes et interprétations qui sont obligatoires au sein de l'UE pour l'exercice 2025 ont toutes été appliquées. Nous n'avons pas appliqué de normes et d'interprétations qui ne sont pas nécessaires avant l'exercice 2025 ou plus tard.

Les informations requises en vertu des IFRS 7.31 à 7.42 (nature et ampleur des risques découlant des instruments financiers) sont essentiellement présentées dans la section Risques du rapport de gestion combiné (pour plus d'informations, veuillez consulter les notes 34 et 35).

Le Rapport de gestion combiné, y compris le rapport distinct sur le risque du Groupe, figure aux pages 43 à 280 du présent Rapport annuel.

Les états financiers du Groupe sont établis en euros, monnaie de présentation du Groupe. Sauf indication contraire, tous les montants sont indiqués en millions d'euros. Tous les éléments inférieurs à 500 000,00 € sont présentés à 0,00 €, et les éléments nuls sont indiqués par un tiret. Les changements positifs et négatifs par rapport aux périodes précédentes supérieures à 100 % sont marqués d'un point. En raison de l'arrondissement, dans certains cas, les chiffres individuels présentés peuvent ne pas correspondre exactement aux totaux fournis.

Pour plus d'informations sur les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), nous renvoyons au Rapport de gestion combiné du présent Rapport annuel (pages 276 et suivantes).

#### 1. – Normes initialement applicables, révisées et nouvelles

##### ***Normes et amendements appliqués pour la première fois au cours de l'exercice***

Les amendements à IAS 21 sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025. Cette adaptation précise la manière de déterminer le taux de change en cas d'absence d'impossibilité de conversion à long terme, une situation qui n'était pas réglementé auparavant. Nous avons déjà rendu compte de ces modifications à la page 395 de notre Rapport annuel 2024. Ces modifications n'ont eu aucune incidence sur les états financiers de notre Groupe.

##### ***Normes nouvelles et modifiées à appliquer au cours des exercices futurs***

Les amendements d'IFRS 9 et d'IFRS 7 auront une incidence sur le classement, l'évaluation et la publication potentielle d'informations relatives aux critères ESG et d'autres conditions particulières concernant les actifs et passifs financiers, ainsi que sur la décomptabilisation des passifs financiers qui sont réglés par le biais d'un système de paiement électronique. Ces amendements n'ont pas d'incidence significative sur les données financières du Groupe Commerzbank. Les informations supplémentaires à fournir dans les Notes seront incluses dans le rapport annuel 2026.

IFRS 18 remplacera IAS 1 et entraînera notamment des changements dans la structure du compte de résultat. En particulier, il y aura un sous-total pour un résultat d'exploitation qui exclura certains éléments de produits et de charges. La nouvelle norme doit être appliquée pour les exercices commençant le 1<sup>er</sup> janvier 2027 ou après cette date.

Le Groupe Commerzbank ne prévoit pas d'appliquer l'une des modifications ci-dessus de manière anticipée.

Outre les amendements décrits ci-dessus, d'autres amendements ont été apportés, notamment des ajustements conceptuels d'IFRS 1, d'IFRS 7, d'IAS 7 ainsi que des clarifications d'IFRS 10 dans le cadre du processus d'améliorations annuelles. Ces amendements, ainsi que ceux apportés à des normes que nous ne mentionnons pas explicitement (par exemple IFRS 19), n'ont actuellement aucune incidence significative sur les états financiers de notre Groupe.

### Méthodes comptables et d'évaluation

#### 2. – Changements de méthodes comptables et d'évaluation

À l'exception des changements décrits dans la Note 1, nous appliquons dans les présents états financiers consolidés les mêmes méthodes comptables et d'évaluation et les mêmes méthodes de consolidation que celles utilisées dans nos états financiers consolidés au 31 décembre 2024 (voir Rapport annuel 2024, pages 396 et suivantes).

### 3. – Principes significatifs et incertitudes dans les estimations

#### **Principes importants**

Des méthodes comptables et d'évaluation uniformes expliquées dans les notes ci-dessous sont utilisées dans l'ensemble du Groupe Commerzbank pour l'établissement des états financiers.

Les états financiers du Groupe reposent sur le principe de continuité d'exploitation. Les actifs et passifs financiers sont généralement évalués au coût amorti, à moins qu'une autre forme d'évaluation ne soit requise par les IFRS. Cela s'applique en particulier à certains instruments financiers classés conformément à IFRS 9.

Les produits et charges sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice ; ils sont comptabilisés dans le compte de résultat de l'exercice auquel ils sont imputables en termes économiques. Les intérêts de tous les accords contractuels relatifs à des actifs ou des passifs financiers sont comptabilisés en produits d'intérêts nets selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Nous avons déclaré des intérêts négatifs séparément dans les produits d'intérêts nets (voir la note 9). Les dividendes reçus ne sont comptabilisés que lorsqu'un droit légal correspondant existe. Les produits et charges de commission sont comptabilisés sur la base du traitement comptable des instruments financiers associés et sur la base de la nature de l'activité. Le produit de commission pour les prestations exécutées sur une période donnée est comptabilisé sur la période au cours de laquelle la prestation est exécutée. Les frais associés à la réalisation d'une prestation particulière sont reconnus au moment de la réalisation de la prestation. Les commissions liées à la performance sont comptabilisées lorsque les critères de performance sont remplis. Les produits de commission sur les transactions commerciales effectuées pour le compte des clients sont comptabilisés dans les commissions nettes perçues.

Les coûts d'emprunt qui sont directement imputables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'une immobilisation corporelle ou incorporelle importante sont capitalisés dans le bilan, à condition qu'une période d'au moins 12 mois soit nécessaire pour préparer l'actif à son utilisation prévue.

Les actifs et les passifs doivent être comptabilisés dans le bilan comme bruts (non compensés).

Toutefois, conformément à IAS 32.42, les actifs et passifs financiers relatifs à la même contrepartie sont compensés et inscrits au bilan sur une base nette s'il existe un droit juridiquement applicable de déduire les montants et si les transactions sont exécutées sur une base nette ou si l'actif est réalisé simultanément avec le règlement du passif.

Outre la compensation des justes valeurs positives et négatives attribuables aux instruments dérivés assortis d'accords de compensation et des marges de variation payables sur ceux-ci, cela s'applique également à la compensation des créances et des engagements dans les opérations de prise en pension et de prise en pension avec des contreparties centrales et bilatérales, à condition qu'elles aient la même durée.

Pour les sociétés consolidées par intégration globale et les participations dans des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence dans les états financiers du Groupe, nous avons généralement utilisé les états financiers établis au 31 décembre 2025. En ce qui concerne les sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, nous utilisons dans certains cas les états financiers audités les plus récents selon les PCGR nationaux si les états financiers de la société pour l'exercice en cours ne sont pas encore disponibles à la date d'établissement des états financiers du Groupe.

Dans le cas où il y a une intention de vendre les actifs et les passifs des filiales et des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et que leur vente est hautement probable dans un délai d'un an, ils sont présentés séparément dans les éléments de bilan et les notes pertinents (voir les notes 49 et 50) et dans l'état des variations des capitaux propres conformément à IFRS 5 jusqu'à ce que le transfert des actions soit achevé.

La note 38 contient une ventilation de tous les postes du bilan en postes à court terme et à long terme. Les échéances de tous les instruments financiers détenus à titre de passifs, de garanties financières et d'engagements de prêt irrévocables avec des dates d'échéance contractuelles sont également indiquées dans cette note.

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises et les opérations de change au comptant en cours sont convertis au cours moyen au comptant à la date de clôture. Les produits et charges réalisés sont normalement convertis en utilisant le taux au comptant en vigueur à la date de réalisation.

Les taux de change moyens peuvent également être utilisés pour convertir les produits et les charges, à condition que les prix à la date de clôture n'aient pas subi de fluctuations majeures. Les charges et produits couverts sont convertis à l'aide du taux de couverture. Les charges et produits résultant de la conversion d'éléments du bilan sont comptabilisés dans le résultat net des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais en résultat.

Les éléments non monétaires sont convertis selon la méthode du taux courant. Les gains et les pertes sur la conversion d'éléments non monétaires sont comptabilisés soit en capitaux propres, soit en résultat, selon la manière dont le gain net ou la perte nette est comptabilisé.

Les actifs et passifs monétaires et non monétaires dans les états financiers des filiales et des sociétés consolidées comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence qui déclarent en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture, tandis que les produits et les charges sont normalement convertis au taux de change en vigueur à la date de transaction. À des fins de simplification, un prix peut être utilisé pour la conversion qui représente une approximation du taux de change à la date de la transaction, par exemple le taux de change moyen sur une période donnée. Toutes les différences résultant de la conversion sont comptabilisées comme une composante distincte des capitaux propres dans la réserve de conversion. Les effets résultant de la conversion des composantes de capital des filiales incluses

dans la consolidation des comptes de capital sont comptabilisés en capitaux propres dans la réserve de conversion. À la date de la cession ou la cession partielle de sociétés dont les comptes sont établis en devises, les gains ou pertes de change sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat net. Même si une participation dans une devise étrangère est réduite sans être entièrement déconsolidée, l'effet de cette réduction partielle sur la réserve de conversion est comptabilisé en résultat.

### ***Incertitudes dans les estimations***

Les états financiers du Groupe comprennent des valeurs qui sont déterminées, dans la mesure du possible, sur la base d'estimations et de jugements. Les estimations et les jugements utilisés sont basés sur l'expérience passée et d'autres facteurs, tels que la planification et les attentes ou les prévisions d'événements futurs qui sont considérés comme probables pour autant que nous le sachions aujourd'hui. Les estimations et les jugements eux-mêmes ainsi que les méthodes d'estimation et les facteurs de jugement sous-jacents sont examinés régulièrement et comparés aux résultats réels. Néanmoins, les résultats réels peuvent différer des estimations dans les cas énumérés ci-dessous.

Des incertitudes d'estimation surviennent, entre autres, dans le calcul des justes valeurs ou des flux de trésorerie attendus des instruments financiers et dans la création de provisions pour pertes sur prêts, ce qui peut notamment se produire lors de la détermination de l'ajustement de haut niveau (TLA) pour tenir compte des effets secondaires. Pour le calcul des provisions pour pertes sur prêts, veuillez également consulter la section sur le risque de contrepartie du rapport sur les risques du Groupe dans le rapport de gestion combiné. En tant que facteur de risque horizontal, les risques environnementaux peuvent influencer divers types de risques. Pour plus de détails, consultez la section des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) du rapport sur les risques du Groupe dans le rapport de gestion combiné. Il existe également des incertitudes concernant la juste valeur des immeubles de placement, la comptabilisation des engagements en matière de retraite et les provisions pour risques opérationnels liés à l'impôt.

Les engagements en matière de retraite sont évalués sur la base de la méthode du crédit unitaire projeté pour les régimes à prestations définies. Pour mesurer ces obligations, des hypothèses doivent être formulées, notamment en ce qui concerne le taux d'actualisation, le taux d'augmentation à long terme des retraites et l'espérance de vie moyenne. Les changements dans les hypothèses sous-jacentes d'une année à l'autre et les écarts par rapport aux effets annuels réels sont signalés comme des réévaluations sans effet sur le résultat des bénéfices non distribués (voir la note 57 sur l'impact des changements de paramètres).

Les provisions pour risques opérationnels liés à l'impôt sont comptabilisées en tenant compte des informations les plus récentes provenant du contrôle fiscal en cours et de la jurisprudence (voir note 52).

Il existe également des incertitudes dans la comptabilisation des actifs d'impôt différé.

Les hypothèses et les paramètres qui sous-tendent les estimations que nous avons faites reposent sur l'exercice d'un jugement approprié de la direction. Cela s'applique en particulier à la sélection et à l'utilisation appropriées de paramètres, d'hypothèses et de techniques de modélisation lors de l'évaluation d'instruments financiers pour lesquels il n'existe ni prix de marché ni paramètres comparatifs observables sur le marché. Lorsque des modèles d'évaluation différents conduisent à une gamme de valorisations potentielles différentes, la direction utilise son jugement pour déterminer le choix du modèle à utiliser.

Les postes suivants des états financiers sont également soumis au jugement de la direction :

- la dépréciation des prêts et des titres ainsi que la comptabilisation de provisions pour les expositions de crédit hors bilan, notamment l'analyse de la situation financière de l'emprunteur et la détermination des flux de trésorerie attendus, y compris la comptabilisation, le montant et le calendrier de la réalisation des garanties (voir Note 32) ; les tests de dépréciation des autres actifs financiers tels que les participations dans des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et les instruments financiers détenus en vue de la vente, notamment le choix des critères utilisés pour déterminer si un actif a subi une perte de valeur (voir Note 49) ;
- le test de dépréciation du goodwill, qui doit être effectué au moins une fois par an, utilise la méthode de la valeur d'utilité. Ceci est basé sur les flux de trésorerie futurs projetés dans les derniers chiffres de planification de la direction. Une analyse des incertitudes liées à l'estimation du goodwill et de la juste valeur des instruments financiers est présentée aux Notes 36 et 45 ;
- le test de dépréciation des actifs d'impôts différés, en particulier la détermination de la méthodologie utilisée pour la planification fiscale et l'évaluation de la probabilité que les résultats fiscaux futurs attendus se concrétisent effectivement (voir les Notes 51 et 52), ainsi que la comptabilisation des positions de risque fiscal ; l'évaluation de la disponibilité des actifs d'impôts repose principalement sur le revenu imposable futur potentiel, tel qu'il ressort de notre planification pluriannuelle ;
- la comptabilisation des provisions pour passifs incertains (voir Note 57) ;
- l'évaluation des risques juridiques (voir Note 59).

Les principales incertitudes liées aux estimations concernent la provision pour pertes éventuelles sur les prêts et créances ainsi que sur les titres de créance ; elles s'élevaient à 3,1 milliards d'euros (exercice précédent : 3,2 milliards d'euros) au cours de l'exercice 2025 dans le poste du bilan « Actifs financiers - Coût amorti » à 331 milliards d'euros (exercice précédent : 311 milliards d'euros).

#### 4. – Ajustements selon IAS 8.

Dans le compte de résultat au 31 décembre 2024, des marges sur opérations de change d'un montant de 124 millions d'euros ont été reclassées, au niveau d'une filiale, des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat vers les produits de commissions sur les opérations de paiement et les activités à l'étranger. Ces ajustements n'ont eu aucune incidence sur le résultat net consolidé, l'état du résultat global ou le résultat par action.

Lors de la déconsolidation de deux sociétés au cours de l'exercice 2019, la réserve négative pour les écarts de conversion, d'un montant total de 6 millions d'euros n'a pas été décomptabilisée en résultat. En conséquence, cette situation a été corrigée rétrospectivement conformément à IAS 8.41, ce qui a entraîné une augmentation de la réserve pour écarts de conversion de 6 millions d'euros et une diminution des résultats non distribués de 6 millions d'euros. Ces ajustements n'ont eu aucune incidence sur le résultat net consolidé, l'état du résultat global ou le résultat par action.

### Principes de consolidation

Toutes les créances et les passifs intragroupe ainsi que les produits et les charges résultant de transactions entre entités consolidées dans les états financiers du Groupe sont éliminés lorsque les passifs, les produits et les charges sont consolidés. Les gains ou pertes réalisés dans le Groupe sur les transactions intragroupe sont également consolidés dans le cadre de l'élimination des résultats intermédiaires. La capacité du Groupe Commerzbank à accéder ou à utiliser les actifs et à surveiller les passifs des filiales, y compris les entités structurées, les entreprises associées et les coentreprises, peut être soumise à des restrictions légales, réglementaires et contractuelles.

#### 5. – Filiales et regroupements d'entreprises

Les filiales sont des entités qui sont directement ou indirectement contrôlées par Commerzbank Aktiengesellschaft, parce que Commerzbank a le pouvoir de diriger les activités pertinentes de l'entité, a une exposition ou des droits à des rendements variables importants du fait de son implication et a la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité pour affecter le montant de ses rendements. Lorsque nous décidons de consolider ou non, nous examinons une série de facteurs tels que les droits de vote, l'objet et la structure de l'entreprise et notre capacité à exercer une influence. Si les droits de vote sont le seul et immédiat facteur dominant dans la direction des activités concernées, le contrôle peut être davantage établi dans ces cas. Nous sommes néanmoins tenus d'examiner s'il existe d'autres facteurs, tels que des dispositions légales ou des accords contractuels, qui empêchent Commerzbank d'exercer un contrôle malgré le fait qu'elle détient la majorité des droits de vote. D'autres facteurs peuvent également conduire à un contrôle, par exemple si Commerzbank et l'entité sont dans une relation mandant-agent. Dans ce cas, une autre partie ayant des pouvoirs de décision agit en tant qu'agent de Commerzbank, mais ne contrôle pas l'entité, car elle n'exerce que des pouvoirs qui ont été délégués par Commerzbank (le mandant). La consolidation intervient à partir du moment où le Groupe prend le contrôle de la filiale.

Dans le cadre de la première consolidation du capital, nous réévaluons complètement les actifs et les passifs des filiales, quels que soient les intérêts détenus au moment de l'acquisition. Les actifs et passifs alors évalués à la juste valeur sont inclus dans le bilan du Groupe déduction faite des impôts différés ; les réserves et passifs cachés identifiés sont comptabilisés conformément aux normes applicables dans les exercices ultérieurs. Toute différence par rapport aux actifs nets lors de la réévaluation est comptabilisée en tant que goodwill. Tout goodwill négatif est comptabilisé dans le compte de résultat.

Les participations dans des filiales non consolidées pour des raisons d'immatérialité et les participations dans des entreprises associées et des coentreprises qui, en raison de leur immatérialité, ne sont pas comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, sont comptabilisées à leur juste valeur en actifs financiers dans la catégorie Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat. Les filiales sont déconsolidées à la date à laquelle la Banque perd le contrôle sur elles.

Les décisions de consolidation sont revues en fonction des événements, mais au moins une fois par an. La liste de toutes les entreprises associées et coentreprises figure à la Note 72.

#### 6. – Entreprises associées et coentreprises

Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles Commerzbank Aktiengesellschaft a une influence directe ou indirecte significative, mais qu'elle ne contrôle pas. Une influence significative est supposée exister lorsque la part des droits de vote se situe entre 20 % et 50 %. D'autres facteurs indiquant une influence significative pourraient, par exemple, être l'appartenance à un conseil de direction ou de surveillance ou des transactions importantes avec la société.

Un accord conjoint est un accord par lequel deux parties ou plus conviennent contractuellement d'exercer un contrôle conjoint sur ledit accord. Un partenariat peut être soit une coentreprise, soit une opération conjointe. Dans le Groupe Commerzbank, il n'y a que des coentreprises.

Les entreprises associées et les coentreprises sont habituellement comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et sont comptabilisées au bilan dans les participations dans les sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Le coût d'acquisition de ces investissements, y compris le goodwill, est déterminé au moment de leur consolidation initiale, en appliquant par analogie les mêmes règles que pour les filiales. Si les entreprises associées et les coentreprises sont importantes, des ajustements appropriés sont apportés à la valeur comptable dans les comptes, conformément à l'évolution des capitaux propres de la société. Les pertes attribuables aux sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence ne sont comptabilisées qu'à hauteur de la valeur comptable (voir note 44).

Les pertes supérieures à ce montant ne sont pas comptabilisées, car il n'existe aucune obligation de compenser les pertes excédentaires. Les bénéfices futurs sont d'abord compensés par des pertes non comptabilisées.

La mise en équivalence des participations dans les entreprises associées prend fin à la date à laquelle le Groupe cesse d'exercer une influence significative sur l'entreprise associée. La comptabilisation en capitaux propres des coentreprises prend fin à la date à laquelle le contrôle conjoint de l'entreprise prend fin.

Les décisions de consolidation sont revues en fonction des événements, mais au moins une fois par an. La liste de toutes les entreprises associées et coentreprises figure à la Note 72.

## 7. – Entités structurées

Les entités conçues sont des entités dans lesquelles les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour exercer le contrôle ; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels. Les sociétés de titrisation, les entités structurées de crédit-bail et certains fonds d'investissement sont, par exemple, des entités structurées.

Commerzbank agit également en tant que sponsor d'entités structurées dans lesquelles elle ne détient pas de participation.

Une société est considérée comme sponsorisée si elle a été fondée et/ou structurée par le groupe Commerzbank, si elle a reçu ou acheté des actifs du Groupe Commerzbank, si elle a obtenu des garanties du Groupe Commerzbank ou si elle a fait l'objet d'une commercialisation intensive par le Groupe Commerzbank. Comme pour les filiales, une entité structurée doit être consolidée si Commerzbank exerce un contrôle sur elle. Au sein du Groupe Commerzbank, l'obligation de consolidation des entités structurées est évaluée dans le cadre d'un processus qui prend en compte les opérations dans lesquelles Commerzbank crée une entité structurée avec ou sans la participation de tiers, ainsi que les opérations dans lesquelles Commerzbank conclut une relation contractuelle avec une entité structurée préexistante, avec ou sans la participation de tiers. Les décisions relatives à la consolidation ou non d'une entité sont réexaminées en fonction des besoins, mais au moins une fois par an. Toutes les entités structurées consolidées et les entités structurées qui n'ont pas été consolidées pour des raisons d'importance relative sont énumérées dans la note 72.

## 8. – Sociétés consolidées

Les états financiers du Groupe comprennent toutes les filiales importantes qui sont directement ou indirectement contrôlées par Commerzbank Aktiengesellschaft. Il s'agit également d'entités structurées importantes. Les entreprises associées et les coentreprises importantes sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Veuillez consulter la note 72 pour plus d'informations sur la structure du Groupe Commerzbank, comprenant une liste complète des participations du Groupe.

### **Variations de l'exercice**

Au cours de l'exercice 2025, il n'y a eu ni déconsolidation ni première consolidation significative.

### **Variations de l'exercice précédent**

#### **Première consolidation d'Aquila Capital Investmentgesellschaft mbH (Aquila Capital)**

En juin 2024, une filiale de Commerzbank Aktiengesellschaft a acquis 74,9 % des actions et des droits de vote d'Aquila Capital. Le goodwill qui en a résulté a été comptabilisé (voir Note 45 ou Note 46).

**Notes annexes au compte de résultat****9. – Marge nette d'intérêt**

Tous les produits et charges d'intérêts, y compris les produits et charges liés aux intérêts, sont comptabilisés dans ce poste, à condition qu'ils ne proviennent pas du portefeuille détenu à des fins de transaction.

Les produits d'intérêts comprennent tous les revenus générés par l'activité de la banque principale ou les transactions bancaires. Ces produits résultent principalement de l'apport de capitaux.

Tout comme les produits d'intérêts, les charges d'intérêts comprennent l'ensemble des charges d'intérêts, y compris les reprises de primes/décotes et autres montants calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, ainsi que les charges assimilables à des intérêts liées à l'activité bancaire ordinaire.

Les autres charges d'intérêts comprennent les produits nets d'intérêts et les charges d'intérêts des postes comptables de couverture.

(En millions d'euros.)	2025	2024	Variations en %
Produits d'intérêts comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif	15 475	17 222	-10,1
Produits d'intérêts - Coût amorti	13 506	15 813	-14,6
Produits d'intérêts provenant des opérations de crédit et du marché monétaire	12 251	14 646	-16,4
Produits d'intérêts provenant du portefeuille de titres	1 254	1 167	7,5
Produits d'intérêts - Autres éléments du résultat global à la juste valeur	1 959	1 403	39,6
Produits d'intérêts provenant des opérations de crédit et du marché monétaire	4	4	2,5
Produits d'intérêts provenant du portefeuille de titres	1 955	1 399	39,7
Frais liés aux pénalités de paiement anticipé	11	6	84,6
Produits d'intérêts comptabilisés sans application de la méthode du taux d'intérêt effectif	4 045	3 994	1,3
Produits d'intérêts - Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat	4 044	3 992	1,3
Produits d'intérêts provenant des opérations de crédit et du marché monétaire	3 888	3 837	1,3
Produits d'intérêts provenant du portefeuille de titres	156	156	0,4
Intérêts positifs sur instruments financiers détenus à titre de passif	1	1	-36,5
Charges d'intérêts	11 294	12 884	-12,3
Charges d'intérêts - Coût amorti	7 460	8 833	-15,5
Dépôts	5 621	7 613	-26,2
Titres de créance émis	1 839	1 220	50,8
Charges d'intérêts - Option de la juste valeur	3 719	3 892	-4,5
Dépôts	3 360	3 567	-5,8
Titres de créance émis	359	325	10,5
Intérêts négatifs sur instruments financiers détenus à titre d'actifs	19	30	-34,3
Charges d'intérêts sur les passifs locatifs	29	28	3,7
Autres charges d'intérêts	66	101	-34,3
Total	8 226	8 331	-1,3

**10. – Revenus de dividendes**

Tous les dividendes provenant d'actions et d'instruments de capitaux propres similaires - à l'exception des dividendes provenant de portefeuilles détenus à des fins de transaction- sont comptabilisés dans ce poste.

Nous présentons également ici le résultat net courant des filiales non consolidées, qui est réalisé par le biais d'accords de transfert de résultats. Les filiales non consolidées sont affectées à la catégorie Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat.

(En millions d'euros.)	2025	2024	Variations en %
Dividendes provenant d'instruments de capitaux propres - Autres éléments du résultat global à la juste valeur	-	-	
Dividendes provenant d'instruments de capitaux propres - Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat	26	34	-24,0
Résultat net courant des filiales non consolidées	3	10	-64,7
Total	29	44	-33,0

**11. – Résultat du risque**

Le résultat lié au risque contient des modifications des provisions comptabilisées dans le compte de résultat pour les instruments financiers figurant au bilan et hors bilan pour lesquels le modèle de dépréciation d'IFRS 9 doit être appliqué. Cela comprend également les dotations et les reprises de provisions pour pertes, ainsi que d'autres éléments liés aux nouvelles affaires et aux changements de classification lorsque la décomptabilisation intervient en raison de rachats, de réévaluations et de montants recouverts sur des sinistres dépréciés et des dépréciations directes.

(En millions d'euros.)	2025	2024	Variations en %
Actifs financiers - Coût amorti	-721	-696	3,5
Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur	-5	-0	
Garanties financières	8	-9	
Engagements de prêt et accords d'indemnisation	-3	-37	-91,3
Total	-722	-743	-2,9

Pour en savoir plus sur l'organisation de la gestion des risques et sur les chiffres clés pertinents, ainsi que pour consulter les analyses supplémentaires et les documents explicatifs relatifs à la perte de crédit attendue, veuillez consulter le Rapport de gestion combiné figurant dans le présent Rapport annuel (voir page 234 et suivantes).

Pour des informations détaillées sur le résultat du risque, veuillez consulter la Note 32 et le rapport sur les risques du Groupe aux pages 234 et suivantes.

## 12. – Produits nets de commissions

Le Groupe comptabilise les produits et les charges générés par l'utilisation des services dans les commissions nettes perçues. Ces montants sont réalisés lorsque les clients bénéficient de facilités opérationnelles, de relations commerciales spéciales ou de solvabilité sans modifier le solde capitalisé des créances bancaires. De même, les commissions provenant de la vente de devises, de billets de banque et de métaux précieux sont incluses dans cette position, si l'activité concerne une transaction de service et non la négociation pour compte propre.

Il en va de même, à l'inverse, lorsque la Banque utilise des services tiers. Dans le cas d'honoraires et de commissions uniques, par exemple pour des opérations de paiement, de courtage et de prêt, qui ne sont pas inclus dans le taux d'intérêt effectif, les commissions perçues sont comptabilisées à la date de règlement. Pour les services rendus sur une certaine période de temps, tels que les opérations de paiement (frais annuels dans le secteur des cartes de crédit et des comptes courants), les revenus sont comptabilisés à la date de clôture en fonction du degré d'exécution.

(En millions d'euros.)	2025	2024 (1)	Variations en %
Opérations sur titres	1 315	1 191	10,4
Gestion d'actifs	451	409	10,3
Opérations de paiement et activités à l'étranger	1 930	1 843	4,7
Garanties	305	276	10,6
Activité syndiquée	313	280	11,8
Activité d'intermédiation	162	153	6,2
Opérations fiduciaires	39	49	-19,8
Autres produits	404	382	5,8
Produits de commissions	4 920	4 583	7,4
Opérations sur titres	175	168	3,9
Gestion d'actifs	65	51	28,1
Opérations de paiement et activités à l'étranger	314	283	10,8
Garanties	22	18	22,2
Activité syndiquée	8	7	9,2
Activité d'intermédiation	148	130	14,0
Opérations fiduciaires	27	37	-25,9
Autres charges	132	127	4,0
Frais de commission	891	821	8,5
Opérations sur titres	1 140	1 023	11,5
Gestion d'actifs	385	358	7,7
Opérations de paiement et activités à l'étranger	1 616	1 560	3,6
Garanties	284	259	9,8
Activité syndiquée	305	273	11,9
Activité d'intermédiation	15	23	-37,0
Opérations fiduciaires	12	12	-0,6
Autres produits	272	255	6,7
Produits nets de commissions	4 029	3 762	7,1

(1) Chiffres de l'exercice précédent ajustés en raison de retraitements (voir Note 4).

La ventilation des produits de commissions par secteurs par type de services selon IFRS 15 est la suivante :

2025 (En millions d'euros.)	Clients particuliers et petites entreprises	Clients entreprises	Autres et consolidation (1)	Group
Opérations sur titres	1 292	46	-23	1 315
Gestion d'actifs	440	10	0	451
Opérations de paiement et activités à l'étranger	1 060	871	-1	1 930
Garanties	34	273	-2	305
Activité syndiquée	1	312	1	313
Activité d'intermédiation	158	4	0	162

Opérations fiduciaires	36	4	-0	39
Autres produits	349	71	-16	404
Total	3 370	1 590	-41	4 920

(1) Les postes de la rubrique Autres et Consolidation concernent principalement les effets de la consolidation des charges et des produits.

2024 (En millions d'euros.) (1)	Clients particuliers et petites entreprises	Clients entreprises	Autres et consolidation (2)	Group
Opérations sur titres	1 175	39	-23	1 191
Gestion d'actifs	399	10	0	409
Opérations de paiement et activités à l'étranger	982	863	-1	1 843
Garanties	32	257	-12	276
Activité syndiquée	1	280	-1	280
Activité intermédiaire	149	4	-0	153
Opérations fiduciaires	44	5	0	49
Autres produits	335	61	-14	382
Total	3 115	1 518	-51	4 583

(1) Chiffres de l'exercice précédent ajustés en raison de retraitements (voir Note 4) et d'IFRS 8.29 (voir Note 60).

(2) Les postes de la rubrique Autres et Consolidation concernent principalement les effets de la consolidation des charges et des produits.

### 13. – Résultat net des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat

Ce poste comprend le bénéfice net de tous les actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat. Il comprend le résultat net des instruments financiers classés dans la catégorie « détenus à des fins de transaction », le résultat net des instruments financiers de la catégorie « obligatoirement à la juste valeur par le biais du compte de résultat », et le résultat net des instruments financiers classés dans la catégorie « option de la juste valeur ».

Le résultat net des instruments financiers classés dans la catégorie « détenus à des fins de transaction » correspond au résultat net des opérations de négociation de la Banque et est présenté sous forme de solde net des charges et des produits. Ce poste comprend donc :

- les produits d'intérêts, y compris les dividendes reçus, et les charges d'intérêts sur les instruments financiers détenus à des fins de transaction ;
- les gains et pertes réalisés sur la vente de titres détenus à des fins de transaction, de créances, de devises et de métaux précieux ;
- le gain ou la perte net résultant des réévaluations à la juste valeur ;
- le gain ou la perte net sur les instruments financiers dérivés ;
- le gain ou la perte net résultant d'ajustements de la juste valeur (ajustement de valorisation au crédit/CVA, ajustement de valorisation au débit/DVA, ajustement de valorisation du financement/FVA) ;
- les frais de commission et les produits liés à l'acquisition ou à la cession d'instruments financiers détenus à des fins de transaction.

Le résultat net sur les instruments financiers de la catégorie « obligatoirement à la juste valeur par le biais du compte de résultat » et le résultat net sur les instruments financiers de la catégorie « option de la juste valeur » ne comprennent que les gains ou pertes nets de réévaluation et le résultat réalisé.

Les charges et les produits sont présentés chacun sur une base nette.

(En millions d'euros.)	2025	2024 (1)	Variations en %
Résultat provenant des instruments financiers - détenu à des fins de transaction	-160	-58	
Profit ou perte provenant d'instruments financiers - Option de la juste valeur	60	-101	
Profit ou perte provenant d'instruments financiers - Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat	114	-10	
Total	14	-170	

(1) Chiffres de l'exercice précédent ajustés en raison de retraitements (voir Note 4).

### 14. – Produits nets de la comptabilité de couverture

Le résultat net issu de la comptabilité de couverture comprend les gains et les pertes liés à l'évaluation des couvertures efficaces dans le cadre de la comptabilité de couverture de juste valeur (couverture de juste valeur).

Le résultat net issu de la comptabilité de couverture comprend également la partie inefficace des couvertures de flux de trésorerie et des couvertures d'investissement net.



(En millions d'euros.)	2025	2024	Variations en %
Couvertures de juste valeur			
Variations de la juste valeur attribuables à des instruments de couverture	1 489	953	56,2
Micro-couverture de juste valeur	218	861	-74,7
Couvertures de juste valeur du portefeuille	1 271	92	
Variations de la juste valeur attribuables des éléments couverts	-1 289	-928	38,8
Micro-couverture de juste valeur	-136	-845	-83,9
Couvertures de juste valeur du portefeuille	-1 153	-83	
Couvertures des flux de trésorerie			
Gain ou perte provenant de couvertures de flux de trésorerie efficacement couvertes (partie inefficace uniquement)	0	0	-15,5
Couvertures d'investissement net			
Gain ou perte résultant de couvertures d'investissement net efficacement couvertes (partie inefficace uniquement)			
Total	200	25	
Dont inefficacité de couverture à partir de micro-couvertures de juste valeur	82	16	
Dont inefficacité de couverture des couvertures de juste valeur de portefeuille	118	9	

Au cours de l'exercice précédent, la comptabilité de couverture de flux de trésorerie a été appliquée pour couvrir les risques de taux d'intérêt liés à des prêts hypothécaires d'une valeur nominale de 299 millions d'euros et pour couvrir les risques de change liés à des obligations hypothécaires d'une valeur nominale de 300 millions d'euros au moyen d'un swap de devises. En conséquence, 3 millions d'euros ont été affectés à la réserve de couverture de flux de trésorerie au cours de l'exercice 2024. Les swaps de devises ont été résiliés au cours de l'exercice 2025.

La comptabilité de couverture d'investissement net a été pris fin à compter de l'exercice 2023. En conséquence, la réserve de conversion a été réduite de 2 millions d'euros (exercice précédent : 3 millions d'euros). La réserve sera entièrement amortie au cours de l'exercice 2026.

#### 15. – Autres produits nets liés aux instruments financiers

Ce poste contient la plus-value ou moins-value sur cession d'actifs financiers de la catégorie « autres éléments du résultat global à la juste valeur » ainsi que le profit ou la perte sur le rachat de passifs financiers de la catégorie « coût amorti ».

Le résultat de la cession d'actifs financiers dans la catégorie des coûts amortis comprend les effets des ventes d'instruments financiers évalués au coût amorti. Il contient également les résultats des ajustements contractuels convenus lors de la restructuration des accords de prêt avec les clients en raison d'une détérioration de leur solvabilité (modifications substantielles). Dans le cas des actifs financiers de la catégorie des autres éléments du résultat global à la juste valeur (avec recyclage), la différence entre le coût amorti et la juste valeur est comptabilisée dans la réserve de réévaluation jusqu'à la cession (à l'exception des dépréciations) sans effet sur le résultat, et donc pas dans le compte de résultat. La réserve de réévaluation résultant des titres de créance est reprise par le biais du compte de résultat lors de la cession de l'actif.

La cession de passifs financiers dans la catégorie des coûts amortis se traduit par un résultat net réalisé, qui résulte directement de la différence entre le prix de vente et le coût amorti.

Ce poste comprend également les résultats de changements d'estimations dus à des changements d'attentes concernant les flux de trésorerie futurs, ainsi que les résultats de modifications non substantielles d'instruments financiers dans la catégorie des coûts amortis.

(En millions d'euros.)	2025	2024	Variations en %
Plus ou moins-values sur cession d'actifs financiers (Portefeuilles au coût amorti)	65	145	-55,3
Plus-value sur cession d'actifs financiers (Portefeuilles au coût amorti)	148	338	-56,2
Plus-value sur cession d'actifs financiers (Portefeuilles au coût amorti)	83	193	-56,9
Autres profits ou pertes divers réalisés sur des instruments financiers	60	-20	
Résultat réalisé sur actifs financiers - autres éléments du résultat global à la juste valeur (avec recyclage)	57	-8	
Résultat réalisé sur passifs financiers - coût amorti	7	12	-45,3
Profit ou perte provenant d'une modification non substantielle - Coût amorti	-13	-21	-38,5
Gain ou perte sur modifications non substantielles - Autres éléments du résultat global à la juste valeur (avec recyclage)	-	-	
Variations des incertitudes liées aux estimations - Coût amorti	10	-3	
Variation des incertitudes des estimations - Autres éléments du résultat global à la juste valeur (avec recyclage)	-	-	
Total	125	125	0,3

Le Groupe Commerzbank dispose de portefeuilles de prêts d'un montant total de 334 milliards d'euros (exercice précédent : 314 milliards d'euros) composés d'instruments financiers évalués au coût amorti. Cette classification exige que les instruments financiers qui y sont inclus soient affectés à un portefeuille relevant du modèle économique « détention à des fins de perception » et qu'il n'existe aucun accord parallèle non conforme aux SPPI (Solely Payments of Principal and Interest). Ces portefeuilles peuvent impliquer non seulement des rachats mais aussi des ventes d'actifs, tout en restant

fondamentalement conformes à ce modèle d'entreprise. C'est notamment le cas si la notation de crédit du débiteur s'est sensiblement détériorée ou si l'actif ne correspond plus aux critères requis tels que définis dans les directives internes, ou encore si la cession résulte de réaffectations de portefeuille juste avant l'échéance de ces actifs.

Le gain net ou la perte nette de la vente d'instruments financiers (portefeuilles au coût amorti) résulte de la vente de titres de créance, de prêts de billets à ordre et d'autres prêts dans le cadre de la vente autorisée de portefeuilles au coût amorti. Commerzbank modifie certaines des conditions contractuelles des prêts accordés, dans le cadre de modifications non substantielles qui n'entraînent pas la décomptabilisation de l'instrument financier précédent. Le risque de défaut de ces actifs après la modification est mesuré à la date de clôture respective et comparé au risque dans les conditions initiales. Le coût amorti avant modification s'élevait à 124 millions d'euros (exercice précédent : 338 millions d'euros).

(En millions d'euros.)	2025	2024	Variations en %
Actifs modifiés au cours de la période, pour lesquels une provision a été constituée selon leur LECL (1) après modification			
Pré-modification de la valeur comptable brute	124	338	-63,3
LECL (1) correspondant	11	16	-31,2
Valeur comptable brute après modification	124	334	-62,9
LECL (1) correspondant	12	15	-24,1
Résultat net de la modification	0	-4	
Actifs modifiés, qui (depuis la comptabilisation initiale) ont été évalués selon leur LECL (1) et retransférés à l'étape 1 (12m-ECL) (2) au cours de la période			
Valeur comptable brute à la clôture de l'exercice	16	114	-85,8
12m-ECL (2) correspondante	1	2	-70,1
(1) Perte de crédit attendues sur la durée de vie (LECL).			
(2) Perte de crédit attendue sur 12 mois (12m-ECL).			

#### 16. – Résultat net courant des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

Le résultat net courant des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence s'élève à 14 millions d'euros (exercice précédent : 1 million d'euros). En incluant le gain net sur les cessions et la réévaluation des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, sans incidence sur le résultat de l'exercice en cours (exercice précédent : 6 millions d'euros), le résultat total des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence s'élève à 14 millions d'euros (exercice précédent : 6 millions d'euros).

#### 17. – Autres produits nets

Les autres produits nets comprennent principalement les dotations et reprises de provisions et les produits et charges de contrats de location simple.

Ce poste comprend également le résultat réalisé et le profit net ou la perte nette de réévaluation des entreprises associées et des coentreprises.

(En millions d'euros.)	2025	2024	Variations en %
Autres éléments importants du résultat	535	433	23,6
Reprises de provisions	90	90	0,9
Produits de location simple	94	94	-0,5
Revenus de location-vente et revenus de sous-location	18	15	18,6
Produits d'immeubles placement	59	10	
Produits de cessions d'actifs fixes	4	13	-68,3
Revenus de différences de taux de change	143	67	
Autres éléments des autres produits	127	144	-11,7
Autres éléments de dépense importants	949	1 433	-33,8
Dotations aux provisions	326	610	-46,5
Frais de location simple	74	74	-0,1
Frais de location-vente et de sous-location	8	8	-0,9
Charges des immeubles de placement	5	16	-70,6
Charges sur cessions d'immobilisations	6	1	
Charges provenant des différences de taux de change	118	61	93,0
Autres éléments des autres charges	412	663	-37,9
Autre impôt (compensé)	-53	-17	
Résultat réalisé et profit net ou perte nette de réévaluation provenant d'entreprises associées et de coentreprises (compensés)		6	
Autres produits nets	-466	-1 011	-53,9

Les autres produits nets comprennent principalement les charges liées aux contrats de prêts en devises avec clauses indicelles. Au cours de l'exercice 2025, ceux-ci se sont élevés à 483 millions d'euros (exercice précédent : 1 002 millions d'euros).

## 18. – Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation du Groupe, d'un montant de 6 666 millions d'euros (exercice précédent : 6 244 millions d'euros) comprenaient les frais de personnel, les frais administratifs, les dépréciations et les amortissements. La ventilation des charges d'exploitation est la suivante :

<b>Frais de personnel (En millions d'euros.)</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>	<b>Variations en %</b>
Salaires et traitements	3 706	3 443	7,6
Retraites et avantages du personnel similaires	128	168	-23,9
<b>Total</b>	<b>3 833</b>	<b>3 611</b>	<b>6,2</b>

Les salaires et traitements comprennent 548 millions d'euros (exercice précédent : 484 millions d'euros) au titre des cotisations sociales Ils comprennent également les cotisations patronales au régime de retraite obligatoire, d'un montant de 248 millions d'euros (exercice précédent : 223 millions d'euros).

Les charges pour les retraites et avantages sociaux similaires comprennent les charges pour les régimes à prestations définies et à cotisations définies (voir note 57), les régimes de chômage partiel et de retraite anticipée liés à l'âge, ainsi que d'autres charges liées aux pensions.

<b>Frais administratifs (En millions d'euros.)</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>	<b>Variations en %</b>
Frais de location	260	257	1,4
Dépenses informatiques	679	666	2,1
Frais de lieu de travail et d'information	191	201	-4,8
Frais de conseil, d'audit et autres frais nécessaires pour se conformer au droit des sociétés	297	260	14,6
Frais de déplacement, de représentation et de publicité	225	214	5,1
Frais administratifs liés au personnel	81	86	-5,3
Autres charges administratives	140	144	-2,9
<b>Total</b>	<b>1 875</b>	<b>1 827</b>	<b>2,6</b>

KPMG Wirtschaftsprüfungsgesellschaft, située à Francfort-sur-le-Main, Allemagne, a été désignée comme commissaire aux comptes du Groupe Commerzbank.

Les honoraires et frais des commissaires aux comptes du Groupe se sont élevés à 16 957 000 € HT pour l'exercice 2025.

<b>Honoraires des commissaires aux comptes (En milliers d'euros.)</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>	<b>Variations en %</b>
Services d'audit	12 271	11 987	2,4
Services liés à l'audit	2 464	2 837	-13,1
Services fiscaux	-	-	
Autres services	2 222	1 891	17,5
<b>Total</b>	<b>16 957</b>	<b>16 715</b>	<b>1,4</b>

Conformément à la norme AcP HFA 36 de l'IDW (Institut der Wirtschaftsprüfer), les honoraires liés aux services d'audit comprennent les audits des états financiers de Commerzbank Aktiengesellschaft et de ses filiales, les audits des états financiers du Groupe ainsi que l'examen du rapport financier semestriel et des informations financières du Groupe. Les services liés à l'audit comprennent principalement les honoraires pour les services d'audit et d'attestation requis par la loi, convenus contractuellement ou commandés volontairement.

Ils comprennent notamment les honoraires pour l'audit du rapport de durabilité, pour les lettres de confort dans le cadre d'émissions sur le marché des capitaux, pour l'audit des obligations de déclaration et des règles de conduite conformément à l'article 89 de la WpHG, ainsi que pour l'audit du rapport sur la rémunération conformément à l'article 162 de la loi allemande sur les sociétés par actions (AktG). Les honoraires pour les autres services sont principalement des honoraires pour des services de conseil en assurance qualité dans le cadre d'inspections externes.

<b>Amortissements d'actifs corporels et incorporels (En millions d'euros.)</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>	<b>Variations en %</b>
Mobilier de bureau et équipement	101	100	0,9
Terrains et constructions	5	8	-38,8
Immobilisations incorporelles	586	409	43,3
Actifs liés au droit d'utilisation	267	289	-7,7
<b>Total</b>	<b>958</b>	<b>806</b>	<b>18,9</b>

Outre les amortissements programmés, les postes comprennent également les dépréciations et les reprises de dépréciations. L'amortissement des immobilisations incorporelles comprenait 121 millions d'euros de dépréciation de dépréciations non programmées (exercice précédent : 0 million d'euros). Celles-ci concernent principalement la dépréciation totale du portefeuille de clients d'Aquila Capital, qui est affectée au segment « Clients particuliers et petites entreprises » (voir également Note 46). Cette dépréciation résulte d'une réévaluation liée à l'évolution du marché des projets photovoltaïques en phase de démarrage en Europe du Sud.

#### 19. – Contributions obligatoires

<b>Cotisations obligatoires (En millions d'euros.)</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>	<b>Variations en %</b>
Protection des dépôts	44	74	-40,6
Taxe bancaire polonaise	184	175	5,2
Prélèvement bancaire européen	46	34	36,4
<b>Total</b>	<b>274</b>	<b>283</b>	<b>-3,1</b>

Commerzbank a profité de l'occasion pour payer une partie de ses cotisations obligatoires pour le prélèvement bancaire de l'UE et le système d'indemnisation des banques privées allemandes (EdB) sous la forme de garanties en espèces et d'engagements de paiement irrévocables (EPI).

Au cours de l'exercice 2025, des garanties d'un montant de 0 million d'euros (exercice précédent : 0 millions d'euros) ont été constituées au titre de la taxe bancaire de l'UE et 10 millions d'euros (exercice précédent : 35 millions d'euros) au titre du système d'indemnisation des banques privées allemandes (voir Note 57).

#### 20. – Dépréciations du goodwill

Aucune dépréciation du goodwill n'a été comptabilisée au sein du groupe Commerzbank au cours de l'exercice 2025 ou de l'exercice précédent.

#### 21. – Frais de restructuration

<b>(En millions d'euros.)</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>	<b>Variations en %</b>
Charges des mesures de restructuration en cours	562	3	
<b>Total</b>	<b>562</b>	<b>3</b>	

Les charges de restructuration engagées au cours de l'exercice 2025 sont liées à l'accord général sur la conciliation des intérêts et au plan social visant à mettre en œuvre la stratégie « Momentum » conclus avec les instances représentatives du personnel au cours du deuxième trimestre 2025. Celles-ci comprennent une réduction des effectifs socialement responsable au sein de Commerzbank Allemagne d'ici la fin de 2027, y compris le programme de retraite anticipée à temps partiel qui avait déjà été convenu au premier trimestre 2025.

Les charges de restructuration engagées au cours de l'exercice 2024 sont liées à la mise en œuvre de la « Stratégie 2024 » et résultent principalement de l'ajustement des provisions pour restructuration (voir Note 57, Autres provisions, b) Autres provisions) et de l'augmentation des amortissements tant sur les actifs loués que sur le mobilier de bureau et matériel en raison d'une réduction de la durée de vie utile restante liée aux mesures de restructuration (voir Note 47).

#### 22. – Impôts sur le résultat

<b>(En millions d'euros.)</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>	<b>Variations en %</b>
Impôts courants sur le résultat	919	453	
Charge/produit d'impôt pour l'exercice en cours	822	504	63,0
Charge/produit d'impôt pour les exercices précédents	97	-51	
Impôt sur le résultat différé	170	535	-68,2
Charge/produit d'impôt dû aux différences temporaires et aux reports de pertes fiscales	148	553	-73,2
Écarts de taux d'imposition	108	-18	
Charge d'impôt liée à la dépréciation des impôts différés précédemment comptabilisés	-	-	
Produits d'impôts provenant de reports de pertes fiscales non comptabilisées antérieurement et de différences temporales	-86	-	
<b>Total</b>	<b>1 089</b>	<b>989</b>	<b>10,1</b>

Le taux d'imposition combiné applicable à Commerzbank Aktiengesellschaft et à ses filiales allemandes était de 31,4 %. Le tableau rapprochement ci-dessous présente la relation entre le résultat net avant impôt selon les IFRS et les impôts sur le résultat pour l'exercice 2025.

Le taux d'imposition du Groupe retenu comme base pour le rapprochement se compose du taux d'imposition des sociétés de 15,0 % appliqué en Allemagne, auquel s'ajoutent l'impôt de solidarité de 5,5 % et un taux moyen de 15,6 % pour la taxe professionnelle. Il en résulte un taux d'imposition allemand de 31,4 % (exercice précédent : 31,5 %).

Les effets de l'impôt sur le résultat résultent des écarts entre les taux d'imposition applicables aux unités étrangères. Les taux d'imposition hors Allemagne variaient entre 10,0 % (Bulgarie) (exercice précédent : 10,0 % Bulgarie) et 30,0 % (Espagne) (exercice précédent : 33,1 % en Italie).

Au 31 décembre 2025, le taux d'imposition du Groupe était de 27,6 % (exercice précédent : 25,8 %).

(En millions d'euros.)	2025	2024	Variations en %
Résultat avant impôts en vertu des IFRS	3 947	3 833	3,0
Taux d'imposition du Groupe (%)	31,4	31,5	-0,3
Charge d'impôt sur le résultat calculé au cours de l'exercice	1 239	1 208	2,6
Effets des différents taux d'imposition et des variations de ces taux sur les charges à payer fiscales comptabilisées dans le résultat (1)	-84	-135	-37,8
Effet de la réévaluation des impôts différés	-86	-	
Effets des charges d'exploitation non déductibles et des produits exonérés d'impôt	43	37	16,2
Actifs d'impôt différé non comptabilisés	11	15	-26,7
Utilisation de reports de pertes fiscales pour lesquels aucun actif d'impôt différé n'avait été calculé	-14	-36	-61,1
Retenues à la source non déductibles	1	3	-66,7
Impôt courant se rapportant à d'autres exercices	-30	-83	-63,9
Autres effets	8	-20	
Impôts sur le résultat	1 089	989	10,1

(1) Ce total comprend 129 millions d'euros résultant d'ajustements des taux d'imposition en Allemagne, compensés par -28 millions d'euros résultant d'ajustements du taux d'imposition en Pologne (voir Note 51).

Le Groupe Commerzbank est soumis au niveau minimum d'imposition mondial, Commerzbank Aktiengesellschaft agissant en tant qu'entité mère. Il possède des filiales et des succursales dans un petit nombre de pays dont le taux d'imposition nominal est inférieur à 15 %.

Commerzbank Aktiengesellschaft estime actuellement à environ 10 millions d'euros la charge d'impôt supplémentaire qu'elle devra supporter en 2025 en raison de l'imposition minimale mondiale. Sur la base des données financières actuelles et de la déclaration pays par pays, les règles de calcul simplifiées transitoires et les dispositions de la sphère de sécurité seront appliquées.

Le tableau ci-dessous indique le montant des impôts exigibles et différés résultant d'éléments qui ont été compensés par les capitaux propres dans les autres éléments du résultat global (hors compte de résultat) :

Impôts sur le résultat non comptabilisés au compte de résultat (En millions d'euros.)	2025	2024	Variations en %
Impôts courants sur le résultat	-	-	
Impôts différés sur le résultat	149	404	-63,1
Écarts d'évaluation résultant des couvertures de flux de trésorerie	2	8	-75,2
Réserve de réévaluation	48	102	-53,5
Report de pertes	-	50	
Réévaluation des régimes à prestations définies	7	160	-95,8
Autres	93	84	10,7
Total	149	404	-63,1

La variation de la différence entre les actifs et passifs d'impôt différé peut différer de la variation de la différence entre les charges et produits d'impôt différé. Cela est généralement dû à :

- les impôts différés qui sont portés directement au crédit ou au débit des capitaux propres ;
- les effets des variations des taux de change sur les actifs et passifs d'impôt qui sont libellés dans des devises autres que l'euro ;
- les acquisitions et cessions de sociétés dans le cadre de l'activité ordinaire ;
- les reclassements des actifs et passifs d'impôt différé, qui sont comptabilisés au bilan en tant que composantes des Autres actifs et Autres passifs.

### 23. – Résultat net par catégorie d'évaluation

Le résultat net comprend les réévaluations à la juste valeur, le produit d'intérêts net, les revenus de dividendes, les effets de change, les dépréciations, les reprises de dépréciations, le résultat réalisé, les reprises sur dépréciations d'instruments financiers et les variations de la réserve de réévaluation comptabilisées en capitaux propres.

(En millions d'euros.)	2025	2024 (1)	Variations en %
Résultat net provenant des			
Actifs et passifs financiers - Détenus à des fins de transaction	40	-33	
Actifs financiers - Option de la juste valeur	-	-	
Passifs financiers - Option de la juste valeur	-3 659	-3 994	-8,4
Actifs financiers - Obligatoirement à la juste valeur par le biais du compte de résultat	4 182	4 016	4,1
Actifs financiers - Coût amorti	12 847	15 224	-15,6
Passifs financiers - Coût amorti	-7 451	-8 811	-15,4
Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur	2 000	1 376	45,3
Variation de valeur non comptabilisée en résultat			
Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur - titres de créance	292	10	
Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur - instruments de capitaux propres	-	-	
Passifs financiers - Option de la juste valeur (écart de crédit propre)	-76	-98	-23,0
(1) Chiffres de l'exercice précédent ajustés en raison de retraitements (voir Note 4).			

## 24. – Résultat par action

	2025	2024 (1)	Variations en %
Résultat d'exploitation (En millions d'euros.)	4 509	3 837	17,5
Résultat consolidé attribuable aux actionnaires de Commerzbank (En millions d'euros.) (2)	2 625	2 677	-1,9
Paievements d'obligations AT-1 de Commerzbank AG et mBank S.A. (En millions d'euros.) (2), (3)	309	230	34,3
Résultat consolidé attribuable aux actionnaires de Commerzbank après déduction des paiements d'at-1 (En millions d'euros.) (2)	2 316	2 446	-5,3
Nombre moyen d'actions ordinaires émises	1 125 850 229	1 187 511 643	-5,2
Résultat d'exploitation par action (En euros)	4,01	3,23	24,0
Résultat par action (En euros)	2,06	2,06	-0,2

(1) Chiffres ajustés.

(2) Description du poste modifiée.

(3) Comprend les effets des distributions ainsi que les rachats et remboursements d'éléments de capitaux propres supplémentaires (obligations AT-1).

Le résultat par action, calculé conformément à IAS 33, est déterminé en divisant le résultat consolidé attribuable aux actionnaires de Commerzbank, après déduction des distributions d'AT-1, par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Comme lors de l'exercice précédent, aucun droit de conversion ou d'option n'était en circulation au cours de l'exercice considéré. Le chiffre du résultat dilué par action était donc identique au chiffre non dilué. La ventilation du résultat d'exploitation est présentée dans le rapport sectoriel (note 60).

## Notes annexes au bilan

### Actifs et passifs financiers selon IFRS 9

#### Classification générale et évaluation

Conformément à IFRS 9, tous les actifs et passifs financiers - qui comprennent également des instruments financiers dérivés - doivent être comptabilisés au bilan. Un instrument financier est un contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité. Lors de la comptabilisation initiale, les instruments financiers sont évalués à la juste valeur. Pour les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat, les coûts de transaction directement attribuables sont inclus dans les justes valeurs en tant que coûts liés à l'acquisition, ce qui augmente la juste valeur des actifs financiers ou réduit celle des passifs financiers. Selon IFRS 13, la juste valeur est définie comme le prix de sortie, c'est-à-dire le prix que l'acteur du marché recevrait pour la vente d'un actif ou paierait pour transférer un passif dans une transaction ordonnée. La juste valeur est un prix observé sur un marché actif (mark-to-market) ou déterminé à l'aide de modèles d'évaluation (mark-to-model). Les intrants pertinents pour le modèle d'évaluation sont soit observés directement sur le marché, soit, s'ils ne sont pas observables sur le marché, sont des estimations faites par des experts.

Lors d'une évaluation ultérieure, les instruments financiers sont comptabilisés dans le bilan soit au coût (amorti), soit à la juste valeur, selon la catégorie.

#### a) Comptabilisation et décomptabilisation des instruments financiers

Un actif financier ou un passif financier est généralement comptabilisé au bilan lorsque le Groupe Commerzbank devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Pour les achats ou les ventes réguliers d'actifs financiers sur le marché au comptant, les dates de négociation et de règlement diffèrent normalement. Ces achats et ventes réguliers

sur le marché au comptant peuvent être comptabilisés à l'aide de la date de transaction ou de la date de règlement. Au sein du Groupe Commerzbank, les achats et ventes d'actifs financiers sur le marché au comptant dans le cadre d'opérations courantes sont comptabilisés lors de leur comptabilisation et décomptabilisés à la date de transaction.

Les règles de décomptabilisation d'IFRS 9 reposent à la fois sur le concept d'avantages et de risques et sur celui de contrôle. Toutefois, pour déterminer si un actif remplit les conditions de décomptabilisation, l'évaluation du transfert des avantages et des risques liés à la propriété prime sur celle du transfert de contrôle. Si les avantages et les risques ne sont transférés que partiellement et que le contrôle de l'actif est conservé, l'approche de l'implication continue est appliquée. L'actif financier continue d'être comptabilisé dans la mesure de l'implication continue du Groupe, et des méthodes comptables spéciales s'appliquent. La mesure de l'implication continue de l'entité dans l'actif transféré est la mesure dans laquelle elle est exposée aux variations de la valeur de l'actif transféré. Un passif financier (ou une partie d'un passif financier) est décomptabilisé lorsqu'il est éteint, c'est-à-dire lorsque les obligations découlant du contrat sont acquittées, annulées ou expirent.

Le rachat d'instruments de dette propre est également un transfert de passifs financiers pouvant faire l'objet d'une décomptabilisation. Toute différence entre la valeur comptable du passif (y compris les escomptes et les primes) et le prix d'achat est comptabilisée en résultat ; si l'actif est revendu à une date ultérieure, un nouveau passif financier est comptabilisé au coût égal au prix auquel l'actif a été vendu. Les différences entre ce coût et le montant du remboursement sont réparties sur la durée du titre de créance en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Certaines modifications des conditions contractuelles entre les emprunteurs et la Banque, par exemple à la suite de mesures de renégociation ou de restructuration, peuvent entraîner une décomptabilisation. Une modification substantielle des conditions contractuelles d'un instrument financier entre un emprunteur existant et la Banque entraîne la décomptabilisation de l'actif financier d'origine et la comptabilisation d'un nouvel instrument financier.

De même, une modification substantielle des conditions contractuelles d'un instrument de dette existant doit être traitée comme un remboursement du passif financier initial. D'un point de vue quantitatif, une modification des conditions contractuelles est considérée comme substantielle si la valeur actuelle nette actualisée des flux de trésorerie prévus par les nouvelles conditions contractuelles s'écarte d'au moins 10 % de la valeur actuelle nette actualisée des flux de trésorerie résiduels de l'instrument de dette initial.

#### ***b) Classement des instruments financiers et leur évaluation***

Le Groupe Commerzbank classe les actifs et passifs financiers selon les catégories IFRS 9 applicables :

- Actifs financiers
  - Coût amorti (AC)
  - Autres éléments du résultat global à la juste valeur (JVOCI)
  - Obligatoirement à la juste valeur par le biais du compte de résultat (mFVPL)
  - Détenu à des fins de transaction (HFT)
- Passifs financiers
  - Coût amorti (AC)
  - Option de la juste valeur (FVO)
  - Détenu à des fins de transaction (HFT)

Le Groupe divise les catégories IFRS 9 en catégories suivantes :

- Actifs financiers
  - Prêts et créances
  - Titres de créance
  - Instruments de capitaux propres
  - Instruments dérivés ne remplissant pas les conditions requises pour la comptabilité de couverture (dérivés autonomes)
  - Instruments dérivés remplissant les conditions requises pour la comptabilité de couverture
- Passifs financiers
  - Dépôts
  - Titres de créance émis
  - Instruments dérivés ne remplissant pas les conditions requises pour la comptabilité de couverture (dérivés autonomes)
  - Instruments dérivés remplissant les conditions requises pour la comptabilité de couverture
  - Garanties financières

De plus, nous déclarons les engagements de prêt (révocables et irrévocables).

**c) Gains ou pertes nets**

Les gains nets ou pertes nettes comprennent les évaluations de la juste valeur comptabilisées en résultat, les effets de conversion des devises, les dépréciations, les réévaluations, les plus-values réalisées sur cession, les recouvrements ultérieurs sur des instruments financiers dépréciés et les variations comptabilisées dans la réserve de réévaluation classée dans les catégories respectives d'IFRS 9. Les éléments sont détaillés dans l'état résumé du résultat global et dans les notes sur les produits d'intérêts nets, le résultat sur risques, le résultat net sur actifs et passifs financiers évalué à la juste valeur par résultat et les autres produits nets sur instruments financiers.

**d) Garanties financières**

Une garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements déterminés afin d'indemniser le bénéficiaire pour une perte subie du fait qu'un débiteur désigné n'effectue pas un paiement à l'échéance conformément aux conditions initiales ou modifiées d'un titre de créance.

Cela peut inclure, par exemple, les garanties bancaires. Si le Groupe Commerzbank est le bénéficiaire de la garantie, celle-ci n'est pas comptabilisée et n'est prise en compte que lors de la détermination d'une dépréciation d'un actif garanti. En tant qu'émetteur, le Groupe Commerzbank comptabilise le passif découlant d'une garantie financière à sa création. L'évaluation initiale est à la juste valeur au moment de la comptabilisation. De manière générale, la juste valeur d'un contrat de garantie financière à sa création est nulle car pour les contrats à la juste valeur marchande, la valeur de la prime convenue correspond normalement à la valeur de l'obligation de garantie (méthode nette). L'évaluation ultérieure est effectuée au coût amorti ou à la provision qui doit être comptabilisée si le paiement de la garantie devient probable si celle-ci est plus élevée.

**e) Dérivés incorporés**

Les dérivés incorporés sont des produits dérivés qui sont intégrés dans des instruments financiers primaires. Il s'agit, par exemple, d'obligations convertibles inversées (obligations qui peuvent être remboursées sous forme d'actions) ou d'obligations assorties de paiements d'intérêts indexés.

Conformément à IFRS 9, nous ne séparons que les dérivés qui sont incorporés dans des passifs financiers. Les actifs financiers sont évalués dans leur intégralité, ce qui signifie que le contrat hôte n'est pas comptabilisé séparément du dérivé incorporé. Au lieu de cela, les actifs financiers sont classés en fonction du modèle d'entreprise et de leurs conditions contractuelles.

Dans le cas des passifs financiers, une telle séparation à des fins comptables n'est requise que si les trois conditions suivantes sont remplies :

- Les caractéristiques économiques et les risques du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte.
- Un instrument séparé comportant les mêmes conditions que le dérivé incorporé répond à la définition d'un dérivé au sens d'IFRS 9.
- Le passif financier principal n'est pas évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Dans ce cas, le dérivé incorporé à séparer est considéré comme faisant partie de la catégorie des instruments détenus à des fins de transaction et est comptabilisé à sa juste valeur. Les variations de réévaluation sont comptabilisées dans le bénéfice net de tous les actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat. Le contrat hôte est comptabilisé et évalué en appliquant les règles de la catégorie à laquelle l'instrument financier est affecté.

Si les trois conditions susmentionnées ne sont pas remplies cumulativement, le dérivé incorporé n'est pas présenté séparément et l'instrument financier ou le produit structuré dans son ensemble est évalué conformément aux dispositions générales de la catégorie à laquelle le passif financier est affecté.

**25. – Actifs financiers - Coût amorti**

Si les flux de trésorerie contractuellement convenus d'un actif financier ne comprennent que des paiements d'intérêts et de principal (c'est-à-dire que l'actif est conforme aux SPPI) et que cet actif a été affecté au modèle économique de « détention à des fins de perception », il est évalué au coût amorti. La valeur comptable de ces instruments financiers est diminuée de la provision pour pertes sur prêts (voir note 32).

Si les clauses ESG font partie des contrats portant sur des instruments financiers, dans la plupart des cas, elles n'ont qu'une influence négligeable sur les flux de trésorerie contractuels et donc sur l'évaluation de ces instruments financiers au coût amorti ou à la juste valeur.

Les implications possibles des clauses ESG sur la classification et la comptabilisation des instruments financiers sont examinées dans le cadre des processus établis (par exemple, le processus des nouveaux produits).

Les produits d'intérêts de ces instruments financiers sont comptabilisés en produits d'intérêts nets selon la méthode du taux d'intérêt effectif.



(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024 (1)	Variations en %
Prêts et créances	296 835	278 990	6,4
Banques centrales	3 046	2 253	35,2
Banques	20 054	19 079	5,1
Clients entreprises	102 456	93 629	9,4
Clients particuliers	133 160	130 608	2,0
Autres entreprises financières	16 170	13 960	15,8
Administrations publiques	21 948	19 461	12,8
Titres de créance	33 707	31 935	5,6
Banques	5 091	4 601	10,6
Clients entreprises	2 053	3 328	-38,3
Autres entreprises financières	7 273	6 093	19,4
Administrations publiques	19 290	17 913	7,7
Total	330 542	310 925	6,3
(1) Chiffres ajustés.			

Le modèle d'entreprise d'un portefeuille de prêts à ordre émis par des organismes du secteur public britannique, qui avait une valeur comptable de 2,8 Md €, a été modifié au 1<sup>er</sup> janvier 2019. Dans le cadre de la clôture du segment Asset & Capital Recovery (portefeuille en liquidation), ce portefeuille a été initialement intégré à la Trésorerie du Groupe et est géré par l'Investment Office depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Depuis janvier 2025, il a été reclassé et est géré par Structured Solutions & Investments au sein du segment Clients entreprises (voir Note 60). Les activités de distribution et de vente du portefeuille ont été interrompues. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les ventes futures de ce portefeuille ne sont désormais autorisées qu'en cas de détérioration significative de la qualité du crédit. La gestion de portefeuille et la rémunération de la direction ne sont donc plus basées sur la juste valeur. L'objectif du portefeuille est de générer des flux de trésorerie convenus contractuellement. Les flux de trésorerie convenus contractuellement sont uniquement des paiements d'intérêts et de principal aux fins d'IFRS 9. Le changement de modèle d'entreprise a entraîné le reclassement de la catégorie d'évaluation mFVPL à la catégorie d'évaluation au coût amorti.

Le taux d'intérêt effectif calculé au moment du reclassement était de 2,8 %. Au cours de l'exercice 2025, les produits d'intérêts du portefeuille reclassé se sont élevés à 16 millions d'euros (exercice précédent : 27 millions d'euros). Au cours de l'exercice 2025 en cours, aucune charge d'intérêts n'a été engagée (exercice précédent : 0 million d'euros).

La juste valeur du portefeuille au 31 décembre 2025 était de 0,2 milliard d'euros (exercice précédent : 0,4 milliard d'euros). La baisse de juste valeur est notamment due à l'utilisation de l'option de résiliation par nos contreparties. Si le portefeuille était resté dans la catégorie d'évaluation mFVPL, la variation de la juste valeur depuis le début de l'exercice et la variation compensatoire de la valeur des dérivés détenus pour couvrir le portefeuille auraient été comptabilisées en résultat dans le résultat net des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur résultat. Cela aurait donné lieu à un résultat net de 0 million d'euros (exercice précédent : 10 millions d'euros), conséquence à la fois des écarts de crédit et des effets liés aux taux d'intérêt. Depuis le reclassement, les flux de trésorerie des opérations sous-jacentes du portefeuille ont été affectés à la comptabilité de couverture de la juste valeur du portefeuille de Commerzbank.

## 26. – Passifs financiers - Coût amorti

En règle générale, les passifs financiers doivent être évalués ultérieurement au coût amorti.

Les dépôts comprennent principalement les dépôts à vue, les dépôts à terme et les dépôts d'épargne.

Dans d'autres émissions de dette, nous signalons également les émissions subordonnées titrisées et non titrisées qui, en cas d'insolvabilité ou de liquidation, ne peuvent être remboursées qu'après que les créances de tous les créanciers non subordonnés ont été satisfaites.

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024 (1)	Variations en %
Dépôts	413 614	395 598	4,6
Banques centrales	5 675	2 996	89,4
Banques	43 477	46 291	-6,1
Clients entreprises	133 623	124 553	7,3
Clients particuliers	194 578	185 053	5,1
Autres entreprises financières	28 215	29 857	-5,5
Administrations publiques	8 047	6 847	17,5
Titres de créance émis	62 981	44 922	40,2
Instruments du marché monétaire	15 117	1 183	
Pfandbriefe	25 344	25 046	1,2
Autres titres de créance émis	22 520	18 692	20,5
Total	476 595	440 519	8,2
(1) Chiffres ajustés.			

Commerzbank participe au troisième programme d'opérations ciblées de refinancement à plus long terme (TLTRO III) de la BCE depuis 2020.

La totalité du montant a été remboursée au cours de l'exercice précédent. Au cours de l'exercice 2024, cela s'est traduit par des charges d'intérêts de 29 millions d'euros.

#### 27. – Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur

Une évaluation à la juste valeur avec comptabilisation de la variation de la valeur des autres éléments du résultat global avec recyclage (FVOCI avec recyclage) est nécessaire si l'instrument financier est affecté à un portefeuille avec le modèle d'entreprise « détenu afin d'en percevoir les flux de trésorerie et de la vente » et, en outre, les flux de trésorerie convenus contractuellement sont uniquement des paiements d'intérêts et de principal et respectent donc le critère SPPI.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans la réserve de réévaluation sans effet sur le résultat, à l'exception des dépréciations qui sont comptabilisées en résultat.

La comptabilisation des provisions pour pertes sur prêts est expliquée à la note 32 « Risques de crédit et pertes de crédit ». Lorsqu'un instrument financier est décomptabilisé, les gains et pertes cumulés comptabilisés au moment considéré dans la réserve de réévaluation sont reclassés au compte de résultat (recyclage) et comptabilisés en autres produits nets d'instruments financiers. Les produits d'intérêts de ces actifs financiers sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024	Variations en %
Prêts et avances (avec recyclage)	81	191	-57,3
Banques	33	69	-52,2
Clients entreprises	12	18	-32,6
Autres entreprises financières	27	36	-25,7
Administrations publiques	9	68	-86,3
Titres de créance (avec recyclage)	69 844	56 534	23,5
Banques centrales	3 566	3 469	2,8
Banques	32 434	27 986	15,9
Clients entreprises	3 382	2 963	14,1
Autres entreprises financières	7 895	6 709	17,7
Administrations publiques	22 566	15 407	46,5
Total	69 926	56 725	23,3

Au sein du groupe Commerzbank, aucun profit ou perte de réalisation sur cessions n'a été comptabilisé en résultats non distribués sans effet sur le résultat, ni au cours de l'exercice 2025 ni au cours de l'exercice précédent.

#### 28. – Passifs financiers - Option de la juste valeur

En vertu des règles d'IFRS 9, en cas d'asymétrie comptable, la gestion des passifs financiers sur la base de la juste valeur et l'existence de dérivés incorporés nécessitant une séparation peuvent également être des conditions d'application de l'option de la juste valeur aux passifs.

Si l'option de la juste valeur est utilisée pour les passifs financiers ou pour les contrats hybrides, les variations de la juste valeur résultant des fluctuations du risque de crédit propre ne sont pas comptabilisées dans le compte de résultat, mais dans les autres éléments du résultat global (sans recyclage) sans effet sur le résultat.

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024	Variations en %
Dépôts	44 527	38 109	16,8
Banques centrales	3 644	3 484	4,6
Banques	17 367	14 041	23,7
Clients entreprises	885	382	
Clients particuliers	40	48	-17,3
Autres entreprises financières	22 498	20 034	12,3
Administrations publiques	94	121	-22,4
Titres de créance émis	8 134	8 404	-3,2
Autres titres de créance émis	8 134	8 404	-3,2
Total	52 661	46 513	13,2

Pour les passifs auxquels l'option de la juste valeur a été appliquée, la variation de la juste valeur au cours de l'exercice 2025, liée au risque de crédit, s'est élevée à 79 millions d'euros (exercice précédent : 130 millions d'euros). La variation cumulée s'est élevée à 331 millions d'euros (exercice précédent : 251 millions d'euros). Le montant des remboursements des passifs financiers évalués à la juste valeur s'est élevé à 9 609 millions d'euros (exercice précédent : 9 698 millions d'euros).

Un montant de 76 millions d'euros (exercice précédent : 98 millions d'euros) provenant de la cession de passifs financiers pour lesquels l'option de la juste valeur a été appliquée ont été comptabilisés en résultats non distribués sans effet sur le résultat.

Les variations de la juste valeur des passifs liées au risque de crédit ont été principalement calculées comme des variations de la juste valeur moins les variations de la valeur résultant des conditions du marché.

L'application de l'option de la juste valeur afin d'éviter les asymétries comptables et pour les instruments financiers avec dérivés incorporés a produit les valeurs suivantes dans la catégorie « Passifs financiers - Option de la juste valeur » :

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024	Variations en %
Dépôts	1 353	1 231	9,9
Titres de créance émis	8 134	8 404	-3,2
Total	9 487	9 635	-1,5

L'option de la juste valeur a également été utilisée pour les instruments financiers s'ils sont gérés conformément à notre gestion des risques et de la liquidité et si leur performance est évaluée sur la base de la juste valeur.

Cela concernait principalement les véritables mises en pension, les opérations sur le marché monétaire et les garanties en trésorerie provenant d'opérations de prêt de titres.

Les postes de bilan suivants ont été touchés :

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024	Variations en %
Dépôts	43 174	36 878	17,1
Titres de créance émis	-	-	
Total	43 174	36 878	17,1

#### 29. – Actifs financiers - Obligatoirement à la juste valeur par le biais du compte de résultat

Ce poste comprend les instruments financiers qui sont affectés en tant que titres de créance au modèle d'entreprise résiduel en tant que différenciation des instruments de capitaux propres énumérés ci-dessous et non comptabilisés dans « Actifs financiers - Détenus à des fins de transaction ». En outre, les transactions attribuées au modèle d'entreprise « détenu afin d'en percevoir les flux de trésorerie » et « détenu afin d'en percevoir les flux de trésorerie et de la vente » sont incluses ici si elles ne respectent pas le critère SPPI. Les exemples de telles transactions comprennent les parts de fonds d'investissement, les certificats de participation aux bénéfices, les participations tacites et les actifs gérés sur la base de la juste valeur.

Les instruments de capitaux propres sont exclusivement des contrats fournissant un intérêt résiduel dans les actifs d'une société après déduction de toutes les dettes associées, telles que des actions ou des intérêts dans d'autres sociétés par actions.

Les instruments de capitaux propres ne respectent pas le critère SPPI car l'investisseur n'a aucun droit aux remboursements d'intérêts et de capital. Par conséquent, ces instruments sont habituellement évalués à la juste valeur par résultat. Une exception à cette règle existe pour les instruments de capitaux propres pour lesquels le Groupe a choisi l'option de les évaluer à la juste valeur dans les autres éléments du résultat global sans recyclage (voir note 27).

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024	Variations en %
Prêts et créances	74 982	63 077	18,9
Banques centrales	4 253	3 868	10,0
Banques	29 153	25 912	12,5
Clients entreprises	1 725	831	
Clients particuliers	38	45	-16,8
Autres sociétés financières	39 812	32 419	22,8
Administrations publiques	0	0	4,3
Titres de créance	6 838	3 834	78,4
Banques centrales	4 041	1 334	
Banques	323	314	3,0
Clients entreprises	597	391	52,7
Autres entreprises financières	801	900	-11,1
Administrations publiques	1 077	895	20,3
Instruments de capitaux propres	971	939	3,5
Banques	9	9	-0,7
Clients entreprises	767	752	2,0
Autres entreprises financières	195	177	10,2
Total	82 791	67 849	22,0

**Actifs et passifs financiers - Détenus à des fins de transaction****30. – Actifs financiers - Détenus à des fins de transaction**

Cette catégorie comprend les titres liés aux intérêts et aux capitaux propres, les prêts de billets à ordre et autres créances, ainsi que les autres portefeuilles de négociation affectés au modèle d'entreprise résiduel et détenus à des fins de transaction. Ces instruments financiers sont utilisés pour réaliser des bénéfices à partir des fluctuations à court terme des prix ou des marges des traders. Les instruments financiers dérivés qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture sont également comptabilisés ici.

Indépendamment du type de produit, ces actifs financiers sont évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Les variations de la juste valeur des transactions respectives sont donc comptabilisées en résultat dans le compte de résultat.

Si la juste valeur ne peut pas être établie sur un marché actif, les éléments sont évalués au moyen de prix comparables, de prix indicatifs de prestataires de services de tarification ou d'autres banques (gestionnaires principaux), ou de modèles d'évaluation internes (modèles de valorisation de la valeur actualisée nette ou des options).

Les produits et charges d'intérêts et les gains ou pertes sur l'évaluation et la cession de ces instruments financiers sont comptabilisés en résultat en tant que produits nets d'actifs et de passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat.

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024	Variations en %
Prêts et créances	2 039	1 790	13,9
Banques	1 506	1 196	25,9
Clients entreprises	96	250	-61,7
Autres entreprises financières	-	75	
Administrations publiques	437	268	62,9
Titres de créance	6 537	3 532	85,1
Banques	393	200	96,7
Clients entreprises	2 043	1 214	68,3
Autres entreprises financières	501	410	22,3
Administrations publiques	3 600	1 708	
Instruments de capitaux propres	5 381	4 715	14,1
Banques	453	184	
Clients entreprises	4 313	3 940	9,5
Autres entreprises financières	616	590	4,3
Justes valeurs positives des instruments financiers dérivés	15 949	24 449	-34,8
Opérations sur dérivés de taux d'intérêt	6 572	8 331	-21,1
Opérations sur dérivés de change	7 602	13 596	-44,1
Dérivés sur actions	920	1 006	-8,5
Dérivés de crédit	80	236	-66,0
Autres opérations sur dérivés	775	1 281	-39,5
Autres positions de trading	7 665	2 346	
<b>Total</b>	<b>37 571</b>	<b>36 831</b>	<b>2,0</b>

**31. – Passifs financiers - Détenus à des fins de transaction**

Ce poste comprend les instruments financiers dérivés (dérivés ne remplissant pas les conditions requises pour la comptabilité de couverture), les titres propres détenus dans le portefeuille de négociation et les engagements de livraison résultant de ventes à découvert de titres.

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024	Variations en %
Certificats et autres obligations émises	555	219	
Engagements de livraison résultant de ventes à découvert de titres	1 434	1 305	9,8
Justes valeurs négatives des instruments financiers dérivés	14 266	21 703	-34,3
Opérations sur dérivés de taux d'intérêt	5 304	7 106	-25,4
Opérations sur dérivés de change	7 635	13 729	-44,4
Dérivés sur actions	191	193	-1,1
Dérivés de crédit	312	170	83,1
Autres opérations sur dérivés	823	505	63,1
<b>Total</b>	<b>16 254</b>	<b>23 227</b>	<b>-30,0</b>

## 32. – Risques de crédit et pertes de crédit

**Principes et évaluation**

IFRS 9 stipule que les dépréciations pour risques de crédit provenant de prêts et de titres qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat doivent être comptabilisées à l'aide d'un modèle en trois étapes basé sur les pertes de crédit attendues. Dans le Groupe Commerzbank, les instruments financiers suivants sont inclus dans le champ d'application de ce modèle de dépréciation :

- les actifs financiers sous forme de prêts et créances ainsi que les titres de créance évalués au coût amorti ;
- les actifs financiers sous forme de prêts et créances ainsi que les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (FVOCI) ;
- les créances locatives ;
- les engagements de prêt (révocables et irrévocables) qui, selon IFRS 9, ne sont pas évalués à la juste valeur par le biais du résultat net ; les garanties financières relevant du champ d'application d'IFRS 9 qui ne sont pas évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net.

Le Groupe détermine la dépréciation à l'aide d'un modèle en trois étapes basé sur les exigences suivantes :

Au cours de l'étape 1, tous les instruments financiers sont généralement comptabilisés si leur risque de perte sur prêt (ci-après le risque de défaut) n'a pas augmenté de manière significative depuis leur comptabilisation initiale. En outre, Commerzbank fait usage de la possibilité prévue par IFRS 9 B 5.5.23 « exemption pour risque de crédit faible » (LCRE) et classe les opérations présentant un risque de défaut limité à la date de clôture à l'étape 1. Il s'agit de titres ainsi que d'instruments financiers émis par des États, d'autorités locales ou régionales de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dont la notation de crédit interne à la date de clôture se situe dans la fourchette « investment grade » (correspondant à la notation 2.8 de Commerzbank ou supérieure).

Pour les instruments financiers relevant de l'étape 1, une dépréciation doit être comptabilisée à hauteur des pertes de crédit attendues résultant d'éventuels défaut sur la durée de l'opération, dans la limite de 12 mois (« perte de crédit attendue sur 12 mois », 12m-ECL).

L'étape 2 comprend les instruments financiers dont le risque de défaut a augmenté de manière significative depuis leur comptabilisation initiale et qui, à la date de clôture, ne sont pas soumis à la LCRE. Outre une modification spécifique au client de la « probabilité de défaut » (PD), Commerzbank définit d'autres critères dont la présence est supposée indiquer une augmentation significative du risque de défaut. Les instruments sont ensuite attribués à l'étape 2 indépendamment de la variation individuelle de la PD. Les dépréciations relevant de l'étape 2 sont comptabilisées à hauteur du montant de la « perte de crédit attendue sur la durée de vie » (LECL) de l'instrument financier. Pour les instruments financiers qui sont engagés pour une durée illimitée (opérations ouvertes), une approche descendante est utilisée pour déterminer la LECL en pourcentage de la « perte en cas de défaut » (LaD) actuelle, sur la base des pertes historiques réalisées.

Les instruments financiers classés comme dépréciés à la date de clôture sont affectés à l'étape 3. Pour ce faire, Commerzbank utilise sa définition d'un « défaut » en vertu de l'article 178 du CRR ainsi que les orientations supplémentaires de l'ABE sur l'application de la définition du défaut en vertu de l'article 178 du règlement (UE) n° 575/2013. Commerzbank a transposé les critères réglementaires de « paiement improbable » dans les seuils de dépréciation conformément à IFRS 9. Un seuil de dépréciation indique qu'une dépréciation, et donc un cas de défaut, peut exister. Par conséquent, l'existence d'un seuil de dépréciation entraînera un examen correspondant de l'opération pour déterminer si un critère de défaut est présent. Cette approche est cohérente car le calcul de la perte de crédit attendue (ECL) utilise également des paramètres de risque statistiques dérivés de l'approche basée sur les notations internes (IRB) de Bâle, qui sont modifiés pour répondre aux exigences d'IFRS 9.

Les événements suivants peuvent être révélateurs d'un défaut du client :

- en souffrance depuis plus de 90 jours ;
- « paiement improbable » ;
- sauvetage financier/restructuration d'entreprise en difficulté avec concessions ;
- la Banque résilie les créances ;
- le client est en situation d'insolvabilité.

La PCA sur la durée de vie est également utilisée comme valeur de la dépréciation requise pour les instruments financiers en défaut de l'étape 3. Lors de la détermination de la PCA sur la durée de vie, le Groupe distingue en principe les cas significatifs et les cas insignifiants. Le montant de la PCA sur la durée de vie pour les transactions non significatives (volumes jusqu'à 10 millions d'euros) est déterminé sur la base de paramètres statistiques de risque. La PCA sur la durée de vie pour les transactions significatives (volumes supérieurs à 10 millions d'euros) est la valeur attendue des pertes issues des expertises individuelles des flux de trésorerie futurs basées sur plusieurs scénarios potentiels et leur probabilité d'occurrence. Les scénarios et les probabilités s'appuient sur les évaluations de spécialistes en recouvrement et en résolution. Pour chaque scénario - qu'il s'agisse d'un scénario de continuation ou de vente - le calendrier et le montant des flux de trésorerie futurs attendus sont estimés. La situation spécifique au client et la conjoncture macroéconomique sont prises en compte (par exemple, les prévisions/variations du PIB, l'évolution des prises de commandes, l'inflation), ainsi que le contexte sectoriel, dans une perspective d'avenir. L'estimation se fonde également sur des informations externes. Les

sources comprennent des indices (par exemple, l'indice du climat des affaires de l'Institut de recherche économique, l'indice des directeurs d'achat), des prévisions (par exemple celles du Fonds monétaire international), des informations provenant d'associations mondiales de prestataires de services financiers (par exemple, l'Institut de la finance internationale) et des publications d'agences de notation et de cabinets d'audit.

Si un critère par défaut ne s'applique plus, l'instrument financier récupère et, après le respect de la période d'essai applicable, n'est plus affecté à l'étape 3. Après la récupération, une nouvelle évaluation est effectuée sur la base des informations de notation mises à jour pour voir si le risque de défaut a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale dans le bilan et l'instrument est affecté à l'étape 1 ou à l'étape 2 en conséquence.

Les instruments financiers qui, lors de leur comptabilisation initiale, sont déjà considérés comme ayant subi une perte de valeur selon la définition susmentionnée « dépréciés dès leur acquisition ou leur création » (POCI) sont traités en dehors du modèle de dépréciation en trois étapes et ne sont donc classés dans aucune de ces trois étapes. La comptabilisation initiale est basée sur la juste valeur sans comptabilisation de dépréciation, mais en utilisant un taux d'intérêt effectif ajusté pour tenir compte de la solvabilité. La dépréciation comptabilisée dans le compte de résultat au cours des périodes ultérieures est égale à la variation cumulée de la PCA sur la durée de vie depuis la comptabilisation initiale au bilan. La PCA sur la durée de vie reste la base de l'évaluation, même si la valeur de l'instrument financier a augmenté.

Les créances sont passées par profits et pertes au bilan dès lors qu'il est raisonnable de supposer qu'un actif financier n'est pas réalisable en tout ou partie et que les créances sont donc irrécouvrables.

L'irrécouvrabilité peut survenir dans le processus de règlement pour diverses raisons objectives, telles que la disparition de l'emprunteur sans actifs réalisables dans la masse ou l'achèvement d'une procédure d'insolvabilité sans autre perspective de paiements. Par ailleurs, les emprunts sont généralement considérés comme (partiellement) irrécouvrables au plus tard 720 jours après leur échéance et sont (partiellement) dépréciés à la valeur recouvrable attendue dans le cadre des provisions pour pertes sur prêts existantes. Une telle dépréciation (partielle) n'a aucun impact direct sur les mesures de recouvrement de créances en cours.

### ***Évaluation d'une augmentation significative du risque de défaut***

Les systèmes de notation de Commerzbank intègrent, dans la PD spécifique au client, toutes les informations quantitatives et qualitatives disponibles pertinentes pour l'estimation du risque de défaut. Cette mesure est basée principalement sur une sélection statistique et une pondération de tous les indicateurs disponibles. En outre, la PD ajustée conformément aux exigences de la norme IFRS 9 tient compte non seulement des informations historiques et de l'environnement économique actuel, mais aussi, en particulier, des informations prospectives telles que les prévisions relatives à l'évolution des conditions macroéconomiques.

Commerzbank utilise essentiellement la PD comme cadre de référence pour déterminer si le risque de défaut d'un instrument financier a augmenté de façon significative depuis la date de sa comptabilisation initiale. En ancrant la révision du critère de transfert relatif dans les processus et procédures robustes du cadre de gestion du risque de crédit à l'échelle du Groupe de la Banque (en particulier, l'identification précoce du risque de crédit, le contrôle des découverts et le processus de réévaluation), la Banque veille à ce qu'une augmentation significative du risque de défaut soit identifiée de manière fiable et en temps opportun sur la base de critères objectifs.

Commerzbank applique certains critères supplémentaires clés pour l'allocation à l'étape 2. Il s'agit :

- les clients pour lesquels un instrument financier présente un découvert important depuis plus de 20 jours ;
- les clients qui ont été placés sur la « Liste de surveillance du crédit » dans le cadre des processus de détection précoce des risques ;
- les clients en soins intensifs ;
- les clients bénéficiant d'une mesure de tolérance conformément à l'article 47b du CRR qui n'entraîne pas de défaut (étape 3) ; les instruments financiers dont la PD à la date de clôture a au moins triplé par rapport à la PD initialement comptabilisée au bilan et qui ont une notation de crédit supérieure à 2,4 à la date de clôture (PD triplée).
- Affectation collective à une étape pour des sous-portefeuilles individuels.

À la date de clôture, cela comprenait, sans changement :

- les clients appartenant à un sous-secteur auquel un feu de tricolore jaune ou rouge avait été attribué à la date de clôture ;
- les clients affectés aux catégories F à H (sur une échelle allant de A+ à H) à la suite d'une évaluation du risque de crédit lié au climat. Pour les biens immobiliers résidentiels, le « ratio prêt/valeur » a été ajouté à la classe d'efficacité énergétique.

En outre, la filiale du Groupe, mBank, a introduit au quatrième trimestre une classification collective visant à refléter les risques climatiques et environnementaux. Cela s'applique aux portefeuilles suivants :

- Prêts hypothécaires (particuliers et micro-entreprises) garantis par des logements à faible efficacité énergétique.
- Clients entreprises opérant dans des secteurs à forte intensité d'émissions

Pour plus d'informations sur les procédures et les processus ainsi que sur la gouvernance en matière de gestion du risque de crédit au sein de Commerzbank, veuillez consulter les informations figurant dans le Rapport de gestion combiné (pages 234 et suivantes).

L'examen visant à déterminer si le risque de défaut à la date de clôture a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier respectif à la fin de l'exercice. Cet examen compare la probabilité de défaut observée sur la durée résiduelle de l'instrument financier (« PD sur la durée de vie ») à la PD sur la durée de vie sur la même période telle qu'elle était attendue à la date de la comptabilisation initiale. Conformément aux exigences des IFRS, la PD initiale et la PD actuelle sont comparées sur la base de la probabilité de défaut sur une période de 12 mois après la fin de la période de reporting (« PD à 12 mois », 12m-PD). Dans ces cas, la Banque utilise des analyses d'équivalence pour démontrer qu'aucun écart significatif ne s'est produit par rapport à une évaluation utilisant la PD sur la durée de vie. Un quantile, puis des seuils sous forme de niveaux de notation, sont fixés à l'aide d'une procédure statistique afin de déterminer si une augmentation de la PD par rapport à la date de comptabilisation initiale est « significative ». Ces seuils, qui sont différenciés par des modèles de notation, représentent un degré critique de variance par rapport à l'attente du développement moyen de la DP. Si la PD actuelle dépasse ce seuil, un écart critique est présent et conduit à une affectation à l'étape 2. Afin d'assurer une allocation économiquement saine de l'étape, des facteurs spécifiques à la transaction sont pris en compte, y compris l'étendue de la PD à la date de comptabilisation initiale, la durée (au moment considéré) et la durée restante de la transaction.

Commerzbank s'abstient généralement de vérifier s'il y a une augmentation significative du risque de défaut à la date de clôture par rapport au moment de l'acquisition de l'instrument financier concerné pour les transactions pour lesquelles il existe un faible risque de défaut à la date de clôture (option IFRS 9 B 5.5.23).

Il s'agit de titres ainsi que d'instruments financiers auprès d'États, d'autorités locales ou régionales de l'OCDE dont la notation de crédit interne à la date de clôture se situe dans la fourchette investment grade (correspondant à une notation Commerzbank égale ou supérieure à 2,8).

Les instruments financiers sont retransférés de l'étape 2 à l'étape 1 si, à la fin de l'exercice, le risque de défaut n'est plus significativement élevé par rapport à la date de comptabilisation initiale.

### **Calcul de la perte de crédit attendue (ECL)**

Commerzbank calcule la PCA comme la valeur attendue pondérée en fonction des probabilités, non biaisée et actualisée des pertes sur prêts futures sur la durée résiduelle totale de l'instrument financier respectif.

L'ECL à 12 mois utilisée pour la comptabilisation des dépréciations relevant de l'étape 1 correspond à la partie de LECL résultant d'événements de défaut qui devraient survenir dans les 12 mois suivant la fin de la période de reporting.

L'ECL est déterminée pour les étapes 1 et 2 ainsi que pour les instruments financiers non significatifs relevant de l'étape 3 sur la base de chaque transaction, en tenant compte de paramètres de risque statistiques. Ces paramètres ont été dérivés de l'approche NI de Bâle et modifiés pour répondre aux exigences d'IFRS 9.

Les principaux paramètres significatifs utilisés dans cette détermination comprennent :

- la PD spécifique au client ;
- la « perte en cas de défaut » (LGD) ;
- l'« exposition en cas de défaut » (EaD).

Tous les paramètres de risque utilisés à partir des modèles internes de la Banque ont été ajustés pour répondre aux exigences spécifiques d'IFRS 9, et l'horizon de prévision a été étendu en conséquence pour couvrir toute la durée des instruments financiers. Par exemple, les prévisions relatives à l'évolution de l'exposition sur toute la durée de l'instrument financier tiennent donc également compte, notamment, des droits de résiliation contractuels et légaux.

Dans le cas de produits de prêt constitués d'un montant de prêt utilisé et d'une ligne de crédit ouverte et pour lesquels, dans la pratique commerciale habituelle, le risque de crédit ne se limite pas à la période de préavis contractuel (chez Commerzbank, il s'agit principalement de produits renouvelables sans structure de remboursement convenue contractuellement, tels que les découverts et les facilités de carte de crédit), la PCA sur la durée de vie doit être déterminée à l'aide d'une échéance comportementale, qui dépasse généralement la période contractuelle maximale. Afin de garantir que la PCA sur la durée de vie pour ces produits est déterminée de manière empirique conformément aux exigences d'IFRS 9, Commerzbank calcule directement la PCA sur la durée de vie pour ces produits sur la base des pertes historiques réalisées.

En règle générale, le Groupe estime les paramètres de risque spécifiques à IFRS 9 sur la base non seulement des informations historiques sur les défauts, mais aussi, en particulier, de l'environnement économique actuel (perspective « ponctuelle ») et des informations prospectives. Cette évaluation consiste principalement à examiner les effets que les prévisions macroéconomiques de la Banque auront sur le montant de la PCA et à inclure ces effets dans la détermination de la PCA.

La méthodologie permettant de prendre en compte les informations macroéconomiques dans le cadre de la constitution de provisions pour risques a encore été améliorée au cours du premier semestre 2025. Cela a conduit à une plus grande sensibilité macroéconomique dans l'évaluation des augmentations significatives du risque de défaut (critère de l'étape 2) et dans la détermination de l'ECL.

L'ajustement méthodologique se décompose comme suit :

- Le modèle de notation des clients petites et moyennes entreprises a été recalibré dans le cadre de la révision annuelle du premier semestre 2025 afin de tenir compte des observations récentes concernant les taux de défaut. Cet ajustement était conforme aux orientations émises par la Banque centrale européenne (BCE) sur les modèles internes (article 136). De plus, la PD ajustée conformément aux exigences d'IFRS 9 tient compte non seulement des informations historiques et du contexte économique actuel, mais aussi, en particulier, d'informations prospectives telles que les prévisions relatives à l'évolution des conditions macroéconomiques. Depuis le 30 juin 2025, la sensibilité de la PD sur 12 mois a été encore renforcée par l'application de facteurs d'ajustement macroéconomiques distincts, basés sur des scénarios. Ces facteurs sont déterminés chaque trimestre par portefeuille à l'aide de modèles bancaires internes et font l'objet d'un processus d'examen par des experts. En outre, les fluctuations de la valeur de marché des garanties physiques sont ajustées en fonction des prévisions macroéconomiques. Depuis le deuxième trimestre 2025, cela inclut également un ajustement de la valeur de marché des garanties au cours de la première année de calcul de l'ECL.
- Le champ d'application du facteur de non-linéarité a également été élargi conformément aux ajustements susmentionnés en ce qui concerne les facteurs de PD sur 12 mois et de valeur de marché, et il inclut désormais le calcul complet de l'ECL pour les 3 étapes.

Le scénario de référence sert de base pour déduire les effets macroéconomiques ; il tient compte des facteurs influents tels que l'évolution du PIB, l'inflation, les tendances des taux d'intérêt à long terme et le taux de chômage.

Les hypothèses formulées par mBank concernant la Pologne ont été intégrées en conséquence dans le scénario de référence.

Le scénario de référence tient compte des incertitudes économiques et des tensions géopolitiques actuelles et repose sur les hypothèses significatives suivantes :

- L'économie allemande prendra progressivement de la vigueur, les mesures de politique budgétaire expansionniste du nouveau gouvernement et les baisses de taux d'intérêt de la BCE compensant largement l'impact négatif des droits de douane américains.
- La croissance économique dans les autres pays de l'Union monétaire européenne sera moins marquée, car ceux-ci disposent d'une marge de manœuvre plus restreinte en matière de dépenses publiques.
- La croissance aux États-Unis ne bénéficiera guère des baisses accélérées des taux d'intérêt de la Réserve fédérale en raison de l'incertitude persistante entourant la politique tarifaire volatile du gouvernement américain.
- La Chine souffrira des droits de douane américains et de problèmes structurels non résolus. La dynamique économique devrait donc ralentir en 2026.

Alors que la BCE a déjà cessé de baisser ses taux d'intérêt, la Réserve fédérale restera soumise à des pressions politiques pour réduire encore ses taux. Le rythme des baisses de taux d'intérêt s'accélérera en 2026.

Le développement économique continuera d'être menacé par des risques potentiels tels qu'une guerre commerciale mondiale (y compris de nouvelles restrictions de la Chine sur les exportations de terres rares), une montée des tensions transatlantiques due à la fin de l'aide militaire américaine à l'Ukraine ou de nouvelles barrières commerciales aux conséquences graves pour l'Europe, une escalade du conflit entre la Russie et l'Europe, une intensification des tensions géopolitiques due au comportement agressif de la Chine envers Taïwan, une crise énergétique mondiale déclenchée par une extension du conflit au Moyen-Orient (peut-être à la suite d'un blocus du détroit d'Ormuz par l'Iran), un renforcement des forces antidémocratiques et anti-européennes qui divisent l'Europe, et un ralentissement de la dynamique économique en Allemagne en raison de ses problèmes structurels (notamment les prix élevés de l'énergie et la pénurie de main-d'œuvre qualifiée).

Le scénario de référence prend en considération les hypothèses suivantes concernant la croissance, l'inflation, les tendances des taux d'intérêt à long terme et le taux de chômage :

Scénario de référence	2026	2027	2028	2029
Croissance du PIB				
Allemagne	0,7 % à 1,7 %	0,8 % à 1,8 %	0,5 %	0,5 %
Zone euro	0,4 % à 1,4 %	0,5 % à 1,5 %	0,9 %	0,9 %
Inflation				
Allemagne	1,8 % -2,2 %	2,1 % à 2,5 %	2,5 %	2,5 %
Zone euro	1,8 % -2,2 %	1,9 % -2,3 %	2,5 %	2,5 %
Taux de chômage				
Allemagne	6,1 % à 6,5 %	5,9 % à 6,3 %	6,1 %	6,1 %
Zone euro	6,2 % à 6,6 %	6,3 % -6,7 %	6,5 %	6,5 %
Taux d'intérêt (10 ans)				
Allemagne	2,8 % -3,2 %	3,0 % à 3,4 %	3,2 %	3,2 %
États-Unis	4,2 % -4,6 %	4,3 % -4,7 %	4,5 %	4,5 %



Les évolutions établies par la Deutsche Bundesbank et la BCE en décembre 2025 s'inscrivent dans les fourchettes attendues par Commerzbank.

À la date de clôture, la perte de crédit attendue pour les étapes 1 et 2, calculée sur la base du scénario de référence décrit ci-dessus, s'élevait à 1,2 milliard d'euros.

Afin de déterminer ces effets, il a été veillé à ce que les experts concernés soient suffisamment impliqués dans le cadre des politiques existantes.

Les effets potentiels des corrélations non linéaires entre différents scénarios macroéconomiques et la LECL sont corrigés à l'aide de facteurs d'ajustement déterminés séparément. Étant donné que le portefeuille performant relevant des étapes 1 et 2, le portefeuille non performant non significatif relevant de l'étape 3 (volume jusqu'à 10 millions d'euros) et le portefeuille non performant significatif relevant de l'étape 3 ont des profils de risque différents, un facteur de non-linéarité distinct est déterminé pour chacun de ces portefeuilles.

Le scénario de référence ainsi qu'un scénario pessimiste et un scénario optimiste ont été utilisés pour déterminer ces facteurs. Les pondérations attribuées à chaque scénario sont également toujours fixées par des experts de la Gestion des risques du Groupe et sont réglées dans une politique.

Le scénario pessimiste repose sur les hypothèses clés suivantes : le protectionnisme mondial va s'intensifier à l'échelle mondiale en raison des politiques commerciales incohérentes des États-Unis ; les tensions transatlantiques causées par la fin de l'aide militaire américaine à l'Ukraine et la hausse des droits de douane américains auront un impact négatif sur les économies européennes ; le conflit entre la Russie et l'Europe va s'aggraver davantage ; la pression sur les marchés énergétiques européens s'intensifiera en raison des perturbations de l'approvisionnement en pétrole et en gaz causées par une nouvelle escalade du conflit au Moyen-Orient ; l'inflation connaîtra une nouvelle poussée à l'été 2026 en raison d'une grave sécheresse en Europe, qui empêchera le refroidissement adéquat des centrales électriques en raison des faibles niveaux d'eau et des températures élevées, ce qui entraînera une réduction de leur production, tandis que l'agriculture souffrira gravement de pénuries d'eau ; les mesures politiques visant à limiter le réchauffement climatique seront considérablement renforcées ; et la hausse spectaculaire des prix de l'énergie et des denrées alimentaires aggravera l'inflation et fera peser une charge supplémentaire sur les industries à forte intensité énergétique, le secteur des transports et les ménages en particulier.

<b>Scénario pessimiste</b>	<b>2026</b>	<b>2027</b>	<b>2028</b>	<b>2029</b>
Croissance du PIB				
Allemagne	-2,7 %	-0,5 %	0,1 %	0,4 %
Zone euro	-2,6 %	-0,3 %	0,4 %	0,6 %
Inflation				
Allemagne	4,0 %	3,5 %	3,0 %	2,7 %
Zone euro	3,7 %	3,3 %	2,8 %	2,6 %
Taux de chômage				
Allemagne	8,1 %	8,8 %	9,0 %	9,0 %
Zone euro	8,3 %	9,1 %	9,3 %	9,5 %
Taux d'intérêt (10 ans)				
Allemagne	2,2 %	2,0 %	2,1 %	2,3 %
États-Unis	3,6 %	3,4 %	3,5 %	3,7 %

Dans ce scénario pessimiste, les ECL estimées dans les étapes 1 et 2 augmenteraient de 0,24 milliard d'euros au 31 décembre 2025. À la date de clôture, ce scénario présentait une probabilité de réalisation 40 %.

Le scénario optimiste repose sur les hypothèses clés suivantes : d'ici fin 2025, le gouvernement américain abandonnera sa politique commerciale conflictuelle au profit d'une approche coopérative ; les pressions politiques américaines conduiront à la fin de la guerre en Ukraine et au lancement des négociations de paix ; la croissance économique mondiale s'accélérera considérablement grâce à l'apaisement des tensions géopolitiques et à l'atténuation des craintes inflationnistes ; les prix du pétrole et du gaz baisseront malgré une demande croissante, en raison de la fin des réductions volontaires de production par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP+) et de l'apaisement des tensions au Moyen-Orient ; la confiance dans les marchés financiers mondiaux augmentera ; l'économie américaine ne connaîtra pas de revers majeur et bénéficiera d'une forte demande intérieure ; et l'économie allemande bénéficiera d'une reprise du commerce mondial et d'une augmentation du pouvoir d'achat des ménages.

<b>Scénario optimiste</b>	<b>2026</b>	<b>2027</b>	<b>2028</b>	<b>2029</b>
Croissance du PIB				
Allemagne	1,8 %	1,9 %	1,2 %	1,2 %
Zone euro	1,8 %	1,7 %	1,6 %	1,6 %
Inflation				
Allemagne	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %

Zone euro	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %
Taux de chômage				
Allemagne	6,0 %	5,5 %	5,2 %	4,9 %
Zone euro	5,9 %	5,6 %	5,3 %	4,9 %
Taux d'intérêt (10 ans)				
Allemagne	3,3 %	3,5 %	3,6 %	3,6 %
États-Unis	4,7 %	4,8 %	5,0 %	5,1 %

Dans ce scénario optimiste, la perte de crédit attendue estimée (étapes 1 et 2) diminuerait de 0,18 milliards d'euros. À la date de clôture, ce scénario présentait une probabilité de réalisation 5 %.

La perte de crédit attendue comprend des informations prospectives. Toutefois, le résultat du modèle ECL ne tient pas compte des effets prospectifs résultant de risques nouveaux qui ne peuvent pas encore être modélisés ou d'événements imprévisibles et singuliers (par exemple, les incertitudes liées à la crise). Ces risques peuvent être pris en compte par le biais de « recoupements » sous la forme d'ajustements de haut niveau (TLA), d'affectations collectives par étape ou d'ajustements intégrés au modèle. L'examen, mené avec la participation de la haute direction, visant à déterminer si de tels recoupements sont nécessaires, ainsi que leur mise en œuvre éventuelle, sont régis par des règles écrites.

Les recoupements suivants étaient en place à la fin de 2025 :

#### ***Affectation collective par étape :***

Les transferts collectifs suivants de l'étape 1 à l'étape 2 étaient encore jugés nécessaires au cours de l'exercice 2025 :

- Transfert collectif vers l'étape 2 pour les clients dont le feu tricolore sectoriel est jaune (risques gérables) ou rouge (risques significatifs).
- Transfert collectif vers l'étape 2 pour les clients qui avaient été affectés aux catégories F à H (sur une échelle de A+ à H) à la suite d'une évaluation du risque de crédit lié au climat. Pour les propriétés résidentielles, le ratio prêt/valeur a été inclus en plus de la classe d'efficacité énergétique.

La Banque tient ainsi compte des évaluations des risques réalisées dans le cadre de la planification stratégique du portefeuille (SPP) pour les secteurs présentant des risques gérables (feux tricolores jaunes) ou des risques significatifs (feux tricolores rouges). Les procédures d'évaluation du risque de crédit lié au climat intègrent spécifiquement les risques physiques et de transition dans les évaluations. Par ailleurs, la filiale du Groupe, mBank, a mis en place au quatrième trimestre 2025 un système de répartition collective par étape visant à prendre en compte les risques climatiques et environnementaux. Cela comprenait les portefeuilles suivants :

- Prêts hypothécaires (particuliers et micro-entreprises) garantis par des logements à faible efficacité énergétique.
- Clients entreprises opérant dans des secteurs à forte intensité d'émissions.

Dans le cadre de la répartition collective par étape, 31 milliards d'euros d'EaD ont été transférés de l'étape 1 à l'étape 2 à la date de clôture, ce qui a entraîné une provision pour pertes sur prêts supplémentaire de 83 millions d'euros.

#### ***Ajustements de haut niveau (TLA) :***

L'ajustement du résultat du modèle ECL d'IFRS 9 à l'aide d'un TLA liés aux effets secondaires n'a plus été jugé nécessaire depuis le deuxième trimestre 2025, à la suite d'une mise à jour de la méthodologie de sensibilité macroéconomique dans la détermination des étapes et des ECL, ainsi que de la disparition de certaines des raisons initiales justifiant cet ajustement (incertitudes macroéconomiques). En conséquence, le TLA lié aux effets secondaires d'un montant de 228 millions d'euros, qui existait jusqu'alors, a été intégralement repris au premier semestre 2025.

#### ***Ajustements intégrés au modèle :***

Lors de l'élaboration du scénario macroéconomique au cours de l'exercice 2025, Commerzbank Aktiengesellschaft a eu recours à la possibilité d'effectuer des ajustements intégrés au modèle, notamment en raison des incertitudes liées à la politique tarifaire américaine. Les effets qui en ont résulté s'élevaient à 64 millions d'euros à la fin de l'année 2025.

À la clôture de l'exercice 2025, le montant total des provisions pour pertes sur prêts au titre des recoupements s'élevait ainsi à 147 millions d'euros.

Pour plus d'informations sur les ECL, voir le Rapport sur les risques dans le Rapport de gestion combiné (pages 253 et suivantes).

Dans l'ensemble, les provisions pour risques liés aux actifs financiers et les provisions pour éléments de hors bilan ont évolué comme suit :

(En millions d'euros.)	Au 01/01/2025	Affectations nettes/Reprises	Reprises	Changements au sein du groupe de sociétés consolidées	Variations des taux de change/Reclassement/Désactualisation	Au 31/12/2025
Provisions pour dépréciation liées aux risques sur les actifs financiers	3 223	727	843	-	13	3 119
Actifs financiers - Coût amorti	3 204	721	843	-	13	3 095
Prêts et créances	3 134	727	843	-	15	3 034
Titres de créance	70	-6	-	-	-2	61
Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur	19	5	0	-	-0	24
Prêts et créances	0	-0	-	-	-0	0
Titres de créance	19	5	0	-	-0	24
Provisions pour garanties financières	18	-8	-	-	0	10
Provisions pour engagements de prêts	401	-58	-	-	-3	340
Provisions pour accords d'indemnisation	153	62	-	-	-5	210
Total	3 795	722	843	-	5	3 679

(En millions d'euros.)	Au 01/01/2024	Affectations nettes/Reprises	Reprises	Changements au sein du groupe de sociétés consolidées	Variations des taux de change/Reclassement/Désactualisation	Au 31/12/2024
Provisions pour dépréciation liées aux risques sur les actifs financiers	3 349	697	891	-	68	3 223
Actifs financiers - Coût amorti	3 331	696	891	-	68	3 204
Prêts et créances	3 295	663	891	-	66	3 134
Titres de créance	36	33	-	-	1	70
Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur	19	0	-	-	0	19
Prêts et créances	0	0	-	-	0	0
Titres de créance	19	0	-	-	0	19
Provisions pour garanties financières	10	9	-	-	-1	18
Provisions pour engagements de prêts	375	25	-	-	1	401
Provisions pour conventions d'indemnisation	138	13	-	-	3	153
Total	3 872	743	891	-	71	3 795

La position nette provenant des allocations et des reprises comprend les dépréciations provenant des recouvrements sur les créances dépréciées.

La ventilation par étapes de la variation des dotations à l'évaluation est la suivante :

Ajustement de valeur pour risques liés aux prêts et créances ainsi qu'aux provisions (En millions d'euros.)	Étape 1	Étape 2	Étape 3	POCI	Total
Corrections de valeur au 01/01/2025	263	775	2 037	59	3 134
Nouvelles affaires	104	75	137	-59	256
Variations des positions dues aux transferts d'étapes					
Depuis l'étape 1	-77	370	20	-	313
Depuis l'étape 2	98	-453	550	-	195
Depuis l'étape 3	25	24	-52	-	-3
Cessions (remboursement et diminution de l'utilisation)	102	344	931	91	1 469
Changements de paramètres et de modèles	-98	267	862	172	1 203
Utilisation	-	-	573	38	612
Variations liées aux taux de change/ reclassements	-0	2	-12	25	15
Corrections de valeur au 31/12/2025	213	715	2 037	68	3 034
Provisions pour garanties financières	1	2	6	1	10
Provisions pour engagements de prêts	64	142	89	45	340
Provisions pour accords d'indemnisation	10	22	109	69	210
Provisions au 31/12/2025	75	167	204	114	560

Correction de valeur pour risques liés aux titres de créance (En millions d'euros.)	Étape 1	Étape 2	Étape 3	POCI	Total
Corrections de valeur au 01/01/2025	32	23	34	-	89
Nouvelles affaires	14	0	23	-	36
Variations des positions dues aux transferts d'étapes					
Depuis l'étape 1	-1	8	-	-	7
Depuis l'étape 2	0	-8	0	-	-7
Depuis l'étape 3	-	-	-	-	-
Cessions (remboursement et diminution de l'utilisation)	9	2	23	-	33
Changements de paramètres et de modèles	-8	-4	8	-	-4
Utilisation	-	-	-	-	-
Variations liées aux taux de change/ reclassements	-0	-1	-2	-	-3
Corrections de valeur au 31/12/2025	28	18	40	-	85

<b>Correction de valeur pour risques sur prêts, avances et provisions (En millions d'euros.)</b>	<b>Étape 1</b>	<b>Étape 2</b>	<b>Étape 3</b>	<b>POCI</b>	<b>Total</b>
Corrections de valeur au 01/01/2024	268	985	1 959	83	3 295
Nouvelles affaires	108	88	323	2	522
Variation des positions issues des transferts d'étape					
Depuis l'étape 1	-111	625	60	-	575
Depuis l'étape 2	104	-567	549	-	86
Depuis l'étape 3	2	23	-30	-	-4
Cessions (remboursement et diminution de l'utilisation)	91	270	709	33	1 103
Changements de paramètres et de modèles	-20	-115	802	18	685
Utilisation	-	-	931	58	988
Variations liées aux taux de change/ reclassements	2	4	13	47	66
Corrections de valeur au 01/01/2024	263	775	2 037	59	3 134
Provisions pour garanties financières	0	2	15	0	18
Provisions pour engagements de prêts	78	213	97	13	401
Provisions pour conventions d'indemnisation	10	29	86	28	153
Provisions 31/12/2024	88	245	198	42	572

<b>Correction de valeur pour risques liés aux titres de créance (En millions d'euros.)</b>	<b>Étape 1</b>	<b>Étape 2</b>	<b>Étape 3</b>	<b>POCI</b>	<b>Total</b>
Corrections de valeur au 01/01/2024	30	19	5	-	54
Nouvelles affaires	9	1	3	-	13
Variation des positions issues des transferts d'étape					
Depuis l'étape 1	-1	21	-	-	20
Depuis l'étape 2	-0	-15	28	-	13
Depuis l'étape 3	-	-10	-	-	-10
Cessions (remboursement et diminution de l'utilisation)	7	0	3	-	11
Changements de paramètres et de modèles	1	6	1	-	8
Utilisation	-	-	-	-	-
Variations liées aux taux de change/ reclassements	0	1	0	-	2
Corrections de valeur au 01/01/2024	32	23	34	-	89

Dans cette représentation, un instrument financier est défini comme une nouvelle affaire si la date pertinente pour évaluer une augmentation significative du risque de défaut se situe au cours de l'exercice. Cette population peut donc différer des autres nouvelles enquêtes auprès des entreprises, par exemple celles concernant la gestion des ventes.

Les variations des positions résultant des transferts d'étapes montrent les allocations et les reprises résultant d'un changement d'affectation aux étapes au cours de l'exercice. Pendant le transfert, la position de l'étape précédente est complètement inversée et la position cible entière est ajoutée à la nouvelle étape. Les cessions comprennent les reprises de provisions pour pertes pour des opérations qui ont été décomptabilisées du bilan au cours de l'exercice. La ligne « Changements de paramètres et de modèles » contient les changements de positions attribuables à des changements de paramètres de provisionnement des risques. Cela inclut les variations de l'utilisation (par exemple, à la suite de remboursements) ainsi que les variations des garanties et des probabilités de défaut qui n'ont pas entraîné de changement d'étape. De plus, les effets des ajustements résultant des révisions régulières des paramètres et de l'évolution des anticipations macroéconomiques, ainsi que les libérations au titre du TLA au cours de la période de reporting, sont présentés ici.

L'utilisation reflète la mesure dans laquelle la provision pour risque a été réduite par des dépréciations non comptabilisées en résultat. La ligne « Variations liées aux taux de change/reclassements » présente les effets de change et, le cas échéant, les transferts résultant de reclassements.

La présentation est basée sur des écritures pour des transactions individuelles. Au niveau des clients, il peut donc arriver que plusieurs postes du tableau soient concernés. Par exemple, les nouvelles affaires et les cessions peuvent être incluses. Aucune compensation n'est effectuée.

Des créances d'un montant total de 311 millions d'euros ont fait l'objet d'une dépréciation (partielle) au cours de la période de reporting. Les activités de collecte continuent d'être effectuées en ce qui concerne ces créances.

La valeur comptable brute des actifs financiers ayant fait l'objet de corrections de valeur a évolué comme suit au cours de la période considérée :

<b>Prêts et créances (En millions d'euros.)</b>	<b>Étape 1</b>	<b>Étape 2</b>	<b>Étape 3</b>	<b>POCI</b>	<b>Total</b>
Au 01/01/2025	233 787	43 657	4 476	396	282 315
Acquisitions (nouvelles affaires et augmentation de l'utilisation)	150 823	19 188	1 242	813	172 065
Variations des positions dues aux transferts d'étapes					
Depuis l'étape 1	-14 792	14 494	297	-	-
Depuis l'étape 2	10 059	-11 720	1 661	-	-
Depuis l'étape 3	18	183	-201	-	-
Cessions (remboursement et diminution de l'utilisation)	-130 359	-21 102	-3 063	-436	-154 960
Autres variations	563	-17	-17	-	529
Au 31/12/2025	250 098	44 683	4 395	773	299 950

Titres de créance (En millions d'euros.)	Étape 1	Étape 2	Étape 3	POCI	Total
Au 01/01/2025	86 522	1 123	894	-	88 539
Acquisitions (nouvelles affaires et augmentation de l'utilisation)	61 906	200	-	-	62 105
Variations des positions dues aux transferts d'étapes					
Depuis l'étape 1	-942	942	-	-	-
Depuis l'étape 2	902	-904	2	-	-
Depuis l'étape 3	-	-	-	-	-
Cessions (remboursement et diminution de l'utilisation)	-46 650	-346	-36	-	-47 032
Au 31/12/2025	101 738	1 015	860	-	103 613

Garanties financières, engagements de prêt, accords d'indemnisation (En millions d'euros.)	Étape 1	Étape 2	Étape 3	POCI	Total
Au 01/01/2025	153 353	43 187	841	183	197 564
Acquisitions (nouvelles affaires et augmentation de l'utilisation)	96 202	24 091	688	319	121 300
Variations des positions dues aux transferts d'étapes					
Depuis l'étape 1	-13 137	13 039	98	-	-
Depuis l'étape 2	7 974	-8 355	380	-	-
Depuis l'étape 3	2	35	-37	-	-
Cessions (remboursement et diminution de l'utilisation)	-80 261	-28 291	-1 060	-146	-109 758
Au 31/12/2025	164 134	43 706	910	356	209 105

Prêts et créances (En millions d'euros.)	Étape 1	Étape 2	Étape 3	POCI	Total
Au 01/01/2024	248 170	20 041	3 803	448	272 462
Ajouts (nouvelles affaires et augmentation de l'utilisation)	128 232	14 131	1 040	242	143 645
Variation des positions issues des transferts d'étape					
Depuis l'étape 1	-31 097	30 506	591	-	-
Depuis l'étape 2	6 345	-8 308	1 963	-	-
Depuis l'étape 3	23	275	-298	-	-
Cessions (remboursement et diminution de l'utilisation)	-118 325	-13 056	-2 639	-294	-134 315
Autres variations	438	67	17	-	523
Au 31/12/2024	233 787	43 657	4 476	396	282 315

Titres de créance (En millions d'euros.)	Étape 1	Étape 2	Étape 3	POCI	Total
Au 01/01/2024	69 099	580	21	-	69 701
Ajouts (nouvelles affaires et augmentation de l'utilisation)	62 091	290	158	-	62 539
Variation des positions issues des transferts d'étape					
Depuis l'étape 1	-2 301	2 301	-	-	-
Depuis l'étape 2	966	-1 700	734	-	-
Depuis l'étape 3	-	-	-	-	-
Cessions (remboursement et diminution de l'utilisation)	-43 333	-349	-19	-	-43 701
Au 31/12/2024	86 522	1 123	894	-	88 539

Garanties financières, engagements de prêt, accords d'indemnisation (En millions d'euros.) (1)	Étape 1	Étape 2	Étape 3	POCI	Total
Au 01/01/2024	176 068	9 991	581	221	186 860
Ajouts (nouvelles affaires et augmentation de l'utilisation)	92 135	19 022	545	168	111 870
Variation des positions issues des transferts d'étape					
Depuis l'étape 1	-27 263	27 164	99	-	-
Depuis l'étape 2	2 452	-2 798	346	-	-
Depuis l'étape 3	3	20	-23	-	-
Cessions (remboursement et diminution de l'utilisation)	-90 042	-10 211	-707	-206	-101 167
Au 31/12/2024	153 353	43 187	841	183	197 564

(1) Chiffres ajustés.

Les valeurs comptables des actifs financiers pour lesquels des corrections de valeur ont été effectuées sont imputées aux classes de notation comme suit :

31/12/2025 Notes de notation (En millions d'euros.)	Prêts et créances					Titres de créance				
	Étape 1 (12 mois - ECL)	Étape 2 (LECL)	Étape 3 (LECL)	POCI	Total	Étape 1 (12 mois - ECL)	Étape 2 (LECL)	Étape 3 (LECL)	POCI	Total
1,0-1,8	94 026	-	-	6	94 033	54 596	-	-	-	54 596
2,0-2,8	127 955	22 738	-	28	150 721	46 317	342	-	-	46 659
3,0-3,8	21 676	12 918	-	99	34 693	765	647	-	-	1 413
4,0-4,8	5 224	5 284	-	12	10 520	60	25	-	-	85
5,0-5,8	1 217	3 742	-	9	4 968	0	0	-	-	0
6,1-6,5	-	-	4 395	620	5 015	-	-	860	-	860
Total	250 098	44 683	4 395	773	299 950	101 738	1 015	860	-	103 613

31/12/2025 Notes (En millions d'euros.)	Garanties financières, engagements de prêt, accords d'indemnisation				
	Étape 1 (12 mois - ECL)	Étape 2 (LECL)	Étape 3 (LECL)	POCI	Total
1,0-1,8	56 426	8 393	-	3	64 822
2,0-2,8	92 256	24 974	-	35	117 265
3,0-3,8	11 620	6 454	-	9	18 083
4,0-4,8	2 763	2 308	-	0	5 071
5,0-5,8	1 068	1 576	-	0	2 645
6,1-6,5	-	-	910	309	1 219
Total	164 134	43 706	910	356	209 105

31/12/2024 Notes de notation (En millions d'euros.) (1)	Prêts et créances					Titres de créance				
	Étape 1 (12 mois - ECL)	Étape 2 (LECL)	Étape 3 (LECL)	POCI	Total	Étape 1 (12 mois - ECL)	Étape 2 (LECL)	Étape 3 (LECL)	POCI	Total
1,0-1,8	85 277	-	-	12	85 289	43 550	-	-	-	43 550
2,0-2,8	121 227	22 226	-	29	143 482	41 372	201	-	-	41 573
3,0-3,8	22 936	13 052	-	25	36 013	958	899	-	-	1 856
4,0-4,8	3 398	4 511	-	10	7 919	443	22	-	-	466
5,0-5,8	948	3 868	-	13	4 829	200	0	-	-	200
6,1-6,5	-	-	4 476	307	4 783	-	-	894	-	894
Total	233 787	43 657	4 476	396	282 315	86 522	1 123	894	-	88 539

(1) Les probabilités de défaut accrues retenues pour le TLA ont été estimées au niveau du portefeuille et ne sont pas prises en compte dans la répartition des notations au cas par cas.

31/12/2024 Notes de notation (En millions d'euros.)	Garanties financières, engagements de prêt, conventions d'indemnisation				
	Étape 1 (12 mois - ECL)	Étape 2 (LECL)	Étape 3 (LECL)	POCI	Total
1,0-1,8	44 259	6 391	-	5	50 654
2,0-2,8	93 727	26 561	-	15	120 302
3,0-3,8	12 708	6 395	-	18	19 121
4,0-4,8	2 044	1 943	-	0	3 987
5,0-5,8	615	1 897	-	0	2 513
6,1-6,5	-	-	841	145	986
Total	153 353	43 187	841	183	197 564

### 33. – Concentration du risque de crédit

Les concentrations du risque de crédit peuvent résulter de relations commerciales avec des emprunteurs individuels ou des groupes d'emprunteurs qui partagent un certain nombre de caractéristiques et dont la capacité à assurer le service de la dette est influencée dans la même mesure par les changements de certaines conditions économiques globales. Outre l'obtention de garanties et l'application d'une politique de prêt uniforme, la Banque a conclu un certain nombre d'accords-cadres de compensation afin de minimiser les risques de crédit.

Celles-ci donnent à la Banque le droit de déduire les créances et les dettes d'un client en cas de défaillance ou d'insolvabilité de ce client. Les valeurs comptables brutes des risques de crédit liés aux prêts et avances, engagements de prêt, garanties financières et autres accords d'indemnisation étaient les suivantes :

Prêts et créances (En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024 (1)
Établissements de crédit et clientèle en Allemagne	198 941	194 962
Banques	4 327	4 582
Clients entreprises	56 715	55 431
Fabrication	17 311	17 275
Construction	969	1 005
Négoce	7 627	7 554
Services et autres	30 808	29 597
Clients particuliers	115 721	115 313
Autres entreprises financières	3 705	3 505
Administrations publiques	18 473	16 132
Établissements de crédit et clientèle hors d'Allemagne	178 029	152 219
Banques	53 775	47 846
Clients entreprises	49 715	41 458
Clients particuliers	18 263	16 222
Autres entreprises financières	52 337	43 011
Administrations publiques	3 939	3 681
Sous-total	376 970	347 181
Moins provisions pour moins-value sur prêts et avances	-3 034	-3 134
Total	373 936	344 047

(1) Chiffres ajustés.

<b>Engagements de prêt, garanties financières et autres accords d'indemnisation (En millions d'euros.)</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Établissements de crédit et clientèle en Allemagne	59 932	59 259
Établissements de crédit et clientèle hors d'Allemagne	86 130	77 615
Sous-total	146 062	136 874
Moins provisions pour moins-value	-421	-467
<b>Total</b>	<b>145 641</b>	<b>136 406</b>

Les valeurs comptables des concentrations de risque de crédit dans les prêts et avances, les engagements de prêt, les garanties financières et autres accords d'indemnisation figurant dans les tableaux ci-dessus ne font pas partie de la gestion interne du risque de crédit, car la gestion du risque de crédit tient également compte des garanties, des probabilités de défaut et d'autres facteurs économiques.

Dans cette mesure, ces montants ne sont donc pas représentatifs de l'évaluation par la Banque de son risque de crédit réel.

#### 34. – Risque de crédit maximal

L'exposition maximale au risque de crédit - à l'exclusion des garanties et autres rehaussements de crédit - est égale à la valeur comptable des actifs concernés dans chaque catégorie, ou à la valeur nominale des engagements de prêt irrévocables et des garanties financières.

Le tableau ci-dessous indique les valeurs comptables ou les valeurs nominales des instruments financiers présentant un risque de défaut potentiel :

<b>(En millions d'euros.)</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>Variations en %</b>
Actifs financiers - Coût amorti	330 542	310 925	6,3
Prêts et créances	296 835	278 990	6,4
Titres de créance	33 707	31 935	5,6
Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur	69 926	56 725	23,3
Prêts et créances	81	191	-57,3
Titres de créance	69 844	56 534	23,5
Actifs financiers - Obligatoirement à la juste valeur par le biais du compte de résultat	81 820	66 911	22,3
Prêts et créances	74 982	63 077	18,9
Titres de créance	6 838	3 834	78,4
Actifs financiers - Détenus à des fins de transaction	32 189	32 116	0,2
Prêts et créances	2 039	1 790	13,9
Titres de créance	6 537	3 532	85,1
Instruments dérivés	15 949	24 449	-34,8
Autres positions de trading	7 665	2 346	
Justes valeurs positives des instruments de couverture dérivés	1 241	1 280	-3,1
Engagements de prêt irrévocables	87 617	82 666	6,0
Garanties financières	1 464	1 223	19,7

Les expositions maximales au risque de crédit mentionnées ci-dessus ne sont pas prises en compte dans la gestion interne du risque de crédit, car celle-ci tient également compte des garanties, des probabilités de défaut et d'autres facteurs économiques (voir la section consacrée aux risques de défaut dans le rapport de gestion combiné).

Ces montants ne sont donc pas représentatifs de l'évaluation par la Banque de son risque de crédit réel.

#### 35. – Titrisation de prêts

L'utilisation de dérivés de crédit (tels que les contrats d'échange sur risque de crédit, les contrats d'échange sur rendement total et les titres indexés sur un risque de crédit) peut réduire la pondération des risques d'un portefeuille de prêts. L'effet de couverture d'un dérivé de crédit peut concerner à la fois des prêts ou des titres individuels et des portefeuilles entiers de prêts ou de titres. En règle générale, la sécurité est fournie au moyen d'une titrisation synthétique par contrats d'échange sur risque de crédit (CDS) et/ou par titres indexés sur un risque de crédit (CLN). Cela permet d'atteindre trois objectifs importants :

- diversification des risques (réduction des risques de crédit au sein du portefeuille, notamment des risques de concentration) ;
- allègement des exigences de fonds propres (le transfert des risques de crédit aux investisseurs entraîne une réduction des exigences réglementaires en matière de fonds propres) ;
- financement (recours à la titrisation comme instrument de financement alternatif aux obligations au porteur non garanties).

À la fin de l'exercice 2025, le Groupe Commerzbank avait lancé onze opérations de titrisation en tant qu'acheteur de protection.

Au total, un volume total de 19,3 milliards d'euros (exercice précédent : 12,2 milliards d'euros) de prêts à la clientèle avait été couvert à la fin du mois de décembre 2025. Cela a permis de réduire les actifs pondérés en fonction des risques de la Banque de 9,2 milliards d'euros (exercice précédent : 5,4 milliards d'euros).

Nom de la transaction	Acheteur de la protection	Année de transaction	Durée du contrat des transactions en années	Type de créance	Total des prêts (En millions d'euros.)	Réduction des actifs pondérés en fonction des risques (En millions d'euros.)
CoCo Finance II-4	Commerzbank Aktiengesellschaft	2023	10	Clients entreprises	3 200	1 023
CoCo Finance II-5	Commerzbank Aktiengesellschaft	2023	10	Clients entreprises	1 750	571
CoCo Finance II-6	Commerzbank Aktiengesellschaft	2024	12	Clients entreprises	2 000	1 181
CoCo Finance II-7	Commerzbank Aktiengesellschaft	2025	12	Clients entreprises	3 000	1 637
CoCo Finance II-8	Commerzbank Aktiengesellschaft	2025	12	Clients entreprises	2 000	1 087
CoCo Finance II-9	Commerzbank Aktiengesellschaft	2025	12	Clients entreprises	3 000	1 639
K2	mBank S.A.	2022	17	Clients entreprises	214	125
Everest	mBank S.A.	2022	18	Clients entreprises	370	160
Makalu	mBank S.A.	2023	13	Clients privés	1 305	260
K2 II	mBank S.A.	2024	14	Clients entreprises	1 662	920
Gasherbrum	mBank S.A.	2025	21	Clients entreprises	835	547
Total					19 336	9 150

### 36. – Hiérarchies de la juste valeur et obligations d'information selon IFRS 13

#### Hiérarchie des justes valeurs

Commerzbank classe les instruments financiers dans une hiérarchie d'évaluation de la juste valeur à trois niveaux comme suit :

- Niveau 1 : Instruments financiers dont les justes valeurs sont déterminées comme les prix cotés pour des instruments financiers identiques sur des marchés actifs.
- Niveau 2 : Instruments financiers où aucun prix coté n'est disponible pour des instruments identiques sur un marché actif et où la juste valeur est établie à l'aide de techniques d'évaluation qui reposent sur des paramètres de marché observables.
- Niveau 3 : Instruments financiers où sont utilisées des techniques d'évaluation qui intègrent au moins un intrant pour lequel il n'y a pas suffisamment de données de marché observables et où au moins cet intrant a un impact plus qu'insignifiant sur la juste valeur.

Une évaluation continue du marché a lieu pour déterminer s'il est actif ou non. Le marché sera déterminé comme étant actif s'il y a un nombre suffisant de prix disponibles, c'est-à-dire lorsqu'il y a suffisamment de sources de prix pour que le paramètre pertinent soit considéré comme observable. Si le marché est actif, les prix seront utilisés (niveau 1). Si le marché est inactif, une approche fondée sur les modèles peut être suivie.

En ce qui concerne les méthodes d'évaluation fondées sur des modèles (phase 2 et phase 3) applicables aux banques, IFRS 13 reconnaît l'approche de marché et l'approche par les flux de trésorerie. L'approche de marché repose sur des méthodes de mesure qui s'appuient sur des informations sur des actifs et des passifs identiques ou comparables.

L'approche par le résultat reflète les attentes actuelles concernant les flux de trésorerie, les charges et les produits futurs. L'approche par le revenu comprend également des modèles de prix d'option. Ces évaluations sont soumises à un degré plus élevé aux jugements de la direction. On s'appuie autant que possible sur des données de marché ou des informations provenant de tiers, et dans une moindre mesure sur des informations spécifiques à l'entreprise.

Toutes les justes valeurs sont soumises aux contrôles et procédures internes du Groupe Commerzbank, qui définissent les normes relatives aux prix de marché indépendants ainsi qu'à leur vérification ou validation indépendante. Ces contrôles et procédures sont réalisés et coordonnés par le Groupe de indépendant de vérification des prix (IPV) au sein de la fonction risque. Les modèles, les données de marché d'entrée et les justes valeurs qui en résultent sont régulièrement revus par la haute direction et la fonction de gestion des risques.

#### Obligations d'information

Ci-dessous, on distingue :

- a) les instruments financiers évalués à la juste valeur (autres éléments du résultat global à la juste valeur, option juste valeur, obligatoirement à la juste valeur par le biais du compte de résultat et détenus à des fins de transaction) ;
- b) les passifs financiers évalués au coût amorti.

Les obligations d'information respectives concernant ces instruments financiers sont énoncées dans IFRS 7 et IFRS 13.



**a) Instruments financiers évalués à la juste valeur**

Selon IFRS 13, la juste valeur d'un actif est le montant pour lequel il pourrait être vendu entre des parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale. La juste valeur représente donc un prix de sortie. La juste valeur d'un passif est définie comme le prix auquel la dette pourrait être transférée à un tiers dans le cadre d'une transaction ordonnée.

Lors de la détermination de la juste valeur, les ajustements d'évaluation habituels, spécifiques à chaque produit ou modèle, sont appliqués.

L'évaluation des passifs doit également tenir compte de l'écart de crédit propre à la Banque. Si des tiers fournissent une garantie pour nos passifs (par exemple, des garanties), cette garantie n'est pas prise en compte dans l'évaluation du passif, car l'obligation de remboursement de la Banque reste la même.

Lors de l'évaluation des opérations sur produits dérivés, le Groupe utilise la possibilité d'établir des positions en risque nettes pour les actifs et les passifs financiers. La mesure tient compte non seulement du risque de crédit de la contrepartie, mais aussi du risque de défaut propre à la Banque. Le Groupe détermine les ajustements d'évaluation de crédit (CVA) et les ajustements d'évaluation de débit (DVA) en simulant les justes valeurs futures de ses portefeuilles de dérivés avec la contrepartie respective sur la base de données de marché observables (par exemple, les écarts de CDS). Dans le cas des ajustements de valorisation du financement (FVA), les coûts de financement ou les revenus des dérivés non garantis, ainsi que des dérivés garantis lorsqu'il n'y a qu'une garantie partielle ou que la garantie ne peut pas être utilisée à des fins de financement, sont comptabilisés à la juste valeur. En outre, les coûts/avantages résiduels du financement des sûretés, causés par l'échange de sûretés dans le cadre d'une annexe de soutien au crédit, sont couverts par CoIva (ajustement de l'évaluation des sûretés). Comme les CVA et les DVA, les FVA sont également déterminés à partir de la valeur attendue des futures justes valeurs positives ou négatives du portefeuille à l'aide de données de marché observables (par exemple, les écarts CDS). La courbe de financement utilisée pour calculer les FVA est approximée par la courbe de financement de la Commerzbank.

Les tableaux suivants présentent les instruments financiers comptabilisés au bilan à la juste valeur, classés par juste valeur IFRS 9 et par catégorie :

Actifs financiers (En milliards d'euros.)	31/12/2025				31/12/2024			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur								
Prêts et créances	-	0,1	-	0,1	-	0,2	-	0,2
Titres de créance	52,0	17,0	0,9	69,8	33,4	22,2	0,9	56,5
Actifs financiers - Obligatoirement à la juste valeur par le biais du compte de résultat								
Prêts et créances	-	73,8	1,2	75,0	-	62,0	1,0	63,1
Titres de créance	0,7	5,7	0,4	6,8	0,2	3,0	0,6	3,8
Instruments de capitaux propres	0,0	0,0	0,9	1,0	0,0	0,1	0,8	0,9
Actifs financiers - Détenus à des fins de transaction								
Prêts et créances	-	2,0	-	2,0	-	1,8	0,0	1,8
Titres de créance	2,2	4,0	0,3	6,5	0,7	2,7	0,1	3,5
Instruments de capitaux propres	5,4	0,0	0,0	5,4	4,7	0,0	0,0	4,7
Instruments dérivés	0,1	15,7	0,2	15,9	0,0	23,8	0,7	24,4
Autres pays	0,0	7,6	-	7,7	2,3	0,0	-	2,3
Justes valeurs positives des instruments financiers dérivés								
Comptabilité de couverture	-	1,2	-	1,2	-	1,3	-	1,3
Actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes destinés à être cédés (1)								
Prêts et créances	-	0,0	-	0,0	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	0,0	0,1	0,1	-	-	0,1	0,1
Total	60,5	127,1	3,9	191,6	41,4	117,2	4,1	162,7

(1) Description du poste modifiée.

Passifs financiers (En milliards d'euros.)	31/12/2025				31/12/2024			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Passifs financiers - Option de la juste valeur								
Dépôts	-	43,9	0,6	44,5	-	37,7	0,4	38,1
Titres de créance émis	3,3	4,8	-	8,1	3,9	4,6	-	8,4
Passifs financiers - Détenus à des fins de transaction								
Instruments dérivés	0,0	14,1	0,2	14,3	0,0	21,5	0,2	21,7
Certificats et autres billets émis	-	0,6	-	0,6	-	0,2	-	0,2
Engagements de livraison résultant de ventes à découvert de titres	1,3	0,1	-	1,4	1,0	0,3	0,0	1,3
Justes valeurs négatives des instruments de couverture dérivés								
Comptabilité de couverture	-	2,0	-	2,0	-	2,3	-	2,3
Total	4,6	65,5	0,8	70,9	4,8	66,6	0,6	72,0

Commerzbank reclasse des éléments à la fin de la période de référence.

Au cours de l'exercice 2025, 7,0 milliards d'euros de titres de créance de la catégorie FVOCI, 6,1 milliards d'euros d'autres instruments de la catégorie HFT, 0,7 milliard d'euros de titres de créance de la catégorie HFT, 0,3 milliard d'euros de titres de créance de la catégorie mFVPL et 0,6 milliard d'euros d'engagements de livraison résultant de ventes à découvert de titres de la catégorie HFT ont été reclassés du niveau 1 au niveau 2, en l'absence de cours de marché disponibles.

En revanche, 15,3 milliards d'euros de titres de créance de la catégorie FVOCI, 0,8 milliard d'euros de titres de créance de la catégorie HFT, 0,6 milliard d'euros de titres de créance de la catégorie mFVPL, 0,1 milliard d'euros d'autres instruments de la catégorie HFT et 0,7 milliard d'euros d'engagements de livraison résultant de ventes à découvert de titres de la catégorie HFT ont été reclassés du niveau 2 au niveau 1, car des cours de marché étaient à nouveau disponibles. Aucun autre reclassement significatif entre le niveau 1 et le niveau 2 n'a été effectué.

Au cours de l'exercice 2024, 7,2 milliards d'euros de titres de créance de la catégorie FVOCI et 0,2 milliard d'euros de titres de créance de la catégorie mFVPL ont été reclassés du niveau 1 au niveau 2, car aucun cours du marché n'était disponible.

En revanche, 8,8 milliards d'euros de titres de créance de la catégorie FVOCI, 2,3 milliards d'euros d'autres instruments de la catégorie HFT, 0,2 milliard d'euros de titres de créance de la catégorie mFVPL et 0,1 milliard d'euros de titres de créance de la catégorie HFT ont été reclassés du niveau 2 au niveau 1, car des cours de marché étaient à nouveau disponibles.

Aucun autre reclassement significatif entre le niveau 1 et le niveau 2 n'a été effectué.

Les variations des instruments financiers de la catégorie de niveau 3 ont été les suivantes :

Actifs financiers (En millions d'euros.)	Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur	Actifs financiers - Obligatoirement à la juste valeur par le biais du compte de résultat	Actifs financiers - Détenus à des fins de transaction	Actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes destinés à être cédés (1)	Total
Juste valeur au 01/01/2025	873	2 446	754	61	4 135
Changements au sein du groupe de sociétés consolidées	-	-	-	-	-
Gains ou pertes comptabilisés au compte de résultat au cours de la période	-62	50	-166	1	-178
Dont : gains ou pertes latents	-62	53	-132	1	-139
Gains ou pertes comptabilisés dans la réserve de réévaluation	-	-	-	-	-
Achats	627	4 395	659	-	5 681
Ventes	-108	-3 834	-590	-	-4 532
Problématiques	-	-	-	-	-
Remboursements	-	-	-31	-	-31
Reclassements au niveau 3	87	167	19	-	273
Reclassements depuis le niveau 3	-564	-733	-124	-	-1 421
Reclassements selon IFRS 9	-	-	-	-	-
Reclassements depuis/vers des actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes destinés à être cédés (1)	-	-	-	-	-
Juste valeur au 31/12/2025	853	2 491	522	62	3 928

(1) Description du poste modifiée.

Actifs financiers (En millions d'euros.)	Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur	Actifs financiers - Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat	Actifs financiers - Détenus à des fins de transaction	Actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes destinés à être cédés (1)	Total
Juste valeur au 01/01/2024	338	2 163	1 194	62	3 757
Changements au sein du groupe de sociétés consolidées	-	-	-	-	-
Gains ou pertes comptabilisés au compte de résultat au cours de la période	-2	-140	-150	-1	-293
Dont : gains ou pertes latents	-2	-80	-343	-1	-426
Profits ou pertes comptabilisés en réserve de réévaluation	-	-	-	-	-
Achats	477	1 108	515	-	2 101
Ventes	-89	-732	-958	-	-1 778
Émissions	-	-	-	-	-
Remboursements	-	-	-39	-	-39
Reclassements au niveau 3	586	336	208	-	1 131
Reclassements depuis le niveau 3	-437	-290	-16	-	-743
Reclassements en vertu d'IFRS 9	-	-	-	-	-
Reclassements depuis/vers des actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes destinés à être cédés (1)	-	-	-	-	-
Juste valeur au 31/12/2024	873	2 446	754	61	4 135

(1) Description du poste modifiée.

Au cours de l'exercice 2025, 0,1 milliard d'euros d'instruments de capitaux propres de la catégorie mFVPL et 0,1 milliard d'euros de titres de créance de la catégorie FVOCI ont été reclassés du niveau 2 au niveau 3, aucun paramètre de marché observable n'étant disponible. En revanche, 0,5 milliard d'euros de titres de créance dans la catégorie FVOCI, 0,4 milliard d'euros de prêts et avances dans la catégorie mFVPL, 0,3 milliard d'euros de titres de créance dans la catégorie mFVPL et 0,1 milliard d'euros de dérivés dans la catégorie d'actifs HFT ont été reclassés du niveau 3 au niveau 2, car des paramètres de marché observables étaient à nouveau disponibles. Il n'y a pas eu d'autres reclassements significatifs.

Au cours de l'exercice 2024, 0,1 milliard d'euros de titres de créance de la catégorie mFVPL ont été reclassés du niveau 1 au niveau 3, car aucun cours du marché n'était disponible.

En outre, 0,3 milliard d'euros d'instruments de capitaux propres dans la catégorie FVOCI, 0,3 milliard d'euros de titres de créance dans la catégorie mFVPL, 0,3 milliard d'euros de titres de créance dans la catégorie FVOCI, 0,1 milliard d'euros de dérivés dans la catégorie d'actifs HFT et 0,1 milliard d'euros de titres de créance dans la catégorie HFT ont été reclassés du niveau 2 au niveau 3, car aucun paramètre de marché observable n'était disponible. En revanche, 0,4 milliard d'euros de titres de créance de la catégorie FVOCI, 0,2 milliard d'euros de titres de créance de la catégorie mFVPL et 0,1 milliards d'euro d'instruments de capitaux propres de la catégorie mFVPL ont été reclassés du niveau 3 au niveau 2, car des paramètres de marché observables étaient à nouveau disponibles. Il n'y a pas eu d'autres reclassements significatifs.

Les variations des passifs financiers de la catégorie de niveau 3 au cours de l'exercice ont été les suivantes :

Passifs financiers (En millions d'euros.)	Passifs financiers - Option de la juste valeur	Passifs financiers - Détenus à des fins de transaction	Justes valeurs négatives des instruments de couverture dérivés	Total
Juste valeur au 01/01/2025	420	206	-	626
Changements au sein du groupe de sociétés consolidées	-	-	-	-
Profits ou pertes comptabilisés en résultat au cours de l'exercice	-	78	-	78
Dont : gains ou pertes latents	-	6	-	6
Achats	2 422	65	-	2 487
Ventes	-2 226	-208	-	-2 434
Problématiques	-	10	-	10
Remboursements	-	-8	-	-8
Reclassements au niveau 3	-	27	3	30
Reclassements depuis le niveau 3	-	-17	-3	-20
Juste valeur au 31/12/2025	616	153	-	769

Passifs financiers (En millions d'euros.)	Passifs financiers - Option de la juste valeur	Passifs financiers - Détenus à des fins de transaction	Justes valeurs négatives des instruments de couverture dérivés	Total
Juste valeur au 01/01/2024	428	194	-	622
Changements au sein du groupe de sociétés consolidées	-	-	-	-
Profits ou pertes comptabilisés en résultat au cours de l'exercice	-	-53	-	-53
Dont : gains ou pertes latents	-	-75	-	-75
Achats	10	378	-	388
Ventes	420	-355	-	65
Émissions	-	-10	-	-10
Remboursements	-	1	-	1
Reclassements au niveau 3	-	52	-	52
Reclassements depuis le niveau 3	-438	-1	-	-439
Juste valeur au 31/12/2024	420	206	-	626

Au cours de l'exercice 2025, aucun reclassement significatif de passifs vers le niveau 3 ou à partir de celui-ci n'a été effectué.

Au cours de l'exercice 2024, 0,4 Md € de dépôts dans la catégorie option de la juste valeur des passifs ont été reclassés du niveau 3 au niveau 2, car des paramètres de marché observables étaient à nouveau disponibles.

Il n'y a pas eu d'autres reclassements significatifs.

#### Analyse de sensibilité

Lorsque la valeur des instruments financiers est basée sur des paramètres d'entrée non observables (niveau 3), le niveau précis de ces paramètres à la date de clôture peut être dérivé d'une gamme d'alternatives raisonnables possibles à la discrétion de la direction. Lors de la préparation des états financiers du Groupe, des niveaux pour ces paramètres d'entrée non observables sont choisis, qui sont cohérents avec les données existantes du marché et conformes à l'approche de contrôle de l'évaluation du Groupe.

Le but de cette divulgation est d'illustrer l'impact potentiel de l'incertitude relative sur les justes valeurs des instruments financiers dont les évaluations sont basées sur des paramètres d'entrée non observables (niveau 3). Des interdépendances existent fréquemment entre les paramètres utilisés pour déterminer les justes valeurs de niveau 3. Par exemple, une amélioration anticipée de la situation économique globale peut entraîner une hausse des cours des actions, tandis que les

titres perçus comme présentant un risque plus faible, tels que les obligations d'État allemandes, peuvent perdre de la valeur. Ces interdépendances sont comptabilisées au moyen de paramètres de corrélation dans la mesure où elles ont un effet significatif sur les justes valeurs en question. Si un modèle d'évaluation utilise plusieurs paramètres, le choix d'un paramètre peut restreindre la plage de valeurs possibles que les autres paramètres peuvent prendre. Ainsi, par définition, cette catégorie contiendra des instruments plus illiquides, des instruments ayant des échéances à plus long terme et des instruments pour lesquels il est difficile d'obtenir des données de marché observables indépendantes suffisantes. Le but de ces informations est d'illustrer les principaux paramètres d'entrée non observables pour les instruments financiers de niveau 3 et de présenter ensuite diverses entrées sur lesquelles les paramètres d'entrée clés ont été basés.

Les principaux paramètres d'entrée non observables pour le niveau 3 et les facteurs clés connexes peuvent être résumés comme suit :

— Taux de rendement interne (TRI) :

Le TRI est défini comme le taux d'actualisation qui fixe la valeur actuelle nette de tous les flux de trésorerie futurs d'un instrument à zéro. Pour les obligations, par exemple, le TRI dépend du prix actuel de l'obligation, de la valeur nominale et de la durée.

— Écart de crédit :

L'écart de crédit est l'écart de rendement (prime ou décote) entre des titres qui sont identiques à tous égards, sauf pour leur qualité de crédit respective. L'écart de crédit représente l'excédent de rendement au-dessus de l'instrument de référence de référence qui compense la différence de solvabilité entre l'instrument et l'indice de référence. Les écarts de crédit sont cotés en termes de nombre de points de base au-dessus (ou en dessous) de l'indice de référence coté. Plus l'écart de crédit est large (élevé) par rapport à l'indice de référence, plus la solvabilité de l'instrument est faible, et inversement pour les écarts de crédit plus étroits (plus faibles).

— Taux de recouvrement, probabilités de survie et de défaut :

L'offre et la demande ainsi que la relation d'arbitrage avec les contrats d'échange d'actifs ont tendance à être les facteurs dominants qui déterminent la tarification des contrats d'échange sur risque de crédit (CDS). Les modèles de tarification des contrats d'échange sur risque de crédit ont tendance à être davantage utilisés pour les structures exotiques et la valorisation des contrats d'échange hors marché pour lesquels des paiements d'intérêts fixes supérieurs ou inférieurs au taux du marché sont convenus. Ces modèles calculent la probabilité implicite de défaut de l'actif de référence comme moyen d'actualiser les flux de trésorerie attendus dans un contrat d'échange sur risque de crédit. Les entrées du modèle sont des écarts de crédit et des taux de recouvrement utilisés pour interpoler (« bootstrap ») une série temporelle de probabilités de survie de l'actif de référence. Une hypothèse de taux de recouvrement typique sur le marché des contrats d'échange pour les contrats de premier rang non garantis est de 40 %. Les hypothèses sur les taux de recouvrement sont un facteur déterminant la forme de la courbe de probabilité de survie. Différentes hypothèses de taux de recouvrement se traduisent par différents taux de probabilité de survie. Pour un écart de crédit donné, une hypothèse de taux de recouvrement élevé implique une probabilité de défaut plus élevée (par rapport à une hypothèse de taux de recouvrement faible) et donc une probabilité de survie plus faible. Il existe une relation dans le temps entre les taux de défaut et les taux de recouvrement des émetteurs d'obligations d'entreprises. La corrélation entre les deux est inverse : une augmentation du taux de défaut (défini comme le pourcentage d'émetteurs en défaut) est généralement associée à une baisse du taux de recouvrement moyen. Dans la pratique, les acteurs du marché utilisent les écarts de marché pour déterminer les probabilités implicites de défaut. Les estimations des probabilités de défaut dépendent également des distributions de pertes conjointes des parties impliquées dans une transaction de dérivé de crédit. La fonction copule est utilisée pour mesurer la structure de corrélation entre deux variables ou plus. La fonction copule crée une distribution conjointe tout en conservant les caractéristiques des deux distributions marginales indépendantes.

— Spread repo :

Les taux de pension sont utilisés pour évaluer les opérations de mise en pension, généralement avec des échéances ne dépassant pas un an. Pour les mises en pension ayant des échéances plus longues ou des titres sous-jacents plus illiquides (par exemple des marchés émergents), les taux de pension correspondants peuvent être estimés. L'observabilité des paramètres utilisés pour la détermination approximative est évaluée lors du classement dans la hiérarchie des justes valeurs. Une procédure analogue s'applique aux pensions sur les fonds communs de placement.

— Prix :

Certains instruments de taux d'intérêt et de prêt sont comptabilisés sur la base de leur prix. Il s'ensuit que le prix lui-même est le paramètre inobservable dont la sensibilité est estimée comme une déviation de la valeur actuelle nette des positions.

— Volatilité de l'inflation :

La volatilité de l'inflation représente le degré de fluctuation des instruments financiers qui transfèrent le risque d'inflation entre les parties. Ceci est basé sur une série chronologique historique de flux de trésorerie, liée à la tendance de l'inflation.

— Corrélation entre les actions et les taux de change :

La corrélation est un paramètre qui mesure les mouvements entre deux instruments. Elle est mesurée par un coefficient de corrélation. Dans ce cas précis, le paramètre se rapporte à la corrélation quanto capitaux propres-taux de change.

## — Réversion à la moyenne :

La réversion moyenne représente la tendance à long terme des prix et des rendements vers un prix moyen ou une moyenne. Cette moyenne à long terme peut être soit une moyenne historique d'un prix ou d'un rendement, soit une autre moyenne pertinente.

## — Taux de rachat :

Le taux de rachat fait référence au pourcentage de souscripteurs qui résilient leurs polices d'assurance vie avant leur date d'expiration normale et reçoivent une partie des primes payées.

## — Taux de cessation :

Le taux de déchéance se rapporte au pourcentage de souscripteurs qui ont laissé leur couverture s'éteindre en raison du non-paiement des primes. En général, le taux de péremption est plus élevé pour les polices avec des primes plus élevées, des durées plus longues et une accumulation plus faible de la valeur actuelle nette.

Les plages suivantes pour les paramètres non observables importants ont été utilisées dans l'évaluation de nos instruments financiers de niveau 3 :

(En millions d'euros.)	Techniques d'évaluation	31/12/2025		Paramètres de données importantes non observables	31/12/2025	
		Actifs	Passifs		Plage	
Prêts et créances		1 163	616			
Accords de pension	Modèle de lux de trésorerie actualisés	999	616	Spread repo (pb)	316	386
Autres prêts	Modèle de lux de trésorerie actualisés	164	-	Écart de crédit (pdb)	1 230	1 270
Titres de créance		1 591	-			
Opérations liées aux taux d'intérêt sans ABS	Modèle basé sur le spread	1 171	-	Écart de crédit (pdb)	165	327
Titres adossés à des actifs (ABS)	Modèle de lux de trésorerie actualisés	420	-	Prix (%)	0 %	221 %
Instruments de capitaux propres		986	-			
Transactions liées aux capitaux propres	Modèle de lux de trésorerie actualisés	986	-	Prix (%)	90 %	110 %
Instruments dérivés		188	153			
Opérations liées aux capitaux propres	Modèle de lux de trésorerie actualisés/Modèle d'évaluation d'options	47	2	TRI (%)	13 %	28 %
				Taux de cessation (%)	1,1 %	1,3 %
				Taux de rachat (%)	0,0 %	4,4 %
Dérivés de crédit (y compris PFI et IRS)	Modèle de flux de trésorerie actualisés	12	133	Écart de crédit (pb)	10	41
Opérations liées aux taux d'intérêt	Modèle de tarification des options	129	19	Réversion à la moyenne (%)	-0,59 %	0,49 %
Engagements de livraison résultant de ventes à découvert de titres	Modèle fondé sur les écarts	-	1	Écart de crédit (pb)	165	327
Total		3 928	769			

(En millions d'euros.)	Techniques d'évaluation	31/12/2024 (1)		Paramètres d'entrée importants non observables	31/12/2024 (1)	
		Actifs	Passifs		Plage	
Prêts et créances		1 061	420			
Accords de pension	Modèle de lux de trésorerie actualisés	857	420	Écart des mises en pension (pdb)	214	427
Autres prêts	Modèle de lux de trésorerie actualisés	204	-	Écart de crédit (pdb)	81	321
Titres de créance		1 572	-			
Opérations liées aux taux d'intérêt sans ABS	Modèle basé sur le spread	978	-	Écart de crédit (pdb)	174	303
Titres adossés à des actifs (ABS)	Modèle de lux de trésorerie actualisés	594	-	Prix (%)	0 %	218 %
Instruments de capitaux propres		849	-			
Transactions liées aux capitaux propres	Modèle de lux de trésorerie actualisés	849	-	Prix (%)	90 %	110 %
Instruments dérivés		652	206			
Transactions liées aux capitaux propres	Modèle de flux de trésorerie actualisée/Modèle de tarification des options	397	210	TRI (%)	10 %	20 %
				Taux de cessation (%)	1,1 %	1,3 %
				Taux de rachat (%)	0,0 %	4,1 %
Dérivés de crédit (y compris PFI et IRS)	Modèle de flux de trésorerie actualisés	115	-22	Écart de crédit (pdb)	69	575
Transactions liées aux taux d'intérêt	Modèle de tarification des options	140	18	Réversion moyenne (%)	0,61 %	0,82 %
Engagements de livraison découlant de ventes à découvert de titres	Modèle fondé sur les écarts	-	0	Écart de crédit (pdb)	174	303
Total		4 135	626			

(1) Chiffres ajustés et présentation actualisée de la dette titrisée.

Le tableau ci-dessous montre l'impact sur le compte de résultat des estimations raisonnables des paramètres sur les bords de ces fourchettes pour les instruments du niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.  
L'analyse de sensibilité relatives aux instruments financiers du niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs est ventilée par type d'instrument financier :

(En millions d'euros.)	31/12/2025		Paramètres modifiés
	Effets positifs au compte de résultat	Effets négatifs sur le compte de résultat	
Prêts et créances	6	-6	
Accords de pension	4	-4	Écart des mises en pension
Autres prêts	2	-2	Écart de crédit
Titres de créance	28	-28	
Opérations liées aux taux d'intérêt sans ABS	18	-18	Prix
Titres adossés à des actifs (ABS)	10	-10	Prix
Instruments de capitaux propres	10	-10	
Opérations liées aux capitaux propres	10	-10	Prix
Instruments dérivés	9	-11	
Opérations liées aux capitaux propres	7	-8	TRI, prix, taux de cessation, taux de rachat
Dérivés de crédit (y compris PFI et IRS)	2	-2	Écart de crédit, prix
Transactions liées aux taux d'intérêt	0	-1	Réversion moyenne, volatilité de l'inflation
Engagements de livraison résultant de ventes à découvert de titres	-	-	Écart de crédit

(En millions d'euros.)	31/12/2024		Paramètres modifiés
	Effets positifs sur le compte de résultat	Effets négatifs sur le compte de résultat	
Prêts et créances	6	-6	
Accords de pension	4	-4	Écart des mises en pension
Autres prêts	1	-1	Écart de crédit
Titres de créance (1)	27	-27	
Opérations liées aux taux d'intérêt sans ABS	15	-15	Prix
Titres adossés à des actifs (ABS)	11	-11	Prix
Instruments de capitaux propres	8	-8	
Transactions liées aux capitaux propres	8	-8	Prix
Instruments dérivés	13	-14	
Opérations liées aux capitaux propres	12	-13	TRI, prix, taux de déchéance, taux de rachat
Dérivés de crédit (y compris PFI et IRS)	0	-0	Écart de crédit, prix
Transactions liées aux taux d'intérêt	1	-1	Réversion moyenne, volatilité de l'inflation
Engagements de livraison résultant de ventes à découvert de titres	-	-	Écart de crédit

(1) Présentation actualisée de la dette titrisée.

Les paramètres sélectionnés se situent aux extrêmes de leur gamme d'alternatives raisonnables possibles. Dans la pratique, cependant, il est peu probable que tous les paramètres inobservables se situent simultanément aux extrêmes de leur gamme d'alternatives raisonnables possibles. En conséquence, les estimations fournies sont susceptibles de dépasser l'incertitude réelle sur les justes valeurs de ces instruments.

L'objectif de ces chiffres n'est pas d'estimer ou de prévoir les variations futures de la juste valeur. Les paramètres non observables ont été décalés de 1 % à 10 %, selon ce que nos experts en évaluation indépendants ont jugé approprié pour chaque type d'instrument, ou une mesure de l'écart type a été appliquée.

#### Gain ou perte au 1<sup>er</sup> jour de la transaction

Le groupe Commerzbank a conclu des transactions où la juste valeur a été calculée à l'aide d'un modèle d'évaluation, où tous les paramètres d'entrée importants n'étaient pas observables sur le marché. La valeur comptable initiale de ces opérations est la juste valeur. La différence entre le prix de la transaction et la juste valeur selon le modèle est appelée le « gain ou perte au 1<sup>er</sup> jour de la transaction ». Le gain ou la perte au 1<sup>er</sup> jour de la transaction n'est fondamentalement pas comptabilisé immédiatement en résultat, mais sur la durée de la transaction. Dès qu'un cours de marché est disponible sur un marché actif pour ces opérations ou que tous les paramètres d'entrée significatifs deviennent observables, le profit ou la perte cumulé(e) au premier jour est immédiatement comptabilisé(e) dans le compte de résultat, au titre du résultat net des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Une différence agrégée entre le prix de transaction et la juste valeur calculée à l'aide du modèle d'évaluation est calculée pour tous les instruments financiers. Le résultat différé du premier jour est principalement imputable aux dérivés.

Les montants ont changé comme suit :

<b>Gain ou perte au 1<sup>er</sup> jour de la transaction (En millions d'euros.)</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Solde au 01/01/	18	13
Affectations non comptabilisées en résultat	9	7
Reprises comptabilisées en résultat	-3	-2
Solde au 01/01/	24	18

#### **b) Instruments financiers évalués au coût amorti**

IFRS 7 impose en outre de fournir des informations sur les justes valeurs des instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés au bilan à la juste valeur. La méthodologie d'évaluation pour déterminer la juste valeur dans ces cas est expliquée ci-dessous.

La valeur nominale des instruments financiers qui arrivent à échéance sur une base journalière est considérée comme leur juste valeur.

Les prix du marché ne sont pas disponibles pour les prêts. Pour les prêts, la Banque applique donc un modèle de flux de trésorerie actualisés (DCF).

Les flux de trésorerie sont actualisés en utilisant un taux d'intérêt sans risque plus les primes pour les coûts de risque, les coûts de refinancement, les frais d'exploitation et les coûts des capitaux propres. Le taux d'intérêt sans risque est déterminé en fonction des taux swap (courbes de swap) qui correspondent aux échéances et devises correspondantes. Celles-ci peuvent généralement être dérivées de données externes.

En outre, la Banque applique une prime sous la forme d'une constante d'étalonnage qui comprend une marge bénéficiaire. La marge bénéficiaire est reflétée dans le modèle d'évaluation des prêts de sorte que la juste valeur à la date de comptabilisation initiale correspond au montant du décaissement.

Les données sur les coûts du risque de crédit des grandes banques et des entreprises clientes sont disponibles sous forme d'écarts de crédit.

Dans le cas des titres comptabilisés dans la catégorie des coûts amortis d'IFRS 9, la juste valeur est déterminée sur la base des prix du marché disponibles (niveau 1), en supposant l'existence d'un marché actif. En l'absence de marché actif, des méthodes d'évaluation reconnues doivent être utilisées pour déterminer les justes valeurs. En général, un modèle de tarification des swaps d'actifs est utilisé pour la valorisation. Les paramètres appliqués comprennent les courbes de rendement et les écarts de swap d'actifs d'instruments de référence comparables.

Pour les dépôts, un modèle DCF est généralement utilisé pour déterminer la juste valeur, car les données de marché ne sont généralement pas disponibles. Outre la courbe des taux, l'écart de crédit propre et une prime pour les frais d'exploitation sont également pris en compte. Les écarts de crédit des contreparties respectives ne sont pas utilisés dans l'évaluation des passifs.

La juste valeur des titres de créance émis est déterminée sur la base des prix disponibles sur le marché. Si aucun prix n'est disponible, le modèle des flux de trésorerie actualisés (DCF) est utilisé pour déterminer les justes valeurs. Un certain nombre de facteurs différents, y compris les taux d'intérêt actuels du marché et l'écart de crédit propre, sont pris en compte dans la détermination de la juste valeur.

En ce qui concerne chacune des explications fournies ci-dessus, si les prix du marché disponibles sont appliqués, ils doivent être classés au niveau 1. Dans le cas contraire, la classification se fait au niveau 2 ou au niveau 3, en fonction des paramètres d'entrée utilisés (observables ou non observables).

<b>31/12/2025 (En milliards d'euros.)</b>	<b>Juste valeur</b>	<b>Valeur comptable</b>	<b>Différentiel</b>	<b>Niveau 1</b>	<b>Niveau 2</b>	<b>Niveau 3</b>
<b>Actifs</b>	<b>384,9</b>	<b>388,7</b>	<b>-3,8</b>	<b>14,4</b>	<b>99,1</b>	<b>271,4</b>
Fonds en caisse et dépôts à vue	60,4	60,4	-	-	60,4	-
Actifs financiers - Coût amorti	324,5	330,5	-6,1	14,4	38,6	271,4
Prêts et créances	291,4	296,8	-5,4	-	22,3	269,1
Titres de créance	33,1	33,7	-0,6	14,4	16,3	2,3
Ajustement de valeur sur les couvertures de juste valeur du portefeuille	-	-2,2	2,2	-	-	-
Actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes destinés à être cédés (1)	0,0	0,0	-	-	0,0	-
Prêts et créances	0,0	0,0	-	-	0,0	-
<b>Passifs</b>	<b>477,3</b>	<b>475,0</b>	<b>2,3</b>	<b>39,4</b>	<b>436,8</b>	<b>1,1</b>
Passifs financiers - Coût amorti	477,2	476,6	0,6	39,4	436,8	1,1
Dépôts	413,4	413,6	-0,2	-	413,4	-
Titres de créance émis	63,8	63,0	0,8	39,4	23,3	1,1
Ajustement de valeur sur les couvertures de juste valeur du portefeuille	-	-1,7	1,7	-	-	-
Passifs de groupes destinés à être cédés (1)	0,1	0,1	-	-	0,1	-
Dépôts	0,1	0,1	-	-	0,1	-

(1) Description du poste modifiée.

31/12/2024 (En milliards d'euros.) (1)	Juste valeur	Valeur comptable	Différentiel	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
<b>Actifs</b>	<b>376,7</b>	<b>382,4</b>	<b>-5,6</b>	<b>13,7</b>	<b>107,3</b>	<b>255,8</b>
Fonds en caisse et fonds à vue	73,0	73,0	-	-	73,0	-
Actifs financiers - Coût amorti	303,7	310,9	-7,2	13,7	34,3	255,8
Prêts et créances	273,1	279,0	-5,9	-	20,3	252,8
Titres de créance	30,6	31,9	-1,3	13,7	14,0	2,9
Ajustement de la valeur sur couvertures de juste valeur de portefeuille	-	-1,5	1,5	-	-	-
<b>Passifs</b>	<b>440,6</b>	<b>438,3</b>	<b>2,3</b>	<b>32,1</b>	<b>407,0</b>	<b>1,4</b>
Passifs financiers - Coût amorti	440,6	440,5	0,0	32,1	407,0	1,4
Dépôts	395,4	395,6	-0,2	-	395,4	-
Titres de créance émis	45,1	44,9	0,2	32,1	11,6	1,4
Ajustement de la valeur sur couvertures de juste valeur de portefeuille	-	-2,3	2,3	-	-	-
(1) Chiffres ajustés.						

### 37. – Informations sur la compensation d'instruments financiers

Nous présentons ci-dessous le rapprochement des montants bruts avant compensation avec les montants nets après compensation, ainsi que les montants des droits de compensation existants qui ne répondent pas aux critères comptables de compensation - séparément pour tous les actifs et passifs financiers comptabilisés au bilan qui

- sont déjà compensés selon IAS 32.42 (instruments financiers I), et font
- l'objet d'un accord-cadre de compensation bilatéral exécutoire ou d'un accord similaire, mais ne sont pas compensés au bilan (instruments financiers II).

Pour les accords de compensation, nous concluons des accords-cadres avec nos contreparties, par exemple l'accord-cadre ISDA de 1992 (multidevises - transfrontalier) et l'accord-cadre allemand pour les contrats à terme financiers. Au moyen de ces accords de compensation, les justes valeurs positives et négatives des contrats dérivés inclus dans un accord-cadre peuvent être compensées les unes par rapport aux autres.

Ce processus de compensation réduit le risque de crédit à une seule créance nette sur la partie au contrat (compensation avec déchéance du terme). Cependant, ces accords de compensation ne permettent pas la compensation dans le bilan selon IAS 32.42 car il n'y a pas de règlement en cours sur une base nette des contrats qui relèvent des accords-cadres respectifs. En outre, la garantie pour les transactions qui relèvent d'un accord-cadre ne peut être réalisée que si la contrepartie fait défaut dans le cadre de la compensation avec déchéance du terme.

Nous procédons à la compensation des créances et des passifs résultant d'accords de rachat authentiques (prises de pension et accords de pension) des catégories Coût amorti, Obligatoirement à la juste valeur par le biais du compte de résultat et Option de la juste valeur avec des contreparties centrales et bilatérales, à condition qu'elles aient la même échéance. Les dérivés de gré à gré conclus avec des clients et ceux détenus en portefeuilles propres font également l'objet d'une compensation.

Actif (En millions d'euros.)	31/12/2025		31/12/2024 (5)	
	Prise de pension	Justes valeurs positives des instruments financiers dérivés	Prise de pension	Justes valeurs positives des instruments financiers dérivés
Montant brut des instruments financiers	139 021	125 724	101 108	137 354
Valeurs comptables non éligibles à la compensation	54 064	232	35 463	1 463
a) Montant brut des instruments financiers I et II	84 957	125 492	65 645	135 891
b) Montant compensé au bilan pour les instruments financiers I (1)	67 866	108 535	41 164	111 625
c) Montant net des instruments financiers I et II = a) - b)	17 091	16 957	24 481	24 266
d) Accords-cadres non déjà comptabilisés en b)				
Montant des instruments financiers II qui ne remplissent pas ou ne remplissent que partiellement les critères d'IAS 32.42 (2)	5 094	12 199	4 520	16 074
Juste valeur des garanties financières relatives aux instruments financiers I et II non déjà comptabilisées en b) (3)				
Garanties autres qu'en trésorerie (4)	7 839	31	19 650	21
Garanties en trésorerie	29	3 509	288	4 197
e) Montant net des instruments financiers I et II = c) - d)	4 129	1 218	24	3 974
f) Juste valeur des garanties financières des contreparties centrales relatives aux instruments financiers I	82	-	-	-
g) Montant net des instruments financiers I et II = e) - f)	4 047	1 218	24	3 974

(1) Dont, pour les justes valeurs positives, 4 694 millions d'euros (exercice précédent : 4 542 millions d'euros) imputables aux marges de variation.

(2) Montant inférieur des actifs et des passifs.

(3) À l'exclusion des droits ou obligations de restitution résultant du transfert de titres.

(4) Y compris les instruments financiers non inscrits au bilan (par exemple, les titres donnés en garantie dans le cadre d'opérations de pension de titres).

(5) Chiffres ajustés.



Passifs (En millions d'euros.)	31/12/2025		31/12/2024	
	Accords de pension	Justes valeurs négatives des instruments financiers dérivés	Accords de pension	Justes valeurs négatives des instruments financiers dérivés
Montant brut des instruments financiers	110 165	119 704	78 356	132 316
Valeurs comptables non éligibles à la compensation	26 081	215	20 442	233
a) Montant brut des instruments financiers I et II	84 084	119 489	57 913	132 083
b) Montant compensé au bilan pour les instruments financiers I (1)	67 866	103 484	41 164	108 307
c) Montant net des instruments financiers I et II = a) - b)	16 218	16 005	16 750	23 776
d) Accords-cadres non déjà comptabilisés en b)				
Montant des instruments financiers II qui ne remplissent pas ou ne remplissent que partiellement les critères d'IAS 32.42 (2)	5 094	12 199	4 520	16 074
Juste valeur des garanties financières relatives aux instruments financiers I et II non déjà comptabilisées en b) (3)	-	-	-	-
Garanties autres qu'en trésorerie (4)	-	-	-	1
Garanties en trésorerie	667	3 005	171	4 727
e) Montant net des instruments financiers I et II = c) - d)	10 457	801	12 059	2 973
f) Juste valeur des garanties financières des contreparties centrales relatives aux instruments financiers I	10 329	-	11 907	-
g) Montant net des instruments financiers I et II = e) - f)	127	801	151	2 973

(1) Dont, pour les justes valeurs négatives, 9 744 millions d'euros (exercice précédent : 7 860 millions d'euros) imputables aux marges de variation.

(2) Montant inférieur des actifs et des passifs.

(3) À l'exclusion des droits ou obligations de restitution résultant du transfert de titres.

(4) Y compris les instruments financiers non inscrits au bilan (par exemple, les titres donnés en garantie dans le cadre d'opérations de pension de titres).

### 38. – Échéances des actifs et des passifs (y compris les obligations financières)

Le tableau ci-dessous répertorie tous les actifs et passifs (à l'exception des justes valeurs positives et négatives des instruments dérivés de couverture) classés selon qu'ils sont à court terme ou à long terme. La durée résiduelle ou le moment de réalisation ou d'exécution anticipée est défini comme étant à court terme si la période comprise entre la date de clôture et la date d'échéance de l'instrument est inférieure à un an. Les instruments financiers sans échéance contractuelle, les fonds en caisse et les fonds à vue, les actifs et passifs détenus en vue de la vente et les impôts courants sur le résultat sont classés en éléments à court terme.

En revanche, les participations dans des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, les immobilisations incorporelles, les immobilisations, les immeubles de placement et les impôts différés sont généralement classés comme des éléments à long terme. Lors du classement des autres actifs et autres passifs, nous évaluons les principaux éléments. Pour plus d'informations sur le classement des échéances des principaux types de provisions, veuillez consulter la note 57.

(En millions d'euros.)	31/12/2025		31/12/2024	
	A court terme	A long terme	A court terme	A long terme
Fonds en caisse et fonds à vue	60 430	-	73 001	-
Actifs financiers - Coût amorti	98 399	232 143	88 522	222 403
Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur	8 426	61 499	8 809	47 916
Actifs financiers - Obligatoirement à la juste valeur par le biais du compte de résultat	67 066	15 725	52 191	15 658
Actifs financiers - Option de la juste valeur	-	-	-	-
Actifs financiers - Détenus à des fins de transaction	26 788	10 783	28 243	8 587
Participations dans des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	242	-	166
Immobilisations incorporelles	-	1 859	-	1 785
Actifs immobilisés	-	2 093	-	2 244
Immeubles de placement	-	166	-	322
Actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes destinés à être cédés (1)	225	-	83	-
Actifs d'impôt exigible	319	-	216	-
Actifs d'impôt différé	-	1 450	-	1 929
Autres actifs	990	248	1 057	234
<b>Total</b>	<b>262 643</b>	<b>326 208</b>	<b>252 122</b>	<b>301 243</b>
Passifs financiers - Coût amorti	415 101	61 494	381 661	58 858
Passifs financiers - Option de la juste valeur	42 181	10 481	36 047	10 466
Passifs financiers - Détenus à des fins de transaction	14 997	1 257	21 969	1 259
Provisions	3 252	555	3 131	617
Passifs d'impôt exigible	583	-	467	-
Passifs d'impôt différé	-	6	-	46
Passifs de groupes destinés à être cédés (1)	83	-	7	-
Autres passifs	2 615	171	1 917	179
<b>Total</b>	<b>478 812</b>	<b>73 963</b>	<b>445 200</b>	<b>71 424</b>

(1) Description du poste modifiée.

Dans la ventilation par échéance, nous indiquons les termes résiduels des obligations financières non dérivatives qui sont soumises à des échéances contractuelles. Les valeurs sont présentées sur la base des flux de trésorerie non actualisés. En conséquence, un rapprochement avec les valeurs du bilan n'est pas possible. Les obligations dérivées - détenues à des fins de transaction sont déclarées dans la fourchette d'échéances la plus courte.

Les justes valeurs négatives des instruments dérivés de couverture sont comptabilisées sur la base de leurs justes valeurs dans la tranche d'échéance correspondante. La durée résiduelle est définie comme la période comprise entre la date de clôture et la date d'échéance contractuelle des instruments financiers. Nous présentons des informations sur le rapport de risque du Groupe sur la gestion des risques de liquidité dans le rapport de gestion combiné.

31/12/2025 (En millions d'euros.)	Échéances résiduelles			
	Jusqu'à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Passifs financiers - Coût amorti	389 109	29 075	43 011	28 345
Passifs financiers - Option de la juste valeur	39 881	2 608	4 406	8 866
Passifs financiers - Détenus à des fins de transaction	1 437	552	-	-
Instruments dérivés - Détenus à des fins de transaction	14 266	-	-	-
Justes valeurs négatives des instruments de couverture dérivés	25	38	282	1 608
Garanties financières	1 464	-	-	-
Engagements de prêt irrévocables	87 617	-	-	-
Passifs locatifs	57	158	673	619
Total	533 856	32 431	48 373	39 439

31/12/2024 (En millions d'euros.)(1)	Échéances résiduelles			
	Jusqu'à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Passifs financiers - Coût amorti	363 960	20 841	41 500	32 910
Passifs financiers - Option de la juste valeur	34 559	1 813	3 722	12 016
Passifs financiers - Détenus à des fins de transaction	1 306	219	0	-
Instruments dérivés - Détenus à des fins de transaction	21 703	-	-	-
Justes valeurs négatives des instruments de couverture dérivés	15	29	341	1 920
Garanties financières	1 223	-	-	-
Engagements de prêt irrévocables	82 666	-	-	-
Passifs locatifs	87	227	902	404
Total	505 519	23 128	46 465	47 250

(1) Chiffres ajustés.

### 39. – Actifs financiers transférés et sûretés réelles nanties pour les passifs propres

Les opérations de pension combinent l'achat ou la vente au comptant de titres avec leur vente ou rachat à terme, la contrepartie étant identique dans les deux cas. Les titres cédés dans le cadre de conventions de mise en pension (vente au comptant) continuent d'être comptabilisés et évalués au bilan du Groupe dans le cadre du portefeuille-titres conformément à la catégorie à laquelle ils sont affectés. Les titres ne sont pas décomptabilisés car nous conservons tous les risques et opportunités liés à la propriété du titre vendu dans le cadre de la convention de mise en pension. Les mêmes avantages et risques qui s'appliquent aux actifs financiers non transférés s'appliquent donc également aux actifs financiers qui ont été transférés mais qui n'ont pas été décomptabilisés.

Nous effectuons des opérations de prêt de titres avec d'autres banques et clients afin de respecter nos engagements de livraison ou de nous permettre de conclure des accords de rachat de titres.

Nous déclarons ces opérations de manière similaire aux opérations de rachat de titres. Les titres prêtés restent dans notre portefeuille de titres et sont mesurés et classés selon les règles d'IFRS 9. Les titres empruntés n'apparaissent pas dans le bilan et ne sont pas évalués. Dans les opérations de prêt de titres, le risque de crédit de contrepartie peut être évité en obtenant des garanties, qui peuvent être fournies sous forme d'espèces, par exemple. Les sûretés fournies pour une opération de prêt sont appelées « sûretés en espèces sortantes » et les sûretés reçues comme « sûretés en espèces entrantes ». En outre, des garanties en espèces sont déposées ou reçues dans le cadre d'opérations sur produits dérivés. Les actifs suivants ont été donnés en garantie de passifs :

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024	Variations en %
Actifs propres	47 504	40 589	17,0
Prêts et créances	14 045	17 742	-20,8
Dont : titres en espèces provenant d'opérations de gré à gré	3 600	5 296	-32,0
Titres de créance	33 252	22 712	46,4
Instruments de capitaux propres	207	134	54,2
Titres redonnés en garantie	96 385	64 942	48,4
Opérations de prêt de titres	6 574	4 045	62,5
Pension de titres	85 545	58 816	45,4
Certificat d'entreprise	-	-	-
Marge de variation	1 393	1 466	-5,0
Opérations de banque centrale (hors opérations de pension) - utilisation effective	2 873	615	-
Total	143 889	105 531	36,3

Aucune restriction ne s'applique aux instruments de capitaux propres, d'un montant total de 3 millions d'euros (exercice précédent : 6 millions d'euros), ni aux titres de créance titrisés d'un montant de 30 776 millions d'euros (exercice précédent : 20 211 millions d'euros).

Les actifs nantis par le Groupe Commerzbank sont imputables aux passifs propres suivants :

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024	Variations en %
Instruments dérivés/Passifs financiers - Détenus à des fins de transaction	6 302	8 213	-23,3
Dépôts	55 841	49 407	13,0
Titres de créance émis	510	354	44,1
Engagements de rendement pour les titres provenant d'opérations de prêt	13 420	8 748	53,4
Total	76 073	66 723	14,0

#### 40. – Sûretés reçues

Les garanties reçues évaluées à la juste valeur, que la Banque a le droit de vendre ou de donner en nantissement même en l'absence de défaillance du fournisseur, et qui consistent principalement en des opérations de prise en pension et d'opérations de prêt de titres, étaient les suivantes :

(En millions d'euros.)	2025	2024	Variations en %
Total des titres reçus	165 240	116 164	42,2
Dont : vendus ou redonnés en garantie	98 044	66 604	47,2

#### 41. – Actifs financiers qui ont été transférés mais non décomptabilisés (participations propres)

Les actifs financiers qui ont été transférés mais qui n'ont pas été décomptabilisés dans le portefeuille propre de la Banque comprennent des opérations de pension et des opérations de prêt de titres et sont les suivants :

31/12/2025 (En millions d'euros.)	Détenus à des fins de transaction	Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat	Autres éléments du résultat global à la juste valeur	Coût amorti
Valeur comptable des titres transférés	2 200	-	19 370	2 552
Valeur comptable des passifs associés	1 754	-	18 942	3 269
Juste valeur des titres cédés	2 200	-	19 370	3 079
Juste valeur des passifs associés	1 754	-	18 942	3 269
Position nette	445	-	428	-717

31/12/2024 (En millions d'euros.)	Détenus à des fins de transaction	Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat	Autres éléments du résultat global à la juste valeur	Coût amorti
Valeur comptable des titres transférés	1 008	-	13 476	2 005
Valeur comptable des passifs associés	764	-	13 334	2 500
Juste valeur des titres cédés	1 008	-	13 476	2 373
Juste valeur des passifs associés	764	-	13 334	2 500
Position nette	244	-	141	-495

### Instruments dérivés et relations de couverture

#### 42. – Dérivés

Un dérivé est un instrument financier dont la valeur est déterminée par un « actif sous-jacent ». L'actif sous-jacent peut, par exemple, être un taux d'intérêt, le prix des matières premières, le prix des actions, le taux de change ou le prix des obligations. L'instrument financier ne requiert aucun investissement net initial ou un investissement initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types d'instruments dont on pourrait attendre des comportements similaires face à l'évolution des facteurs du marché. Son règlement se fait à une date future.

La plupart des transactions sur produits dérivés impliquent des produits dérivés de gré à gré, avec un montant nominal, une échéance et un prix qui sont convenus individuellement entre la Banque et ses contreparties. Cependant, la Banque conclut également des contrats dérivés sur des bourses de valeurs réglementées. Il s'agit de contrats standardisés avec des montants nominaux et des dates de règlement standardisés.

Le montant nominal indique la taille du contrat négocié et sert de base au calcul des flux de trésorerie entre les contreparties. Les justes valeurs positives et négatives, cependant, sont les dépenses qui seraient engagées par la Banque ou les contreparties pour remplacer les contrats initialement conclus par des transactions d'une valeur financière équivalente. Du point de vue de la Banque, une juste valeur positive indique donc le risque de défaut potentiel maximal spécifique à la contrepartie présent dans les transactions sur produits dérivés à la date de clôture.

Afin de réduire au minimum le risque de crédit tant économique que réglementaire lié à ces instruments, nous concluons des accords-cadres (accords de compensation bilatéraux) avec nos contreparties (tels que l'accord-cadre ISDA de 1992 sur les opérations transfrontalières multidevises ou l'accord-cadre allemand sur les contrats à terme financiers). Grâce à de tels accords bilatéraux de compensation, les justes valeurs positives et négatives des contrats dérivés inclus dans un accord-cadre peuvent être compensées les unes par rapport aux autres, et les futurs ajouts de risque réglementaire pour ces produits peuvent être réduits. Ce processus de compensation réduit le risque de crédit à une seule créance nette sur la partie au contrat (compensation avec déchéance du terme).

Pour les rapports réglementaires ainsi que pour la mesure et le suivi internes de nos engagements de crédit, nous utilisons ces techniques d'atténuation des risques uniquement lorsque nous les considérons comme exécutoires dans la juridiction en question si la contrepartie devenait insolvable. Nous obtenons des avis juridiques de divers cabinets d'avocats internationaux afin de vérifier leur applicabilité.

Les accords-cadres sont similaires aux accords de garantie (par exemple, l'annexe sur la constitution de garanties pour les contrats à terme financiers, l'annexe sur le soutien du crédit), que nous concluons avec nos partenaires commerciaux pour garantir la créance ou la responsabilité nette restante après la compensation (réception ou fourniture d'une garantie). En règle générale, cette gestion des garanties réduit le risque de crédit en mesurant et en ajustant rapidement - généralement quotidiennement ou hebdomadairement - l'exposition de la clientèle.

Les conventions de compensation susmentionnées ne satisfont pas aux exigences de compensation selon IAS 32.42, car la compensation avec déchéance du terme est subordonnée à la défaillance de la contrepartie. Le règlement net en cours n'est dès lors pas destiné contractuellement à des dérivés convenus bilatéralement.

Au 31 décembre 2025, l'effet global de la compensation au bilan entre les dérivés de gré à gré avec la clientèle et les dérivés du portefeuille propre de la Banque s'élevait à 113 229 millions d'euros (exercice précédent : 116 167 millions d'euros). À l'actif, 108 535 millions d'euros de ce montant étaient attribuables à des justes valeurs positives (exercice précédent : 111 625 millions d'euros), et à des créances au titre de marges de variation de 4 694 millions d'euros (exercice précédent : 4 542 millions d'euros). La compensation au passif a impliqué des justes valeurs négatives de 103 484 millions d'euros (exercice précédent : 108 307 millions d'euros) et des passifs au titre des marges de variation à payer de 9 744 millions d'euros (exercice précédent : 7 860 millions d'euros).

À la date de clôture, le volume des opérations en cours du Groupe Commerzbank, en tant qu'acheteur et vendeur de protection, s'élevait à 17 534 millions d'euros (exercice précédent : 12 687 millions d'euros) et 4 785 millions d'euros (exercice précédent : 6 158 millions d'euros). Nous utilisons ces produits, qui sont utilisés pour transférer le risque de crédit, à la fois à des fins d'arbitrage lors de la négociation et dans le portefeuille bancaire pour diversifier nos portefeuilles de prêts.

#### 43. – Relations de couverture

Le Groupe Commerzbank applique la comptabilité de couverture conformément aux dispositions d'IFRS 9. En ce qui concerne la comptabilité de couverture de juste valeur du portefeuille pour les risques de taux d'intérêt, IAS 39 reste applicable, l'IASB n'ayant pas encore publié de dispositions obligatoires relatives à la « comptabilité de l'atténuation des risques » envisagée. IAS 39 et IFRS 9 contiennent des réglementations détaillées en matière de comptabilité de couverture qui s'appliquent s'il peut être démontré que les instruments de couverture - en particulier les dérivés - sont utilisés pour couvrir les risques dans les opérations sous-jacentes non commerciales. Trois types de comptabilité de couverture sont utilisés :

— Comptabilité de couverture de juste valeur :

IAS 39 et IFRS 9 prescrivent l'utilisation de la comptabilité de couverture pour éviter un impact faussé sur les résultats pour les dérivés qui servent à couvrir les instruments financiers des catégories d'évaluation au CA (coût amorti) et FVOCI (juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global) contre un ou plusieurs risques définis. Les activités d'émission et de prêt du Groupe et les avoirs en titres pour la gestion de la liquidité ainsi que le portefeuille d'investissement sont particulièrement exposés au risque de taux d'intérêt lorsque des titres à revenu fixe sont impliqués. Les swaps de taux d'intérêt sont principalement utilisés pour couvrir ces risques. Il est également fait usage de swaptions, swaps d'inflation, forwards et, dans une mesure limitée, d'autres dérivés structurés.

Les instruments financiers dérivés utilisés à des fins de couverture sont comptabilisés dans le compte de résultat à la juste valeur en tant que juste valeur des instruments dérivés de couverture. Toute variation de la juste valeur de l'actif couvert ou du passif couvert résultant d'un mouvement inverse du risque couvert est également comptabilisée au bilan. La compensation des variations de réévaluation associées aux instruments de couverture et aux opérations sous-jacentes couvertes est comptabilisée en résultat en tant que résultat net de la comptabilité de couverture. Toute partie

des variations de la juste valeur des opérations sous-jacentes couvertes qui n'est pas attribuable au risque couvert est comptabilisée conformément aux règles de la catégorie d'évaluation à laquelle appartient l'actif ou le passif couvert. Pour les risques de taux d'intérêt, la comptabilité de couverture de la juste valeur peut être soit une micro-couverture de juste valeur, soit une couverture de la juste valeur du portefeuille.

- Dans la micro-comptabilité de couverture de juste valeur, une opération sous-jacente est liée à une ou plusieurs transactions de couverture dans une relation de couverture. Les valeurs comptables des transactions couvertes classées comme CA sont ajustées par le biais du compte de résultat en cas de variation de la juste valeur attribuable au risque couvert. Pour les opérations couvertes classées comme FVOCI, les variations de la juste valeur ne sont pas comptabilisées dans les autres éléments du résultat global (OCI), mais dans le compte de résultat.

Dans une couverture de juste valeur de portefeuille, les risques de taux d'intérêt sont couverts au niveau du portefeuille. Ce ne sont pas des transactions individuelles ou des groupes de transactions ayant une structure de risque similaire qui sont couvertes, mais plutôt une quantité d'opérations sous-jacentes dans un portefeuille regroupées par fourchettes d'échéances conformément aux dates de remboursement et d'ajustement des intérêts attendues.

Les portefeuilles peuvent être composés uniquement d'actifs, uniquement de passifs, ou d'une combinaison des deux. Dans ce type de comptabilité de couverture, les variations de la juste valeur des opérations sous-jacentes sont comptabilisées dans le bilan comme un élément d'actif ou de passif distinct.

- Comptabilité de couverture de flux de trésorerie :

Le recours à la comptabilité de couverture de flux de trésorerie permet également d'éviter une distorsion du résultat net pour les dérivés utilisés pour couvrir le risque de variation des flux de trésorerie futurs liés aux opérations sous-jacentes couvertes. Les swaps de taux d'intérêt sont principalement utilisés pour couvrir ces flux de trésorerie. Les dérivés utilisés dans la comptabilité de couverture des flux de trésorerie sont évalués à la juste valeur. La partie efficace des profits et des pertes est comptabilisée nette d'impôts différés dans la réserve de couverture de flux de trésorerie sous capitaux propres. La partie inefficace, en revanche, est comptabilisée dans le compte de résultat en résultat net de la comptabilité de couverture. Les règles comptables générales exposées ci-dessus pour les opérations sous-jacentes des flux de trésorerie couverts restent inchangées.

- Comptabilité de couverture d'investissement net :

En appliquant la comptabilité de couverture des investissements nets, les effets sur le résultat des opérations de couverture de change sont évités dans la mesure où ils servent à couvrir un investissement net dans une devise étrangère.

L'application des règles de la comptabilité de couverture est liée à un certain nombre de conditions. Il s'agit avant tout de la documentation de la relation de couverture et aussi de son efficacité.

La couverture doit être documentée conformément à IFRS 39/ IFRS 9 à sa création. La documentation doit notamment inclure l'identification de l'instrument de couverture, l'élément ou la transaction couvert associé, la nature du risque couvert et la manière dont l'efficacité de la couverture est évaluée. Outre la documentation, IAS 39/ IFRS 9 exige également la preuve d'une couverture efficace pour toute la période de la relation de couverture afin d'appliquer les règles de comptabilité de couverture. L'efficacité dans ce contexte signifie la relation entre la variation de la juste valeur/des flux de trésorerie de l'élément couvert et la variation compensatoire de la juste valeur/des flux de trésorerie de l'instrument de couverture. Si ces changements se compensent presque complètement, il existe un degré élevé d'efficacité. La preuve de l'efficacité exige qu'un degré élevé d'efficacité puisse être attendu d'une couverture à l'avenir (efficacité prospective). Pour poursuivre la comptabilité de couverture de portefeuille selon IAS 39, il doit également être démontré que la relation de couverture a été très efficace pendant l'exercice (efficacité rétrospective). L'efficacité selon IAS 39 doit être comprise entre 0,8 et 1,25, à la fois prospectivement et rétrospectivement.

La comptabilité de couverture de juste valeur du Groupe Commerzbank comprend des couvertures contre le risque de taux d'intérêt, le risque d'inflation et le risque de juste valeur global.

Les risques de taux d'intérêt découlent du fait que les portefeuilles d'actifs et de passifs sont constitués de flux de trésorerie variables et fixes qui entraînent des revenus d'intérêts nets fluctuants en cas de variation des taux d'intérêt. Pour Commerzbank, cela concerne les activités commerciales ainsi que la liquidité, l'investissement et les portefeuilles d'émission.

Le risque de taux d'intérêt est géré de manière centralisée par la fonction Trésorerie du Groupe Commerzbank, principalement sur la base d'une position agrégée nette de risque de taux d'intérêt. À cette fin, il est transféré quotidiennement à la Trésorerie en utilisant un prix de transfert d'intérêt interne. Les autres composantes de la juste valeur, telles que les composantes d'écart de crédit ou de marge et de liquidité, ne sont pas incluses dans le prix de transfert d'intérêt interne. La fonction Trésorerie effectue sa couverture du risque de taux d'intérêt principalement par le biais d'un transfert de risque vers le bureau de transfert de risque interne (TRI) au sein du segment Corporate Clients, où les risques sont clôturés par des transactions externes ou sont conservés sous réserve de limites. Outre la Trésorerie, les risques de taux d'intérêt sont également couverts, dans une certaine mesure, directement par le segment Clients entreprises, qui fait également appel au service IRT.

Pour certaines participations dans le portefeuille d'investissement, une couverture du risque d'inflation ou une couverture de la juste valeur intégrale est également effectuée.

Le Groupe Commerzbank applique la micro-comptabilité de couverture de juste valeur (MFVH) lorsque le risque de taux d'intérêt, le risque d'inflation ou le risque de juste valeur intégrale est également couvert sur le plan économique au niveau micro. Les couvertures dans les relations de micro-couverture de juste valeur IFRS sont généralement basées sur la comptabilité de couverture économique. La comptabilité de couverture de la juste valeur du portefeuille (PFVH) est utilisée pour la position de risque de taux d'intérêt restante. À cette fin, les dérivés externes sont sélectionnés en fonction de leur position de risque nette (PRN), et leurs variations de juste valeur sont comparées aux variations de juste valeur des éléments couverts attribués - également en fonction de leur PRN.

Dans la comptabilité de couverture pour les couvertures de risque de taux d'intérêt, l'indice de référence pour le risque à couvrir pour les positions en euro (courbe Euribor 3M). Les positions dans les devises dollar américain, livre sterling, franc suisse et yen japonais ont été converties au taux des swaps d'indices au jour le jour (OIS) pertinent dans le cadre de la réforme de l'IBOR. Pour la comptabilité de micro-couverture de juste valeur, une juste valeur basée sur le risque de taux d'intérêt est déterminée, et les intérêts futurs et les paiements nominaux sont actualisés à l'aide de la courbe des taux d'intérêt définie. En comptabilité de couverture de juste valeur de portefeuille, les flux de trésorerie futurs pour la transaction commerciale sont dérivés du prix de transfert des intérêts internes et également actualisés à l'aide de la courbe de rendement définie.

La comptabilité de couverture de juste valeur du portefeuille du Groupe Commerzbank est étroitement liée à la gestion du risque de taux d'intérêt économique. Les opérations sous-jacentes à couvrir découlent principalement des activités commerciales de la Banque et forment un portefeuille dynamique qui change continuellement dans les fourchettes d'échéances individuelles en raison de nouvelles activités ou du passage du portefeuille global à des fourchettes d'échéances plus courtes. La position nette de risque sur dérivés génère soit des positions payeuses d'intérêts, soit des positions receveuses d'intérêts pour chaque tranche d'échéance, auxquelles sont affectés les actifs ou les passifs des tranches d'échéance respectives.

Les relations de couverture de portefeuille sont généralement désignées pour une période de deux semaines.

Elles sont ensuite clôturées et une nouvelle désignation est effectuée en fonction de l'évolution de l'ensemble du portefeuille. Le Groupe Commerzbank utilise la méthode statistique de l'analyse de régression pour évaluer l'efficacité de la comptabilité de couverture de juste valeur au niveau micro. Les variations de la juste valeur de l'opération sous-jacente et de l'instrument de couverture sont déterminées au moyen de simulations historiques pour le test d'efficacité prospective. L'analyse de régression est également utilisée pour le test d'efficacité prospective dans la comptabilité de couverture de la juste valeur du portefeuille, tandis que la méthode de compensation en dollars est utilisée pour le test d'efficacité rétrospectif.

Dans le cadre de la comptabilité de couverture de juste valeur au niveau micro et de portefeuille du Groupe Commerzbank, les causes de l'inefficacité de la couverture résident principalement dans le risque inhérent à l'évaluation de la juste valeur des instruments de couverture, principalement des swaps de taux d'intérêt, qui ne peuvent être utilisés pour déterminer la juste valeur de l'élément couvert. En conséquence, les variations de la juste valeur de l'instrument de couverture concerné ne sont pas entièrement compensées par les variations de la juste valeur de l'élément couvert. Le risque le plus important dans ce contexte est le risque de base, en particulier le risque de base ténor.

Le Groupe Commerzbank détient un portefeuille d'obligations indexées sur l'inflation émises par des entreprises de services publics dans le cadre du programme britannique de financement privé (PFI), pour lesquelles la gestion des risques porte principalement sur les variations de la juste valeur résultant des fluctuations des taux d'intérêt en livre sterling et des anticipations d'inflation implicites de l'indice des prix de détail britannique (UK RPI). La gestion des risques repose sur l'utilisation d'un portefeuille de simples swaps de taux d'intérêt en livre sterling fixe contre flottant et de simples swaps d'inflation à coupon zéro, réglés dans chaque cas généralement par l'intermédiaire de la London Clearing House. La sensibilité primaire des swaps d'inflation à coupon zéro est liée aux fluctuations des taux de swap de l'IPD britannique, et ils sont utilisés pour couvrir les variations de la valeur des obligations indexées sur l'inflation résultant des fluctuations des anticipations d'inflation. Chaque swap d'inflation n'a qu'un seul flux de trésorerie à l'échéance. Au fur et à mesure que les anticipations d'inflation augmenteront ou diminueront, les flux de trésorerie attendus à l'échéance augmenteront ou diminueront pour compenser les variations de la valeur des obligations indexées sur l'inflation. Les swaps de taux d'intérêt sont utilisés pour couvrir la sensibilité des obligations indexées sur l'inflation au risque de taux d'intérêt, les dates de paiement correspondant généralement à celles des obligations indexées sur l'inflation pendant la durée.

Le Groupe Commerzbank a appliqué la comptabilité de couverture de flux de trésorerie jusqu'à la fin de l'exercice 2025. D'une part, cela comprenait les dérivés utilisés pour convertir les flux de trésorerie variables d'un ensemble de prêts hypothécaires similaires en flux de trésorerie fixes. D'autre part, jusqu'à la fin de l'exercice 2025, la comptabilité de couverture de flux de trésorerie a été appliquée aux swaps de devises croisées conclus pour couvrir les flux de trésorerie des prêts hypothécaires à taux variable ainsi que le risque de change découlant des obligations hypothécaires à taux fixe. Le test d'efficacité prospectif était basé sur une régression linéaire. Les variations de la juste valeur des opérations couvertes ont été déterminées selon la méthode du « dérivé hypothétique ».

Les causes d'inefficacité dans les relations de couverture, lorsque celle-ci s'est manifestée, comprenaient principalement des décalages au niveau des échéances et de la réévaluation des flux de trésorerie, des décalages de base, des différences résultant d'ajustements de la juste valeur (ajustements de valorisation au crédit et au débit) qui ont été pris en compte dans l'évaluation de l'instrument de couverture mais pas dans celle de l'élément couvert, ainsi que des différences résultant de l'évaluation initiale des dérivés lorsqu'un dérivé a été conclu avant la désignation de la relation de couverture.

En outre, le Groupe Commerzbank a appliqué la comptabilité de couverture d'investissement net jusqu'à l'exercice 2024 afin d'éviter les effets de change liés aux investissements dans des compagnies maritimes. La partie efficace du gain ou de la perte de réévaluation net a été comptabilisée directement en capitaux propres dans la réserve de change, après prise en compte des impôts différés.

### **Justes valeurs positives et négatives des instruments de couverture dérivés**

Les justes valeurs des produits dérivés utilisés pour couvrir les opérations sous-jacentes contre le risque de taux d'intérêt figurent sous ce poste.

(En millions d'euros.)	31/12/2025			31/12/2024		
	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Valeur nominale	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Valeur nominale
Comptabilité de micro-couverture de juste valeur	1 101	1 937	114 248	1 250	2 188	117 165
Swaps de taux d'intérêt	3 081	2 167	105 859	3 838	2 856	108 676
Contrats à terme de gré à gré	130	34	2 835	170	27	2 835
Autres pays	107	2 052	5 554	47	2 213	5 654
Compensation	-2 217	-2 317	-	-2 806	-2 908	-
Comptabilité de couverture de juste valeur	140	17	71 771	30	94	95 764
Swaps de taux d'intérêt	1 978	190	71 771	841	1 132	72 273
Autres pays	-	-	-	26	2	23 491
Compensation	-1 838	-173	-	-837	-1 040	-
Comptabilité de couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-	24	917
Swaps de taux d'intérêt	-	-	-	-	24	917
Autres pays	-	-	-	-	-	-
Couverture d'investissement net	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-
Autres pays	-	-	-	-	-	-
Total	1 241	1 953	186 020	1 280	2 306	213 845

Valeurs nominales des instruments de couverture (En milliards d'euros.)	2025	2024	Variations en %
Comptabilité de couverture de flux de trésorerie pour instruments dérivés	-	1	
Jusqu'à 3 mois	-	0	
Swaps de taux d'intérêt	-	0	
Autres pays	-	-	
3 mois à 1 an	-	1	
Swaps de taux d'intérêt	-	1	
Autres pays	-	-	
1 an à 5 ans	-	-	
Swaps de taux d'intérêt	-	-	
Autres pays	-	-	
Plus de 5 ans	-	-	
Swaps de taux d'intérêt	-	-	
Autres pays	-	-	
Comptabilité de micro-couverture de juste valeur pour instruments dérivés	114	117	-2,5
Jusqu'à 3 mois	3	3	-6,6
Swaps de taux d'intérêt	2	3	-18,2
Contrats à terme de gré à gré	0	0	
Autres pays	0	0	-8,0
3 mois à 1 an	11	9	21,9
Swaps de taux d'intérêt	9	8	13,6
Contrats à terme de gré à gré	2	1	
Autres pays	0	0	-59,0
Entre 1 et 5 ans	53	61	-13,4
Swaps de taux d'intérêt	52	59	-11,6
Contrats à terme de gré à gré	1	2	-73,0
Autres pays	1	1	-9,5
À plus de 5 ans	47	44	8,0
Swaps de taux d'intérêt	42	39	8,8
Contrats à terme de gré à gré	-	-	
Autres pays	5	5	1,7
Comptabilité de couverture de juste valeur du portefeuille	72	96	-25,1
Jusqu'à 3 mois	0	2	-75,7
3 mois à 1 an	27	40	-33,4
Entre 1 et 5 ans	22	27	-18,5
À plus de 5 ans	23	27	-16,1
Revenu net de couverture	-	-	
Jusqu'à 3 mois	-	-	
3 mois à 1 an	-	-	
1 an à 5 ans	-	-	
Plus de 5 ans	-	-	

**Informations sur les opérations sous-jacentes en comptabilité de couverture pour couvrir les risques de taux d'intérêt et de change**

Valeur comptable attribuable aux éléments couverts (En millions d'euros.)	2025			2024		
	Micro-couverture de juste valeur	Couverture de juste valeur du portefeuille	Variations de la valeur utilisées pour la comptabilisation de l'inefficacité de la couverture pour la période (1)	Micro-couverture de juste valeur	Couverture de juste valeur du portefeuille	Variations de la valeur utilisées pour la comptabilisation de l'inefficacité de la couverture pour la période (1)
Actifs - valeur comptable attribuable aux éléments couverts	50 228	30 781	-1 306	53 260	34 289	349
Actifs financiers - Coût amorti	15 961	30 781	-1 057	18 364	34 289	8
Prêts et créances	3 158	30 781	-982	3 590	34 289	372
Titres de créance	12 804	-	-75	14 775	-	-364
Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur	34 267	-	-250	34 896	-	341
Prêts et créances	450	-	-0	586	-	3
Titres de créance	33 817	-	-249	34 309	-	338
Passifs - valeur comptable attribuable aux éléments couverts au coût amorti	49 654	51 063	-17	48 160	60 004	1 277
Dépôts et autres dettes financières	8 924	51 063	154	10 352	60 004	366
Titres de créance émis	40 729	-	-171	37 808	-	911

(1) Les variations positives de la valeur des actifs représentent un produit, les variations négatives de la valeur représentent une charge. Pour les passifs, la logique est inversée en conséquence.

Corrections de la valeur comptable (En millions d'euros.)	2025		2024	
	Micro-couverture de juste valeur	Couverture de juste valeur du portefeuille	Micro-couverture de juste valeur	Couverture de juste valeur du portefeuille
Actifs - Ajustements de la valeur comptable	-614	-2 234	-165	-1 546
Comptabilité de couverture active	-857	-2 234	-415	-1 546
Actifs financiers - Coût amorti	-158	Sans objet	196	Sans objet
Prêts et créances	83	Sans objet	169	Sans objet
Titres de créance	-241	Sans objet	27	Sans objet
Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur	-699	Sans objet	-611	Sans objet
Prêts et créances	1	Sans objet	-19	Sans objet
Titres de créance	-699	Sans objet	-592	Sans objet
Comptabilité de couverture inactive	243	Sans objet	250	Sans objet
Actifs financiers - Coût amorti	245	Sans objet	252	Sans objet
Prêts et créances	1	Sans objet	-6	Sans objet
Titres de créance	244	Sans objet	258	Sans objet
Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur	-2	Sans objet	-2	Sans objet
Prêts et créances	-	Sans objet	-0	Sans objet
Titres de créance	-2	Sans objet	-2	Sans objet
Passif - Ajustements de la valeur comptable	476	1 713	178	2 262
Comptabilité de couverture active	513	1 713	228	2 262
Dépôts et autres dettes financières	-186	Sans objet	-427	Sans objet
Titres de créance émis	700	Sans objet	655	Sans objet
Comptabilité de couverture inactive	-37	Sans objet	-49	Sans objet
Dépôts et autres passifs financiers	-31	Sans objet	-38	Sans objet
Titres de créance émis	-6	Sans objet	-11	Sans objet

Les variations de la valeur des opérations sous-jacentes couvertes contre les risques de taux d'intérêt au moyen de couvertures de flux de trésorerie se sont élevées à 0 million d'euros (exercice précédent : 12 millions d'euros).

En 2025, aucune variation de la valeur des risques de taux d'intérêt ou de taux d'intérêt/de change n'a été enregistrée sur les actifs ou passifs sous-jacents couverts par des swaps de devises, alors que lors de l'exercice précédent, ces variations s'élevaient à -8 millions d'euros pour les actifs et à 2 millions d'euros pour les passifs.

**Ajustement de valeur sur les couvertures de juste valeur du portefeuille**

Ce poste contient les variations positives et négatives, liées aux taux d'intérêt couverts, de la juste valeur des opérations couvertes pour lesquelles la comptabilité de couverture de la juste valeur du portefeuille est utilisée. Un poste correspondant des opérations de couverture est indiqué à l'actif ou au passif du bilan sous la juste valeur des instruments dérivés de couverture.



## Informations sur les sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

### 44. – Participations dans des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

(En millions d'euros.)	Entreprises associées		Coentreprises	
	2025	2024	2025	2024
Valeur comptable au 01/01/	119	131	47	11
Coût d'acquisition cumulé au 01/01/	51	90	51	11
Variations liées aux taux de change	-	3	-	-
Acquisitions	2	4	5	2
Cessions	-	-45	-2	-
Reclassements depuis et vers des actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes destinés à être cédés (1)	88	-	-	-
Autres reclassements/changements au sein du groupe de sociétés consolidées	-	-	-	37
Coût d'acquisition cumulé au 31/12/	140	51	54	51
Réévaluations cumulées au 01/01/	6	6	-	-
Acquisitions	-	-	-	-
Cessions	-	-	-	-
Réévaluations cumulées au 31/12/	6	6	-	-
Dépréciations cumulées au 01/01/	28	22	1	-
Variations des taux de change	-	-	-	-
Acquisitions	-	5	-	-
Cessions	-	-	-	-
Reclassements depuis et vers des actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes destinés à être cédés (1)	27	-	-	-
Autres reclassements/changements au sein du groupe de sociétés consolidées	-	-	-	1
Dépréciations cumulées au 31/12/	55	28	1	1
Variations cumulées résultant de la réévaluation selon la méthode de la mise en équivalence	90	89	8	-2
Valeur comptable au 01/01/	182	119	61	47
dont : participations dans des banques	80	80	-	-

(1) Description du poste modifiée.

Les participations dans des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence sont des participations non stratégiques du Groupe Commerzbank, qui sont principalement actives dans le secteur des services financiers et dans les activités de crédit-bail et d'immobilier.

Les informations contenues dans la présente note sont présentées sous une forme agrégée, pour les entreprises associées et pour les coentreprises. La liste de toutes les sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence figure à la note 72.

Au cours de l'exercice 2025, 3 millions d'euros (exercice précédent : 12 millions d'euros) de dividendes provenant d'entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence ont été versés.

Comme l'année précédente, aucun dividende n'a été versé directement ou indirectement à Commerzbank Aktiengesellschaft par des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Lorsque des obligations découlent de passifs éventuels de sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence ou d'activités abandonnées de sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, le Groupe Commerzbank est responsable dans la mesure de sa participation respective.

Le Groupe Commerzbank n'a pas d'entreprises associées ou de coentreprises qui sont importantes pour le Groupe.

## Immobilisations incorporelles

### 45. – Goodwill

#### a) Affectation du goodwill

Tout le goodwill est affecté aux unités génératrices de trésorerie (UGT) au moment de l'acquisition. Le goodwill de 112 millions d'euros résultant de l'acquisition d'Aquila Capital (voir la Note 8 pour plus détails sur cette l'acquisition) a été affecté aux filiales de gestion d'actifs de PSBC et aux UGT de PSBC Banking, car ces UGT devraient bénéficier des synergies résultant de l'acquisition. Aucune synergie de l'acquisition n'est attendue pour les autres domaines de Commerzbank. De plus amples informations sur les segments sont fournies dans la note 60.

#### b) Méthodologie du test de dépréciation du goodwill

Conformément à IAS 36, le goodwill doit être soumis à un test de dépréciation au moins une fois par an, ou en cours d'année si un événement déclencheur se produit, au niveau des UGT auxquelles tout ou partie du goodwill a été affecté. La valeur recouvrable est la plus élevée de la valeur d'utilité et de la juste valeur diminuée des coûts de cession. La valeur d'utilité est fondée sur la valeur actuelle nette des deux que sont les filiales de gestion d'actifs de PSBC et les UGT de

PSBC Banking, déterminée à partir des résultats attendus des deux UGT et des effets sur le capital conformément au plan pluriannuel approuvé par le Conseil d'administration.

Si la valeur d'utilité est inférieure à la valeur comptable, la valeur nette de réalisation (la juste valeur diminuée des coûts de cession) est également déterminée et la plus élevée des deux valeurs est utilisée comme valeur recouvrable. Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable antérieure, Commerzbank comptabilise une dépréciation du goodwill. Ceci est ensuite déclaré dans le compte de résultat sous Dépréciations du goodwill. Au 31 décembre 2025, la valeur d'utilité était supérieure à la valeur comptable.

### c) Hypothèses retenues dans le test de dépréciation du goodwill

Commerzbank utilise le modèle de tarification des immobilisations (CAPM) pour calculer la valeur de capitalisation du revenu afin de déterminer la valeur d'utilité. Les taux d'intérêt ajustés au risque issus du modèle sont utilisés pour actualiser les résultats attendus.

Les résultats attendus des UGT sont basés sur le plan pluriannuel approuvé par le Conseil d'administration, qui porte généralement sur quatre années de planification. Si nécessaire, les exercices financiers au-delà sont ajustés à un niveau de résultats soutenable, et un taux de croissance constant basé sur les prévisions de croissance du PIB et d'inflation est appliqué pour le calcul de la perpétuité. Dans les filiales de gestion d'actifs de PSBC et les UGT PSBC Banking, ce facteur est de 1,5 %.

Les taux d'intérêt corrigés du risque (avant impôt) ont été calculés sur la base du taux d'intérêt sans risque, de la prime de risque de marché et du risque systématique (facteur bêta). Il en a résulté un taux d'intérêt ajusté au risque de 10,45 % pour PSBC Banking et de 9,25 % pour les filiales de gestion d'actifs de PSBC. Nous nous sommes appuyés sur les données de prestataires externes pour le taux d'intérêt sans risque et la prime de risque de marché. Nous avons déterminé le facteur bêta sur la base de groupes de pairs spécifiques qui tiennent compte du risque d'investissement particulier.

Les principaux moteurs de valeur des résultats attendus sont le volume des dépôts et des prêts, les produits nets d'intérêts après provisions pour pertes sur prêts (via la marge d'intérêt) et les produits nets de commissions (via le volume des transactions des clients et le volume des actifs sous gestion, ainsi que les produits supplémentaires provenant des services de paiement et de l'activité de retraite). La planification de ces moteurs de valeur repose sur des prévisions consensuelles concernant des hypothèses clés telles que l'évolution des taux d'intérêt et des marchés boursiers et obligataires.

Sur cette base, nous prévoyons une évolution positive des marchés pertinents pour les filiales de gestion d'actifs de PSBC et les UGT de PSBC Banking pour la période de planification, combinée à une croissance intrinsèque dans les secteurs d'activité sur lesquels elles se concentrent. Ces hypothèses découlent également d'analyses comparatives externes et internes du développement des segments de marché pour les produits et les groupes de clients. Pour le développement ultérieur axé sur le client, nous nous appuyons sur la mesure des tendances en matière de satisfaction de la clientèle et sur des enquêtes institutionnalisées auprès des clients. Nos hypothèses concernant la croissance sont fondées sur l'expérience passée de la direction.

En raison des hypothèses sous-tendant les résultats attendus des UGT et des incertitudes inhérentes qui y sont associées, les éventualités suivantes (entre autres) pourraient en principe avoir un impact négatif sur les résultats attendus :

- une évolution du contexte macroéconomique moins favorable que prévu,
- une évolution des taux d'intérêt s'écartant des prévisions économiques,
- des incertitudes concernant le cadre réglementaire, en particulier la mise en œuvre de nouvelles règles au niveau européen, qui pourraient influencer la croissance visée et
- une intensification de la concurrence plus forte que prévu, susceptible d'entraîner un ralentissement de la croissance
- des incertitudes liées au contexte géopolitique mondial (par exemple, l'imposition de droits de douane susceptibles d'affecter la croissance visée).

### d) Variation du goodwill

Le test de dépréciation réalisé comme prévu à la fin de 2025 n'a donné lieu à aucun besoin de dépréciation.

Les filiales de gestion d'actifs de PSBC et les UGT de PSBC Banking ont affiché une couverture excédentaire. Il en est résulté les valeurs suivantes pour le goodwill :

(En millions d'euros.)	Clients privés et petites entreprises		Clients entreprises		Autres et consolidation		Groupe	
	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Valeur comptable au 01/01/	112	-	-	-	-	-	112	-
Coût cumulé d'acquisition/ production au 01/01/	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations des taux de change	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions	-	112	-	-	-	-	-	112
Cessions	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres reclassements/changements au sein du groupe de sociétés consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-

Coût cumulé d'acquisition /production au 31/12/	112	112	-	-	-	-	112	112
Dépréciations cumulées au 01/01/	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations des taux de change	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions	-	-	-	-	-	-	-	-
Dont : non programmé	-	-	-	-	-	-	-	-
Cessions	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres reclassements/changements au sein du groupe de sociétés consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations cumulées au 01/01/	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeur comptable au 01/01/	112	112	-	-	-	-	112	112

### Sensibilités

Une analyse de sensibilité a été réalisée pour valider davantage la récupérabilité du goodwill. Cette analyse n'a pas mis en évidence de besoin potentiel de dépréciation pour les filiales de gestion d'actifs de PSBC ou les UGT de PSBC Banking. Toute participation ne donnant pas le contrôle a été prise en compte lors de la détermination des sensibilités. Sur la base des analyses de sensibilité effectuées, nous ne nous attendons pas à ce qu'un éventuel changement des principales hypothèses entraîne un dépassement de la valeur comptable par rapport à la valeur recouvrable.

### 46. – Autres immobilisations incorporelles

La procédure de mesure des unités génératrices de trésorerie décrite à la note 45 s'applique également aux tests de dépréciation effectués à chaque date de clôture en ce qui concerne les autres immobilisations incorporelles.

Les autres immobilisations incorporelles comprennent principalement les logiciels achetés et développés en interne et les relations avec la clientèle. Lors de l'évaluation de la comptabilisation des coûts de développement de logiciels développés en interne en tant qu'immobilisation incorporelle, les principaux critères appliqués sont la capacité à déterminer de manière fiable les coûts de fabrication et la probabilité du flux futur d'avantages. Les frais de recherche ne sont pas comptabilisés à l'actif. Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût amorti.

En raison de leur durée de vie utile limitée, les logiciels et les relations avec les clients sont amortis sur une base linéaire sur leur durée de vie utile potentielle.

### Durées d'utilité estimées en années

Logiciels	Jusqu'à 10 ans
Relations avec les clients	Jusqu'à 15 ans

(En millions d'euros.)	Relations avec les clients		Logiciels développés en interne		Logiciels achetés et autres immobilisations incorporelles	
	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Valeur comptable au 01/01/	123	4	1 267	1 151	283	240
Coût cumulé d'acquisition/de production au 01/01/	1 069	942	4 110	4 225	1 278	1 329
Variations liées aux taux de change	-	-	7	7	-2	6
Acquisitions	-	128	500	444	174	125
dont : acquis par le biais de regroupements d'entreprises	-	128	-	-	-	-
Cessions	-	-	546	566	331	181
Reclassements vers des actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes destinés à être cédés (1)	-	-	-	-	-	-
Autres reclassements/changements au sein du groupe de sociétés consolidées	-6	-	5	-	-2	0
Coût cumulé d'acquisition/de production au 31/12/	1 063	1 069	4 075	4 110	1 117	1 278
Dépréciations cumulées au 01/01/	946	938	2 843	3 074	996	1 089
Variations liées aux taux de change	-	-	2	3	-3	6
Acquisitions	123	9	367	320	97	80
dont : non planifiés	117	-	4	0	1	0
Cessions	-	-	531	554	328	178
Reclassements vers des actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes destinés à être cédés (1)	-	-	-	-	0	-
Autres reclassements/changements au sein du groupe de sociétés consolidées	-6	-	0	-	4	-1
Réévaluations	-	-	-	-	1	-
Dépréciations cumulées au 01/01/	1 063	947	2 681	2 843	765	996
Valeur comptable au 31/12	-	123	1 394	1 267	352	283

(1) Description du poste modifiée.

**Immobilisations corporelles****47. – Actifs immobilisés**

Les actifs figurant au poste Actifs immobilisés sont comptabilisés à leur coût déduction faite des amortissements prévus et des dépréciations exceptionnelles. Les dépréciations sont effectuées dans un montant dont la valeur comptable dépasse la juste valeur diminuée des coûts de la vente ou la valeur d'utilité de l'actif si elle est plus élevée. Lorsque la raison de la comptabilisation d'une dépréciation au cours d'exercices antérieurs cesse de s'appliquer, la dépréciation est reprise au maximum au coût amorti. Pour déterminer la durée de vie utile, il est tenu compte de l'usure physique probable, de l'obsolescence technique et des restrictions légales et contractuelles. Toutes les immobilisations sont amorties en grande partie sur les périodes suivantes, selon la méthode linéaire.

<b>Durées d'utilité estimées en années</b>	
Bâtiments	25-50
Mobilier de bureau et matériel	2-25
Matériel loué (location simple)	1-20
Actifs liés au droit d'utilisation	1-15

Conformément au principe d'importance relative, les achats d'immobilisations de faible valeur sont immédiatement comptabilisés en charges d'exploitation. Les plus-values réalisées sur la cession d'immobilisations figurent dans les autres produits, les pertes étant inscrites dans les autres charges.

(En millions d'euros.)	Terrains et constructions		Mobilier de bureau et équipement		Matériel loué (location simple)		Actifs liés au droit d'utilisation	
	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Valeur comptable au 01/01/	173	181	358	357	373	388	1 340	1 426
Coût cumulé d'acquisition/de production au 01/01/	478	480	1 667	1 641	920	872	3 022	2 859
Variations liées aux taux de change	0	0	-14	18	-72	39	-5	10
Acquisitions	2	3	132	103	52	44	218	231
Cessions	42	5	149	95	34	38	76	75
Reclassements vers des actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes destinés à être cédés (1)	-	-	-	-	-257	-	-	-
Autres reclassements/changements au sein du groupe de sociétés consolidées	-89	-	1	0	-	4	-3	-2
Coût cumulé d'acquisition/production au 01/01/	350	478	1 638	1 667	609	920	3 158	3 022
Dépréciations cumulées au 01/01/	305	299	1 310	1 285	547	483	1 682	1 433
Variations liées aux taux de change	0	0	-15	15	-55	28	-4	6
Acquisitions	7	8	101	100	48	53	267	289
dont : non planifiés	0	0	-0	0	-	-	1	-
Cessions	13	3	138	90	16	17	53	50
Reclassements vers des actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes destinés à être cédés (1)	-	-	-	0	-224	-	-	-
Autres reclassements/changements au sein du groupe de sociétés consolidées	-86	-	-0	-1	-	0	1	4
Réévaluations	2	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations cumulées au 01/01/	211	305	1 257	1 310	300	547	1 893	1 682
Valeur comptable au 31/12/	139	173	380	358	309	373	1 264	1 340

(1) Description du poste modifiée.

La valeur totale des actifs immobilisés du Groupe Commerzbank s'élevait à 2 093 millions d'euros (exercice précédent : 2 244 millions d'euros) dont, comme au cours de l'exercice 2024, aucun n'a été donné en garantie. En dehors de cela, il n'y avait pas de restrictions en ce qui concerne les droits de cession.

La mise en œuvre de la « Stratégie 2024 » a entraîné la fermeture de nouvelles succursales en Allemagne et de sites à l'étranger ainsi que la cession de biens immobiliers (droits d'usage). Cela a donné lieu à une dépréciation de 1 million d'euros au cours de l'exercice précédent.

**48. – Immeubles de placement**

Les immeubles de placement sont définis comme des terrains et des bâtiments détenus dans le but de générer des revenus locatifs ou parce qu'ils devraient augmenter en valeur. Le Groupe Commerzbank déclare également les biens acquis à la suite de la réalisation de garanties (opérations de sauvetage) et les biens appartenant au Groupe Commerzbank qui sont loués dans le cadre de contrats de location simple dans cette catégorie. Il s'agit principalement de propriétés commerciales.

Les immeubles de placement sont évalués au coût, y compris les coûts de transaction directement attribuables lors de la comptabilisation initiale selon IAS 40. Si un immeuble est transféré d'immobilisations à des immeubles de placement en raison d'un changement d'utilisation, il est comptabilisé à la juste valeur à la date de comptabilisation initiale. Dans les évaluations ultérieures, les immeubles de placement sont évalués à leur juste valeur. La juste valeur est déterminée sur la base d'évaluations effectuées par des experts indépendants et qualifiés sur la base des valeurs de marché actuelles.

Les immeubles utilisés à des fins commerciales sont généralement évalués en fonction du revenu capitalisé ; les bâtiments résidentiels individuels sont généralement évalués en utilisant l'approche de comparaison des coûts ou des ventes. L'évaluation des immeubles selon l'approche du revenu capitalisé est basée sur les valeurs locatives standard pour la localité, avec des remises pour la gestion, les coûts d'acquisition et les taux de vacance, ainsi que sur la durée de vie utile restante et la valeur des terrains. Dans certains cas, des loyers convenus contractuellement sont également utilisés. Le rendement de la propriété, qui constitue une entrée supplémentaire dans le processus d'évaluation, tient compte du niveau des taux d'intérêt du marché et du risque spécifique de propriété et d'emplacement lié à l'immeuble. Les principaux paramètres observables sur le marché sont les loyers locaux et les rendements immobiliers.

Les produits et charges courants sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Les variations de réévaluation résultant de variations de la juste valeur figurent également dans les autres résultats nets du compte de résultat de la période.

Les biens immobiliers détenus à des fins d'investissement d'un montant de 166 millions d'euros (exercice précédent : 322 millions d'euros) ont été classés au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs et ont évolué comme suit :

(En millions d'euros.)	2025	2024
Valeur comptable au 01/01/	322	53
Coût cumulé d'acquisition/de production au 01/01/	427	172
Variations liées aux taux de change	-	0
Acquisitions	33	134
Cessions	101	0
Changements au sein du groupe de sociétés consolidées	-	150
Reclassements	42	1
Reclassements vers des actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes destinés à être cédés (1)	-123	-30
Coût cumulé d'acquisition/de production au 31/12/	278	427
Variations cumulées résultant de la réévaluation à la juste valeur	-113	-105
Valeur comptable au 31/12/	166	322
(1) Description du poste modifiée.		

Au cours de l'exercice 2025, comme lors de l'exercice précédent, aucun bien immobilier détenu à des fins d'investissement financier n'a été acquis à des fins de sauvetage.

Il n'existe aucune restriction à la revente, ni aucune obligation d'achat de biens immobiliers devant être mentionnée ici.

Pour l'analyse de sensibilité des immeubles de placement, nous utilisons les indices de loyers spécifiques à chaque pays pour les immeubles commerciaux et de bureaux publiés par l'Association des banques allemandes de Pfandbrief (vdp) sur une période d'au moins 18 ans. Nous utilisons la plage de fluctuation moyenne calculée sur cette base pour déterminer les variations potentielles de la valeur de nos immeubles.

#### **Actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes destinés à être cédés et passifs de groupes destinés à être cédés**

##### **49. – Actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes destinés à être cédés**

Les actifs non courants et les groupes destinés à être cédés qui peuvent être vendus en l'état et dont la vente est hautement probable sont classés comme « détenus en vue de la vente ». Ces actifs doivent être évalués à la juste valeur diminuée des coûts de la vente, dans la mesure où ceux-ci sont inférieurs à la valeur comptable. Cependant, pour les instruments financiers et les immeubles de placement portant ou non intérêt, le seul changement comptable est le reclassement aux postes de bilan pertinents conformément à IFRS 5. Ils continuent d'être évalués conformément à IFRS 9 ou à IAS 40.

Si des dépréciations sont établies à la suite d'une évaluation selon IFRS 5, elles sont comptabilisées dans la position correspondante du compte de résultat, en fonction de l'opération sous-jacente. Toute dépréciation ultérieure est limitée au total des dépréciations précédemment comptabilisées.

Le résultat net actuel des actifs non courants détenus en vue de la vente et des groupes destinés à être cédés est généralement comptabilisé dans le même poste du compte de résultat que celui des autres actifs qui ne sont pas classés comme détenus en vue de la vente.

Au cours de l'exercice 2025, les biens immobiliers qui étaient détenus en vue de la vente au cours de l'exercice précédent ont été vendus et un nouveau bien immobilier, une participation et un prêt d'actionnaire associé, ainsi que trois navires, ont été classés comme détenus en vue de la vente, et devraient être vendus au cours de l'exercice 2026. Les biens immobiliers détenus en vue de la vente comprennent également des passifs (voir passifs liés aux groupes destinés à être cédés). La cession d'un investissement qui était auparavant classé comme détenu en vue de la vente n'étant plus hautement probable

au cours de l'exercice 2026, cet investissement a été reclassé dans la catégorie Actifs financiers - Obligatoirement à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Tous les actifs détenus en vue de la vente au 31 décembre 2025 et à la date de clôture de l'exercice précédent relèvent du segment Clients particuliers et petites entreprises.

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024 (1)	Variations en %
Actifs financiers - Coût amorti	6	-	-
Prêts et créances	6	-	-
Titres de créance	-	-	-
Actifs financiers - Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat	63	61	3,5
Prêts et créances	1	-	-
Titres de créance	-	-	-
Instruments de capitaux propres	62	61	1,3
Immeubles de placement	123	22	-
Autres actifs	33	-	-
Total	225	83	-
(1) Poste modifié,			

#### 50. – Passifs de groupes destinés à être cédés

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024	Variations en %
Passifs financiers - Coût amorti	82	-	-
Passifs financiers - Option de la juste valeur	-	-	-
Passifs financiers - Détenus à des fins de transaction	-	-	-
Autres éléments de passif	0	7	-96,2
Total	83	7	-

#### Actifs et passifs d'impôt

Les actifs et passifs d'impôt exigible sont calculés sur la base du paiement ou du remboursement attendu de chaque autorité fiscale compte tenu des taux d'imposition et de la réglementation fiscale en vigueur dans le pays concerné.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont formés pour refléter les différences entre les valeurs comptables IFRS des actifs ou des passifs et la valeur imposable, à condition que ces différences temporaires soient susceptibles d'augmenter ou de réduire les impôts futurs sur le résultat et qu'il n'existe aucune règle interdisant leur comptabilisation. En outre, les impôts différés sont comptabilisés à la fois pour les pertes fiscales reportables et pour les crédits d'impôt non encore utilisés. L'évaluation des impôts différés est basée sur les taux d'imposition déjà approuvés au 31 décembre 2025 et applicables lors de la réalisation des différences temporelles.

En raison de la modification législative adoptée en Allemagne, les impôts différés au 31 décembre 2025 sont évalués, en fonction de leur date de reprise prévue, en utilisant de taux d'imposition compris entre 26,1 % et 31,4 % (exercice précédent : 31,5 %). La modification législative adoptée en Pologne se traduit, en fonction de la date de reprise prévue, par des taux d'imposition compris entre 23 % et 30 % (exercice précédent : 19 %) pour l'évaluation des impôts différés au 31 décembre 2025. Les actifs d'impôt différé sur les différences temporelles d'allègement fiscal, sur les pertes fiscales non encore utilisées et sur les crédits d'impôt non utilisés ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables seront générés par la même entité imposable et par rapport à la même autorité fiscale dans un avenir prévisible. Pour évaluer la dépréciation, des projections détaillées du bénéfice fiscal sur 5 ans sont établies sur la base de la planification pluriannuelle approuvée par le conseil d'administration. En outre, la reconnaissance est justifiée s'il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible même au-delà du délai de 5 ans.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont comptabilisés et reportés soit dans le compte de résultat en impôts sur le résultat, soit en capitaux propres, en fonction du traitement de l'opération sous-jacente.

Les charges les produits d'impôt sur le résultat sont comptabilisés en impôts sur le résultat dans le compte de résultat du Groupe. Les actifs et passifs d'impôts différés sont déduits s'il existe un droit aux impôts courants nets sur le résultat et les actifs et passifs d'impôts différés se rapportent aux impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale sur la même entité imposable.

Les différences temporelles imposables liées aux participations dans les du Groupe Commerzbank, pour lesquelles aucun passif d'impôt différé significatif n'a été comptabilisé, s'élevaient à 589 millions d'euros (exercice précédent : 554 millions d'euros).

Les actifs d'impôt exigible et d'impôt différé ainsi que les passifs d'impôt exigible et d'impôt différé sont indiqués au bilan et détaillés dans les notes annexes.

## 51. – Actifs d'impôt

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024	Variations en %
Actifs d'impôt exigible	319	216	47,4
En Allemagne	287	189	51,6
Hors d'Allemagne	32	27	20,0
Actifs d'impôt différé	1 450	1 929	-24,8
Actifs d'impôt comptabilisés en résultat	1 403	1 874	-25,1
Actifs d'impôt non comptabilisés en résultat	47	55	-14,5
Total	1 769	2 145	-17,5

Les actifs d'impôt différé représentent l'allégement fiscal potentiel résultant des différences temporelles entre les valeurs attribuées aux actifs et passifs du bilan du Groupe conformément aux IFRS et leurs valeurs à des fins de comptabilité fiscale telles que déclarées par les sociétés du Groupe conformément à la réglementation fiscale locale, ainsi que les allègements fiscaux futurs résultant des reports de pertes fiscales et des crédits d'impôt non encore utilisés.

En ce qui concerne les reports de pertes fiscales suivants, aucun actif d'impôt différé ni aucune dépréciation des actifs d'impôt différé existants n'ont été comptabilisés au 31 décembre 2025, en raison de l'horizon de planification limité et de la probabilité insuffisante qui en découle quant à leur utilisation.

Report de perte fiscale (En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024	Variations en %
Impôt sur les sociétés/impôt fédéral	6 784	6 458	5,0
Peut être reporté sans limitation de durée	4 778	5 033	-5,1
Peut être reporté pour une durée limitée (1)	2 006	1 425	40,8
Dont : expire au cours de la période de reporting suivante	0	715	-100,0
Impôt commercial/impôt local	4 176	4 447	-6,1
Peut être reporté sans limitation de durée	1 437	1 015	41,5
Peut être reporté pour une durée limitée (1)	2 739	3 432	-20,2
Dont : expire au cours de la période de reporting suivante	-	-	-

(1) Expire 20 ans après la date à laquelle le passif d'impôt est né.

La comptabilisation des actifs d'impôt exigible a tenu compte de l'incertitude découlant d'éventuels litiges fiscaux.

Par ailleurs, aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé au titre des différences temporelles déductibles qui peuvent être reportées indéfiniment, pour un montant de 32 millions d'euros (exercice précédent : 16 millions d'euros).

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés principalement pour les sociétés nationales du Groupe, mBank et les filiales du Royaume-Uni. Ils ont été comptabilisés dans le cadre des postes suivants :

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024	Variations en %
Justes valeurs des instruments de couverture dérivés	204	281	-27,3
Actifs et passifs financiers - Détenus à des fins de transaction	3 278	4 482	-26,9
Autres actifs financiers	3 636	3 416	6,5
Provisions (à l'exclusion des engagements en matière de retraite)	209	508	-58,9
Autres passifs financiers	140	123	14,0
Engagement en matière de retraite	303	483	-37,2
Autres postes du bilan	6 911	3 501	97,4
Report de pertes fiscales	210	480	-56,2
Actifs d'impôt différé bruts	14 893	13 274	12,2
Compensation avec les passifs d'impôt différé	-13 442	-11 345	18,5
Total	1 450	1 929	-24,8

## 52. – Passifs d'impôt

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024	Variations en %
Passifs d'impôt exigible	583	467	24,9
Passifs d'impôt sur le résultat envers les autorités fiscales	1	56	-98,5
Provisions pour impôt sur le résultat	583	411	41,7
Passifs d'impôt différé	6	46	-87,9
Passifs d'impôt comptabilisés en résultat	6	27	-79,5
Passifs d'impôt non comptabilisés en résultat	-	19	-
Total	589	513	14,8

Les provisions pour impôts sur le résultat sont des passifs d'impôt éventuels qui n'ont pas encore été formellement évalués et des passifs éventuels pour les risques associés aux contrôles fiscaux. Les passifs envers les autorités fiscales représentent des obligations de paiement au titre des impôts exigibles envers les autorités fiscales allemandes et étrangères.

Les passifs d'impôt différé représentent la charge d'impôt potentielle résultant des différences temporelles entre les valeurs attribuées aux actifs et passifs du bilan du Groupe conformément aux IFRS et leurs valeurs à des fins de comptabilité fiscale telles que déclarées par les sociétés du Groupe conformément à la réglementation fiscale locale. Ils ont été comptabilisés dans le cadre des postes suivants :

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024	Variations en %
Actifs et passifs financiers - Détenus à des fins de transaction	5 962	5 618	6,1
Justes valeurs des instruments financiers dérivés	200	230	-12,8
Autres actifs financiers	145	104	39,3
Autres passifs financiers	3 206	3 465	-7,5
Autres postes du bilan	3 934	1 974	99,3
Actifs d'impôt différé bruts	13 448	11 391	18,1
Compensation avec les passifs d'impôt différé	-13 442	-11 345	18,5
Total	6	46	-87,9

### Autres actifs et autres passifs

Ce poste présente tous les actifs et passifs qui, individuellement, ne sont pas significatifs et qui ne peuvent pas être affectés à d'autres postes.

#### 53. – Autres actifs

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024 (1)	Variations en %
Garanties en trésorerie pour les engagements de paiement irrévocables	181	181	-
Métaux précieux	248	234	6,1
Comptes de régularisation	214	212	1,0
Actifs à prestations définies comptabilisés	1 343	788	70,5
Autres actifs	1 486	1 422	4,5
Total	3 473	2 837	22,4

(1) Chiffres ajustés.

Les autres actifs comprennent des garanties relatives à des engagements de paiement irrévocables au titre de la taxe bancaire de l'UE d'un montant de 181 millions d'euros (exercice précédent : 181 millions d'euros) (voir Note 57).

#### 54. – Autres passifs

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024	Variations en %
Passifs attribuables aux fonds cinématographiques	50	50	-0,3
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	121	129	-5,9
Comptes de régularisation	628	466	34,9
Passifs locatifs	1 428	1 560	-8,4
Autres passifs	2 272	2 152	5,6
Total	4 500	4 357	3,3

Les postes comptabilisés en tant que charges à payer et en produits constatés d'avance comprennent des frais de service perçus d'avance pour un montant de 512 millions d'euros (exercice précédent : 367 millions d'euros).



## 55. – Autres engagements

Les engagements de paiement envers des entités extérieures au Groupe et des entités non consolidées au titre d'actions non entièrement libérées sont restées négligeables au cours de l'exercice 2025, comme lors de l'exercice précédent.

Conformément à l'article 5 (10) des statuts du Fonds de garantie des dépôts des banques allemandes, nous nous sommes engagés à indemniser l'Association des banques allemandes, Berlin, pour toute perte subie en raison du soutien apporté aux banques dans lesquelles Commerzbank détient une participation majoritaire.

Des titres d'une valeur comptable de 9 755 millions d'euros (exercice précédent : 9 970 millions d'euros) ont été donnés en garantie des engagements envers les bourses de contrats à terme et les chambres de compensation

Commerzbank Aktiengesellschaft s'est engagée auprès de l'Autorité polonaise de surveillance financière à fournir à ses sociétés affiliées mBank S.A., Varsovie et mBank Hipoteczny S.A., Varsovie, des liquidités et des capitaux suffisants pour s'assurer qu'elles sont en mesure de s'acquitter de leurs obligations financières à tout moment.

## Contrats de location

## 56. – Crédit-bail

**Le Groupe en tant que locataire - droits d'utilisation**

Avec l'application d'IFRS 16, un actif lié à un droit d'utilisation et un passif locatif correspondant sont désormais comptabilisés pour les contrats de location. Nous comptabilisons le droit d'utilisation au titre des immobilisations (voir note 47) et l'amortissons sur une base linéaire sur la durée du contrat de location. L'amortissement du droit d'utilisation figure dans les charges d'exploitation (voir note 18). Les options d'extension, de résiliation et d'achat sont comptabilisées aussitôt que leur exercice est jugé suffisamment certain. Plus de la moitié des contrats de location comprennent de telles options, principalement des options de prolongation. Cela concerne principalement les options d'extension. Le Groupe Commerzbank ne s'attend pas à des sorties de trésorerie importantes à l'avenir qui n'ont pas été prises en compte dans l'évaluation du passif locatif.

Le passif locatif est comptabilisé à la valeur actuelle nette des paiements locatifs futurs à effectuer au titre des autres passifs (voir note 54). Les charges d'intérêts comprennent le désactualisation des passifs locatifs. Une évaluation ultérieure est effectuée selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Nous utilisons la possibilité d'exclure les contrats de location de faible valeur de la comptabilité et de les comptabiliser directement en charges.

En 2025, les charges liées aux contrats de location de faible valeur s'élevaient à 1 million d'euros (exercice précédent : 2 millions d'euros). Les loyers variables (comme lors de l'exercice précédent) de 0 million d'euros n'ont pas été inclus dans les passifs locatifs, et des produits de 18 millions d'euros (exercice précédent : 15 millions d'euros) provenant de contrats de sous-location ont été comptabilisés au cours de la période considérée.

Le total des loyers s'est élevé à 257 millions d'euros (exercice précédent : 285 millions d'euros).

**Le Groupe en tant que bailleur**

Nous classons un contrat de location en tant que contrat de location simple s'il ne transfère pas de manière substantielle au preneur tous les avantages et risques inhérents à la propriété. En revanche, nous classons en contrats de location-financement les contrats de location dans lesquels le preneur supporte tous les avantages et risques substantiels. Les avantages et les risques sont répartis sur la base de la valeur actuelle des flux de trésorerie liés aux contrats de location. Si la valeur actuelle est au moins égale au montant investi dans l'actif loué, le contrat de location est classé comme contrat de location-financement.

**Contrats de location simple**

Commerzbank agit en tant que bailleur dans le cadre de contrats de location simple. Les actifs où le Groupe agit en tant que bailleur comprennent, en particulier, les équipements et machines techniques, le mobilier et les équipements immobiliers et de bureau (par exemple, les véhicules, les machines et les équipements). Aucun loyer conditionnel n'a été convenu dans les contrats de location.

Les paiements minimaux de location suivants découlant de contrats de location non résiliables seront imputés au Groupe Commerzbank au cours des prochaines années sur les contrats de location simple accordés :

<b>Échéance (En millions d'euros.)</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Jusqu'à 1 an	58	69
À 1 an et jusqu'à 5 ans	92	135
Dans plus de 5 ans	51	25
<b>Total</b>	<b>201</b>	<b>230</b>

**Informations concernant le bailleur - contrats de location-financement**

Commerzbank agit en tant que bailleur pour des contrats de location-financement. À la date de clôture, ces contrats de location comprenaient principalement du matériel et des machines techniques, du mobilier et du matériel de bureau (par exemple, des véhicules et du matériel de bureau) et, dans une moindre mesure, des biens immobiliers loués.

La relation entre les investissements bruts et la valeur actualisée nette des paiements minimaux de location était la suivante :

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Paielements de loyers en souffrance	6 478	6 333
+ Valeurs résiduelles garanties	606	564
= Paiements de loyers minimaux	7 084	6 897
+ Valeurs résiduelles non garanties	-	-
= Investissements bruts	7 084	6 897
Dont : résultant de transactions de cession-bail	-	-
- Produits financiers latents	373	470
= Investissements nets	6 711	6 427
- Valeur actuelle nette des valeurs résiduelles non garanties	-	-
= Valeur actualisée nette des loyers minimaux	6 711	6 427
Dont : résultant de transactions de cession-bail	-	-

Les paiements minimaux de location comprennent le total des versements de location à payer par le locataire en vertu du contrat de location, plus la valeur résiduelle garantie. La valeur résiduelle non garantie est estimée au début du contrat de location et réexaminée régulièrement à la date de clôture. Les produits financiers non réalisés correspondent aux intérêts implicites du contrat de location entre la date de clôture et la fin du contrat.

Les durées de l'investissement brut et les valeurs actualisées nettes des paiements minimaux de location des contrats de location-financement non résiliables se décomposent comme suit :

Durées résiduelles des investissements bruts (En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Jusqu'à 1 an	2 147	2 328
Entre 1 et 5 ans	4 642	4 313
Plus de 5 ans	295	256
Total	7 084	6 897

Les produits financiers liés l'investissement net dans le contrat de location d'un montant de 338 millions d'euros (exercice précédent : 339 millions d'euros) ont été comptabilisés en produits d'intérêts. Aucun produit provenant de paiements de loyers variables n'a été comptabilisé au cours de l'exercice.

**Créances de contrats de crédit-bail incluses dans la gestion des risques au sein du système de gestion des risques à l'échelle du Groupe.**

Échéances résiduelles de la valeur actuelle nette des paiements minimaux au titre de la location I (En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Jusqu'à 1 an	1 999	2 117
Entre 1 et 5 ans	4 424	4 058
Plus de 5 ans	288	251
Total	6 711	6 427

**Provisions et avantages du personnel**

Une provision doit être indiquée si, à la date de clôture, à la suite d'un événement survenu dans le passé, une obligation juridique ou implicite en cours est survenue, qu'une sortie de ressources pour faire face à cette obligation est probable et qu'il est possible de faire une estimation fiable du montant de cette obligation. En conséquence, nous provisionnons les passifs d'un montant incertain envers les tiers et les pertes anticipées découlant des transactions en cours pour le montant des créances attendues. Le montant comptabilité à titre de provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à la satisfaction de l'obligation à la date de clôture. Les risques et incertitudes (y compris en ce qui concerne le niveau réel des coûts à la date de toute utilisation de la provision et les augmentations potentielles des coûts pour les provisions à long

terme) sont pris en compte dans l'estimation. Les provisions sont comptabilisées à leur valeur actuelle nette si elles sont à long terme.

Les dotations aux différents types de provisions sont effectuées via différents postes du compte de résultat. Les provisions pour les activités de prêt sont imputées aux charges pour les provisions pour pertes sur prêts et les provisions pour restructuration sont imputées aux charges de restructuration. Les autres provisions sont généralement imputées aux charges d'exploitation et libérées par le biais des autres produits nets.

Les sociétés du Groupe Commerzbank sont impliquées à la fois en Allemagne et dans d'autres pays dans des affaires judiciaires et d'arbitrage (procédures judiciaires) et dans des procédures extrajudiciaires et de surveillance (demandes de recours) en tant que défendeurs et demandeurs ou par d'autres moyens. De plus, les affaires juridiques dans lesquelles Commerzbank et ses filiales ne sont pas directement impliquées pourraient avoir un impact sur le Groupe en raison de leur importance fondamentale pour le secteur bancaire. Le Groupe comptabilise les provisions appropriées pour les procédures judiciaires et les demandes de recours, avec la charge indiquée en autre résultat net, si une perte est probable et peut être déterminée avec suffisamment de précision. Les provisions pour recours concernent, par exemple, les remboursements des frais de traitement des prêts à la consommation qui ont été jugés invalides et les éventuelles réclamations de la part des clients.

Dans le cas des dispositions relatives aux procédures judiciaires, la procédure diffère selon qu'une société du Groupe est le demandeur (procédure active) ou le défendeur (procédure passive). Dans les procédures en cours, des provisions sont comptabilisées pour les frais juridiques et judiciaires et les frais accessoires, qui peuvent varier en fonction des pratiques spécifiques de chaque pays. Dans les procédures passives, des provisions sont également comptabilisées si la sortie de ressources est probable. Toutefois, le montant final des passifs du Groupe peut différer des provisions comptabilisées, car l'évaluation de la probabilité de survenance de ces passifs incertains dans le cadre de telles procédures judiciaires et leur quantification requièrent un degré élevé de jugement. Ces estimations peuvent s'avérer inexactes à un stade ultérieur de la procédure. Les risques juridiques pour lesquels aucune provision n'a été comptabilisée sont comptabilisés en tant que passifs éventuels (voir note 59).

Des provisions pour restructuration sont comptabilisées si le Groupe Commerzbank dispose d'un plan de restructuration formel détaillé et a déjà commencé à mettre en œuvre ce plan ou a annoncé les principaux détails de la restructuration. Le plan détaillé doit contenir des informations sur les départements et les principaux sites concernés, le nombre approximatif de membres du personnel dont les emplois sont affectés par la restructuration, les coûts impliqués et la période pendant laquelle la restructuration sera effectuée. Le plan détaillé doit être communiqué de manière à ce que les personnes concernées puissent s'attendre à ce qu'il soit réalisé. Le poste des frais de restructuration dans le compte de résultat peut contenir d'autres frais de restructuration directs qui ne sont pas inclus dans la provision pour restructuration.

Les provisions pour pensions et engagements similaires sont comptabilisées pour les régimes de retraite professionnelle. Celles-ci comprennent des engagements de retraite dans le cadre de régimes à prestations définies et à cotisations définies. Il existe des régimes à prestations définies pour les obligations découlant des droits à des prestations de retraite et des prestations courantes sur la base d'un engagement direct de retraite de la part de Commerzbank, où le niveau du paiement de la pension est principalement prédéfini et dépend de facteurs tels que l'âge, le niveau des salaires et l'ancienneté. Des provisions sont établies pour ces régimes. Les cotisations versées pour les régimes à cotisations définies sont comptabilisées directement en frais de personnel.

## 57. – Provisions

(En millions d'euros.)	2025	2024	Variations en %
Provisions pour pensions et engagements similaires	555	617	-10,1
Autres provisions	3 252	3 131	3,9
Total	3 807	3 748	1,6

### **Provisions pour pensions et engagements similaires**

Les provisions pour pensions et engagements similaires comprenaient des provisions pour les droits à pension des salariés en activité et des anciens salariés, des provisions pour les droits à pension des retraités d'un montant de 47 millions d'euros (exercice précédent : 46 millions d'euros), des provisions pour les régimes de travail à temps partiel liés à l'âge de 0 million d'euros (exercice précédent : 1 million d'euros) et des provisions pour les départs à la retraite anticipée de 507 millions d'euros (exercice précédent : 570 millions d'euros).

Les intérêts et charges d'exploitation des retraites et autres avantages du personnel se composent des éléments suivants :

(En millions d'euros.)	2025	2024	Variations en %
Dépenses pour régimes à prestations définies	14	23	-37,9
Dépenses pour régimes à cotisations définies	65	66	-2,1
Autres prestations de retraite (retraite anticipée et régime à temps partiel pour le personnel plus âgé)	20	48	-57,6
Autres charges liées aux retraites	11	22	-50,6
Retraites et avantages du personnel similaires	110	159	-30,7

#### a) Régimes à prestations définies

Les engagements en matière de retraite, les engagements liés aux retraites (régimes de chômage partiel liés à l'âge, retraite anticipée), les engagements au titre des primes d'ancienneté et les charges de retraite des régimes à prestations définies sont calculés chaque année par des actuaires indépendants, selon la méthode des unités de crédit projetées. Les paramètres actuariels sous-jacents sont basés sur les normes du pays dans lequel le régime de retraite a été établi. Outre les hypothèses biométriques (les tables de mortalité Heubeck 2018 G en Allemagne et les tables biométriques spécifiques à chaque pays dans les autres pays), les actuaires s'appuient notamment sur un taux d'actualisation actuel basé sur le rendement des obligations d'entreprise à long terme de haute qualité, ainsi que sur les taux d'augmentation des retraites attendus à l'avenir.

Les ajustements attendus des retraites en Allemagne, qui sont généralement basés sur l'évolution des prix à la consommation allemands (inflation), s'élèvent à 2,3 % par an en 2025 (exercice précédent : 2,3 % par an).

Au cours de l'exercice précédent, les ajustements attendus au titre des retraites ont été revus à la baisse, ce qui a entraîné un effet positif ponctuel de 111 millions d'euros avant impôts, comptabilisé directement en capitaux propres au cours de l'exercice précédent.

L'évolution future des salaires n'a pas d'influence significative sur le montant de l'engagement en matière de retraite en raison de la structure des régimes de retraite respectifs en Allemagne et à l'étranger. En conséquence, conformément au principe de matérialité, le paramètre et ses sensibilités ne sont pas divulgués.

Le taux d'actualisation des engagements en matière de retraite nationaux est déterminé à l'aide d'un modèle spécifique à Commerzbank, dérivé d'une courbe de rendement composée d'obligations d'État notées AA et d'obligations de l'UE, ajustée en fonction de l'écart entre les obligations d'État notées AA et les obligations d'entreprises notées AA.

Les paramètres en dehors de l'Allemagne sont déterminés sur la base de moyennes pondérées tenant compte des régimes de retraite pertinents respectifs.

(En %.)	31/12/2025	31/12/2024
Paramètres des régimes de retraite en Allemagne		
Pour déterminer l'engagement en matière de retraite à la fin de l'exercice		
Taux d'actualisation	4,6	3,8
Ajustement attendu au titre des retraites	2,3	2,3
Pour déterminer les charges de retraite de l'exercice		
Taux d'actualisation	3,8	3,7
Ajustement attendu des retraites	2,3	2,5
Paramètres (pondérés) pour les régimes de retraite en dehors de l'Allemagne		
Pour déterminer l'engagement en matière de retraite à la fin de l'exercice		
Taux d'actualisation	5,2	5,0
Ajustement attendu au titre des retraites	2,8	2,8
Pour déterminer les charges de retraite au cours de l'exercice		
Taux d'actualisation	5,0	4,5
Ajustement attendu des retraites	2,8	2,8

Pour les salariés ayant droit à des prestations de retraite qui ont rejoint Commerzbank Aktiengesellschaft ou certaines autres sociétés consolidées avant le 31 décembre 2004, les droits à des prestations de retraite sont principalement basés sur les règlements du plan modulaire de Commerzbank pour les prestations de retraite d'entreprise, connu sous le nom de CBA. Le montant des prestations au titre du CBA se compose d'un module initial pour la période allant jusqu'au 31 décembre 2004, plus un module de prestations - éventuellement complété par un module dynamique - pour chaque année de cotisation à partir de 2005 ; les prestations sont structurées comme une pension à vie avec la possibilité de prendre une somme forfaitaire. L'utilisation de l'option forfaitaire est prise en compte dans l'évaluation actuarielle en conséquence.

Les membres du personnel qui rejoignent la Banque après le 1<sup>er</sup> janvier 2005 ont des droits à des prestations de retraite en vertu du plan de capital de Commerzbank pour les prestations de retraite de l'entreprise, connu sous le nom de CKA. Le CKA garantit une prestation minimale sur une base modulaire, mais offre également des opportunités supplémentaires pour des prestations de retraite plus élevées en investissant des actifs dans des fonds d'investissement.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, les régimes de retraite directe du personnel anciennement employé par la Dresdner Bank Aktiengesellschaft reposent également sur les modules de retraite d'entreprise (CBA).

En outre, certaines filiales et succursales étrangères, principalement au Royaume-Uni et aux États-Unis, ont également des régimes à prestations définies.

En décembre 2025, un contrat d'assurance a été conclu pour les engagements en matière de retraite de la succursale luxembourgeoise afin de transférer intégralement les droits découlant de ces engagements en matière de retraite à la compagnie d'assurance avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2026. Étant donné que l'obligation légale ne pèsera donc plus sur la filiale de la Commerzbank, cela constitue un règlement au sens d'IAS 19. Au cours de l'exercice, un « effet de règlement » résultant de 5 millions d'euros a été comptabilisé. Le paiement de la prime d'assurance devrait avoir lieu au cours du premier trimestre 2026.

Outre les régimes de retraite professionnelle, il existe au Royaume-Uni un régime de soins de santé financé en interne qui permet aux affiliés à la retraite de se faire rembourser leurs frais médicaux.

Les obligations qui en résultent sont comptabilisées conformément aux règles applicables aux régimes de retraite à prestations définies, telles que spécifiées par IAS 19.

Afin de faire face aux engagements directs en matière de retraite en Allemagne, les actifs de couverture ont été transférés à un fiduciaire juridiquement indépendant, Commerzbank Pension Trust e. V. (CPT), en vertu d'un accord de fiducie contractuel (CTA). Les actifs détenus par CPT et les actifs de couverture pour les engagements en matière de retraite dans nos unités étrangères sont considérés comme des actifs de régime au sens d'IAS 19.8. Les accords de fiducie signés par Commerzbank Aktiengesellschaft et d'autres sociétés du Groupe en Allemagne avec CPT fournissent également une assurance contre l'insolvabilité pour les engagements directs de retraite professionnelle financés par les actifs du régime. L'assurance insolvabilité couvre tous les avantages acquis des employés actifs et anciens et tous les avantages actuels versés aux retraités. Elle couvre la partie des prestations acquises ou en cours qui ne sont pas couvertes par le Pensions-Sicherungs-Verein (PSV), le fonds d'assurance pension allemand. Les accords de fiducie n'exigent pas que les sociétés fiduciaires versent des cotisations. Toutefois, les actifs du régime doivent couvrir les passifs qui ne sont pas couverts par le PSV à tout moment. Les entreprises qui sont parties aux accords ne peuvent demander des remises aux actifs du régime que pour les prestations de retraite qui ont été versées jusqu'à ce plafond.

Les directives d'investissement pour les actifs du régime en Allemagne sont établies conjointement par le conseil d'administration de Commerzbank Aktiengesellschaft et CPT. Il n'y a pas d'exigences légales pour les directives d'investissement. La gestion des investissements est effectuée par le Comité exécutif de retraite (EPC), qui suit une approche d'investissement axée sur le passif (LDI) dans le cadre de sa gestion actif-passif. Il fixe également le cadre de détermination des hypothèses actuarielles. L'objectif principal de la stratégie d'investissement est de répliquer les flux de trésorerie futurs pour les passifs de retraite en utilisant des dérivés pour les taux d'intérêt, l'inflation et les écarts de crédit, dans le but de réduire les risques directement attribuables à l'évolution future des passifs de retraite. Outre les risques de retraite habituels tels que l'inflation et les risques biométriques, Commerzbank ne présente aucun autre risque inhabituel.

Le portefeuille des actifs du régime est bien diversifié et comprend principalement des titres à revenu fixe, des actions et des placements alternatifs.

Les régimes de retraite en dehors de l'Allemagne ont leurs propres structures de fiducie indépendantes de CPT. Au total, ils représentent actuellement environ 4 % du passif total du Groupe au titre des retraites. L'EPC agit également en tant que comité directeur pour les actifs des régimes de retraite étrangers. Des réglementations nationales différentes s'appliquent également dans chacun des pays étrangers. Cependant, ces plans utilisent également généralement une approche LDI. Les principaux promoteurs de régimes hors d'Allemagne étaient les entités du Groupe à Londres (environ 39 %), New York et Amsterdam, qui représentaient au total environ 77 % des engagements de retraite hors Allemagne. La plupart des régimes de retraite étrangers sont des régimes à prestations définies par capitalisation. Dans certains cas, il existe également des engagements de retraite à petite échelle en dehors de l'Allemagne qui ne sont pas couverts par les actifs du régime.

Le passif net ou l'actif net résultant de la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies diminuée de la juste valeur des actifs du régime, sous réserve, le cas échéant, du plafond de l'actif, est comptabilisé au bilan.

Les charges de retraite des régimes à prestations définies, qui sont comptabilisées en frais de personnel et en produits d'intérêts nets, comprennent le coût des services et le coût ou le produit d'intérêts nets.

Le coût des services comprend le coût des services courants, qui représente les droits acquis par les affiliés au cours de l'exercice ainsi que le coût ou le revenu des services passés. À la suite du plan social-cadre conclu au cours de l'exercice 2025 dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie « Momentum », une réduction du plan a été mise en place en Allemagne, pour laquelle le coût des services passés correspondant a été comptabilisé. Les charges/produits d'intérêts nets sont calculés comme la différence de taux d'intérêt entre la valeur actualisée de l'engagement et la juste valeur des actifs du plan. Lors du calcul de l'engagement en matière de retraite en ce qui concerne le passif net et les actifs du régime au titre des régimes à prestations définies, le taux d'actualisation est appliqué.

La différence entre la réévaluation de l'engagement en matière de retraite à la date de clôture par rapport à la valeur projetée au début de l'exercice est le gain ou la perte actuariel. Les écarts actuariels sont, comme le rendement des actifs

du régime (à l'exception des montants contenus dans les charges/ produits d'intérêts nets), comptabilisés directement en bénéfices non distribués dans les capitaux propres et sont présentés dans l'état du résultat global.

Le passif net au titre des prestations définies a évolué comme suit :

(En millions d'euros.)	Engagement en matière de retraite		Évolution des actifs de couverture		Passif net	
	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Au 01/01/	6 576	6 786	-7 318	-7 387	-742	-601
Coût des services rendus	49	46	-	-	49	46
Coûts des services passés	-	-0	-	-	-	-0
Réductions/modifications (1)	-	-	-	-	-	-
Autres coûts ponctuels	-6	-	0	0	-5	0
Produits/Charges d'intérêts	246	247	-275	-270	-29	-23
Réévaluation	-567	-186	86	65	-482	-120
Gain ou perte sur les actifs du régime à l'exclusion des montants déjà comptabilisés en charges/produits d'intérêts nets	-	-	86	65	86	65
Ajustements liés à l'expérience	10	19	-	-	10	19
Ajustements des hypothèses financières	-571	-205	-	-	-571	-205
Ajustements des hypothèses démographiques	-7	0	-	-	-7	0
Paievements de retraite	-330	-320	310	297	-21	-23
Paievements de règlement	-	-6	-	-	-	-6
Changement au sein du groupe de sociétés consolidées	-0	-	0	-	0	-
Variations des taux de change	-12	9	13	-10	0	-1
Cotisations de l'employeur	-	-	-15	-14	-15	-14
Cotisations des membres du personnel	0	0	-0	-0	0	0
Regroupements d'entreprises et cessions	-	-	-	-	-	-
Reclassements/autres changements	5	-0	0	-	5	-0
Au 01/01/	5 960	6 576	-7 199	-7 318	-1 239	-742
Dont : provision pour retraite	-	-	-	-	47	46
Dont : comptabilisation des actifs à prestations définies	-	-	-	-	-1 286	-788

(1) Description du poste modifiée.

Pour l'exercice 2026, on prévoit des cotisations patronales de 10 millions d'euros au titre des actifs des régimes et des versements de retraite, ainsi que des versements de 330 millions d'euros au titre des régimes de retraite à prestations définies. Le plafond de l'actif n'a eu aucun effet au sein de Commerzbank, et le passif net peut donc être assimilé à l'état de capitalisation. La répartition géographique des engagements en matière de retraite était la suivante :

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Allemagne	5 750	6 356
Royaume-Uni	81	83
Amériques	56	68
Autres pays	73	70
Total	5 960	6 576

L'analyse de sensibilité présentée ici reflète les changements dans une hypothèse ; les autres hypothèses restent inchangées par rapport au calcul initial, c'est-à-dire que les effets de corrélation potentiels entre les hypothèses individuelles ne sont pas pris en compte.

Les effets des changements d'hypothèses sur la valeur actualisée des engagements de retraite ont été déterminés selon les mêmes méthodes, en particulier la méthode des unités de crédit projetées, que celles utilisées pour l'évaluation des engagements en matière de retraite à la clôture de l'exercice. Une modification des hypothèses correspondantes au 31 décembre 2025 aurait les effets suivants sur l'obligation :

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Volatilité des taux d'intérêt		
Taux d'actualisation + 50 pdb	-319	-386
Taux d'actualisation - 50 pdb	352	430
Sensibilité à l'ajustement des retraites (1)		
Ajustement des pensions + 50 pdb	247	283
Ajustement des pensions - 50 pdb	-228	-260
Sensibilité au changement du taux de mortalité (espérance de vie)		
Réduction de la mortalité de 10 % (2)	180	211

(1) Les ajustements prévus des retraites nationales reposent généralement sur les prévisions d'évolution des prix à la consommation allemands (inflation).

(2) La baisse de 10 % du taux de mortalité pour toutes les tranches d'âge se traduit par une augmentation moyenne de l'espérance de vie d'environ un an à l'âge de 65 ans.

La ventilation des actifs du régime est la suivante :

31/12/2025 (En %.)	Non OCDE		OCDE		Dont : Allemagne		Total		
	Marché actif	Marché inactif	Marché actif	Marché inactif	Marché actif	Marché inactif	Marché actif	Marché inactif	Total
Obligations	2,7	1,4	45,0	15,7	5,7	3,3	47,7	17,0	64,7
Catégorie investissement (investment grade)	2,3	1,1	43,7	13,0	5,7	3,3	46,0	14,2	60,2
Autres obligations	-	-	0,3	0,1	-	-	0,3	0,1	0,4
Titres d'État	2,1	1,0	3,7	2,4	1,4	0,8	5,9	3,4	9,2
Obligations d'État	0,2	0,1	10,3	1,6	2,1	0,3	10,4	1,7	12,1
Obligations d'entreprises	0,1	0,0	21,9	5,9	1,7	0,8	21,9	5,9	27,9
Obligations cautionnées	0,0	0,0	7,6	3,0	0,5	1,5	7,6	3,1	10,6
Catégorie spéculative (non-investment grade)	0,4	0,2	1,3	2,6	0,0	0,0	1,7	2,9	4,5
Autres obligations	-	-	0,3	1,5	-	-	0,3	1,5	1,8
Titres d'État	0,3	0,2	0,1	0,4	-	-	0,4	0,5	0,9
Obligations d'État	0,1	0,0	0,0	0,0	-	-	0,1	0,1	0,2
Obligations d'entreprises	0,1	0,0	0,8	0,6	0,0	0,0	0,9	0,7	1,5
Obligations cautionnées	-	-	0,0	0,1	-	-	0,0	0,1	0,1
Instruments dérivés	-	-	5,8	0,9	2,3	0,3	5,8	0,9	6,8
Dérivés sur l'inflation	-	-	0,7	0,3	0,2	0,1	0,7	0,3	1,1
Dérivés de crédit	-	-	0,3	0,1	-0,0	-0,0	0,3	0,1	0,4
Dérivés de taux d'intérêt	-	-	4,5	0,5	2,0	0,2	4,5	0,5	5,0
Autres produits dérivés	-	-	0,2	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,3
Actions	0,9	0,4	6,3	1,2	0,1	0,0	7,2	1,5	8,8
Catégorie investissement (investment grade)	0,1	0,1	4,2	0,8	0,0	0,0	4,4	0,8	5,2
Catégorie spéculative (non-investment grade)	0,8	0,3	2,1	0,4	0,1	0,0	2,8	0,7	3,6
Fonds	-	-	7,0	1,6	0,7	0,4	7,0	1,6	8,6
Fonds investi en actions	-	-	1,8	0,7	-	-	1,8	0,7	2,5
Fonds obligataires	-	-	5,0	1,0	0,7	0,4	5,0	1,0	6,0
Autres fonds de placement	-	-	0,2	0,0	-	-	0,2	0,0	0,2
Titres adossés à des actifs (ABS)	-	-	1,4	6,2	0,0	-	1,4	6,2	7,6
Catégorie investissement (investment grade)	-	-	1,4	6,1	0,0	-	1,4	6,1	7,5
Catégorie spéculative (non-investment grade)	-	-	0,0	0,1	-	-	0,0	0,1	0,1
Liquidités	-	-	1,7	-	0,0	-	1,7	-	1,7
Autres	-	-	-0,2	2,1	-	0,7	-0,2	2,1	1,8
<b>Total</b>	<b>3,6</b>	<b>1,7</b>	<b>66,9</b>	<b>27,7</b>	<b>8,7</b>	<b>4,7</b>	<b>70,6</b>	<b>29,4</b>	<b>100,0</b>

31/12/2024 (En %.)	Non OCDE		OCDE		Dont : Allemagne		Total		
	Marché actif	Marché inactif	Marché actif	Marché inactif	Marché actif	Marché inactif	Marché actif	Marché inactif	Total
Obligations	1,6	1,2	41,7	16,7	4,9	3,9	43,3	17,9	61,1
Catégorie investissement (investment grade)	1,2	1,0	40,2	13,3	4,8	3,8	41,3	14,3	55,7
Autres obligations	-	-	-0,0	-	-	-	-0,0	-	-0,0
Titres d'État	1,0	0,9	4,8	3,0	1,7	0,9	5,8	3,9	9,7
Obligations d'État	0,1	0,1	11,3	0,9	1,5	0,2	11,5	1,0	12,4
Obligations d'entreprises	0,1	0,0	18,4	5,6	1,2	0,8	18,5	5,6	24,1
Obligations garanties	-	-	5,7	3,8	0,3	1,9	5,7	3,8	9,5
Catégorie spéculative (non-investment grade)	0,4	0,3	1,5	3,3	0,1	0,0	1,9	3,6	5,5
Autres obligations	-	-	0,1	1,9	-	-	0,1	1,9	2,0
Obligations liées à un État	0,3	0,2	0,1	0,6	-	-	0,4	0,8	1,2
Obligations d'État	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	0,0	0,0	0,1
Obligations d'entreprises	0,0	0,0	1,3	0,7	0,1	0,0	1,3	0,8	2,1
Obligations garanties	-	-	-	0,1	-	-	-	0,1	0,1
Instruments dérivés	-	-	7,7	1,2	3,3	0,4	7,7	1,2	8,8
Dérivés de l'inflation	-	-	0,9	0,4	0,2	0,1	0,9	0,4	1,3
Dérivés de crédit	-	-	0,1	0,0	-0,0	-0,0	0,1	0,0	0,2
Dérivés de taux d'intérêt	-	-	7,1	0,8	3,3	0,4	7,1	0,8	7,9
Autres produits dérivés	-	-	-0,4	-0,1	-0,2	-0,0	-0,4	-0,1	-0,5
Actions	1,0	0,4	6,2	1,1	0,1	0,0	7,2	1,5	8,8
Catégorie investissement (investment grade)	0,2	0,1	4,1	0,7	0,1	0,0	4,3	0,8	5,2
Catégorie spéculative (non-investment grade)	0,8	0,3	2,1	0,4	0,1	0,0	2,9	0,7	3,6
Fonds	-	-	7,2	1,5	0,7	0,2	7,2	1,5	8,8
Fonds investi en actions	-	-	1,6	0,7	-	-	1,6	0,7	2,3
Fonds d'obligations	-	-	5,5	0,8	0,7	0,2	5,5	0,8	6,3
Autres fonds de placement	-	-	0,1	0,0	-	-	0,1	0,0	0,1
Titres adossés à des actifs (ABS)	-	-	1,3	6,0	0,0	-	1,3	6,0	7,3
Catégorie investissement (investment grade)	-	-	1,3	6,0	0,0	-	1,3	6,0	7,3
Catégorie spéculative (non-investment grade)	-	-	0,0	-	0,0	-	0,0	-	0,0
Liquidités	-	-	3,3	-	0,3	-	3,3	-	3,3
Autres	-	-	-0,2	2,1	-	0,8	-0,2	2,1	1,9
<b>Total</b>	<b>2,6</b>	<b>1,6</b>	<b>67,3</b>	<b>28,5</b>	<b>9,3</b>	<b>5,2</b>	<b>69,9</b>	<b>30,1</b>	<b>100,0</b>

Au 31 décembre 2025, les actifs du régime ne comprennent pas de montant significatif de titres émis par le Groupe Commerzbank, ni d'autres créances ni de biens immobiliers utilisés par le Groupe Commerzbank. La majorité des obligations et des fonds de pension sont constitués de titres notés investment grade.

La durée moyenne pondérée des engagements en matière de retraite était de 12,1 ans (exercice précédent : 13,2 ans). Les échéances anticipées des engagements en matière de retraite non actualisés sont les suivantes :

(En millions d'euros.)	2026	2027	2028	2029	2030	2031-2035
Paielements de retraite attendus	344	350	356	363	369	1 860

## b) Régimes à cotisations définies

Tout comme d'autres établissements financiers en Allemagne, Commerzbank est membre de la BW Versicherungsverein des Bankgewerbes a.G. (BVV), la caisse de retraite professionnelle qui fournit des prestations de retraite aux employés éligibles en Allemagne. Les cotisations au BW sont versées régulièrement tant par l'employeur que par le salarié. Les cotisations versées par Commerzbank sont comptabilisées en frais de personnel. Les barèmes de la BW prévoient des prestations de retraite fixes assorties d'une participation aux bénéfices. Toutefois, celles-ci sont comptabilisées comme des régimes à cotisations définies, car nous ne disposons pas d'informations suffisantes sur notre part de l'obligation globale au titre des prestations définies de chaque régime de la BW et sur la part des actifs du régime qui nous est attribuable. Dans le régime de la BVV, l'employeur assume la responsabilité subsidiaire du régime de retraite de l'entreprise envers ses propres employés.

Une augmentation des prestations de retraite peut également résulter d'une obligation supplémentaire d'accorder des ajustements visant à compenser l'inflation en faveur des bénéficiaires. En outre, la BW est en droit d'exiger des cotisations supplémentaires de la part des sociétés affiliées si la situation économique de la BW le rend nécessaire.

Aucune provision n'a été nécessaire pour les prestations fournies par l'intermédiaire de la BW, ni au cours de l'exercice 2025 ni au cours des exercices précédents, car une créance découlant de cette responsabilité légale est jugée improbable.

En outre, certaines filiales et succursales étrangères, principalement au Royaume-Uni et aux États-Unis, ont également des régimes à cotisations définies. Les charges liées aux régimes à cotisations définies comprenaient 54 millions d'euros (exercice précédent : 56 millions d'euros) de versements à la BW. Les cotisations en 2026 devraient être du même ordre.

## Autres provisions

### a) Provisions pour expositions de crédit hors bilan et garanties financières

Pour plus d'informations sur les principes que nous appliquons lors de la constitution de provisions pour les expositions de crédit hors bilan et les garanties financières, veuillez consulter les explications figurant dans les notes 32 à 35 sur les risques de crédit.

### b) Autres provisions

Les autres provisions ont évolué comme suit au cours de l'exercice :

(En millions d'euros.)	Au 01/01/2025	Affectations	Utilisation	Reprises	Désactualisation	Reclassements / changements au sein du groupe de sociétés consolidées / autres	Au 31/12/2025
Provisions pour le personnel	848	692	518	54	0	-4	964
Mesures de restructuration	351	522	51	4	6	-64	759
Procédures judiciaires et demandes de recours	934	312	732	41	-1	72	545
Autres pays	426	183	151	64	2	27	423
Total	2 559	1 709	1 452	163	8	32	2 692

(En millions d'euros.)	Au 01/01/2024	Affectations	Utilisation	Reprises	Désactualisation	Reclassements / changement au sein du groupe de sociétés consolidées / autre	Au 31/12/2024
Provisions pour le personnel	743	625	469	63	-0	12	848
Mesures de restructuration	548	9	141	21	3	-48	351
Procédures judiciaires et demandes de recours	634	613	243	67	0	-3	934
Autres pays	448	161	156	37	3	7	426
Total	2 373	1 409	1 008	187	5	-32	2 559

Les provisions pour personnel sont principalement à court terme, mais comprennent également des provisions pour primes de long service, qui sont par nature à long terme et sont utilisées successivement dans les exercices suivants. Elles contiennent également des provisions pour la composante de trésorerie à long terme du régime d'intéressement de la Commerzbank (CIP) qui sont utilisées après l'expiration de la période de report de trois ans. Les provisions énumérées sous Autres ont pour la plupart une durée résiduelle inférieure à un an.



Les provisions pour restructuration concernent principalement les provisions pour le personnel.

Les dotations comptabilisées au cours de l'exercice concernaient la « stratégie Momentum », et plus particulièrement des mesures de réductions des effectifs socialement responsables en Allemagne.

### Litiges

En cas de procédure judiciaire ou d'éventuelles demandes de recours de tiers pour lesquelles des provisions doivent être comptabilisées et qui sont contenues dans les « Autres provisions », ni la durée de la procédure ni le niveau d'utilisation de la provision ne peuvent être prédits avec certitude à la date à laquelle la provision est comptabilisée.

Ces provisions couvrent les coûts que nous estimons devoir supporter à la date de clôture.

- Commerzbank et ses filiales opèrent dans un grand nombre de juridictions soumises à des exigences légales et réglementaires différentes. Dans des cas isolés par le passé, des infractions aux dispositions légales et réglementaires ont été révélées et ont fait l'objet de poursuites de la part d'agences et d'institutions gouvernementales. Certaines sociétés du Groupe Commerzbank sont actuellement encore impliquées dans un certain nombre de ces affaires.
- Commerzbank et ses filiales sont particulièrement actives dans le domaine du conseil en investissement au sein du segment Clients particuliers et petites entreprises. Les exigences légales pour les services de conseil axés sur les investisseurs et les investissements ont été rendues plus rigoureuses, en particulier ces dernières années. Commerzbank et ses filiales ont été et sont donc impliquées dans une série de litiges - y compris judiciaires - dans lesquels les investisseurs affirment que les conseils en investissement sont prétendument inadéquats et exigent une compensation ou l'annulation des transactions d'investissement lorsque les informations concernant les commissions faisaient défaut (par exemple pour les fonds à capital fixe).
- Une filiale de Commerzbank a été impliquée dans une banque sud-américaine qui a depuis été liquidée. Plusieurs investisseurs et créanciers de cette banque ont intenté des actions contre la filiale dans le cadre de diverses procédures en Uruguay et en Argentine, invoquant sa responsabilité en tant qu'actionnaire ainsi que des manquements présumés aux obligations par des personnes désignées par la filiale au conseil de surveillance. Les montants des provisions ne sont pas divulgués individuellement afin de ne pas compromettre l'issue des procédures.
- mBank fait l'objet de poursuites judiciaires intentées par de nombreux emprunteurs ayant contracté des prêts indexés sur des devises étrangères, qui font valoir que les clauses d'indexation sont invalides. Outre les nombreuses procédures individuelles, un recours collectif est en instance. Dans le cadre d'un programme de règlement, mBank propose à ses clients la possibilité de convertir leurs prêts indexés en prêts en zlotys polonais à taux d'intérêt fixe ou variable et de bénéficier d'une remise sur certaines parties du montant restant dû, négociées individuellement. Le Groupe a comptabilisé une provision de 823 millions d'euros pour couvrir les risques liés à cette affaire, y compris les éventuels montants à verser au titre des règlements et le recours collectif (exercice précédent : 1,6 milliard d'euros) qui concerne presque exclusivement des prêts indexés sur le franc suisse. Les risques liés aux prêts qui ont déjà été intégralement remboursés sont couverts par des provisions. Dans le cas des prêts qui n'ont pas encore été intégralement remboursés, les risques juridiques sont pris en compte dans les valeurs comptables brutes des créances directement lors de l'estimation des flux de trésorerie. mBank suit de près l'évolution de la jurisprudence, en particulier celle de la Cour suprême polonaise et de la CJCE, évalue en permanence les répercussions possibles sur la provision et ajuste, si nécessaire, les paramètres du modèle, tels que le nombre prévu d'emprunteurs susceptibles d'intenter encore des actions en justice, la nature des décisions judiciaires attendues, le montant de la perte subie par la Banque en cas de décision défavorable et le taux d'acceptation des règlements à l'amiable. La méthodologie utilisée pour calculer la provision repose sur des paramètres divers, discrétionnaires et, dans certains cas, associés à une incertitude considérable. Les fluctuations des paramètres ainsi que leurs interdépendances et les décisions des tribunaux polonais et de la CJUE peuvent signifier que le montant de la disposition doit être ajusté de manière significative à l'avenir.
- Sur la base de la circulaire sur les opérations cum-cum publiée par le ministère fédéral des Finances (BMF) en 2017, les contrôleurs fiscaux ont commenté le traitement de ces opérations sous forme de notes d'audit. Le bureau des impôts a réduit le crédit d'impôt sur les plus-values en conséquence. En réponse, Commerzbank a procédé à des ajustements de valeur des crédits d'impôt figurant au bilan et a mis en place des provisions supplémentaires pour d'éventuelles demandes de remboursement afin de refléter pleinement et de manière appropriée l'évolution de la situation de risque. Le BMF a publié une version révisée de sa circulaire sur les opérations cum-cum le 9 juillet 2021. Compte tenu de l'impact potentiel de la circulaire du BMF, la provision a été ajustée au deuxième trimestre 2021. Sur la base des connaissances actuelles, les risques fiscaux découlant de cette question ont ainsi été adéquatement couverts. La possibilité de charges supplémentaires au-delà des provisions comptabilisées par la Banque ne peut être totalement exclue.
- En ce qui concerne les opérations de prêt de titres, Commerzbank est exposée à des demandes d'indemnisation (y compris en justice) par des tiers pour avoir crédité des droits qui ont été refusés. Dans le cadre de ces opérations de prêt de titres, les parties contractantes étaient tenues de rembourser à Commerzbank les dividendes et la retenue à la source. Toutefois, les services fiscaux des différentes parties contractantes ont partiellement refusé ou ultérieurement refusé le crédit ultérieur au titre de l'impôt sur les sociétés. Nous n'avons pas indiqué les montants de la provision pour éviter d'influencer l'issue de la procédure.

- En juin 2023, la Banque a été poursuivie devant un tribunal russe par le bénéficiaire d'une garantie que la Banque avait émise au nom d'un client en Allemagne. En 2021, la Banque avait émis une garantie de bonne exécution en faveur d'une société russe afin de garantir les obligations du client dans le cadre d'un contrat de construction. En raison du régime de sanctions en vigueur, le client n'a pas été en mesure de remplir ses obligations contractuelles. La société russe a alors exigé le paiement de la Banque au titre de la garantie. Le régime de sanctions en vigueur empêche la Banque d'exécuter ses obligations au titre de la garantie. En juin 2024, le tribunal russe a condamné conjointement et solidairement la Banque et deux de ses filiales russes au paiement du montant garanti majoré des intérêts. En janvier 2025, la Banque et ses filiales ont perdu leur appel. En juin 2025, le demandeur a fait exécuter l'arrêt rendu en appel contre l'une des filiales codéfenderesses. Cette filiale demande à la Banque une indemnisation pour le préjudice subi.

#### Engagements de paiement irrévocables

Commerzbank a fait usage de la possibilité de contracter des engagements de paiement irrévocables (IPC) pour une partie de ses contributions obligatoires au titre de la taxe bancaire de l'UE et du système d'indemnisation des banques privées allemandes et de déposer des liquidités et des titres en garantie pour en garantir de ces IPC. Les IPC et la garanties en trésorerie au titre de la taxe bancaire de l'UE sont restés inchangés au cours de l'exercice 2025. Les IPC au titre du système d'indemnisation des banques privées allemandes ont augmenté de 10 millions d'euros au cours de l'exercice 2025 (exercice précédent : 35 millions d'euros). Au 31 décembre 2025, Commerzbank avait constitué des IPC d'un montant de 181 millions d'euros (exercice précédent : 181 millions d'euros) au titre de la taxe bancaire de l'UE et 151 millions d'euros (exercice précédent : 141 millions d'euros) au titre du système d'indemnisation des banques privées allemandes.

À la suite d'un arrêt rendu en dernière instance le 13 novembre 2025 par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) à l'encontre d'une autre banque, selon lequel la libération des garanties en cas de restitution de l'agrément bancaire ou dans le cadre d'une mesure de résolution ne peut avoir lieu qu'après paiement préalable des contributions, Commerzbank a réexaminé au cours de l'exercice 2025 le traitement comptable des garanties qu'elle avait fournies et des IPC qu'elle avait constitués.

À la suite de l'arrêt de la CJCE, les IPC ont été classés en provisions au 31 décembre 2025, en raison de l'obligation fondamentale de verser des cotisations. L'évaluation d'une obligation de paiement future potentielle a abouti à un montant non significatif à la date de clôture. Cette conclusion repose sur l'hypothèse selon laquelle il est extrêmement improbable que l'agrément de Commerzbank soit retiré et qu'aucun événement de résolution ou d'indemnisation significatif devant être couvert par les régimes de protection concernés n'est actuellement attendu ou probable.

Les garanties en espèces pour la taxe bancaire de l'UE continuent d'être comptabilisées dans la rubrique Autres actifs (voir Note 53). Commerzbank continue de considérer que l'évaluation des garanties en trésorerie à leur valeur nominale est appropriée, car elles portent intérêts.

### 58. – Régimes de rémunération fondés sur des actions

#### **Plans de rémunération fondés sur des actions importants**

##### **a) Régime d'intéressement de Commerzbank (CIP)**

Le régime d'intéressement de Commerzbank (CIP) définit les règles détaillées relatives à la rémunération variable et s'applique à l'ensemble du Groupe Commerzbank. Le CIP est en partie un plan de rémunération fondée sur des actions qui est réglé en trésorerie. Dans certains endroits, des règles de RIC différentes ou supplémentaires s'appliquent, reflétant les exigences légales ou du droit du travail local.

Le CIP régit notamment les conditions de versement de la rémunération variable des « preneurs de risque ». La rémunération variable de ce groupe de personnes se compose d'un régime d'intéressement à court terme (STI) et, dans le cas des preneurs de risque dont la rémunération variable dépasse le plafond fixé, d'un régime d'intéressement à long terme (LTI). Lorsqu'une rémunération variable est accordée, les preneurs de risque perçoivent une partie de leur rémunération variable individuelle sous forme de versement en espèces et, si le seuil d'exonération des preneurs de risque est dépassé, sous forme de composante en actions. La composante en actions est liée à la performance de l'action Commerzbank.

Un preneur de risque est un employé dont le rôle a un impact important sur le profil de risque global de Commerzbank. Les critères sur la base desquels les preneurs de risques sont identifiés sont divisés en catégories de responsabilité de gestion, de responsabilité en matière de risque et de niveau de rémunération. En fonction du niveau hiérarchique de l'employé et de la pertinence du risque de son rôle, la Banque désigne le type de preneur de risque de l'employé : « preneur de risque I » ou « preneur de risque II ». Le statut de preneur de risque I s'applique aux employés dont le rôle comporte un risque plus élevé. La limite de prise de risque est le montant à concurrence duquel le paiement de la totalité de la rémunération variable d'un exercice prend la forme d'un paiement en espèces des ICT.

Pour les preneurs de risques dont la rémunération variable ne dépasse pas la limite des prises de risques, et pour les employés sans statut de preneurs de risques (non preneurs de risques), la rémunération variable est entièrement versée sous la forme d'un ICT en espèces. Ce n'est qu'en cas de dépassement de la limite de prise de risque que la rémunération variable est divisée en composantes ICT et ILT soumises aux règles du RIC applicables à ces composantes.

Les règles suivantes s'appliquent une fois que la limite de prise de risque a été dépassée :

- Pour la catégorie de preneurs de risques I, la composante ICT est de 40 % et la composante ILT est de 60 % de la rémunération variable potentielle. 50 % du STI et du LTI sont versés sous forme d'actions.
- Pour la catégorie « preneurs de risque II », la composante STI représente généralement 60 % et la composante LTI 40 % de la rémunération variable potentielle. Une fois qu'un seuil défini en interne pour la rémunération variable a été atteint, la division en ICT et ILT est conforme au système pour la catégorie des preneurs de risques I. La moitié des ICT et des ILT est une rémunération fondée sur des actions.

La rémunération variable d'une personne est déterminée sur la base des résultats de son entretien annuel d'évaluation des objectifs (évaluation des performances I), qui se tient au cours des trois premiers mois de l'exercice suivant. Le nombre d'actions Commerzbank attribuées est fixé en même temps que la rémunération variable pour les composantes STI et LTI. Si les preneurs de risque perçoivent des composantes de rémunération en actions, le nombre d'actions Commerzbank est calculé en divisant 50 % des montants en euros des composantes STI et LTI par le prix de souscription. S'il y a des fractions, le nombre d'actions est arrondi à la hausse.

Le prix de souscription correspond à la moyenne arithmétique simple des cours de clôture Xetra de l'action Commerzbank sur tous les jours de bourse de la période de référence (janvier de l'année suivant l'exercice).

En vertu des règles des composantes de la rémunération en actions, Commerzbank a le droit d'effectuer un paiement en espèces plutôt qu'en actions. Il est fait usage de cette option en règle générale. Dans l'ICT, les actions, ou le règlement en espèces facultatif, font l'objet d'un blocage de douze mois (« période de rétention »). Cela signifie que la composante action de l'ICT de l'exercice (n) sera généralement versée en avril de l'exercice suivant (n+2).

Dans le cadre du LTI, le droit à la rémunération variable naît généralement à l'issue d'une période de report de cinq ans pour les « preneurs de risque I » et de quatre ans pour les « preneurs de risque II », à condition qu'aucun autre motif relevant de l'évaluation de performance II ne vienne empêcher l'attribution.

Pour l'exercice 2025, Commerzbank a appliqué le principe dit d'acquisition au prorata (acquisition annuelle) pour les preneurs de risque I, tandis que les preneurs de risque II n'acquièrent le droit intégral au LTI qu'à la fin de la période de report (Cliff Vesting). À compter de l'exercice 2026, Commerzbank appliquera le principe dit d'acquisition au prorata (acquisition annuelle) à la fois pour les preneurs de risque I et les preneurs de risque II, selon lequel le droit à la rémunération variable différée naît au prorata pendant la période de rétention de quatre et cinq ans respectivement.

L'évaluation de performance II, qui a lieu après la fin de la période de report, comprend un examen de l'évaluation de performance I et de la conduite de l'employé pendant la période de report. Dans le cadre du LTI, si un droit est acquis, les actions ou le règlement en espèces facultatif sont également soumis à une période de rétention, comme dans la composante STI. Le versement des tranches de la rémunération variable différée au titre de l'acquisition au prorata pour les preneurs de risque I est effectué chaque année en novembre, après la réalisation de l'évaluation de performance II pour le LTI Cash, à partir de la deuxième année (n+2) et jusqu'à la sixième année (n+6). À partir de la troisième année (n+3) et jusqu'à la septième année (n+7), le paiement du LTI Equity sera effectué chaque année en octobre, après l'expiration de la période de rétention de douze mois et le versement de la composante en espèces de l'année précédente.

Le paiement de l'intégralité de la rémunération variable différée pour les preneurs de risque II, y compris pour l'exercice 2025, a été effectué à l'issue de l'évaluation de performance II sur la base de l'approche du cliff vesting, le LTI Cash étant versé en novembre de la cinquième année (n+5) et le LTI Equity en octobre de la sixième année (n+6).

En cas de règlement en espèces de la composante actions, le montant en espèces est calculé sur la base de la moyenne arithmétique simple des cours de clôture Xetra de l'action Commerzbank tous les jours de bourse au cours de la période de référence. La période de référence pour le droit à la rémunération variable correspond au dernier mois civil complet précédant la fin de la période de rétention des composantes de rémunération en actions correspondantes.

Si Commerzbank a versé des dividendes ou procédé à des opérations sur le capital pendant la durée du CIP, la période de report ne donne pas droit à une compensation pour les dividendes versés ou les droits de souscription accordés aux actionnaires, contrairement à la période de rétention.

Les différentes composantes de la rémunération sont estimées au cours de l'exercice sous-jacent sur la base des prévisions budgétaires, et les provisions sont comptabilisées proportionnellement sur la durée de vie des régimes. En outre, des révisions régulières, des réévaluations basées sur l'évolution du cours de l'action et/ou des ajustements des montants sont effectuées tout au long de la durée de vie du RIC.

## **b) Plans de paiement fondés sur des actions de mBank S.A.**

En 2012, un programme fondé sur des actions a été lancé, auquel les membres du conseil d'administration pouvaient participer jusqu'en 2017. Jusqu'en 2013, ce programme comprenait à la fois une composante à court terme (paiement en espèces) et une composante à long terme qui permettait aux participants de souscrire régulièrement des actions mBank sur une période de trois ans. Le programme a été modifié en 2014 et comprend désormais des paiements en espèces et la souscription d'actions mBank dans les deux composantes sur trois ans. Une quantité donnée de ces actions a été émise chaque année et mise à la disposition des personnes habilitées à acheter à un prix prédéterminé. En outre, un nombre significatif de preneurs de risques ont été ajoutés à ce programme en 2015. Dans tous ces programmes, la participation est liée à un rendement minimum des fonds propres par le sous-groupe mBank. La composante à long terme du programme à partir de 2012 (modifiée en 2014) est également liée à l'évaluation des performances des participants.

En 2018, le programme a été adapté techniquement et la composante à long terme pour les membres du conseil d'administration a été portée de trois à cinq ans (au prorata). En 2021, la composante à long terme pour les preneurs de risque au niveau inférieur au Conseil d'administration a été prolongée de trois à cinq ans (au prorata) pour les postes dits de haute direction, et de trois à quatre ans (au prorata) pour tous les autres preneurs de risques au niveau inférieur au Conseil d'administration.

Ces deux régimes, qui donnent droit à leurs bénéficiaires de souscrire des actions mBank (d'une part pour les membres du Conseil d'administration à partir de 2012, modifiés en 2014 et avec un ajustement technique en 2018, et d'autre part pour les preneurs de risque en dessous du Conseil d'administration avec un ajustement technique en 2021), sont classés comme des paiements fondés sur des actions réglés sous forme d'instruments de capitaux propres.

### c) Rémunération du Conseil d'administration

Veuillez consulter le rapport de rémunération séparé dans le rapport de gestion combiné pour un compte rendu détaillé de la rémunération des membres du conseil d'administration.

### **Comptabilité et évaluation des plans de paiement et de primes fondés sur des actions**

Les plans de rémunération du personnel sont comptabilisés selon les règles d'IFRS 2 - Paiement fondé sur des actions et d'IAS 19 - Avantages du personnel. Une distinction est faite entre les rémunérations fondées sur des actions réglées sous forme d'instruments de capitaux propres et celles réglées en numéraire. Pour les deux types de rémunération, cependant, l'octroi d'une rémunération basée sur des actions doit être comptabilisé à la juste valeur dans les états financiers du Groupe. La juste valeur est recalculée à chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement incluse. Les variations de la juste valeur de l'obligation doivent être comptabilisées en résultat. À la date du règlement, la provision doit donc correspondre autant que possible au montant payable aux employés admissibles. Les provisions fluctuent à chaque date de clôture ultérieure parallèlement à la performance du cours de l'action Commerzbank Aktiengesellschaft. Cela affecte la part de la rémunération variable fondée sur des actions qui a été déterminée en utilisant un prix moyen pour l'action Commerzbank. Le prix lui-même est déterminé comme le cours de clôture moyen de Xetra des mois de janvier et février plus décembre de l'année précédente.

### **Comptabilité**

- Transactions de rémunération fondée sur les actions et qui est réglée en instruments de capitaux propres : La juste valeur des paiements de rémunération fondés sur des actions réglés sous forme d'instruments de capitaux propres est comptabilisée en frais de personnel et reflétée dans les capitaux propres en bénéfices non distribués. La juste valeur est déterminée à la date d'octroi des droits. Si des droits ne peuvent pas être exercés parce que les conditions d'exercice ne sont pas remplies en raison des conditions du marché, aucune modification n'est apportée aux montants déjà comptabilisés en capitaux propres. Toutefois, si des droits ne peuvent pas être exercés parce que d'autres conditions d'exercice ne sont pas remplies (conditions de service et non marchandes), les montants déjà comptabilisés en capitaux propres sont ajustés par le biais du compte de résultat.
- Opérations de rémunération fondées sur des actions et réglées en trésorerie : La part de la juste valeur des rémunérations fondées sur des actions réglées en numéraire qui se rapporte aux services réalisés jusqu'à la date d'évaluation est comptabilisée en frais de personnel tout en étant comptabilisée en provision.

### **Évaluation**

La provision pour le régime d'intéressement de Commerzbank est déterminée en multipliant le nombre d'actions acquises par les participants par le cours de clôture de l'action Commerzbank au 31 décembre de l'année de référence. La charge des dotations aux provisions peut également être constatée sur la période d'acquisition de quatre ou six ans, selon le plan de rémunération.

Les droits exercés au cours de l'année 2025 ont été réglés à un taux moyen pondéré de 23,08 €. Les droits restants ont été évalués à 36,10 € à la fin de l'exercice. La moyenne pondérée de la durée restante du contrat des options d'achat d'actions en circulation est de 2,7 ans.

En raison des services déjà rendus par les salariés (y compris le Conseil d'administration), des charges liées à la rémunération non fondée sur des actions de 337 millions d'euros ont été enregistrées au cours de l'exercice 2025 (exercice précédent : 359 millions d'euros), ainsi que des charges liées aux paiements fondés sur des actions. Les dépenses pour les paiements fondés sur des actions se répartissent comme suit :

(En millions d'euros.)	2025	2024
Plans réglés en espèces (régime d'intéressement de Commerzbank)	152	59
Plans réglés en capitaux propres	4	3
Total	155	62

Les provisions pour plans de paiement fondés sur des actions et les réserves en capitaux propres pour paiement fondé sur des actions réglées avec des instruments de capitaux propres étaient les suivantes :

(En millions d'euros.)	2025	2024
Provisions pour le régime d'intéressement de Commerzbank	251	138
Réserves de capitaux propres	2	2

### Régime d'intéressement de Commerzbank

Le nombre de parts a évolué comme suit au cours de l'exercice 2025 :

Nombre d'attributions	Régime d'intéressement de Commerzbank
Solde au 01/01/2024	4 530 024
Attribuées au cours de l'exercice	3 506 976
Auxquelles il est renoncé au cours de l'exercice	-
Exercées au cours de l'exercice	1 940 622
Expirées au cours de l'exercice	-
Solde au 01/01/2024	6 096 378
Solde au 01/01/2025	6 096 378
Accordé en cours d'exercice (1)	1 734 388
Perdu en cours d'exercice	-
Exercées au cours de l'exercice	1 882 398
Expiré en cours d'exercice	-
Solde au 31/12/2025	5 948 368

(1) Le taux d'affectation de l'exercice est de 17,30 €.

### 59. – Passifs éventuels

Commerzbank Aktiengesellschaft est exposée à des passifs éventuels découlant des circonstances suivantes :

- Facilités de crédit
- Garanties et accords d'indemnisation
- Engagements de prêt irrévocables
- Risques juridiques et fiscaux
- Engagements de paiement irrévocables

#### Facilités de crédit

Le Groupe Commerzbank accorde des facilités de crédit à ses clients, leur permettant d'accéder rapidement à des fonds pour répondre à leurs besoins de financement à court terme et à long terme. Les facilités de crédit peuvent être prendre différentes formes, comme le montrent les exemples suivants :

- garanties, dans lesquelles le Groupe garantit le remboursement d'un prêt contracté par un client auprès d'un tiers ;
- lettres de crédit stand-by, qui renforcent la solvabilité d'un client et lui permettent d'obtenir un financement commercial à moindre coût ;
- crédits documentaires pour les paiements de financement commercial, qui sont effectués pour le compte d'un client et pour lesquels le Groupe est remboursé à une date ultérieure ;
- facilités de soutien pour des titres de créance à court terme et des titres de créance émis sur une base renouvelable, qui permettent aux clients d'émettre des titres du marché monétaire ou des titres de créance à moyen terme en cas de besoin sans devoir passer par la procédure d'émission habituelle à chaque fois.

#### Garanties et accords d'indemnisation

Les situations où la société déclarante agit en tant que garante du créancier d'un tiers pour l'exécution d'une responsabilité de ce tiers doivent être présentées comme des garanties. Les accords d'indemnisation comprennent les obligations contractuelles qui impliquent d'assumer la responsabilité d'un résultat ou d'une performance particulière. Il s'agit généralement de garanties émises à la demande d'un client, qui nous confèrent un droit de recours à l'encontre de ce dernier en cas de mise en jeu de la garantie.

Les provisions pour risques liés aux passifs éventuels découlant de garanties et d'accords d'indemnisation sont incluses dans les provisions pour crédit hors bilan. Les produits des garanties sont comptabilisés en commissions nettes perçues ; le niveau de ces produits est déterminé par l'application de taux convenus au montant nominal des garanties.

Les chiffres figurant dans le tableau ci-dessous ne tiennent compte d'aucune garantie et ne devraient être amortis que si tous les clients utilisaient complètement leurs facilités de crédit, puis étaient en défaut (et qu'il n'y avait pas de garantie). Dans la pratique, la majorité de ces facilités expirent sans jamais être utilisées. Par conséquent, ces montants ne sont pas représentatifs en termes d'évaluation du risque, de l'exposition future réelle aux prêts ou des besoins de liquidité qui en résultent. Le rapport de gestion combiné contient des informations supplémentaires sur le risque de crédit et le risque de liquidité et sur la manière dont ils sont surveillés et gérés.

Les provisions pour pertes sur prêts liées aux engagements hors bilan ont été déduites des postes correspondant dans ce tableau.

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024 (1)	Variations en %
Garanties et accords d'indemnisation	58 224	54 037	7,7
Banques	8 286	7 432	11,5
Clients entreprises	46 236	42 485	8,8
Clients particuliers	136	155	-12,4
Autres entreprises financières	3 558	3 638	-2,2
Administrations publiques	8	327	-97,4

(1) Chiffres ajustés.

### Engagements de prêt irrévocables

Toutes les obligations qui pourraient encourir un risque de crédit doivent être présentées ici comme des engagements de prêt irrévocables. Il s'agit notamment des obligations d'accorder des prêts (par exemple, des lignes de crédit qui ont été accordées à des clients), d'acheter des titres ou de fournir des garanties ou des acceptations. En revanche, les engagements de prêt affectés au portefeuille de négociation sont comptabilisés en Actifs financiers - Détenus à des fins de transaction ou Passifs financiers - Détenus à des fins de transaction.

Les provisions pour risques liés aux engagements de crédit irrévocables sont également incluses dans les provisions pour crédit hors bilan.

Les garanties existantes peuvent servir à couvrir le passif total des clients sous forme de prêts et de garanties. En outre, des tiers peuvent avoir des sous-parties dans des engagements et des acceptations de prêt irrévocables.

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024	Variations en %
Engagements de prêt irrévocables	87 416	82 370	6,1
Banques	1 591	1 754	-9,3
Clients entreprises	72 160	66 677	8,2
Clients particuliers	5 373	5 945	-9,6
Autres entreprises financières	7 175	7 096	1,1
Administrations publiques	1 118	897	24,6

### Risques juridiques et fiscaux

Le Groupe Commerzbank pourrait subir des pertes liées à des risques juridiques et fiscaux, dont la survenance n'est pas jugée probable ; par conséquent aucune provision n'a été constituée. Cependant, comme il y a une certaine probabilité qu'ils se produisent, ils sont présentés sous les passifs éventuels. Il est impossible d'estimer de manière fiable la date à laquelle un tel risque peut se matérialiser ou d'éventuels remboursements. Nous prenons en compte une grande variété de facteurs pour déterminer la probabilité d'une perte, y compris le type de réclamations et de jugements sur des questions similaires. En fonction de l'issue de la procédure judiciaire et fiscale, l'estimation de notre risque de perte peut s'avérer soit trop faible, soit trop élevée. Cependant, dans une grande majorité des cas, les passifs éventuels pour risques juridiques ne se matérialisent jamais et, par conséquent, les montants ne sont pas représentatifs des pertes futures réelles.

Au 31 décembre 2025, les passifs éventuels liés aux risques juridiques s'élevaient à 737 millions d'euros (exercice précédent : 698 millions d'euros) et concernaient les litiges importants suivants :

- Un client a poursuivi Commerzbank pour recouvrement de sommes d'argent en avril 2016. Le demandeur a exigé le remboursement d'intérêts qui, selon lui, ont été indûment versés à Commerzbank en vertu d'un accord de règlement, la libération de garanties que Commerzbank détenait à titre de sûreté pour une demande reconventionnelle à l'encontre du demandeur, ainsi que le remboursement des frais. Le litige portait sur une structure fiscale complexe mise en place pour des clients entreprises. L'administration fiscale a refusé de reconnaître la structure et le demandeur a répondu en engageant plusieurs procédures fiscales qui se sont révélées infructueuses. La Banque a obtenu gain de cause en

première instance et en appel, et le recours formé par le demandeur contre le rejet de sa demande d'autorisation de pourvoi a été rejeté. La procédure passive est donc close pour la Banque.

- Une filiale de Commerzbank, ainsi que d'autres prestataires de services financiers, font l'objet de demandes de dommages et intérêts en raison pour une entente présumée sur les prix dans le cadre de la perception de frais de règlement. Les plaignants reprochent aux défendeurs d'avoir conclu des accords abusifs dans les cadre des paiements par carte de crédit, en violation des lois nationales et européennes sur la concurrence et la protection des consommateurs. La filiale se défend face à ces accusations.
- En 2018, une filiale de Commerzbank a été poursuivie par un client en réparation d'une réalisation prétendument illégale d'une garantie. La demande est fondée sur la réalisation par la filiale d'une garantie en 2012 pour satisfaire ses créances au titre des opérations de change et de taux d'intérêt. Le client affirme que la réalisation l'a empêché de poursuivre ses activités commerciales. La filiale se défend contre la demande.
- Commerzbank et sa filiale russe Commerzbank (Eurasija) ont été poursuivies en Russie par les clients d'un dépositaire central de titres russe. Ce dernier tient un compte à la Commerzbank en Allemagne, qui détiendrait, entre autres, des fonds appartenant aux demandeurs. Le dépositaire central de titres et ses actifs (y compris le solde créditeur du compte) sont soumis aux sanctions applicables. Les demandeurs ne peuvent donc pas accéder à leurs fonds auprès du dépositaire central de titres et demandent plutôt réparation à Commerzbank en Russie. Dans certains cas, les tribunaux ont condamné Commerzbank et Commerzbank (Eurasija) à payer des dommages-intérêts. Commerzbank et Commerzbank (Eurasija) ont fait appel ou feront appel dans les différentes procédures. Les premiers jugements en appel ont été rendus. La Banque s'attend à ce que des mesures d'exécution soient prises en conséquence. Commerzbank et Commerzbank (Eurasija) se défendent contre toutes les demandes.
- En juin 2023 et juin 2024, Commerzbank a été appelée à honorer des garanties qu'elle avait émises pour le compte d'un client au profit des partenaires commerciaux de ce dernier en Russie. La Banque a refusé de payer au titre des garanties, en partie à cause des sanctions. Aucune procédure judiciaire n'est actuellement en cours à cet égard.

Les passifs éventuels pour risques fiscaux concernent les questions importantes suivantes :

- Depuis septembre 2019, le parquet de Cologne mène des enquêtes auprès de Commerzbank dans le cadre d'opérations sur capitaux propres aux alentours de la date d'enregistrement des dividendes (opérations cum-ex). Elle enquête sur des soupçons que la Banque (y compris Dresdner Bank) a été impliquée dans des transactions cum-ex dans divers rôles, y compris en fournissant des actions à des tiers qui auraient agi en tant que vendeurs à découvert. Selon l'interprétation actuelle, ces procédures n'impliquent pas les propres créances de crédit d'impôt de Commerzbank en ce qui concerne l'impôt sur les plus-values et la surtaxe de solidarité sur les dividendes. La Banque coopère pleinement avec les autorités menant des enquêtes sur les transactions cum-ex.

## 60. – Information sectorielle

L'information sectorielle reflète les résultats des secteurs opérationnels au sein du Groupe Commerzbank. L'information sectorielle suivante se base sur IFRS 8 Secteurs opérationnels, qui applique l'approche de gestion. L'information sectorielle est préparée sur la base de rapports de gestion internes, sur lesquels le principal décideur opérationnel s'appuie pour évaluer la performance des secteurs opérationnels et déterminer l'allocation des ressources aux secteurs opérationnels. Au sein du Groupe Commerzbank, la fonction de principal décideur opérationnel est exercée par le conseil d'administration. Dans notre information sectorielle, nous présentons séparément les deux segments d'activité des clients privés et des petites entreprises et des clients entreprises. Cela reflète la structure organisationnelle du Groupe Commerzbank et constitue la base du reporting de gestion interne. Les segments d'activité sont définis par des différences dans leurs produits, services et/ou groupes cibles de clients.

En 2025, la structure de l'organisation interne a évolué, ce qui a modifié la composition des secteurs à présenter : Au premier trimestre 2025, la division « Structured Solutions and Investments » (SSI) de la Trésorerie Groupe (Autres et Consolidation) a été intégrée au segment Clients Entreprises. Les chiffres comparatifs de l'exercice précédent ont été ajustés en conséquence.

L'exigence de fonds propres des secteurs opérationnels pour les actifs pondérés en fonction des risques est de 13,5 % (exercice précédent : 12,7 %). De plus amples informations sur les secteurs sont fournies dans la section Rapport de gestion combiné du présent rapport annuel.

La performance de chaque secteur est évaluée en termes de résultat d'exploitation et de résultat avant impôt, ainsi qu'en termes de rendement d'exploitation sur le CETI et de coefficient d'exploitation. Le résultat d'exploitation est défini comme la somme des produits d'intérêts nets, des produits de dividendes, du résultat du risque, des produits nets de commissions, des produits nets d'actifs et de passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat, des produits nets de la comptabilité de couverture, des autres produits nets d'instruments financiers, des produits nets courants des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et des autres produits nets diminués des charges d'exploitation et des cotisations obligatoires. Le résultat d'exploitation ne comprend aucune dépréciation du goodwill ou des charges de restructuration. Étant donné que nous présentons le résultat avant impôt, les participations ne donnant pas le contrôle sont incluses dans les chiffres relatifs au résultat et au capital moyen investi. L'ensemble du chiffre d'affaires dont un segment

est responsable est ainsi pris en compte dans le résultat avant impôt. Lorsque l'on montre l'élimination des bénéfices intragroupe des transactions intragroupe dans l'information sectorielle, le secteur cédant est traité comme si la transaction avait eu lieu en dehors du Groupe. Les profits et pertes intragroupe sont donc éliminés dans Autres et Consolidation.

Le rendement d'exploitation du CET1 est calculé comme le rapport entre le résultat d'exploitation et le capital moyen investi. Il montre le rendement du capital investi dans un secteur donné. Le ratio coûts-revenus dans les activités opérationnelles reflète la rentabilité des différents segments. Il est calculé à partir du rapport entre la somme des charges d'exploitation et des cotisations obligatoires et le résultat avant risque. Nous rapportons également un ratio coûts/revenus dans les activités d'exploitation qui exclut les cotisations obligatoires, pour tenir compte du fait que ce poste ne peut être influencé ni en termes de montant ni en termes de périodicité.

Les produits et les charges sont déclarés au sein des secteurs par unité d'origine et aux prix du marché, la méthode du taux d'intérêt du marché étant utilisée pour les opérations d'intérêt. Les coûts de financement réels des participations spécifiques à l'entreprise des secteurs sont indiqués dans les produits d'intérêts nets. Le rendement du capital utilisé du Groupe est affecté au revenu net d'intérêts des différents secteurs proportionnellement au capital moyen utilisé dans le secteur. Le taux d'intérêt utilisé est le taux sans risque à long terme sur le marché des capitaux. Les produits d'intérêts nets contiennent également des coûts de liquidité. Ces coûts comprennent à la fois les coûts de financement payés de l'extérieur ainsi que l'allocation complète des coûts de liquidité aux entreprises et aux secteurs sur la base de notre système de prix de transfert pour les coûts de liquidité. Ce système est utilisé pour affecter les charges d'intérêts résultant du financement externe de la Banque aux transactions et portefeuilles individuels des secteurs. Cette allocation est basée sur une courbe centrale des prix de liquidité conformément à la causalité des coûts. Le capital moyen utilisé dans les secteurs est calculé sur la base de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques segmentés. Au niveau du Groupe, c'est le capital de base de catégorie 1 (CET1) qui est présenté ; celui-ci sert à calculer le rendement d'exploitation du CET1. Le rapprochement entre le capital moyen investi dans les secteurs avec le capital CET1 du Groupe est effectué dans la rubrique Autres et Consolidation. Nous déclarons également les actifs et passifs des différents secteurs et les valeurs comptables des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. En raison de notre modèle d'entreprise, le bilan sectoriel ne s'équilibre qu'au niveau du Groupe.

Les charges d'exploitation comptabilisées en résultat d'exploitation comprennent les frais de personnel, les frais administratifs (hors apports obligatoires) ainsi que les amortissements, dépréciations et dépréciations sur immobilisations et autres immobilisations incorporelles. Les charges de restructuration et les dépréciations du goodwill sont présentées sous la ligne du résultat d'exploitation dans le résultat avant impôts. Les charges d'exploitation et les cotisations obligatoires sont attribuées aux différents secteurs sur la base du lien de causalité. Les frais indirects liés aux services internes sont facturés à l'utilisateur du service et crédités au segment exécutant le service. La fourniture de services intragroupe est facturée au coût total ou aux prix du marché.

2025 (En millions d'euros.)	Clients particuliers et petites entreprises	Clients entreprises	Autres et consolidation	Groupe
Marge nette d'intérêt	4 713	2 498	1 015	8 226
Revenus de dividendes	23	4	2	29
Résultat du risque	-292	-422	-8	-722
Produits nets de commissions	2 637	1 421	-29	4 029
Résultat net des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	-33	831	-785	14
Produits nets de la comptabilité de couverture	5	73	122	200
Autres produits nets liés aux instruments financiers	11	35	80	125
Résultat net courant des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	11	3	0	14
Autres produits nets	-431	-1	-34	-466
Résultat avant résultat du risque	6 936	4 865	371	12 171
Résultat après résultat du risque	6 643	4 443	364	11 450
Charges d'exploitation	4 044	2 291	332	6 666
Cotisations obligatoires	273	1	0	274
Résultat d'exploitation	2 326	2 151	32	4 509
Dépréciations du goodwill	-	-	-	-
Charges de restructuration	-	-	562	562
Résultat avant impôt	2 326	2 151	-530	3 947
Actifs	193 211	277 192	119 689	590 092
Passifs	258 326	231 452	100 315	590 092
Valeur comptable des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	124	119	-	242
Capital moyen investi (1)	8 470	12 660	4 851	25 982
Rendement d'exploitation du CET1 (%)	27,5	17,0	-	17,4
Coefficient d'exploitation (hors cotisations obligatoires) (%)	58,3	47,1	-	54,8
Coefficient d'exploitation (cotisations obligatoires comprises) (%)	62,3	47,1	-	57,0

(1) Capital CET1 moyen. Rapprochement effectué dans la rubrique Autres et Consolidation.



2024 (En millions d'euros.) (1)	Clients particuliers et petites entreprises	Clients entreprises	Autres et consolidation	Groupe
Marge nette d'intérêt	4 759	2 312	1 260	8 331
Dividendes reçus	37	4	3	44
Résultat du risque	-166	-598	21	-743
Produits nets de commissions	2 436	1 355	-29	3 762
Résultat net des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	-152	1 104	-1 121	-170
Produits nets de la comptabilité de couverture	10	71	-56	25
Autre résultat net des instruments financiers	-23	107	41	125
Résultat net courant des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-3	3	0	1
Autre résultat net	-928	17	-100	-1 011
Résultat avant résultat du risque	6 135	4 973	-2	11 106
Résultat avant résultat du risque	5 969	4 374	19	10 363
Charges d'exploitation	3 735	2 198	310	6 244
Cotisations obligatoires	281	2	-0	283
Résultat d'exploitation	1 953	2 174	-291	3 837
Dépreciations du goodwill	-	-	-	-
Charges de restructuration	-	-	3	3
Résultat avant impôts	1 953	2 174	-294	3 833
Actifs	188 940	255 358	110 348	554 646
Passifs	243 058	228 152	83 435	554 646
Valeur comptable des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	47	119		166
Capital moyen investi (2)	7 004	11 854	6 771	25 630
Rendement d'exploitation des fonds propres CET1 (%)	27,9	18,3	-	15,0
Coefficient d'exploitation (hors cotisations obligatoires) (%)	60,9	44,2	-	56,2
Coefficient d'exploitation (cotisations obligatoires comprises) (%)	65,5	44,2	-	58,8

(1) Chiffres de l'exercice précédent ajustés en raison de retraitements (voir Note 4) et d'IFRS 8.29.

(2) Fonds propres CET1 moyens. Rapprochement effectué dans la rubrique Autres et Consolidation.

2025 (En millions d'euros.)	Autres pays	Consolidation	Autres et consolidation
Marge nette d'intérêt	1 033	-18	1 015
Revenus de dividendes	2	0	2
Résultat du risque	-8	-	-8
Produits nets de commissions	-24	-5	-29
Résultat net des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	-812	28	-785
Produits nets de la comptabilité de couverture	122	-	122
Autres produits nets liés aux instruments financiers	79	1	80
Résultat net courant des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	0		0
Autre résultat net	-51	17	-34
Résultat avant résultat du risque	349	22	371
Résultat après résultat du risque	341	22	364
Charges d'exploitation	322	9	332
Cotisations obligatoires	0	-	0
Résultat d'exploitation	19	13	32
Dépreciations du goodwill	-	-	-
Charges de restructuration	562	-	562
Résultat avant impôt	-543	13	-530
Actifs	118 605	1 084	119 689
Passifs	98 983	1 331	100 315

2024 (En millions d'euros.) (1)	Autres pays	Consolidation	Autres et consolidation
Marge nette d'intérêt	1 271	-11	1 260
Revenus de dividendes	3	-	3
Résultat du risque	21	-	21
Produits nets de commissions	-24	-6	-29
Résultat net des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	-1 121	0	-1 121
Produits nets de la comptabilité de couverture	-56	-	-56
Autres produits nets liés aux instruments financiers	41	-	41
Résultat net courant des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	0	-	0
Autre résultat net	-111	11	-100
Résultat avant résultat du risque	3	-5	-2
Résultat après résultat du risque	25	-5	19
Charges d'exploitation	310	1	310
Cotisations obligatoires	-0	-	-0
Résultat d'exploitation	-285	-6	-291

Dépréciations du goodwill	-	-	-
Charges de restructuration	3	-	3
Résultat avant impôts	-288	-6	-294
Actifs	109 296	1 052	110 348
Passifs	82 021	1 414	83 435

(1) Chiffres de l'exercice précédent ajustés en raison de retraitements (voir Note 4) et d'IFRS 8.29.

Sous « Consolidation », nous rapportons les éléments de consolidation et de rapprochement des résultats des secteurs et « Autres » affectant les états financiers du Groupe. Cela concerne principalement les éléments suivants :

- Élimination des gains ou pertes nets liés à l'évaluation des obligations propres enregistrés dans les secteurs ;
- Effets de la consolidation des transactions intragroupe entre secteurs ;
- Effets de la consolidation des charges et des produits ; et
- Produits et charges d'exploitation liés au personnel et aux fonctions de direction, qui sont imputés aux secteurs et à la rubrique Autres.

La ventilation de l'information sectorielle par zone géographique, qui repose essentiellement sur la localisation de la succursale ou de l'entité du groupe, était la suivante :

2025 (En millions d'euros.)	Allemagne	Europe sans Allemagne	Amérique	Asie	Autres pays	Total
Résultat avant résultat du risque	8 094	3 559	328	190	-	12 171
Encours pondérés des risques de crédit	93 809	37 824	6 096	3 481	-	141 210

2024 (En millions d'euros.)	Allemagne	Europe sans Allemagne	Amérique	Asie	Autres pays	Total
Résultat avant résultat du risque	7 898	2 699	306	203	-	11 106
Encours pondérés des risques de crédit	97 510	35 258	5 247	3 693	-	141 708

Sur le résultat avant provisions pour pertes sur prêts en Europe (hors Allemagne), environ 69 % provenaient de nos unités en Pologne (exercice précédent : 67 %), 16 % de nos unités au Royaume-Uni (exercice précédent : 17 %) et 1 % de nos unités au Luxembourg (exercice précédent : 2 %). Au lieu d'actifs à long terme, nous déclarons les actifs pondérés pour les risques de crédit. Sur les encours pondérés des risques de crédit en Europe (hors Allemagne), environ 63 % provenaient de nos unités en Pologne (exercice précédent : 58 %), 22 % de nos unités au Royaume-Uni (exercice précédent : 25 %) et 7 % de nos unités au Luxembourg (exercice précédent : 5 %).

Conformément à IFRS 8.32, Commerzbank a décidé de ne pas fournir de ventilation du revenu total du Groupe Commerzbank par produits et services. Nous avons décidé de ne pas collecter ces données pour des raisons d'efficacité, car elles ne sont utilisées ni pour les activités de gestion interne ni pour les rapports de gestion.

## Autres notes annexes

### 61. – Notes à l'état des flux de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composaient des éléments suivants et sont donc identiques aux fonds en caisse et fonds à vue :

(En millions d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024	Variations en %
Fonds en caisse	987	1 078	-8,4
Avoirs auprès des banques centrales	28 905	27 112	6,6
Dépôts quotidiens dus à vue auprès des banques	30 538	44 811	-31,9
Total	60 430	73 001	-17,2

Si la première consolidation de sociétés n'a eu aucune incidence sur l'exercice 2025, les effets liés aux premières consolidations ont été pris en compte dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie au cours de l'exercice 2024. Aucun effet lié à la déconsolidation de sociétés n'a été pris en compte dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, ni au cours de l'exercice 2025 ni au cours de l'exercice précédent.

Les liquidités comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie qui peuvent être directement convertis en actifs liquides et ne sont soumis qu'à un risque de fluctuation de valeur insignifiant. Nous incluons ici le poste « Fonds en caisse et fonds à vue », qui contient les fonds en caisse, les soldes détenus auprès des banques centrales, les dépôts à vue auprès des banques dus à la demande et la dette émise par les emprunteurs du secteur public.

L'état des flux de trésorerie montre la structure et l'évolution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice. Il est ventilé entre les activités d'exploitation, les activités d'investissement et les activités de financement.

La trésorerie nette provenant des activités d'exploitation comprend les paiements (entrées et sorties) relatifs aux prêts et avances ainsi qu'aux titres et autres actifs. Les augmentations et les diminutions des dépôts, des obligations et des autres passifs appartiennent également aux activités d'exploitation. Les paiements d'intérêts et de dividendes résultant des activités d'exploitation sont également reflétés dans la trésorerie nette provenant des activités d'exploitation.

Les variations de la trésorerie nette provenant des activités d'exploitation résultent également des cessions de sociétés consolidées. Contrairement à l'exercice précédent, l'exercice 2025 a été marqué par les effets liés à la déconsolidation de sociétés du sous-groupe de Commerz Real AG.

Les tableaux ci-dessous donnent un aperçu des actifs et des passifs aux dates de cession :

<b>Actif (En millions d'euros.)</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Actifs financiers - Coût amorti	4	-
Actifs financiers - Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat	-	-
Actifs financiers - Détenus à des fins de transaction	-	-
Actifs immobilisés	2	-
Autres actifs	0	-
<b>Passifs (En millions d'euros.)</b>		
Passifs financiers - Coût amorti	43	-
Passifs financiers - Option de la juste valeur	-	-
Passifs financiers - Détenus à des fins de transaction	-	-
Autres passifs	39	-

Les flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement comprennent les flux de trésorerie relatifs aux opérations de paiement concernant les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles, les entreprises liées, les sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et les effets des variations périmètre de consolidation.

La trésorerie nette provenant des activités de financement se compose du produit des augmentations de capital ainsi que des paiements effectués ou reçus sur les dépôts subordonnés et les titres de créance. Les rachats d'actions, les programmes AT-1 et les dividendes versés sont également comptabilisés ici.

La capacité du Groupe Commerzbank à accéder aux entrées ou sorties de trésorerie des filiales, y compris les sociétés structurées, les entreprises associées et les coentreprises, peut être soumise à des restrictions légales, réglementaires et contractuelles.

En ce qui concerne le Groupe Commerzbank, l'état des flux de trésorerie n'est pas très informatif. L'état des flux de trésorerie ne remplace pas la planification de la liquidité/financière pour nous, ni n'est utilisé comme outil de gestion.

Le tableau suivant présente les variations de la dette net :

<b>(En millions d'euros.)</b>	<b>2025</b>	<b>2024 (1)</b>
Dette nette au 01/01/	12 538	9 793
Variations de la trésorerie nette issue des opérations de financement	-3 469	546
Changements au sein du groupe de sociétés consolidées	-	-
Variations des taux de change	-362	223
Flux de trésorerie provenant des activités de financement non attribuables à la dette nette	3 121	1 975
Dette nette au 01/01/	11 827	12 538

(1) Chiffres ajustés.

## Capitaux propres déclarés et fonds propres réglementaires

### 62. – Structure des capitaux propres selon les normes IFRS

#### Capital souscrit

Le capital souscrit (capital social) de Commerzbank Aktiengesellschaft, tel que défini dans les statuts de la Banque, est constitué d'actions sans valeur nominale, chacune ayant une valeur nominale comptable de 1,00 €. En raison de la poursuite des programmes de rachat d'actions au cours de l'exercice 2025 et de l'annulation prévue des actions qui en a découlé, le capital social tel que défini dans les statuts de la Banque a été réduit (voir l'état des variations des capitaux propres). Au 31 décembre 2025, il s'élevait à 1 127 millions d'euros (exercice précédent : 1 185 millions d'euros). Les actions sont émises au porteur. Les actions sont émises au porteur.

Les actions rachetées qui n'ont pas encore été annulées sont déduites du capital social conformément aux statuts de la Banque à une valeur nominale comptable de 1,00 € chacune. De septembre à décembre 2025, un nouveau rachat d'actions

a été effectué. En conséquence, 30 972 690 actions propres étaient détenues au 31 décembre 2025. Le capital souscrit a ainsi été réduit à 1 097 millions d'euros. Il n'y a pas de droits préférentiels ou de restrictions sur le paiement de dividendes à la Commerzbank Aktiengesellschaft. Toutes les actions émises sont entièrement libérées.

### Capital conditionnel

Le capital conditionnel est destiné à être utilisé pour l'émission d'obligations convertibles ou d'obligations assorties de bons de souscription et de certificats de participation aux bénéfices assortis de droits de conversion ou d'option.

Aucun capital conditionnel n'était disponible au cours de l'exercice 2025 et de l'exercice précédent.

### Capital autorisé

Date de la résolution de l'AGA	Montant initial (En millions d'euros.)	Utilisé au cours des exercices précédents pour les augmentations de capital (En millions d'euros.)	Utilisé pour les augmentations de capital (En millions d'euros.)	Autorisation expirée (En millions d'euros.)	Montant résiduel (En millions d'euros.)	Date d'expiration
31.5.2023	564	-	-	-	564	30/05/2028
Total	564	-	-	-	564	

Les conditions relatives aux augmentations de capital à partir du capital autorisé au 31 décembre 2025 sont stipulées dans les statuts de Commerzbank Aktiengesellschaft en date du 2 janvier 2026.

Le conseil d'administration est autorisé à augmenter le capital social de la Société jusqu'au 30 mai 2028, avec l'accord du conseil de surveillance, en émettant de nouvelles actions ordinaires en échange d'apports en numéraire une ou plusieurs fois, mais jusqu'à un montant total maximum de 438 325 172,00 € (Capital autorisé 2023/1). Les actionnaires doivent généralement se voir accorder un droit de souscription ; le droit de souscription statutaire peut également être accordé de telle sorte que les actions nouvelles soient prises en charge par un ou plusieurs établissements de crédit ou sociétés équivalentes aux établissements de crédit en vertu de l'article 186 (5) phrase 1 AktG avec l'obligation d'offrir ces actions à la souscription aux actionnaires de Commerzbank Aktiengesellschaft. Toutefois, le conseil d'administration est autorisé, avec l'accord du conseil de surveillance, à exclure le droit de souscription dans les situations suivantes :

- afin de supprimer les montants résiduels du droit de souscription ;
- afin d'émettre des actions réservées aux salariés de Commerzbank Aktiengesellschaft et des sociétés dans lesquelles Commerzbank Aktiengesellschaft détient une participation majoritaire directe ou indirecte (sociétés du groupe au sens de l'article 18 (1) AktG) à concurrence d'un montant proportionnel au capital social de 15 000 000,00 €.

Si des actions sont émises aux employés de la Société ou des sociétés de son groupe au sens de l'article 18 (1) AktG en échange d'apports en numéraire à l'exclusion du droit de souscription des actionnaires, le montant proportionnel du capital social attribuable à ces actions au total ne peut excéder 3 % du capital social de la Société existant au moment où l'assemblée générale adopte la résolution. Le capital social proportionnel attribuable aux actions qui sont émises ou vendues aux membres du conseil d'administration, aux membres de la haute direction ou aux employés de la Société ou des sociétés de son groupe au sens de l'article 18 (1) AktG en échange d'apports en numéraire ou en nature pendant la durée de l'autorisation mais en vertu d'une autre autorisation qui exclut le droit de souscription des actionnaires sera crédité sur cette limite de 3 %. Le conseil d'administration est habilité à fixer les modalités complémentaires de l'augmentation de capital et de sa réalisation.

Le conseil d'administration est autorisé à augmenter le capital social de la Société jusqu'au 30 mai 2028, avec l'approbation du conseil de surveillance, en émettant de nouvelles actions sans valeur nominale en échange d'apports en numéraire ou d'apports en nature une ou plusieurs fois, mais à concurrence d'un montant total maximum de 125 235 763,00 € (Capital autorisé 2023/11).

Les actionnaires doivent généralement se voir accorder un droit de souscription ; le droit de souscription statutaire peut également être accordé de telle sorte que les actions nouvelles soient prises en charge par un ou plusieurs établissements de crédit ou sociétés équivalentes aux établissements de crédit en vertu de l'article 186 (5) phrase 1 AktG avec l'obligation d'offrir ces actions à la souscription aux actionnaires de Commerzbank Aktiengesellschaft. Toutefois, le conseil d'administration est autorisé, avec l'accord du conseil de surveillance, à exclure le droit de souscription dans les situations suivantes :

- afin de supprimer les montants restants du droit de souscription : afin d'accorder un droit de souscription aux détenteurs de droits de conversion ou de bons de souscription émis ou à émettre par Commerzbank Aktiengesellschaft ou par des sociétés dans lesquelles Commerzbank Aktiengesellschaft détient, directement ou indirectement, une participation majoritaire (sociétés du groupe au sens de l'article 18 (1) AktG) qu'ils auraient après avoir exercé le droit de conversion le bon de souscription ou après avoir rempli une obligation correspondante de convertir ou d'exercer un droit de souscription ;
- afin d'augmenter le capital social en échange d'apports en nature ;

- dans le cas d'augmentations de capital en échange d'apports en numéraire, si le montant émis des actions nouvelles n'est pas sensiblement inférieur au cours de bourse des actions de la Société présentant les mêmes caractéristiques au moment où le prix d'émission est fixé. Les actions émises à l'exclusion du droit de souscription en vertu de l'article 203 (1), 186 (3) phrase 4 AktG sur la base de cette autorisation au total ne peut excéder 10 % du capital social de la Société au moment où la présente autorisation prend effet ou, si elle est inférieure, au moment où cette autorisation est exercée. La limite maximale de 10 % du capital social est réduite du montant proportionnel du capital social attribuable aux actions propres de la Société qui sont vendues pendant la durée du capital autorisé 2023/11, à l'exclusion du droit de souscription des actionnaires conformément à l'article 71 (1) n° 8 phrase 5, 186 (3) phrase 4 de l'AktG.

La limite maximale est également réduite du montant proportionnel du capital social attribuable aux actions qui sont utilisées pour servir des obligations assorties de droits de bons de souscription ou de droits de conversion ou d'une obligation d'exercer un bon de souscription ou une obligation de conversion, si les obligations sont émises pendant la durée du capital autorisé 2023/11, à l'exclusion du droit de souscription en application correspondante de l'article 186 (3) phrase 4 AktG.

Le montant proportionnel du capital social attribuable aux actions émises à l'exclusion du droit de souscription des actionnaires en échange d'apports en espèces ou en nature ne peut excéder au total 10 % du capital social de la société existant au moment de l'adoption de la résolution par l'assemblée générale. Sous réserve de toute autorisation renouvelée à l'exclusion du droit de souscription décidée par une future assemblée générale, les actions qui sont émises pendant la durée de la présente autorisation ou de toute autre autorisation à l'exclusion du droit de souscription ou qui concernent des instruments de financement avec des droits de conversion ou des bons de souscription ou des obligations de convertir ou d'exercer des bons de souscription qui sont émis pendant la durée de l'autorisation en vertu de toute autre autorisation qui exclut le droit de souscription des actionnaires seront crédités sur cette limite. Si des actions sont émises à l'exclusion du droit de souscription des actionnaires aux membres du conseil d'administration, aux membres de la haute direction ou aux employés de Commerzbank Aktiengesellschaft et des sociétés de son groupe au sens de l'article 18 (1) AktG en échange d'un apport en nature consistant en l'apport de créances sur la Société ou les sociétés de son groupe au titre de composantes variables de la rémunération, de paiements de primes ou de créances similaires, le conseil d'administration ne peut faire usage de l'autorisation qu'à concurrence d'un montant total maximal de 3 % du capital social existant au moment de l'adoption de la résolution par l'assemblée générale. Le capital social proportionnel attribuable aux actions qui sont émises ou vendues aux membres du conseil d'administration, aux membres de la haute direction ou aux employés de la Société ou des sociétés de son groupe au sens de l'article 18 (1) AktG en échange d'apports en numéraire ou en nature pendant la durée de l'autorisation mais en vertu d'une autre autorisation qui exclut le droit de souscription des actionnaires sera crédité sur cette limite de 3 %. Le conseil d'administration est habilité à fixer les modalités complémentaires de l'augmentation de capital et de sa réalisation.

### 63. – Principaux chiffres réglementaires sélectionnés

Le graphique suivant montre la composition des fonds propres et des actifs pondérés en fonction des risques du Groupe Commerzbank, ainsi que ses ratios de fonds propres conformément au règlement sur les exigences de fonds propres (CRR), y compris les dispositions transitoires appliquées.

	31/12/2025	31/12/2024	Variations en %
Fonds propres de base de catégorie 1 (1) (En milliards d'euros.)	25,9	26,2	-1,2
Fonds propres de catégorie 1 (1) (En milliards d'euros.)	29,4	30,6	-3,9
Fonds propres (1) (En milliards d'euros.)	34,9	36,3	-3,7
Encours pondérés des risques (En milliards d'euros.)	175,8	173,4	1,4
Dont risque de crédit maximal	141,2	141,7	-0,4
Dont risque de marché (2)	8,5	7,6	11,8
Dont risque opérationnel	26,1	24,1	8,3
Ratio de fonds propres de base de catégorie 1 (%)	14,7	15,1	-2,6
Ratio de fonds propres de catégorie 1 (%)	16,7	17,6	-5,2
Ratio fonds propres totaux (%)	19,9	20,9	-5,0

(1) Ces informations incluent le bénéfice consolidé attribuable aux actionnaires de Commerzbank à des fins réglementaires.

(2) Comprend le risque d'ajustement de l'évaluation de crédit.

Le ratio de levier indique le ratio des fonds propres de catégorie 1 par rapport à l'exposition au ratio de levier, constituée des encours non pondérés en fonction du risque et des positions hors bilan, conformément au CRR.

	31/12/2025	31/12/2024	Variations en %
Exposition au ratio de levier (En milliards d'euros.)	678	633	7,2
Ratio de levier (%)	4,3	4,8	-10,4

Le ratio NPE est le ratio des expositions non performantes par rapport aux expositions totales selon le tableau de bord des risques de l'ABE.

	31/12/2025	31/12/2024	Variations en %
Ratio NPE (%)	1,1	1,1	-2,4

En tant que banque, Commerzbank Aktiengesellschaft est tenue de préparer un rapport d'information trimestriel conformément au CRR.

Pour la gestion du capital et de plus amples informations sur les fonds propres, veuillez consulter le dernier rapport d'information conformément au CRR.

#### 64. – Nombre moyen de personnes employées par la Banque au cours de l'exercice financier

Ces chiffres comprennent à la fois le personnel à temps plein et à temps partiel. Le nombre moyen d'employés en formation dans le Groupe n'est pas pris en compte.

	2025			2024		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Group	41 209	19 657	21 552	40 960	19 456	21 504
En Allemagne	26 146	12 628	13 517	26 646	12 790	13 856
Hors d'Allemagne	15 064	7 028	8 035	14 314	6 666	7 648

#### 65. – Transactions avec des parties liées

Dans le cadre de ses activités normales, Commerzbank Aktiengesellschaft et/ou ses sociétés consolidées effectuent des opérations avec des entités et des personnes liées. Il s'agit également des filiales contrôlées mais non consolidées pour des raisons d'importance relative, des coentreprises, des entreprises associées, des prestataires externes de pensions professionnelles pour les employés de Commerzbank Aktiengesellschaft, des principaux dirigeants et des membres de leur famille, ainsi que des sociétés et coentreprises contrôlées par ces personnes. Les transactions bancaires avec des parties liées sont effectuées aux conditions normales du marché. Dans certains cas, les chiffres de l'exercice précédent ont été ajustés en raison de changements dans les allocations.

Les principaux dirigeants désignent exclusivement les membres du conseil d'administration et du conseil de surveillance de Commerzbank Aktiengesellschaft qui étaient actifs au cours de l'exercice.

Outre la participation détenue par le gouvernement fédéral allemand, d'autres facteurs (y compris la composition du conseil de surveillance) qui pourraient potentiellement permettre d'exercer une influence significative sur Commerzbank Aktiengesellschaft doivent également être pris en compte. En conséquence, le gouvernement fédéral allemand et les entités qu'il contrôle sont classés comme des entités et des personnes liées selon IAS 24.

#### **Opérations avec les filiales non consolidées**

Les actifs liés aux filiales non consolidées, d'un montant de 130 millions d'euros (exercice précédent : 136 millions d'euros) au 31 décembre 2025 comprenaient principalement des prêts et créances et des actifs financiers. Les passifs, d'un montant de 128 millions d'euros (exercice précédent : 160 millions d'euros) comprenaient principalement des dépôts. Les produits, d'un montant de 21 millions d'euros (exercice précédent : 34 millions d'euros) comprenaient principalement les produits d'intérêts et de commissions ainsi que le résultat net des opérations de négoce et de réévaluation. Les charges, d'un montant de 54 millions d'euros (exercice précédent : 66 millions d'euros) résultaient en grande partie de l'achat de biens et services. Dans le cadre de ses activités bancaires courantes, la Banque a accordé des garanties et des sûretés pour un montant total de 81 millions d'euros (exercice précédent : 91 millions d'euros).

#### **Opérations avec des coentreprises**

Les actifs liés aux coentreprises, d'un montant de 49 millions d'euros (exercice précédent : 51 millions d'euros) comprenaient principalement des prêts et créances au 31 décembre 2025.

Les passifs, d'un montant de 29 millions d'euros (exercice précédent : 3 millions d'euros) comprenaient principalement des dépôts. Les produits, d'un montant de 12 millions d'euros (exercice précédent : 0 millions d'euros) résultaient principalement des produits d'intérêts. Les charges se sont élevées à 0 million d'euros au cours de l'exercice 2025 (exercice précédent : 0 million d'euros). Dans le cadre de ses activités bancaires courantes, la Banque n'a accordé aucune garantie ni sûreté importante, comme lors de l'exercice précédent.

### Opérations avec des entreprises associées

Les actifs liés aux entreprises associées, d'un montant de 5 millions d'euros (exercice précédent : 3 millions d'euros) au 31 décembre 2025 comprenaient principalement des prêts et des avances. Les passifs, d'un montant de 25 millions d'euros (exercice précédent : 39 millions d'euros) comprenaient principalement des dépôts. Les produits, d'un montant de 5 millions d'euros (exercice précédent : 4 millions d'euros) résultaient principalement des produits d'intérêts. Les charges au cours de l'exercice 2025 se sont élevées à 1 million d'euros (exercice précédent : 9 millions d'euros) et résultaient principalement des charges d'intérêts. Dans le cadre de ses activités bancaires courantes, la Banque a accordé des garanties et des sûretés pour un montant total de 0 million d'euros (exercice précédent : 2 millions d'euros).

### Opérations avec des entités contrôlées par le gouvernement fédéral allemand

Commerzbank a des opérations avec des filiales de droit privé du gouvernement fédéral allemand ainsi qu'avec la Deutsche Bundesbank. Les actifs liés aux entités contrôlées par le gouvernement fédéral allemand au 31 décembre 2025, d'un montant de 27 776 millions d'euros (exercice précédent : 44 740 millions d'euros) comprenaient principalement des soldes auprès de la Deutsche Bundesbank de 24 903 millions d'euros (exercice précédent : 42 703 millions d'euros) ainsi que des placements financiers. Les passifs liés aux entités fédérales se sont élevés à 9 877 millions d'euros (exercice précédent : 9 573 millions d'euros) et étaient principalement constitués de dépôts à hauteur de 9 724 millions d'euros (exercice précédent : 9 414 millions d'euros). Au 31 décembre 2025, des garanties et sûretés d'un montant de 131 millions d'euros (exercice précédent : 134 millions d'euros) ont été accordées à des entités fédérales. Les produits se sont élevés à 1 045 millions d'euros (exercice précédent : 2 756 millions d'euros) et résultaient principalement des produits d'intérêts. Les charges s'élevaient à 29 millions d'euros (exercice précédent : 45 millions d'euros) et résultaient principalement des résultats des opérations de négoce et d'évaluation ainsi que des charges d'intérêts.

### Opérations avec d'autres entités/personnes liées

Les autres parties liées qui n'entrent pas dans les catégories précédentes, ainsi que les personnes liées aux principaux dirigeants, sont regroupées sous la rubrique Autres parties/personnes liées. L'augmentation par rapport à l'exercice précédent résulte principalement d'un élargissement du groupe des autres parties liées à la date de clôture. Les actifs liés aux autres entités/personnes liées se sont élevés à 1 155 millions d'euros (exercice précédent : 3 millions d'euros) et comprenaient principalement des prêts et créances ainsi que des placements financiers. Les passifs, d'un montant de 1 387 millions d'euros (exercice précédent : 376 millions d'euros) étaient principalement constitués de dépôts et de justes valeurs négatives de dérivés. Les dépôts étaient principalement attribuables à des prestataires externes de pensions professionnelles. Les produits se sont élevés à 87 millions d'euros (exercice précédent : 1 million d'euros) et résultaient principalement des produits d'intérêts ainsi que des résultats des opérations de négoce et d'évaluation. Les charges de 94 millions d'euros (exercice précédent : 15 millions d'euros) résultaient principalement des charges d'intérêts. Dans le cadre de l'activité courante, des garanties et des sûretés d'un montant de 21 millions d'euros (exercice précédent : 0 millions d'euros) ont été constituées.

### Opérations avec les principaux dirigeants

Les actifs relatifs aux principaux dirigeants pour un montant de 6 millions d'euros (exercice précédent : 6 millions d'euros) au 31 décembre 2025 comprenaient des prêts et des avances. Il s'agissait essentiellement de prêts hypothécaires. Les passifs envers les principaux dirigeants d'un montant de 9 millions d'euros (exercice précédent : 8 millions d'euros) comprenaient des dépôts. Les charges représentent des frais de personnel d'un montant de 23 millions d'euros (exercice précédent : 29 millions d'euros) et comprenaient la rémunération des principaux dirigeants, les salaires des représentants des salariés au Conseil de surveillance qui sont employés par le Groupe Commerzbank. Les créances concernant les principaux dirigeants étaient les suivantes :

	Conseil d'administration		Conseil de surveillance	
	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024
Créances (1 000 €) (1)	880	367	5 189	5 370
Dernière échéance (2)	2036	2032	2060	2060
Plage de taux d'intérêt utilisés (%) (3)	0,75-1,66	0,75-1,66	0,38-1,37	0,38-2,15

(1) Les membres du Conseil d'administration ont remboursé 62 000 euros (exercice précédent : 16 000 euros) et les membres du Conseil de surveillance ont remboursé 199 000 euros (exercice précédent : 126 000 euros).

(2) Outre les prêts à échéance fixe, des prêts sans échéance précise ont été accordés.

(3) Dans certains cas particuliers, un taux allant jusqu'à 11,9 % (exercice précédent : 13,2 %) a été appliqué aux découverts du Conseil d'administration et un taux allant jusqu'à 12,1 % (exercice précédent : 16,2 %) aux découverts du Conseil de surveillance.

Le cas échéant, les prêts aux membres du conseil d'administration et du conseil de surveillance ont été garantis par des charges foncières ou des privilèges.

Exception faite des garanties locatives, les sociétés du Groupe Commerzbank n'ont eu aucun passif éventuel relatif aux membres du conseil d'administration ou du conseil de surveillance au cours de l'exercice sous revue.

### Conseil d'administration

Le tableau ci-dessous présente une ventilation de la rémunération totale du conseil d'administration conformément à IAS 24.17 et à l'article 314 (1) n° 6a phrase 1 HGB. La charge selon la classification IAS 24 est basée sur la réglementation des normes sous-jacentes (IAS 19 et IFRS 2). Les avantages du personnel à court terme comprennent, par exemple, les avantages non monétaires standard.

1 000 €	2025	2024
Avantages du personnel à court terme	10 037	9 349
Avantages postérieurs à l'emploi (coûts des services)	2 524	2 738
Autres avantages à long terme	1 410	1 426
Indemnités de licenciement (1)	-	6 082
Rémunération fondée sur des actions	3 523	3 565
Rémunération totale selon IAS 24.17	17 494	23 160
Moins ou plus		
Avantages postérieurs à l'emploi	-2 524	-2 738
Indemnités de licenciement	-	-6 082
Autres différences entre les IFRS et l'article 314 (1) n° 6a phrase 1 HGB	2 487	-3 404
Rémunération totale selon IAS 24.17 314 (1) n° 6a phrase 1 HGB	17 457	10 936

(1) Les indemnités de licenciement d'emploi en 2024 concernent le Dr Manfred Knof et le Dr Jörg Oliveri del Castillo-Schulz.

La rémunération totale conformément à l'article 314 (1) n° 6a, phrase 1, du HGB, des membres du Conseil d'administration n'inclut aucun versement au titre des composantes de rémunération à long terme pour l'exercice 2025, car celles-ci ne peuvent être accordées de manière juridiquement contraignante par le Conseil de Surveillance qu'après une période de rétention de 5 à 7 ans et la réalisation d'une évaluation rétrospective des performances. La rémunération totale au titre de l'exercice 2025 comprend également la rémunération au titre des composantes d'intéressement à long terme pour l'exercice 2019 et la première tranche des composantes d'intéressement à long terme pour l'exercice 2023, celles-ci ayant été légalement accordées au cours de l'exercice 2025. La rémunération totale pour l'exercice 2025 comprend également 275 131 actions virtuelles d'une valeur globale de 6 066 000 €. Ces actions virtuelles ont été intégrées à la rémunération totale conformément à la norme comptable allemande n° 17 (DRS17), évaluées au cours de l'action à la date de leur attribution par le Conseil de surveillance en février 2025, majorées d'un équivalent de dividendes correspondant aux dividendes versés respectivement après les exercices 2019 et 2023. Au cours de l'exercice 2024, aucune évaluation rétrospective des performances et aucune composante à long terme n'ont été accordées. L'évaluation a posteriori des performances et l'attribution de composantes à long terme pour l'exercice 2018 ont été effectuées au cours de l'exercice 2023.

La valeur actuelle nette des droits à pension des membres du Conseil d'administration en activité au cours de l'exercice s'élevait à 9 539 000 euros au 31 décembre 2025 (exercice précédent : 11 730 000 euros). Après déduction des actifs du régime transférés, les provisions pour engagements en matière de retraite au titre des membres du Conseil d'administration en activité au cours de l'exercice s'élevaient à 639 000 euros au 31 décembre 2025 (exercice précédent : 973 000 euros). Les actifs garantissant le régime de retraite de la Banque pour les membres actuels et anciens du Conseil d'administration ou leurs ayants droit survivants ont été transférés à Commerzbank Pensions-Trust e.V. dans le cadre d'un accord de fiducie contractuel. Les versements aux anciens membres du Conseil d'administration de Commerzbank Aktiengesellschaft et à leurs ayants droit survivants au cours de l'exercice se sont élevés à 11 075 000 euros (exercice précédent : 8 545 000 €). Les engagements en matière de retraite pour ces personnes se sont élevés à 100 078 milliers d'euros (exercice précédent : 101 168 000 €).

### Conseil de surveillance

La rémunération des membres du conseil de surveillance est régie par l'article 15 des statuts de Commerzbank Aktiengesellschaft. Les membres du Conseil de surveillance ont perçu une rémunération nette totale de 3 993 000 euros au titre de l'exercice 2025 (exercice précédent : 3 780 000 €), au titre des avantages sociaux à court terme accordés au personnel conformément à IAS 24.17.



## Autres informations

### 66. – Date de l'autorisation à la publication

Le Conseil d'administration a approuvé les présents états financiers du Groupe le 3 mars 2026 en vue de leur soumission au Conseil de surveillance. Le conseil de surveillance est chargé d'examiner et d'approuver formellement les états financiers du Groupe.

Les chiffres préliminaires relatifs aux résultats 2025 ont été communiqués par le Conseil d'administration le 10 février 2026 en vue de leur publication.

### 67. – Code de gouvernance d'entreprise

Nous avons émis notre déclaration de conformité au Code allemand de gouvernance d'entreprise conformément à l'article 161 de la loi allemande sur les sociétés par actions (AktG).

Elle fait partie intégrante de la déclaration de gouvernance d'entreprise et a été publiée sur Internet (<https://investor-relations.commerzbank.com/de/entsprechenserklaerung>).

### 68. – Publication d'états financiers spécifiques au pays

Les informations suivantes conformément à l'article 26a de la loi bancaire allemande concernent les sociétés du Groupe Commerzbank consolidées en vertu des IFRS. Le rendement des capitaux propres du Groupe était de 0,48 % (exercice précédent : 0,51 %) au 31 décembre 2025. Pour la déclaration d'objet social, veuillez consulter nos participations (Note 72) dans la version en ligne du Rapport annuel « Commerzbank > Investor Relations » ([www.commerzbank.com](http://www.commerzbank.com))

Le chiffre d'affaires est présenté sur la base des états financiers individuels de la société, conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS), et comprend le résultat avant résultat du risque.

Le résultat avant impôt et les impôts sur le revenu sont également tirés des états financiers individuels de chaque société en vertu des IFRS. Le nombre moyen d'employés comprend à la fois le personnel à temps plein et le personnel à temps partiel converti en équivalents temps plein.

Les tableaux suivants contiennent également des informations sur l'information spécifique à l'entreprise relatives à la transparence fiscale du Rapport de durabilité du Groupe.

31/12/2025	Chiffre d'affaires (En millions d'euros.)	Résultat avant impôt (En millions d'euros.)	Impôts sur le résultat (1) (En millions d'euros.)	Nombre d'employés
Allemagne	8 043	2 045	709	23 991
Chine, y compris Hong Kong et Shanghai	11	-31	0	139
France	101	47	13	95
Royaume-Uni	755	486	-51	492
Luxembourg	60	33	4	45
Pays-Bas	60	-7	4	55
Pologne	2 473	1 201	355	10 047
Russie	13	-14	10	111
Singapour	131	45	7	309
États-Unis	393	264	23	273
Autres pays	246	60	29	2 562

(1) La différence entre les taux d'imposition effectifs et les taux d'imposition nominaux dans les différents pays s'explique en grande partie par des effets liés à la comptabilisation ou à la dépréciation rétroactive d'impôts différés, ainsi que par les impôts relatifs aux exercices antérieurs (par exemple, la comptabilisation et la reprise de provisions fiscales).

31/12/2024	Chiffre d'affaires (En millions d'euros.)	Résultat avant impôt (En millions d'euros.)	Impôts sur le résultat (1) (En millions d'euros.)	Nombre d'employés
Allemagne	9 327	3 911	684	24 358
Chine y compris Hong Kong et Shanghai	61	18	3	136
France	98	-21	-5	92
Royaume-Uni	477	228	70	479
Luxembourg	65	35	7	63
Pays-Bas	64	52	10	48
Pologne	1 799	707	174	9 573
Russie	47	45	13	112
Singapour	103	23	3	314
États-Unis	363	225	12	263
Autres pays	273	138	14	2 199

(1) La différence entre les taux d'imposition effectifs et les taux d'imposition nominaux dans les différents pays s'explique en grande partie par des effets liés à la comptabilisation ou à la dépréciation rétroactive d'impôts différés, ainsi que par les impôts relatifs aux exercices antérieurs (par exemple, la comptabilisation et la reprise de provisions fiscales).

## 69. – Informations sur les entités structurées non consolidées

Les entités structurées non consolidées du Groupe Commerzbank comprennent les types de transactions (clusters) décrits ci-dessous.

## — Titres adossés à des actifs (ABS)

Les titres adossés à des actifs sont des titres garantis conçus pour convertir des actifs particuliers, généralement des prêts, en titres négociables portant intérêt par le biais de la titrisation. Les actifs sous-jacents peuvent inclure, par exemple, des prêts à la consommation (prêts automobiles, actifs de cartes de crédit), des prêts hypothécaires et des prêts d'entreprise de qualité supérieure. Les sociétés sont financées par l'émission de différentes tranches de titres adossés à des actifs. Les investisseurs dans ces titres sont soumis au risque de défaillance de l'actif sous-jacent. Commerzbank n'investit que dans des tranches ABS de qualité investment grade.

## — Titrisations propres et plateforme de titrisation

Les propres titrisations de Commerzbank sont des titrisations réelles et synthétiques utilisées aux fins de piloter la liquidité, le capital et les actifs pondérés en fonction des risques de la Banque. Les sociétés qui acquièrent les actifs sont financées par l'émission de différentes tranches de titres qui sont placés sur le marché des capitaux. En outre, Commerzbank sponsorise également une plateforme de titrisation (Silver Tower). Avec ce programme de titrisation, Commerzbank structure, arrange et titre les créances de tiers qui sont des clients du segment Clients Entreprises. Le refinancement s'effectue au moyen de lignes de crédit ou d'obligations nominatives émises par la société luxembourgeoise Silver Tower S.A. Outre la surgarantie existante, le risque de créances irrécouvrables est partiellement couvert par une assurance-crédit externe.

## — Sociétés de location immobilière

Ces entreprises conçoivent des concepts de location et de financement basés sur les besoins pour les grandes installations telles que l'immobilier, les avions, les navires et les systèmes d'énergie régénérative. En règle générale, pour chaque opération, une société ad hoc autonome est créée, dans laquelle Commerz Real Group détient une participation majoritaire ou minoritaire.

En tant que société de services financiers, le Groupe Commerz Real n'accorde pas de prêts à ces sociétés. Les prêts sont accordés par des établissements de crédit au sein et en dehors du Groupe. L'activité principale du Groupe Commerz Real comprend toutefois l'administration liée aux entités structurées.

## — Autres

Il s'agit d'entités structurées qui ne sont pas incluses dans les catégories ci-dessus. Cette catégorie comprend principalement les opérations sur les marchés de capitaux par Financement d'actifs (FA) et les opérations structurées en relation avec des opérations sur dérivés de crédit. FA effectue des transactions pour des clients ayant un accès limité aux marchés de capitaux et les rassemble avec d'autres fournisseurs de capitaux. AF se consacre principalement à la structuration et à la mise en place de solutions de financement et d'investissement destinées aux entreprises clientes et institutions financières. AF se concentre sur le financement d'actifs corporels et d'autres actifs par le biais du crédit-bail ou du financement structuré. Cela inclut également la participation d'autres bailleurs de fonds extérieurs au secteur bancaire. Ces activités sont complétées par la structuration de solutions d'investissement, la souscription et le placement de financements adaptés à cet effet.

Les valeurs comptables des éléments d'actif et de passif ainsi que des produits et charges du Groupe Commerzbank relatifs aux entités structurées non consolidées figurent dans les tableaux ci-dessous : La taille des entités structurées non consolidées et l'exposition maximale du Groupe Commerzbank à la perte sont également indiquées.

L'exposition maximale au risque de perte du Groupe Commerzbank en ce qui concerne les entités structurées non consolidées résulte des actifs comptabilisés ainsi que des engagements de prêt et garanties accordés à ces entités qui n'avaient pas encore été utilisés aux dates de clôture.

Le risque maximal de perte sur les actifs en ce qui concerne les entités structurées non consolidées correspond aux valeurs comptables actuelles de ces éléments après le résultat du risque. Pour les engagements de prêt et les garanties, nous considérons la valeur nominale de l'engagement comme le risque maximum de perte.

Le risque maximum de perte est affiché brut, c'est-à-dire sans tenir compte des activités de garantie ou de couverture servant à l'atténuation des risques.

(En millions d'euros.)	Titres adossés à des actifs (ABS)	Propres titrisation et plateforme de titrisation	Entités structurées de crédit-bail	Autres pays
Actifs au 31/12/2025	11 851	5 526	144	4 276
Actifs financiers - Coût amorti	6 454	5 518	144	4 206
Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur	4 906	-	-	-
Actifs financiers - Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat	490	-	0	0
Actifs financiers - Détenus à des fins de transaction	0	8	0	69
Autres actifs	-	-	-	-
Passifs au 31/12/2025	-	941	24	6
Passifs financiers - Coût amorti	-	939	24	0

Passifs financiers - Option de la juste valeur	-	-	-	-
Autres passifs	-	3	-	5
Résultat du 01/01/ au 31/12/2025	198	93	15	56
Produits d'intérêts nets après résultat du risque	191	86	10	54
Produits nets de commissions	-	9	5	4
Résultat net des actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat et autre résultat provenant des instruments financiers	7	-2	-0	-2
Autres produits nets	0	-	-0	-
Exposition maximale aux pertes au 31/12/2025	11 851	6 466	144	4 839
Actifs	11 851	5 526	144	4 276
Engagements de prêt	-	940	-	563
Garanties	-	-	-	-
Étendue (1)	13 150	19 769	941	293 505

(1) La taille des entités structurées reflète généralement le total des actifs des sociétés. En ce qui concerne le portefeuille ABS, le volume d'émission est exprimé en euros pour tous les investissements ABS détenus par le Groupe.

(En millions d'euros.)	Titres adossés à des actifs (ABS)	Propres titrisation et plateforme de titrisation	Entités structurées de crédit-bail	Autres pays
Actifs au 31/12/2024	11 157	4 358	142	1 207
Actifs financiers - Coût amorti	5 742	4 345	140	1 091
Actifs financiers - Autres éléments du résultat global à la juste valeur	4 863	-	-	-
Actifs financiers - Obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat	553	-	2	37
Actifs financiers - Détenus à des fins de transaction	0	13	-	79
Autres actifs	-	-	-	-
Passifs au 31/12/2024	-	1 050	20	11
Passifs financiers - Coût amorti	-	1 049	20	5
Passifs financiers - Option de la juste valeur	-	-	-	-
Autres passifs	-	1	-	6
Résultat du 01/01/ au 31/12/2024	223	122	15	15
Produits d'intérêts nets après résultat de risque	218	118	8	17
Commissions nettes perçues	0	2	4	0
Résultat net des actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat et autre résultat provenant des instruments financiers	3	2	3	-2
Autres produits nets	0	-	-	-
Exposition maximale à la perte au 31/12/2024	11 157	5 336	142	1 408
Actifs	11 157	4 358	142	1 207
Engagements de prêt	-	978	-	201
Garanties	-	-	-	-
Étendue (1)	12 770	16 536	1 185	236 900

(1) La taille des entités structurées reflète généralement le total des actifs des sociétés. En ce qui concerne le portefeuille ABS, le volume d'émission est exprimé en euros pour tous les investissements ABS détenus par le Groupe.

Commerzbank agit également en tant que sponsor d'entités structurées dans lesquelles elle ne détient pas de participation. Une entité est considérée comme sponsorisée si :

- elle a été lancée et/ou structurée par Commerzbank ;
- elle a reçu ou acheté des actifs du Groupe Commerzbank ;
- elle est garantie par le Groupe Commerzbank ou a fait l'objet d'une commercialisation intensive par le Groupe Commerzbank.

Au 31 décembre 2025, le résultat brut du Groupe Commerzbank provenant d'entités structurées non consolidées dont il est le promoteur s'élevait à -32 millions d'euros (exercice précédent : 7 millions d'euros). Les valeurs comptables des actifs du Groupe Commerzbank liés aux entités structurées non consolidées soutenues s'élevaient à 2 305 millions d'euros (exercice précédent : 1 455 millions d'euros).

## 70. – Informations sur les participations importantes ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle importantes dans le segment Clients particuliers et petites entreprises sont présentées ci-dessous. Nous avons pris en compte notre filiale mBank S.A.

	mBank S.A., Varsovie, Pologne	
	31/12/2025	31/12/2024 (1)
Attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle :		
Capital (En %.)	31	31
Droits de vote (En %.)	31	31
Résultat consolidé (en millions d'euros.)	239	142
Fonds propres (En millions d'euros.)	1 307	1 034

Dividende versé sur les actions (En millions d'euros.)	-	-
Actifs (2) (En millions d'euros.)	20 311	17 484
Passifs (2) (En millions d'euros.)	18 829	16 264
Résultat net (2) (en millions d'euros.)	240	143
Autres éléments du résultat global (2) (En millions d'euros.)	31	30
Total du résultat global (2) (en millions d'euros.)	271	173
Flux de trésorerie (2) (En millions d'euros.)	337	35

(1) Chiffres ajustés.

(2) Avant élimination des opérations intragroupe.

## 71. – Lettres de confort

En ce qui concerne les filiales énumérées ci-dessous et incluses dans les états financiers du Groupe de notre banque, nous nous engageons à ce que, sauf en cas de risques politiques, elles soient en mesure de faire face à leurs responsabilités contractuelles.

Nom	Siège social
Commerzbank Inlandsbanken Holding GmbH	Francfort-sur-le-Main
Commerzbank Finance & Covered Bond S.A.	Luxembourg
CommerzTrust GmbH	Francfort-sur-le-Main
Commerz Markets LLC	New York
LSF Loan Solutions Frankfurt GmbH	Eschborn

## 72. – Participations dans des entreprises liées et d'autres entreprises

Nous fournissons les informations suivantes conformément à l'article 313 (2) HGB et IFRS 12.10 et IFRS 12.21 sur les états financiers du Groupe. Les données sur les capitaux propres et le résultat net des sociétés sont extraites de leurs états financiers en vertu de la réglementation comptable nationale.

Des notes de bas de page, des informations sur l'objet commercial et d'autres commentaires sur les tableaux ci-dessous figurent à la fin de cette note.

## 1. – Entreprises affiliées

## a) Entreprises liées incluses dans les états financiers du Groupe

Nom	Siège social	Objet de l'entité	Quote-part du capital détenue %	Droits de vote (si différents) %	Devise	Capitaux propres* 1 000	Résultat net* 1 000	
ALWIGA Netzbeteiligungen GmbH	Düsseldorf, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	96	-	a)
Aquila Capital Investmentgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	BETGE	74,9	-	EUR	43 643	10 216	
Asekum Sp. z o.o.	Varsovie, Pologne	SOUNT	100,0	-	PLN	31 365	12 483	d)
Atlas Vermögensverwaltungsgesellschaft mbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	143 120	-	a) b)
CBG Commerz Beteiligungsgesellschaft Holding mbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	12 410	-	a) b)
CBG Commerz Beteiligungsgesellschaft Holding mbH & Co. KG	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	9 216	1 037	b)
CBG Commerz Beteiligungskapital GmbH & Co. KG	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	20 345	2 487	
CENTRUM & WEGENER GmbH & Co. KG	Düsseldorf, Allemagne	SOFDL	89,5	-	EUR	1 312	2 644	
CENTRUM Düsseldorf, KÖ 40 Beteiligungs GmbH & Co. KG	Düsseldorf, Allemagne	SOFDL	76,0	-	EUR	1 502	-239	
CENTRUM Düsseldorf, KÖ 40 Vermögensverwaltungs GmbH & Co. KG	Düsseldorf, Allemagne	SOFDL	60,0	-	EUR	10 855	-769	
CERI International Sp. z o.o.	Lodz, Pologne	SOUNT	100,0	-	PLN	101 196	21 473	
Coba Vermögensverwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	SOUNT	100,0	-	EUR	26	-	a)
Commerz (East Asia) Limited	Hong Kong, Hong Kong	SOFDL	100,0	-	EUR	3 895	-72	
Commerz Business Consulting GmbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	SOUNT	100,0	-	EUR	313	-	a) b)
Commerz Direktservice GmbH	Duisburg, Allemagne	SOUNT	100,0	-	EUR	1 856	-	a) b)
Commerz Global Service Solutions Sdn. Bhd.	Kuala Lumpur, Malaisie	SOUNT	100,0	-	MYR	29 642	3 146	
Commerz Grundbesitz Beteiligungsgesellschaft mbH & Co. KG	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	SOFDL	90,0	-	EUR	19 779	1 052	
Commerz Markets LLC	Wilmington, Delaware, États-Unis	SOFDL	100,0	-	USD	262 416	23 517	
Commerz Real AG	Wiesbaden, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	408 407	-	a)
Commerz Real Fonds Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	SOUNT	100,0	-	EUR	151	-	a)
Commerz Real Fund Management S.à r.l.	Luxembourg, Luxembourg	BETGE	100,0	-	EUR	18 981	-1 791	
Commerz Real Investmentgesellschaft mbH	Wiesbaden, Allemagne	BETGE	100,0	-	EUR	21 968	-	a)

Commerz Real Kapitalverwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	BETGE	100,0	-	EUR	6 000		a)
Commerz Real Mobilienleasing GmbH	Düsseldorf, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	41 000	-	a)
Commerz Real Verwaltung und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	26	-	a)
Commerz Service-Center Intensive GmbH	Düsseldorf, Allemagne	SOUNT	100,0	-	EUR	1 664	-	a) b)
Commerz Services Holding GmbH	Frankfort-sur-le-Main, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	15 979	-	a) b)
Commerzbank (Eurasija) AO	Moscou, Russie	KREDI	100,0	-	RUB	27 048 752	3 580 063	
Commerzbank Finance & Covered Bond S.A.	Luxembourg, Luxembourg	KREDI	100,0	-	EUR	1 086 798	16 635	
Commerzbank Finance BV	Amsterdam, Pays-Bas	SOFDL	100,0	-	EUR	739	-52	
Commerzbank Finance Limited	Londres, Royaume-Uni	SOFDL	100,0	-	GBP	539 593	153 530	
Commerzbank Holdings France	Paris, France	SOFDL	100,0	-	EUR	16 044	-943	
Commerzbank Immobilien- und Vermögensverwaltungsgesellschaft mbH	Frankfort-sur-le-Main, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	664 435	-	a) b)
Commerzbank Inlandsbanken Holding GmbH	Frankfort-sur-le-Main, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	109 465	-	a) b)
Commerzbank Leasing December (3) Limited	Londres, Royaume-Uni	SOFDL	100,0	-	GBP	444	125	
Commerzbank Leasing Limited	Londres, Royaume-Uni	SOFDL	100,0	-	GBP	25	-	
Commerzbank U.S. Finance, Inc.	Wilmington, Delaware, États-Unis	SOFDL	100,0	-	USD	365	-	
CommerzFactoring GmbH	Mayence, Allemagne	SOFDL	50,1	-	EUR	1 099	-	a)
CommerzVentures Beteiligungs GmbH & Co. KG	Frankfort-sur-le-Main, Allemagne	SOFDL	99,5	-	EUR	50 072	-1 340	b)
CommerzVentures GmbH	Frankfort-sur-le-Main, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	90 565	-	a) b)
CommerzVentures II Beteiligungs GmbH & Co. KG	Frankfort-sur-le-Main, Allemagne	SOFDL	33,3	99,2	EUR	74 187	-6 046	b)
CommerzVentures III Beteiligungs GmbH & Co. KG	Frankfort-sur-le-Main, Allemagne	SOFDL	33,3	99,0	EUR	100 800	-12 746	b)
ComTS Finance GmbH	Halle (Saale), Allemagne	SOUNT	100,0	-	EUR	1 550	-	a) b)
ComTS GmbH	Erfurt, Allemagne	SOUNT	100,0	-	EUR	8 062	-	a) b)
ComTS Logistics GmbH	Magdebourg, Allemagne	SOUNT	100,0	-	EUR	1 550	-	a) b)
Dresdner Capital LLC 1	Wilmington, Delaware, États-Unis	SOFDL	100,0	-	USD	2 158	42	
Dresdner Kleinwort Luminary Inc.	Wilmington, Delaware, États-Unis	SOFDL	100,0	-	USD	45 471	13 454	
Dresdner Lateinamerika Aktiengesellschaft	Hambourg, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	35 452	-	a) b)
DSB Vermögensverwaltungsgesellschaft mbH	Frankfort-sur-le-Main, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	25	-	a) b)
FABA Vermietungsgesellschaft mbH	Frankfort-sur-le-Main, Allemagne	SOUNT	100,0	-	EUR	7 926	-	a) b)
Gesellschaft für Kreditsicherung mbH	Berlin, Allemagne	SOFDL	63,3	-	EUR	10 173	8 106	
Greene Elm Trading VII LLC	Wilmington, Delaware, États-Unis	SOFDL	100,0	-	USD	1 823 548	73 669	
KENSTONE GmbH	Eschborn, Allemagne	SOUNT	100,0	-	EUR	1 250	-	a) b)
Kommanditgesellschaft MS "CPO ALICANTE" Offen	Hambourg, Allemagne	SOUNT	90,0	-	EUR	30 992	7 174	b)
Reederei GmbH & Co.								
Kommanditgesellschaft MS "CPO ANCONA" Offen	Hambourg, Allemagne	SOUNT	77,2	-	EUR	61 480	3 363	b)
Reederei GmbH & Co.								
Kommanditgesellschaft MS "CPO BILBAO" Offen Reederei GmbH & Co.	Hambourg, Allemagne	SOUNT	90,0	-	EUR	31 992	7 310	b)
Kommanditgesellschaft MS "CPO PALERMO" Offen	Hambourg, Allemagne	SOUNT	73,9	-	EUR	73 155	4 512	b)
Reederei GmbH & Co.								
Kommanditgesellschaft MS "CPO VALENCIA" Offen	Hambourg, Allemagne	SOUNT	90,0	-	EUR	32 695	7 174	b)
Reederei GmbH & Co.								
LeaseLink Sp. z o.o.	Varsovie, Pologne	SOFDL	100,0	-	PLN	47 765	11 582	d)
LR Düsseldorf, Kö 40 Beteiligungs GmbH	Düsseldorf, Allemagne	SOFDL	60,0	-	EUR	8 451	-24	
LSF Loan Solutions Frankfurt GmbH	Eschborn, Allemagne	SOUNT	100,0	-	EUR	48 952	-	a) b)
Main Incubator GmbH	Frankfort-sur-le-Main, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	48 690	-	a) b)
mBank Hipoteczny S.A.	Varsovie, Pologne	KREDI	100,0	-	PLN	824 956	-5 172	d)
mBank S.A.	Varsovie, Pologne	KREDI	69,0	-	PLN	17 763 743	2 586 485	
mElements S.A.	Varsovie, Pologne	SOFDL	100,0	-	PLN	28 104	1 334	d)
mFaktoring S.A.	Varsovie, Pologne	SOFDL	100,0	-	PLN	244 367	19 632	d)
mFinanse CZ s.r.o.	Prague, République tchèque	SOUNT	100,0	-	CZK	70 013	18 415	d)
mFinanse S.A.	Varsovie, Pologne	SOUNT	100,0	-	PLN	105 127	21 313	d)
mFinanse SK s.r.o.	Bratislava, Slovaquie	SOUNT	100,0	-	EUR	486	196	d)
mLeasing Sp. z o.o.	Varsovie, Pologne	SOFDL	100,0	-	PLN	1 087 782	182 541	d)
MOLARIS Verwaltungs- und Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	6 409	4 971	c)
mTowarzystwo Funduszy Inwestycyjnych S.A.	Varsovie, Pologne	SOFDL	100,0	-	PLN	17 605	6 601	d)
mZakupy Sp. z o.o.	Varsovie, Pologne	SOUNT	100,0	-	PLN	76 670	4 585	d)
NAVIPOS Schiffsbeteiligungsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	107 752	-	a) b)
NEUGELB STUDIOS GmbH	Berlin, Allemagne	SOUNT	100,0	-	EUR	1 000	-	a)
NOVELLA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	11 176	-	a)
Objekt Viehmarktgassee Smart Living GmbH & Co. KG	Vienne, Autriche	SOUNT		-	EUR	12 243	567	c)
REFUGIUM Beteiligungsgesellschaft mbH	Grünwald, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	61 826	-	a)
SECUNDO Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	SOUNT	100,0	-	EUR	5 811	-	a)
Smart Living Properties Ireland Limited Partnership	Dublin, Irlande	SOUNT		-	EUR	23	-36	c)
TOMO Vermögensverwaltungsgesellschaft mbH	Frankfort-sur-le-Main, Allemagne	SOFDL	100,0	-	EUR	4 778	-	a) b)
Yellow Automation GmbH	Frankfort-sur-le-Main, Allemagne	SOUNT	100,0	-	EUR	1 025	-	a) b)
Yellowfin Asset Management GmbH	Frankfort-sur-le-Main, Allemagne	SOFDL	75,1	-	EUR	5 963	4 886	
Zelos Luxembourg S.C.S.	Luxembourg, Luxembourg	SOFDL	100,0	-	EUR	-211 271	-69 297	

**b) Entreprises liées non incluses dans les états financiers du Groupe en raison de leur importance mineure**

Nom	Siège social	Quote-part du capital détenu en %	Droits de vote (si différents) %	
11. CR Fonds-Verwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
13. CR Fonds-Verwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
2. CR Fonds-Verwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
2. CR Immobilien-Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Balingen KG i.L.	Düsseldorf, Allemagne	75,8	75,9	
2. CR Immobilien-Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Balingen KG i.L.	Düsseldorf, Allemagne	78,1	78,3	
7. CR Fonds-Verwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
8. CR Fonds-Verwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ABANTUM Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ABELASSA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ACARINA Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ACCESSA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Grünwald, Allemagne	100,0	-	
ACE Hydro S.à r.l.	Wecker, Luxembourg	100,0	-	
ACILIA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ACINA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ACONITA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ACRONA Photo voltaik-Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ADAMANTA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ADAMANTA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Elbphilharmonie KG	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ADELIA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ADENARA Flugzeug-Leasinggesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ADMEO Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ADMERIA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ADRUGA Verwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ADURAMA Verwaltung und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
AGASI LA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
AGUSTO Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
AKERA Verwaltung und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ALACRITAS Verwaltungs- und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ALBELLA Verwaltung und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ALBOLA Verwaltung und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ALCEDA Directors II S.à r.l.	Senningerberg, Luxembourg	100,0	-	
ALCEDA Directors S.à r.l.	Senningerberg, Luxembourg	100,0	-	
ALDINGA Verwaltung und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ALDULA Verwaltung und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ALEMONA Verwaltung und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ALICANTE NOVA Shipping Limited	Monrovia, Libéria	100,0	-	
ALIVERA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ALLORUM Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ALLURA Verwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ALSENNA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ALUBRA Verwaltung und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ALVARA Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ALVENTA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
AMALIA Verwaltung und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
AMATA Verwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
AMENA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
AMERA Verwaltung und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ANCONA NOVA Shipping Limited	Monrovia, Libéria	100,0	-	
ANDINO Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	a)
ANDINO Dritte Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	a)
ANET Verwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
APTEMUS Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
AQ Investment AG	Zurich, Suisse	100,0	-	
Aquila Capital Concepts s.r.o.	Prague, République tchèque	100,0	-	
Aquila Capital DC Directors S.à r.l.	Senningerberg, Luxembourg	100,0	-	
Aquila Capital Energy Transition Fund S.A. SICAV-RAIF	Luxembourg, Luxembourg	-	-	c)
Aquila Capital Invest UK Ltd.	Londres, Royaume-Uni	100,0	-	
Aquila GP B.V.	Amsterdam, Pays-Bas	100,0	-	
ARAUNA Verwaltung und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ARBITRIA Verwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
AREBA Verwaltung und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ARINGO Verwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
Arvilla Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
Arvillux S.à r.l.	Luxembourg, Luxembourg	100,0	-	
ARVINA Verwaltung und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ASCETO Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ASERTUNA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	

ASSANDRA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ASSENTO Photovoltaik-Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ASSERTA Flugzeug-Leasinggesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ASTUTIA Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	a)
ATUNO Verwaltung und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
AVANCIA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
Avantlux S.à r.l.	Luxembourg, Luxembourg	100,0	-	
Avestlux S.à r.l.	Luxembourg, Luxembourg	100,0	-	
AVIO Verwaltung und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
AVOLO Flugzeugleasinggesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
AVRILOS Verwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
AWINTO Verwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
BENE Verwaltung und Treuhand GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
BILBAO NOVA Shipping Limited	Monrovia, Libéria	100,0	-	
BONITAS Mobilien-Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Friedrichshafen KG	Grünwald, Allemagne	100,0	-	
Bot4Business Sp. z o.o.	Lodz, Pologne	100,0	-	
BRE Property Partner Sp. z o.o. w likwidacji	Varsovie, Pologne	100,0	-	
CBG Commerz Beteiligungskapital Verwaltungs GmbH	Frankfurt-sur-le-Main, Allemagne	100,0	-	
CIMONUSA Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
COLLEGIUM GLASHÜTTEN Zentrum für Kommunikation GmbH	Glashütten, Allemagne	100,0	-	a)
Commerz Building and Management GmbH	Essen, Allemagne	100,0	-	a)
Commerz Nominees Limited	Londres, Royaume-Uni	100,0	-	
COMMERZ REAL AMERICAS, LLC	Wilmington, Delaware, États-Unis	100,0	-	
Commerz Real Baumanagement GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	a)
Commerz Real Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
Commerz Real Capital GmbH	Wiesbaden, Allemagne	100,0	-	a) 1)
Commerz Real France & South EURL	Paris, France	100,0	-	
Commerz Real Goethe GmbH & Co. KG	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
Commerz Real Investment S.à r.l.	Luxembourg, Luxembourg	100,0	-	
Commerz Real North Ltd.	Londres, Royaume-Uni	100,0	-	
Commerz Real PtX Management GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
Commerz Real West BV	Amsterdam, Pays-Bas	100,0	-	
Commerzbank Auslandsbanken Holding GmbH	Frankfurt-sur-le-Main, Allemagne	100,0	-	
Commerzbank Brasil Holding Ltda.	Sao Paulo, Brésil	100,0	-	
Commerzbank Finance 3 S.à r.l.	Luxembourg, Luxembourg	100,0	-	
Commerzbank Holdings (UK) Limited	Londres, Royaume-Uni	100,0	-	
Commerzbank Leasing December (12) Limited	Londres, Royaume-Uni	100,0	-	
Commerzbank Leasing March (3) Limited	Londres, Royaume-Uni	100,0	-	
Commerzbank Leasing September (5) Limited	Londres, Royaume-Uni	100,0	-	
Commerzbank Pension Trustees Limited	Londres, Royaume-Uni	100,0	-	
Commerzbank Representative Office Nigeria Limited	Lagos, Nigeria	100,0	-	
Commerzbank Representative Office Panama, S.A.	Panama City, Panama	100,0	-	
COMMERZBANK SÃO PAULO REPRESENTAÇÃO LTDA.	Sao Paulo, Brésil	100,0	-	
Commerzbank Services (Guernsey) Limited	St. Peter Port, Guernesey	100,0	-	
CommerzLeasing Anlagen-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
CommerzLeasing GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
CommerzStiftungsTreuhand GmbH	Frankfurt-sur-le-Main, Allemagne	100,0	-	
CommerzTrust GmbH	Frankfurt-sur-le-Main, Allemagne	100,0	-	
CommerzVentures Beteiligungsverwaltungs GmbH	Frankfurt-sur-le-Main, Allemagne	100,0	-	
CommerzVentures II Digital Assets Holding GmbH	Frankfurt-sur-le-Main, Allemagne	100,0	-	
CRC Kö 40 Komplementär GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
CRI Debt Fund General Partner S.à r.l.	Luxembourg, Luxembourg	100,0	-	
CRI Renewable Energies Development Fund 1 Holding S.à r.l.	Luxembourg, Luxembourg	100,0	-	
CRI Renewable General Energies Development Fund 1 General Partner S.à r.l.	Luxembourg, Luxembourg	100,0	-	
DAUNUS Vermietungsgesellschaft mbH	Grünwald, Allemagne	-	-	a) c)
Digital Operations S.A.	Lodz, Pologne	100,0	-	
Digital Teammates S.A.	Varsovie, Pologne	100,0	-	
Dr. Gubelt Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
Dr. Gubelt Beteiligungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Erfurt KG	Düsseldorf, Allemagne	0,1	0,3	d
Dr. Gubelt Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
Dr. Gubelt Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Dortmund KG	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
DRABELA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
DREBOSTA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Grünwald, Allemagne	100,0	-	
DREBOSTA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Schwerin KG	Grünwald, Allemagne	100,0	-	
DREDOLA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
DREDOLA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Berlin KG	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
DRELARA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
DRENITA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	

DRESANA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
Dresdner Kleinwort do Brasil Limitada	Rio de Janeiro, Brésil	100,0	-	
DRETERUM Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
Elov8 Real Estate Fund General Partner S.à r.l.	Luxembourg, Luxembourg	100,0	-	
Elov8 Real Estate Fund Holding S.à r.l.	Luxembourg, Luxembourg	-	-	d
Elov8 Real Estate Fund SCA SICAV-RAIF	Luxembourg, Luxembourg	100,0	30,0	
EuREAM GmbH	Wiesbaden, Allemagne	100,0	-	
FLOR Vermietungsgesellschaft mbH	Grünwald, Allemagne	-	-	a) d
FORNAX Kraftwerk-Beteiligungsgesellschaft mbH	Grünwald, Allemagne	100,0	-	
GIE Dresdner Kleinwort France	Paris, France	100,0	-	
G-Invest Sp. z o.o.	Varsovie, Pologne	100,0	-	
GRADARA Vermietungsgesellschaft mbH	Grünwald, Allemagne	100,0	-	
GRALANA Vermietungsgesellschaft mbH	Grünwald, Allemagne	100,0	-	
GRALIDA Vermietungsgesellschaft mbH	Grünwald, Allemagne	100,0	-	
GRAMINA Vermietungsgesellschaft mbH	Grünwald, Allemagne	100,0	-	
GRAMOLDISCUS Vermietungsgesellschaft mbH	Grünwald, Allemagne	100,0	-	
GRASSANO Vermietungsgesellschaft mbH	Grünwald, Allemagne	100,0	-	
GRATNOMA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Grünwald, Allemagne	100,0	-	
GRAURESTA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Grünwald, Allemagne	100,0	-	
GRENADO Vermietungsgesellschaft mbH	Grünwald, Allemagne	100,0	-	
Gresham Leasing March (3) Limited	Londres, Royaume-Uni	100,0	-	
GRETANA Vermietungsgesellschaft mbH	Grünwald, Allemagne	100,0	-	
GRILISA Vermietungsgesellschaft mbH	Grünwald, Allemagne	100,0	-	
GRONDOLA Vermietungsgesellschaft mbH	Grünwald, Allemagne	100,0	-	
GROTEGA Vermietungsgesellschaft mbH	Grünwald, Allemagne	100,0	-	
GRUMENTO Vermietungsgesellschaft mbH	Grünwald, Allemagne	100,0	-	
GRUMENTO Vermietungsgesellschaft mbH	Grünwald, Allemagne	100,0	-	
GRUNATA Vermietungsgesellschaft mbH	Grünwald, Allemagne	100,0	-	
HAJOBANTA GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
HAJOBURGA Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
HAJOLENA Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
HAJOLUCA Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
HAJOMA Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
HAJOMINA Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
HAJORALDIA Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
HAJOSINTA Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
HAJOSOLA Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
HAJOTARA Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
Haus am Kai 2 O.O.O.	Moscou, Russie	100,0	-	
HDW Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
Immobilien-gesellschaft Ost Hagle, spol. s.r.o.	Prague, République tchèque	100,0	-	
IWP International West Pictures Verwaltungs GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
Kommanditgesellschaft MS "CPO MARSEILLE" Offen Reederei GmbH & Co.	Hambourg, Allemagne	77,2	77,3	bl
MARBARDA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
MARBINO Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
MARBREVA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
MARBREVA Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt AOK Bayern KG	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
MARIUS Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
Marseille Shipping Limited	Monrovia, Libéria	100,0	-	
mBOX Sp. z o.o.	Varsovie, Pologne	100,0	-	
Mercury Financial S.A.	Varsovie, Pologne	100,0	-	
mInvestment Banking S.A.	Varsovie, Pologne	100,0	-	
MOLANA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
MOLANCONA Vermietungsgesellschaft mbH	Grünwald, Allemagne	100,0	-	
MOLANDA Vermietungsgesellschaft mbH	Munich, Allemagne	100,0	-	
MOLANKA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
MOLAREZZO Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
MOLARINA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
MOLARIS Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
MOLARIS Geschäftsführungs GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
MOLARIS Grundstücksverwaltung GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
MOLARIS Immobilienverwaltung GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
MOLARIS Managementgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
MOLARIS Objektverwaltung GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
MOLARISSA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
MOLARONA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
MOLAROSA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
MOLASSA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
MOLATHINA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
MOLBAKKA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
MOLBARVA Vermietungsgesellschaft mbH	Grünwald, Allemagne	100,0	-	
MOLBERA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
MOLBERNO Vermietungsgesellschaft mbH	Grünwald, Allemagne	100,0	-	
MOLBOLLA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
MOLBONA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	



MOLBURGA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLCOCO Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLCORA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLDICMA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLDICMA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLETUM Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLFENNA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLFOKKA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLGABA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLGEDI Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLGERO Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLHABIS Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLIGELA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLITA Vermietungsgesellschaft mbH	Hanovre, Allemagne	100,0	-	-
MOLKANDIS Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLKANDIS Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Kaltenkirchen KG	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLKIRA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLOTA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLPETTO Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLPIKA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLRATUS Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLRATUS Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Loxstedt KG	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLRAWIA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLRESTIA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLRESTIA Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt TKA Varel KG	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLRISTA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLROLA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLRONDA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLROSSI Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLSCHORA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLSIWA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLSOLA Vermietungsgesellschaft mbH	Grünwald, Allemagne	100,0	-	-
MOLSOLA Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Geminus KG	Grünwald, Allemagne	100,0	-	-
MOLSOLA Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Halle Markt 11 KG	Grünwald, Allemagne	100,0	-	-
MOLSTEFFA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLSTINA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLSURA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLTANDO Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLTERAMO Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLTIVOLA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLTUNIS Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLUGA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLVERA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLWALLA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MOLWORUM Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MONEA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
MORANO Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	-
mServices Sp. z o.o.	Varsovie, Pologne	100,0	-	-
NACOLO Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-	-
NACONA Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-	-
NACONGA Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-	-
NAFARI Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-	-
NAFIRINA Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-	-
NASIRO Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-	-
NASTO Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-	-
NAUCULA Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-	-
NAULUMO Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-	-
NAURANTO Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-	-
NAURATA Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-	-
NAUSOLA Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-	-
NAUTESSA Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-	-
NAUTLUS Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-	-
NAUTUGO Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-	-
NAVALIS Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-	-
NAVALIS Schiffsbetriebsgesellschaft mbH & Co. MS « NEDLLOYD JULIANA » KG i.L.	Hambourg, Allemagne	93,6	93,7	-
NAVIBOLA Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-	-
NAVIBOTO Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-	-
NAVIFIORI Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-	-
NAVIGATO Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-	-
NAVIGOLO Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-	-
NAVILO Vermietungsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-	-
NAVIRENA Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-	-
NAVIROSSA Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-	-
NAVITONI Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-	-
NAVITOSA Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-	-

NAVO Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Berlin KG	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
Nimbus Solar, S.L.	Pozuelo de Alarcon, Espagne	100,0	-	
neosfer GmbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	100,0	-	a)
NEPTANA Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-	
NEPTILA Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-	
NEPTORA Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-	
NEPTUGA Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-	
NEPTUNO Schiffsbetriebsgesellschaft mbH	Hambourg, Allemagne	100,0	-	
NOLICA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
NORA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
NORA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekte Plön und Preetz KG i.L.	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
NOTITIA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
NOVITAS Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
Number X Real Estate GmbH i.L.	Eschborn, Allemagne	100,0	-	
NURUS Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	a)
on vista media GmbH	Cologne, Allemagne	100,0	-	
OSKAR Medienbeteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
PALERMO Shipping Limited	Monrovia, Libéria	100,0	-	
PATELLA Vermietungsgesellschaft mbH	Berlin, Allemagne	100,0	-	
Property Partner Sp. z o.o. w likwidacji	Varsovie, Pologne	100,0	-	
PRUNA Betreiber GmbH	Grünwald, Allemagne	51,0	-	
quatron Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
RALTO Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
RAMONIA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
RANA Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
RAPIDA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
RAVENNA Krakow Sp. z o.o.	Varsovie, Pologne	100,0	-	
RECURSA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	100,0	-	
RESIDO Flugzeug-Leasinggesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
RIPA Medien-Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ROSARIA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ROSATA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ROSEA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
ROSOLA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
SENATORSKA Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
SILVA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
Smart Living Europe Verwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	-	-	c)
Smart Living Immobilien-gesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
Smart Living Properties Ireland Designated Activity Company	Dublin, Irlande	-	-	c)
SOLTRX Transaction Services GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	a)
TALORA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
TIGNARIS Beteiligungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
TIGNARIS Beteiligungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Ostfildern KG i.L.	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
TIGNARIS Verwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
VALENCIA NOVA Shipping Limited	Monrovia, Libéria	100,0	-	
WebTek Software Private Limited	Bangalore, Inde	100,0	-	
Windpark Düben Süd Verwaltungs GmbH	Grünwald, Allemagne	100,0	-	
Windpark Fläming 1 Verwaltungsgesellschaft mbH	Grünwald, Allemagne	100,0	-	
Windpark Karche 2 Verwaltungs GmbH	Grünwald, Allemagne	100,0	-	
Windpark Klosterkumbd Verwaltungs GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
Windpark Ottweiler-Bexbach Verwaltungsgesellschaft mbH	Grünwald, Allemagne	100,0	-	
Windpark Parchim Fünf Verwaltungsgesellschaft mbH	Grünwald, Allemagne	100,0	-	
Windpark Rayerschied Verwaltungs GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
Windpark Schenkendöbern Eins Verwaltungsgesellschaft mbH	Grünwald, Allemagne	100,0	-	
Windpark Schönesseiffen Verwaltungs GmbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
Windpark Sien Verwaltungsgesellschaft mbH	Grünwald, Allemagne	100,0	-	
Windpark Spechenwald Verwaltungsgesellschaft mbH	Grünwald, Allemagne	100,0	-	
Windpark Wustermark Eins Verwaltungsgesellschaft mbH	Grünwald, Allemagne	100,0	-	
Windsor Asset Management GP Ltd.	Toronto, Ontario, Canada	100,0	-	
Windsor Canada Verwaltungsgesellschaft mbH	Düsseldorf, Allemagne	100,0	-	
Yildun Solar, S.L.	Pozuelo de Alarcon, Espagne	100,0	-	

**2. – Entreprises associées****a) Entreprises associées dans les états financiers du Groupe comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence**

Nom	Siège social	Quote-part du capital détenu en %	Droits de vote (si différents) %	Devise	Capitaux propres* 1 000	Résultat net* 1 000
AKA Ausfuhrkredit-Gesellschaft mbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	31,6	-	EUR	300 921	13 200
ANET GmbH & Co. GESCHLOSSENE INVESTMENT KG	Düsseldorf, Allemagne	28,4		EUR	293 323	46 258
Coubag Unternehmensbeteiligungsgesellschaft mbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	40,0		EUR	105 142	247
CR Hotel Target Pty Ltd	Sydney, Australie	50,0	-	AUD	1 931	-7 731

**b) Entreprises associées dans les états financiers du Groupe non comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence en raison de leur importance mineure**

Nom	Siège social	Quote-part du capital détenu en %	Droits de vote (si différents) %
360X AG	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	24,3	-
AGASILA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Düsseldorf KG i.L.	Düsseldorf, Allemagne	24,3	29,8
ALIVERA Grundstücks-Vermietungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Düsseldorf-Lichtenbroich KG i.L.	Düsseldorf, Allemagne	5,2	25,0
ATISHA Verwaltungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Paris KG	Düsseldorf, Allemagne	50,0	-
EVA Société par Actions Simplifiée	Paris, France	50,0	-
Film & Entertainment VIP MEDIENFONDS 3 GmbH & Co. KG i.L.	Grünwald, Allemagne	46,1	-
GOPA - Gesellschaft für Organisation, Planung und Ausbildung mbH	Bad Homburg v. d. Höhe, Allemagne	28,8	
HAJOBANTA GmbH & Co. Asia Opportunity I KG i.L.	Düsseldorf, Allemagne	20,8	20,9
ILV Immobilien-Leasing Verwaltungsgesellschaft Düsseldorf mbH	Düsseldorf, Allemagne	50,0	-
Immobilien-Vermietungsgesellschaft Reeder & Co. Objekt Plauen-Park KG	Düsseldorf, Allemagne	21,4	-
Lissi GmbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	33,3	-
MS « Meta » Stefan Patjens GmbH & Co. KG i. L.	Drochtersen, Allemagne	30,6	-
Pinova GmbH & Co. Erste Beteiligungs KG	Munich, Allemagne	40,0	-
Projekt CH Lodz Sp. z o.o. w likwidacji	Varsovie, Pologne	100,0	-

**3. – Coentreprises****a) Coentreprises dans les états financiers du Groupe comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence**

Nom	Siège social	Quote-part du capital détenu en %	Droits de vote (si différents) %	Devise	Capitaux propres* 1 000	Résultat net* 1 000
Project Gloria S.a.r.l.	Luxembourg, Luxembourg	50,0	-	EUR	-5 672	-4 405
Smart Living Objekt Campus Adickesallee GmbH & Co. KG	Düsseldorf, Allemagne	50,0	-	EUR	69 917	-4 577

**b) Coentreprises dans les états financiers du Groupe non comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence en raison de leur importance mineure**

Nom	Siège social	Quote-part du capital détenu %	Droits de vote (si différents) %
Commerz Globalpay GmbH	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	49,0	-
FV Holding S.A.	Bruxelles, Belgique	60,0	-
i Live Commerz Real Campus zwei GmbH	Aalen, Allemagne	50,0	-

**4. – Entités structurées****a) Entités structurées incluses dans les états financiers du Groupe conformément à IFRS 10/IFRS 11**

Nom	Siège social	Segment	Quote-part du capital détenue %	Droits de vote (si différents) %	Devise	Capitaux propres* 1 000
TS Eule UG	Francfort-sur-le-Main, Allemagne	PUK	-	-	EUR	5

**b) Entités structurées non incluses dans les états financiers du Groupe conformément à IFRS 10/IFRS 11 en raison de leur importance mineure**

Nom	Siège social	Segment
Bosphorus Capital DAC	Dublin, Irlande	FK
CB MezzCAP Limited Partnership	St. Helier, Jersey	FK

**5. – Fonds d'investissement**

**a) Fonds d'investissement inclus dans les états financiers du Groupe conformément à IFRS 10/IFRS 11**

Nom	Siège social	Segment	Part de l'investisseur dans le fonds %	Devise	Volume du fonds 1 000
Commerz Real Institutional Smart Living Europe Fund	Düsseldorf, Allemagne	PUK	52,5	EUR	162 388
Olympic Investment Fund II	Grevenmacher, Luxembourg	FK	86,8	EUR	2 782 311
Premium Management Immobilien-Anlagen	Frankfurt-sur-le-Main, Allemagne	PUK	99,0	EUR	3 390
VFM Mutual Fund AG & Co. KG	Gamprin-Bendern, Liechtenstein	FK	69,2	USD	242 246

**6. – Investissements dans de grandes sociétés où l'investissement dépasse 5 % des droits de vote**

Nom	Siège social	Quote-part du capital détenu %	Droits de vote (si différents) %
Deutsche Börse Commodities GmbH	Frankfurt-sur-le-Main, Allemagne	16,2	14,5
EURO Kartensysteme GmbH	Frankfurt-sur-le-Main, Allemagne	15,4	-
SCHUFA Holding AG	Wiesbaden, Allemagne	18,6	-

**Notes de bas de page**

(1) Changement de nom : anciennement CR Colligo Vorratsgesellschaft mbH

**Observations et explications**

- a) Accord de contrôle ou de transfert de bénéfices  
b) Aucune information n'est fournie en vertu de l'article 264 (3) et à l'article K2 HGB  
c) Relations d'agent  
d) Le total de la quote-part du capital détenue en % correspond à la participation de mBank S.A. dans la société  
\* Les chiffres financiers au rapport annuel de l'année dernière

Abréviation	Explication
BETGE	Sociétés d'investissement
KREDI	Banques
SOFDL	Autres institutions financières
SOUNT	Autres entreprises
FK	Clients entreprises
PUK	Clients privés et petites entreprises

**Taux de change pour 1 € au 31/12/2025**

Australie	AUD	1,758100
Royaume-Uni	GBP	0,872600
Malaisie	MYR	4,768200
Pologne	PLN	4,221000
Russie (1)	RUB	92,816900
République tchèque	CZK	24,237000
États-Unis	USD	1,175000

(1) En 2022, la BCE a décidé de suspendre la publication d'un taux de référence de l'euro par rapport au rouble russe jusqu'à nouvel ordre. En tant que Commerzbank, nous avons décidé de calculer un taux de conversion manuel EUR / RUB pour le 31 décembre 2025 en utilisant le taux USD/RUB et le taux USD/EUR (tous deux au 31 décembre 2025).

## Information sur les évènements postérieurs à la clôture

### Programme de rachat d'actions

Le Conseil d'administration de Commerzbank a décidé de procéder à un nouveau programme de rachat d'actions d'un montant maximal de 540 millions d'euros. Ce sixième programme de rachat d'actions s'inscrit, outre le dividende, dans le cadre de la redistribution de capital pour l'exercice 2025. Les autorisations requises de l'Agence financière allemande et de la Banque centrale européenne pour ce sixième programme de rachat d'actions ont désormais été obtenues. Le rachat d'actions a débuté après la publication des résultats de l'exercice 2025, le 12 février 2026, et s'achèvera au plus tard le 26 mars 2026. Les actions rachetées dans le cadre de ce programme de rachat d'actions devraient être annulées au cours de l'exercice 2026. L'objectif de ce rachat d'actions est de réduire le capital social de Commerzbank Aktiengesellschaft.

### Guerre au Moyen-Orient

La guerre qui a éclaté au Moyen-Orient le 28 février 2026 pourrait avoir des répercussions sur les activités de Commerzbank. Nous suivons de près l'évolution de la situation et adaptons en permanence notre évaluation des risques et notre politique commerciale. Les répercussions potentielles pourraient notamment se refléter dans les provisions pour risques. Toutefois, il n'est pas possible à l'heure actuelle de procéder à une évaluation quantitative fiable des effets éventuels sur les futurs états financiers consolidés de la Commerzbank, car ceux-ci dépendent de l'évolution et de la durée du conflit.

Il n'y a pas eu d'autres événements d'importance particulière depuis la fin de l'exercice.

## Conseils de Commerzbank Aktiengesellschaft

### Conseil d'administration

Nom	Fonction	Date de nomination / de cessation de fonctions
Dr Bettina Orlopp	Présidente	
Michael Kotzbauer	Vice-président	
Sabine Mlnarsky		
Thomas Schaufler		
Carsten Schmitt		Depuis le 19/02/2025
Bernhard Spalt		
Christiane Vorspel-Rüter		

### Conseil de surveillance

Nom	Fonction	Institution	Date de nomination / de cessation de fonctions
Prof. Dr Jens Weidmann (2)	Ancien président	Deutsche Bundesbank	
	Professeur de pratique en matière de banque centrale	Ecole de finance et de gestion de Francfort	
Sascha Uebel (1) - (3)	Professionnel de la banque	Commerzbank Aktiengesellschaft	
Heike Anscheit (1)	Professionnel de la banque	Commerzbank Aktiengesellschaft	
Gunnar de Buhr (1)	Professionnel de la banque	Commerzbank Aktiengesellschaft	
Harald Christ	Associé directeur	Christ Capital GmbH	
Dr Frank Czichowski	Ancien vice-président principal/trésorier	KfW Bankengruppe	
Sabine U. Dietrich	Ancien membre du Conseil d'administration	BP Europa SE	
Dr Jutta A. Dönges	Directeur Financier	Uniper SE	Jusqu'au 15/05/2025
Dr Michael Goritz	Ancien directeur mondial de l'information	Standard Chartered Bank	Depuis le 15/05/2025
Burkhard Keese	Directeur général	Artemis Group	
Thomas Kühnl (1)	Professionnel de la banque	Commerzbank Aktiengesellschaft	
Sabine Lautenschläger-Peiter	Ancienne membre du Directoire	Banque centrale européenne	Depuis le 15/05/2025
	Ancienne membre du Conseil de surveillance	Mécanisme de surveillance unique de la BCE	
Maxi Leuchters (1)	Chef de la Division du droit des sociétés et de la gouvernance d'entreprise	Hans-Böckler-Stiftung	
Daniela Mattheus	Avocat et consultant en gestion		
Nina Olderdissen (1)	Professionnelle de la banque	Commerzbank Aktiengesellschaft	

Sandra Persiehl (1)	Employéede banque	Commerzbank Aktiengesellschaft	
Michael Schramm (1)	Professionnel de la banque	Commerzbank Aktiengesellschaft	
Caroline Seifert	Conseil en gestion pour la transformation		
Dr Gertrude Tumpel-Gugerell	Ancienne membre du Directoire	Banque centrale européenne	Jusqu'au 15/05/2025
Kevin Voß (1)	Secrétaire syndical	Administration fédérale ver.di	
Frederik Werning (1)	Secrétaire syndical	Section Banque, district ver.di de Münsterland	
Frank Westhoff	Ancien membre du conseil d'administration	DZ BANK AG	

(1) Élu par les employés de la Banque.

(2) Présidente / Président

(3) Présidente / Président adjoint(e)

### Déclaration de responsabilité du conseil d'administration

À notre connaissance, et conformément aux principes de publication des informations applicables, les états financiers du Groupe donnent une image fidèle et sincère des actifs nets, de la situation financière et du résultat des opérations du Groupe, et le rapport de gestion combiné donne une image fidèle de l'évolution des affaires et des résultats de l'entreprise et de la situation du Groupe, ainsi qu'une description des principaux risques et opportunités associés à l'évolution attendue du Groupe.

Francfort-sur-le-Main, le 3 mars 2026

Le conseil d'administration

Bettina Orlopp  
Thomas Schaufler  
Christiane Vorspel-Rüter

Michael Kotzbauer  
Carsten Schmitt

Sabine Mlnarsky  
Bernhard Spalt

### IV. – Rapport du Commissaire aux Comptes Indépendant »

À COMMERZBANK Aktiengesellschaft, Francfort-sur-le-Main

### Rapport sur l'audit des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné

#### Opinions

Nous avons audité les états financiers consolidés de COMMERZBANK Aktiengesellschaft, à Francfort-sur-le-Main, et de ses filiales (le Groupe), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2025, le compte de résultat, l'état condensé du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2025, ainsi que les notes, y compris les informations importantes relatives aux méthodes comptables. En outre, nous avons audité le rapport sur la situation de l'entité et du Groupe (ci-après le « rapport de gestion combiné ») de COMMERZBANK Aktiengesellschaft pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2025.

Conformément aux obligations légales allemandes, nous n'avons pas audité le contenu des éléments du rapport de gestion combiné indiqués dans la section « Autres informations » de notre rapport du commissaire aux comptes.

À notre avis, sur la base des informations recueillies dans le cadre de cet audit, les états financiers consolidés ci-joints sont, à tous les égards significatifs, conformes aux normes comptables IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) (ci-après dénommées « normes comptables IFRS ») telles qu'adoptées par l'UE, ainsi qu'aux exigences supplémentaires imposées par le Code de commerce allemand en vertu de l'article 315e (1) du HGB [Handelsgesetzbuch : Code de commerce allemand] et, conformément à ces exigences, donnent une image fidèle et sincère de l'actif, du passif et de la situation financière du Groupe au 31 décembre 2025, ainsi que de ses résultats financiers pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2025, et le rapport de gestion combiné qui l'accompagne fournit, dans son ensemble, une vue d'ensemble appropriée de la situation du Groupe. À tous les égards significatifs, ce rapport de gestion combiné est cohérent avec les états financiers consolidés, respecte les obligations légales allemandes et présente de manière appropriée les risques et opportunités d'évolution future. Notre opinion sur le rapport de gestion combiné n'évoque pas le contenu des éléments du rapport de gestion combiné indiqués dans la section « Autres informations » du rapport du commissaire aux comptes.

Conformément à l'article 322 (3), phrase 1, du HGB [Handelsgesetzbuch : Code de commerce allemand], nous déclarons que notre audit n'a donné lieu à aucune réserve relative à la conformité des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné à la législation en vigueur.

### Fondement de nos opinions

Nous avons réalisé notre audit des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné conformément à l'article 317 du HGB (Code de commerce allemand) et au règlement de l'UE n° 537/2014 relatif au contrôle légal des comptes (ci-après désigné le « Règlement Audit de l'UE ») et conformément aux normes allemandes généralement admises en matière d'audit des états financiers promulguées par l'Institut der Wirtschaftsprüfer (IDW) [Institut des commissaires aux comptes allemand]. Nos responsabilités en vertu de ces obligations et de ces principes sont décrites plus en détail dans la partie intitulée « Responsabilités du commissaire aux comptes concernant l'audit des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné » de notre rapport. Nous sommes indépendants des entités du Groupe conformément aux exigences du droit européen et de la législation allemande en matière de commerce et d'activité professionnelle, et nous avons satisfait à nos autres responsabilités professionnelles allemandes conformément à ces obligations. En outre, conformément à l'article 10, paragraphe 2, point f), du Règlement Audit de l'UE, nous déclarons que nous n'avons pas fourni de services autres que d'audit interdits visés à l'article 5, paragraphe 1, du Règlement Audit de l'UE. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder nos opinions concernant les états financiers consolidés et sur le rapport de gestion combiné.

### Points clés de l'audit des états financiers consolidés

Les points clés de l'audit sont ceux qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants dans le cadre de notre audit des états financiers consolidés pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2025. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments pris isolément.

#### ***Calcul des provisions pour pertes sur prêts basées sur des modèles pour les pertes de crédit***

Les principales méthodes de comptabilisation et d'évaluation sont décrites dans la note 3 « Principes et incertitudes significatifs dans les estimations » des états financiers consolidés. Pour en savoir plus sur les pertes de valeur en vertu d'IFRS 9, veuillez consulter la note 32 « Risque de crédit et pertes de crédit » des notes annexes aux états financiers consolidés.

#### **Risque lié aux états financiers**

Dans ses états financiers consolidés au 31 décembre 2025, COMMERZBANK Aktiengesellschaft présente des provisions pour pertes sur prêts pour les risques découlant des prêts et avances au titre de l'étape 1 pour un montant de 315 millions d'euros et au titre de l'étape 2 pour un montant de 900 millions d'euros.

Conformément à la norme comptable IFRS 9 - Instruments financiers, COMMERZBANK Aktiengesellschaft utilise une approche en trois étapes pour mesurer les provisions pour pertes sur prêts, un modèle PCA étant utilisé pour calculer les pertes de crédit attendues (PCA). Les provisions pour pertes de l'étape 1 correspondent aux pertes de crédit attendues au cours des douze prochains mois. Les provisions pour pertes sur prêts de l'étape 2 concernent les instruments financiers dont le risque de crédit a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale, tandis que les provisions pour pertes sur prêts de l'étape 3 sont attribuables aux actifs financiers dépréciés. Les provisions pour pertes sur prêts des étapes 2 et 3 tiennent compte de toutes les pertes de crédit attendues pour toute la durée restante.

Le calcul des provisions pour pertes de prêt pour les pertes de crédit attendues des étapes 1 et 2 implique l'utilisation de modèles, d'entrées et d'hypothèses complexes. La provision pour pertes sur prêts est déterminée en utilisant les entrées suivantes : probabilité de défaut (PD), perte en cas de défaut (LGD) et exposition en cas de défaut (EaD).

L'incertitude économique et les conséquences des tensions géopolitiques éclipsent encore fortement les perspectives macroéconomiques. Les données d'entrée basées sur des modèles utilisées pour calculer les provisions pour pertes sur prêts ne reflètent pas encore pleinement ces effets. COMMERZBANK Aktiengesellschaft a comptabilisé des recoupements pour tenir compte de cette question.

Il existe un risque pour les états financiers que des modèles ou des données inappropriés soient utilisés pour le calcul des provisions pour pertes sur prêts pour les pertes de crédit attendues aux étapes 1 et 2.

#### **Notre approche d'audit**

Sur la base de l'évaluation des risques et des risques d'anomalies significatives que nous avons réalisée, nous avons utilisé à la fois des procédures d'audit fondées sur les contrôles et des procédures d'audit de corroboration pour notre opinion d'audit.

Nous avons réalisé des tests concernant l'élaboration, la mise en œuvre et l'efficacité des contrôles pertinents utilisés pour calculer les provisions pour pertes sur prêts et nous avons mis en œuvre des procédures d'audit de corroboration supplémentaires.

Entre autres, notre audit comprenait des procédures de test de contrôle liées aux éléments suivants :

- Calcul des provisions pour pertes sur prêts fondées sur les données d'entrée
- Dérivation des recoupements pour les provisions pour pertes sur prêts fondés sur les données d'entrée et
- Validation des modèles de provision pour pertes sur prêts fondés sur les données d'entrée.

Nous avons tenu compte des résultats de nos vérifications des contrôles pour déterminer la nature et l'étendue des autres procédures d'audit de corroboration. Celles-ci incluent notamment :

- Évaluation des méthodes et des principes comptables utilisés pour déterminer les provisions pour pertes sur prêts conformément à IFRS 9
- Évaluation des validations effectuées par la Banque pour certains modèles importants significatifs et reprise des tests de validation
- Évaluation de la pertinence des hypothèses clés relatives à l'affectation par étape, aux variables macroéconomiques, aux scénarios et à leur pondération
- Recalcul sur la base des risques des provisions pour pertes sur prêts pour les étapes 1 et 2
- Révision des notations et de la solvabilité d'un échantillon d'emprunteurs sur la base des informations contenues dans les dossiers de prêt respectifs et évaluation des critères utilisés pour identifier une augmentation significative du risque de crédit, ainsi que
- Réalisation d'un nouveau calcul des provisions pour pertes sur prêts fondé sur les données d'entrée, y compris la méthode de calcul des recoupements.

### **Nos conclusions**

Les modèles d'évaluation et les données d'entrée utilisés pour déterminer les provisions pour pertes sur prêts pour les pertes de crédit attendues aux étapes 1 et 2 sont appropriés.

### ***Valorisation des instruments financiers pour lesquels aucun prix de marché observable sur les marchés actifs n'est disponible***

Les principales méthodes de comptabilisation et d'évaluation sont décrites dans la note 3 « Principes et incertitudes significatifs dans les estimations » des états financiers consolidés. Pour plus d'informations sur les instruments financiers, veuillez consulter la note 36 « Hiérarchies de la juste valeur et obligations d'information » d'IFRS 13 dans les états financiers consolidés.

### **Risque lié aux états financiers**

Dans ses états financiers consolidés au 31 décembre 2025, COMMERZBANK Aktiengesellschaft présente des actifs financiers pour un montant de 127,1 milliards d'euros et des passifs financiers pour un montant de 65,5 milliards d'euros en tant qu'instruments financiers de niveau 2 à la juste valeur. En outre, COMMERZBANK Aktiengesellschaft présente des actifs financiers d'un montant de 3,9 milliards d'euros et des passifs financiers d'un montant de 0,8 milliard d'euros en tant qu'instruments financiers de niveau 3 à la juste valeur.

Les justes valeurs de ces instruments financiers doivent être déterminées sur la base de méthodes d'évaluation reconnues. Les méthodes d'évaluation utilisées peuvent être basées sur des modèles complexes et inclure des hypothèses nécessitant des appréciations, en particulier pour des entrées non observables.

Le risque pour les états financiers en particulier est que des modèles d'évaluation et des données d'entrée inappropriés soient utilisés pour déterminer les justes valeurs des instruments financiers de niveaux 2 et 3.

### **Notre approche d'audit**

Sur la base de l'évaluation des risques et des risques d'anomalies significatives que nous avons réalisée, nous avons utilisé à la fois des procédures d'audit fondées sur les contrôles et des procédures d'audit de corroboration pour notre opinion d'audit.

Nous avons testé la conception, la mise en œuvre et l'efficacité des contrôles pertinents pour la détermination des justes valeurs et mis en œuvre des procédures d'audit de corroboration supplémentaires. Pour ce faire, nous avons fait appel aux experts internes en évaluation de KPMG.

- Notre audit incluait notamment des procédures de test de contrôle concernant :
- La validation des modèles d'évaluation nouvellement introduits ou modifiés et des processus de suivi continu des modèles d'évaluation existants
- La revue indépendante des données de marché et des données utilisées pour l'évaluation ainsi que
- La détermination et la comptabilisation des corrections de valeur nécessaires.



Nous avons tenu compte des résultats de nos tests de contrôle pour déterminer la nature et la portée des autres procédures d'audit de corroboration. Les procédures d'audit de corroboration comprenaient notamment :

- La réalisation de notre propre vérification indépendante des prix avec la participation d'experts en évaluation internes de KPMG pour certains instruments financiers, méthodes d'évaluation, données et modèles, ainsi que
- Le nouveau calcul et la nouvelle exécution du calcul des ajustements de la juste valeur effectués, y compris leur comptabilisation.

### **Nos conclusions**

Les modèles d'évaluation et les données utilisés pour calculer la juste valeur des instruments financiers de niveaux 2 et 3 sont appropriés.

### ***Calcul de la provision pour risques juridiques liés aux prêts libellés en devises étrangères de mBank S.A.***

Les principales méthodes de comptabilisation et d'évaluation sont décrites dans la note 3 « Principes et incertitudes significatifs dans les estimations » des états financiers consolidés. Pour plus d'informations sur les risques juridiques liés aux prêts libellés en devises étrangères de mBank S.A., veuillez consulter la Note 57 « Provisions » des états financiers consolidés.

### **Risque lié aux états financiers**

Dans ses états financiers consolidés au 31 décembre 2025, COMMERZBANK Aktiengesellschaft présente une provision pour risques juridiques liés aux prêts accordés par une filiale dans le passé et libellés en devises étrangères pour un montant de 0,8 milliard d'euros. La partie prédominante s'applique au franc suisse.

La filiale du Groupe mBank S.A. fait face l'objet de plaintes déposées par de nombreux emprunteurs ayant contracté des prêts indexés sur des devises étrangères en raison de la prétendue invalidité des clauses d'indexation. Outre le nombre élevé de procédures individuelles, un recours collectif est en instance. Dans ce contexte, il existe une incertitude substantielle concernant les flux de trésorerie attendus des prêts affectés.

La Banque évalue les incidences sur les flux de trésorerie attendus des prêts libellés en devises étrangères en se fondant sur les probabilités associées à différents scénarios d'événements futurs, tels que l'issue des procédures judiciaires en cours et les futurs accords de règlement avec les clients. Cela implique de faire des hypothèses sur le nombre prévu de procédures judiciaires en cours, la probabilité de perdre ces affaires et les résultats des accords de règlement avec les clients, qui sont fortement soumis au jugement.

Il existe un risque, pour les états financiers, que des hypothèses inappropriées aient été formulées pour le calcul des provisions relatives à la charge attendue découlant des prêts libellés en devises étrangères.

### **Notre approche d'audit**

Sur la base de notre évaluation des risques et de l'évaluation des risques d'anomalies significatives, nous avons fondé notre opinion sur les procédures d'audit de corroboration. Celles-ci incluent notamment :

- Évaluation de la méthode utilisée pour estimer les incidences financières des prêts libellés en devises étrangères et de la politique comptable correspondante
- Évaluation de l'exactitude et de l'exhaustivité des données significatives prises en compte dans l'estimation de la provision
- Obtention d'avis juridiques concernant les procédures en cours et
- Évaluation des hypothèses significatives retenues pour l'estimation des incidences financières du risque, notamment les probabilités des scénarios futurs relatives aux règlements avec les clients, l'évolution du nombre de réclamations ainsi que la probabilité de perdre ces affaires.

### **Nos conclusions**

Les hypothèses retenues pour le calcul des provisions destinées à couvrir les charges attendues liées aux prêts libellés en devises étrangères de mBank S.A. sont appropriées.

### ***Comptabilisation et évaluation des actifs d'impôt différé***

Les principales méthodes de comptabilisation et d'évaluation sont décrites dans la note 3 « Principes et incertitudes significatifs dans les estimations » des états financiers consolidés. Pour plus d'informations sur les actifs d'impôt différé, veuillez consulter la note 51 « Actifs d'impôt » dans les états financiers consolidés.

### Risque lié aux états financiers

Dans ses états financiers consolidés au 31 décembre 2025, COMMERZBANK Aktiengesellschaft présente des impôts différés actifs de 1,5 milliard d'euros.

La comptabilisation et l'évaluation des actifs d'impôt différé nécessitent des appréciations ainsi que - outre la prise en compte de facteurs objectifs - de nombreuses estimations concernant les futurs bénéfices imposables et de la capacité à utiliser des pertes fiscales et des crédits d'impôt inutilisés par le passé.

La valeur d'utilité des actifs est estimée en particulier sur la base de potentiels revenus imposables futurs tels qu'ils ressortent de la planification d'entreprise ; qui, cette estimation est soumise à une incertitude, compte tenu des changements attendus dans les hypothèses et les données d'entrée significatives qui déterminent la valeur et qui y sont incluses. Il s'agit notamment d'hypothèses sur l'évolution des bénéfices avant impôt, l'influence des éléments spéciaux potentiels et des effets permanents, qui déterminent les bénéfices imposables positifs disponibles à l'avenir. Ces hypothèses concernent également le contexte et les évolutions politiques et économiques, ainsi que les réglementations fiscales nationales spécifiques et les stratégies de planification fiscale.

Il existe un risque pour les états financiers que des hypothèses inappropriées soient faites concernant la facilité d'utilisation future des actifs d'impôt différé.

### Notre approche d'audit

Sur la base de l'évaluation des risques et des risques d'anomalies significatives que nous avons réalisée, nous avons utilisé à la fois des procédures d'audit fondées sur les contrôles et des procédures d'audit de corroboration pour notre opinion d'audit.

Nous avons testé la conception, la mise en œuvre et l'efficacité des contrôles pertinents pour la détermination des actifs d'impôt différé et avons mis en œuvre des procédures d'audit de corroboration supplémentaires.

Pour ce faire, nous avons fait appel à nos experts fiscaux internes de KPMG.

Entre autres, notre audit comprenait des procédures de test de contrôle concernant l'élaboration des hypothèses utilisées pour déterminer le bénéfice imposable futur.

Nous avons tenu compte des résultats de nos tests de contrôle pour déterminer la nature et la portée des autres procédures d'audit de corroboration. Celles-ci incluent notamment :

- Évaluation de la méthodologie appliquée par COMMERZBANK Aktiengesellschaft pour la comptabilisation et l'évaluation des actifs d'impôt différé conformément aux exigences d'IAS 12
- Évaluation de la pertinence des données utilisées dans la planification d'entreprise au titre des attentes de COMMERZBANK Aktiengesellschaft concernant les futurs bénéfices imposables et
- Évaluation de l'interprétation de diverses lois et exigences fiscales et de la matérialisation de futurs bénéfices imposables ainsi que de l'adéquation et de la faisabilité des stratégies de planification fiscale.

### Nos conclusions

Les hypothèses formulées concernant la capacité à utiliser à l'avenir des actifs d'impôt différé sont appropriées.

### Autres informations

Le conseil d'administration respectivement le conseil de surveillance est responsables des autres informations. Celles-ci incluent les éléments suivants du rapport de gestion combiné, dont le contenu n'a pas été examiné :

- Le rapport de durabilité du Groupe, y compris la déclaration non financière combinée, qui est incluse dans le rapport de gestion combiné, et
- La déclaration combinée sur le gouvernement d'entreprise de l'entité et du Groupe, à laquelle il est fait référence dans le rapport de gestion combiné.

Les autres informations incluent également les autres parties du rapport annuel. Elles n'incluent pas les états financiers consolidés, les informations du rapport de gestion combiné dont le contenu a été contrôlé et le rapport du commissaire aux comptes que nous avons établi.

Nos opinions sur les états financiers consolidés et sur le rapport de gestion combiné ne couvrent pas ces autres informations et, par conséquent, nous n'exprimons aucune opinion et aucune autre forme de conclusion d'assurance à ce sujet.

Dans le cadre de notre audit, il nous incombe de lire les autres informations et, ce faisant, d'apprécier s'il existe

- une incohérence significative entre ces informations et les états financiers consolidés, avec les informations figurant dans le rapport de gestion combiné dont le contenu a été contrôlé ou avec les connaissances que nous avons acquises dans le cadre de l'audit, ou
- si elles semblent contenir des anomalies significatives.

Si, sur la base des travaux que nous avons effectués sur les autres informations, nous concluons que l'incohérence ou l'inexactitude significative provient des autres informations, nous sommes tenus de le signaler. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Conformément à notre mission, nous avons effectué une mission d'assurance limitée sur le rapport de durabilité du groupe. En ce qui concerne la nature, l'étendue et les résultats de cette mission d'assurance limitée, nous nous référons à notre rapport d'assurance distinct daté du 4 mars 2026.

**Responsabilités du conseil d'administration et du conseil de surveillance  
concernant les états financiers consolidés et le rapport de gestion combiné**

Il incombe au conseil d'administration d'établir des états financiers consolidés qui sont conformes, à tous les égards significatifs, aux normes IFRS telles qu'adoptées par l'UE, et aux exigences supplémentaires imposées par le Code de commerce allemand en vertu de l'article 315e (1) HGB [Handelsgesetzbuch : Code de commerce allemand] et que les états financiers consolidés, conformément à ces exigences, donnent une image fidèle et sincère des actifs, des passifs et de la situation financière du Groupe. En outre, le conseil d'administration est responsable du contrôle interne qu'elle juge nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers consolidés exempts d'inexactitudes significatives, qu'elles résultent de fraudes (par exemple la publication d'informations financières frauduleuses et le détournement d'actifs) ou d'erreurs.

Dans le cadre de l'établissement des états financiers consolidés, il incombe au conseil d'administration d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son activité. Il lui incombe également de divulguer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation. En outre, elle est également responsable de la publication d'informations financières sur la base de la convention comptable de la continuité d'exploitation sauf s'il est prévu de liquider le Groupe ou qu'il cesse ses activités ou s'il n'existe aucune alternative à cela.

De même, il lui incombe d'établir le rapport de gestion combiné qui, dans sa globalité, donne une vue d'ensemble appropriée de la situation du Groupe et est, à tous les égards significatifs, cohérent avec les états financiers consolidés, respecte les obligations légales allemandes et présente de manière appropriée les risques et opportunités d'évolution future.

En outre, le conseil d'administration est responsable de la prise des mesures et de la mise en œuvre des dispositifs (systèmes) qu'elle juge nécessaires pour permettre l'établissement d'un rapport de gestion combiné conforme aux obligations légales allemandes applicables, et pour être en mesure de fournir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les affirmations figurant dans le rapport de gestion combiné.

Le conseil de surveillance a pour mission de superviser le processus de publication des informations financières du Groupe dans le cadre de l'établissement des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné.

**Responsabilité du commissaire aux comptes concernant l'audit  
des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, qu'elles proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et que le rapport de gestion combiné fournit, dans son ensemble, une vue d'ensemble appropriée de la situation du Groupe et qu'il est, à tous les égards significatifs, cohérent avec les états financiers consolidés, conforme aux obligations légales allemandes et présente de manière appropriée les risques et opportunités d'évolution future, ainsi que d'émettre un rapport qui présente nos opinions concernant les états financiers consolidés et le rapport de gestion combiné.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément à l'article 317 du HGB et au Règlement Audit de l'UE et conformément aux normes allemandes généralement admises en matière d'audit des états financiers promulguées par l'Institut der Wirtschaftsprüfer [Institut des commissaires aux comptes allemand] (IDW) permettra de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés et du présent rapport de gestion combiné prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nous exerçons notre jugement professionnel et adoptons une attitude caractérisée par l'esprit critique tout au long de cet audit. De même :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés et le rapport de gestion combiné comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillons des éléments qui sont suffisants et appropriés pour fonder nos opinions. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.

- Nous prenons connaissance des contrôles internes pertinents pour l'audit des états financiers consolidés et des mesures et dispositifs pertinents pour l'audit du rapport de gestion combiné afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but de formuler une opinion sur l'efficacité sur les contrôles internes et/ou des dispositifs et mesures du Groupe.
- Nous évaluons le caractère approprié des méthodes comptables utilisées par le Conseil d'administration et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par celui-ci, ainsi que les informations qu'elle a fournies à ce titre.
- Nous apprécions le caractère approprié de l'application, par le conseil d'administration, de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du Groupe à poursuivre son activité. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, il nous incombe d'attirer l'attention, dans notre rapport, sur les informations fournies dans les états financiers consolidés et dans le rapport de gestion combiné au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas pertinentes, de modifier nos opinions. Nos conclusions sont fondées sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Toutefois, des circonstances ou événements ultérieurs peuvent entraîner la cessation de l'activité du Groupe.
- Nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies, et évaluons si les états financiers consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à ce que les états financiers consolidés donnent une image fidèle de l'actif, du passif, de la situation financière et de la performance financière du Groupe aux normes comptables IFRS telles qu'adoptées par l'UE, et aux exigences supplémentaires imposées par le Code de commerce allemand en vertu de l'article 315e (1) du HGB
- Nous prévoyons et réalisons l'audit des états financiers consolidés afin d'obtenir des éléments que nous estimons suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des activités commerciales au sein du Groupe pour exprimer des opinions sur les états financiers consolidés et sur le rapport de gestion combiné. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe ainsi que des opinions que nous exprimons à ce titre.
- Nous évaluons la cohérence du rapport de gestion combiné avec les états financiers consolidés, sa conformité avec le droit [allemand] et la vue d'ensemble qu'il donne concernant la situation du Groupe.
- Nous réalisons un audit des informations prospectives présentées par le conseil d'administration dans le rapport de gestion combiné. Sur la base d'éléments probants que nous estimons suffisants et appropriés, nous évaluons, tout particulièrement, les hypothèses significatives utilisées par le conseil d'administration comme base de ces informations prospectives, et évaluons de quelle manière elle est arrivée à ces informations prospectives sur la base de ces hypothèses. Nous n'exprimons aucune opinion distincte concernant ces informations prospectives et les hypothèses qui les sous-tendent. Il existe un risque inévitable significatif que des événements futurs diffèrent sensiblement de ces informations prospectives.

Nous communiquons avec les personnes chargées de sa gouvernance concernant notamment la portée et le calendrier de l'audit envisagés et les principales conclusions découlant de l'audit, ce qui inclut les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées lors de notre audit.

Nous leur transmettons également une déclaration confirmant que nous nous sommes conformés aux exigences éthiques en matière d'indépendance applicables et nous leur communiquons toutes les relations et autres questions dont on peut raisonnablement penser qu'elles portent atteinte à notre indépendance et, le cas échéant, les décisions ou les mesures prises afin d'éliminer les risques pour notre indépendance.

Parmi les éléments communiqués aux personnes chargées de sa gouvernance, nous déterminons ceux qui ont été les plus importants dans le cadre de l'audit des états financiers consolidés de l'exercice considéré et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit. Nous les décrivons dans notre rapport d'audit, à moins que la loi ou la réglementation n'interdise toute divulgation à ce sujet.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

***Rapport sur l'assurance concernant la présentation au format électronique des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné préparée à des fins de publication conformément à l'article 317 (3a) du HGB***

#### **Opinion d'assurance**

Nous avons réalisé des travaux d'audit conformément à l'article 317 (3a) du HGB afin d'obtenir une assurance raisonnable quant à la présentation des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné (ci-après les « documents au FEEU ») contenus dans le fichier électronique « Commerzbank\_AG\_KA+KLB\_ESEF-2025-12-31.zip » (valeur de hachage SHA256 : 68f6d254dbb99f6de151bd313344f594c730dfd9170b6754e43be24dc\_3dbd9fb) mis à disposition et préparé à des fins de publication est conforme à tous les égards significatifs aux obligations énoncées par l'article 328 (1) du HGB concernant le format électronique de publication d'informations (« format FEEU »). Conformément aux obligations légales allemandes, ce travail d'audit ne concerne que la conversion des informations figurant dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion combiné au format FEEU et ne concerne donc ni les informations figurant dans ces versions ni d'autres informations présentes dans le fichier identifié ci-dessus.

Selon nous, la présentation des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné figurant dans le fichier électronique mis à notre disposition, identifié ci-dessus et préparé à des fins de publication est conforme à tous les égards significatifs aux obligations énoncées dans l'article 328 (1) du HGB au titre du format de publication électronique des informations. Au-delà de cette opinion d'assurance et de notre opinion d'audit sur les états financiers consolidés joints et le rapport de gestion combiné relatif à l'exercice du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2025 joint au « Rapport sur l'audit des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné » ci-dessus, nous n'exprimons aucune opinion d'assurance sur les informations contenues dans ces présentations ou sur les autres informations contenues dans le dossier identifié ci-dessus.

### **Fondement de notre opinion d'assurance**

Nous avons effectué notre travail d'assurance sur la présentation des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné contenus dans le fichier mis à disposition et identifié ci-dessus conformément à l'article 317 (3a) HGB et à la norme d'assurance IDW : Travail d'assurance sur le rendu électronique des états financiers et des rapports de gestion préparés à des fins de publication conformément à l'article 317 (3a) HGB (IDW AsS 410 (06.2022)).

Notre responsabilité en la matière est décrite plus en détail dans la section « Responsabilités du Commissaire aux comptes du Groupe pour le travail d'assurance sur les documents au FEEU ». Notre cabinet d'audit applique la norme d'assurance IDW sur la gestion de la qualité 1 : Exigences en matière de gestion de la qualité au sein des cabinets d'audit (IDW QMS 1(09.2022)).

### **Responsabilités de la direction et du Conseil de surveillance concernant les documents au FEEU**

Il incombe au conseil d'administration de la Société de préparer des documents au FEEU, y compris la version électronique des états financiers consolidés et du rapport de gestion combiné conformément à la section 328 (1), phrase 4, point 1 HGB, et du marquage des états financiers consolidés conformément à la section 328 (1), phrase 4, point 2 du HGB.

Il lui incombe également de mettre en œuvre le contrôle interne qu'elle juge nécessaire pour permettre l'établissement de documents au FEEU exempts de non-conformité, intentionnelle ou non, aux obligations énoncées dans l'article 328 (1) du HGB en matière de format électronique de publication d'informations.

Il incombe au conseil de surveillance de superviser le processus de préparation des documents au FEEU dans le cadre du processus de publication d'informations financières.

### **Responsabilités du Commissaire aux comptes du Groupe en matière de mission d'assurance sur les documents au FEEU**

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les documents au FEEU sont exempts de non-conformité significative, intentionnelle ou non, avec les exigences de l'article 328 (1) du HGB. Nous exerçons notre jugement professionnel et adoptons une attitude caractérisée par l'esprit critique tout au long de cet audit. De même :

- Nous identifions et évaluons les risques de non-conformité significative, intentionnelle ou non, avec les exigences de l'Article 328 (1) du HGB et mettons en œuvre des procédures d'assurance adaptées à ces risques, et obtenons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'assurance.
- Nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'assurance des documents FEEU afin de définir des procédures d'assurance appropriées en la circonstance et non dans le but d'exprimer une opinion d'assurance sur l'efficacité de ces contrôles.
- Nous évaluons la validité technique des documents au FEEU, c'est-à-dire si le fichier mis à disposition contenant les documents au FEEU répond aux exigences du Règlement délégué (UE) 2019/815, tel que modifié à la date de clôture, sur la spécification technique de ce fichier électronique.
- Nous évaluons si la présentation au format XHTML des documents au FEEU fournit un contenu équivalent aux états financiers consolidés audités et au rapport de gestion combiné audité.
- Nous évaluons si le marquage des documents au FEEU avec la technologie Inline XBRL (iXBRL) conformément aux exigences des articles 4 et 6 du Règlement délégué (UE) 2019/815, tel que modifié à la date de clôture, permet d'obtenir une copie XBRL appropriée et exhaustive de la présentation au format XHTML lisible par machine.

### **Informations complémentaires en vertu de l'article 10 du règlement européen sur l'audit**

Nous avons été désignés par l'assemblée générale annuelle du 15 mai 2025 en qualité de commissaire aux comptes du Groupe. Nous avons été engagés par le Président du Conseil de surveillance le 12 juin 2025. Nous sommes commissaires aux comptes du groupe COMMERZBANK Aktiengesellschaft depuis l'exercice 2022.

Nous déclarons que les opinions d'audit exprimées dans le présent rapport du commissaire aux comptes sont cohérentes avec le rapport complémentaire destiné au Comité d'audit conformément à l'article 11 du règlement Audit de l'UE (rapport d'audit détaillé).

Outre l'audit des états financiers, nous avons fourni les services suivants à la société auditée, ainsi qu'aux sociétés qu'elle contrôle :

- Outre l'audit des états financiers consolidés de COMMERZBANK Aktiengesellschaft, nos services comprenaient l'audit des comptes annuels, l'audit des états financiers consolidés et annuels des filiales, ainsi que l'examen du rapport financier semestriel et des informations financières du Groupe.
- l'audit commercial séparé du rapport de durabilité du groupe, l'émission de lettres de confort dans le cadre d'émissions sur le marché des capitaux, l'audit des obligations de déclaration et des règles de conduite conformément à l'article 89 de la WpHG [Wertpapierhandelsgesetz : Loi allemande sur le commerce des valeurs mobilières], l'audit du rapport sur la rémunération conformément à l'article 162 de l'AktG [Aktiengesetz : Loi sur les sociétés par actions] et d'autres services d'audit pour satisfaire aux exigences réglementaires ou contractuelles, ainsi que
- des services de conseil en matière d'assurance qualité dans le cadre d'inspections externes.

#### Autre point – Utilisation du rapport du commissaire aux comptes

Notre rapport d'audit doit toujours être lu conjointement aux états financiers consolidés audités et au rapport de gestion combiné audité ainsi qu'aux documents au format FEEU examinés. Les états financiers consolidés et le rapport de gestion combiné convertis au format FEEU, y compris les versions devant être déposées au registre des sociétés, ne sont que des versions électroniques des états financiers consolidés audités et du rapport de gestion combiné audité et ne sauraient les remplacer. En particulier, le rapport au format FEEU et l'opinion d'assurance qui y figure ne doivent être utilisés que conjointement aux documents au format FEEU examinés mis à disposition au format électronique.

#### Commissaire aux comptes allemand responsable de la mission

Le commissaire aux comptes allemand responsable de la mission est Burkhard Both.

Francfort-sur-le-Main, le 4 mars 2026

KPMG AG

Wirtschaftsprüfungsgesellschaft

[Version originale allemande signée par :]

Wiechens Wirtschaftsprüfer  
[Commissaire aux comptes allemand]

Böth Wirtschaftsprüfer  
[Commissaire aux comptes allemand]